

Albanie 1997, une  
insurrection  
oubliée ?



L'ASYMÉTRIE  
Im Anfang war der Aufstand

ISBN : 9791096441174

Éditions de l'Asymétrie  
38, rue Fabre de l'Églantine  
31000 Toulouse  
[www.editionsasymetrie.org](http://www.editionsasymetrie.org)

Illustrations : photos argentiques d'Agathe Rousset  
([www.agatherousset.com](http://www.agatherousset.com))

Couverture : à l'intérieur d'un bunker désaffecté  
sur les hauteurs de Tirana, 2008.

Les autres photos qui rythment le livre ont été prises en 2012 dans la bourgade de Ksamil sur la riviéra albanaise, où une alternance politique avait abouti à la destruction d'un vaste ensemble de constructions illégales, donnant à l'ensemble du village l'allure d'un champ de ruines, à mi chemin entre le théâtre de guerre et le site archéologique...

# Albanie 1997, une insurrection oubliée ?

Textes réunis par les Éditions de l'Asymétrie et traduits de l'albanais (par Arnaud Boutin), de l'allemand (par les Éditions de l'Asymétrie), de l'anglais (par Hic Salta), du grec (par Andreas Elender) et de l'italien (par Robert Ferro).



L'ASYMÉTRIE  
Im Anfang war der Aufstand  
2022



## Albanie 1997, une insurrection oubliée ?

Qui se souvient que pendant quelques semaines, à l'hiver 1997, à la suite d'une insurrection provoquée par la faillite de pyramides financières qui avait fait s'évaporer du jour au lendemain les économies d'une grande partie de la population, l'État fut pour ainsi dire aboli sur près de la moitié du territoire albanais ? Pas grand monde certainement, même si, comme en témoigne ce recueil, les événements furent assez largement couverts par la presse internationale et analysés par la critique sociale de l'époque. À l'aune des vagues successives de révoltes sans partis, ni leaders qui parcourent le monde de façon presque ininterrompue depuis le tournant du siècle, il nous a donc semblé important de réunir des éléments permettant de redécouvrir cette insurrection qui se singularise par sa radicalité. Radicalité qui n'est pas pour rien dans l'oubli qui l'entoure, notamment chez les Albanais « lambdas », comme quiconque a essayé d'aborder le sujet lors d'un voyage dans le pays a pu le constater (on se contente en général d'un lapidaire « taktaktak » évoquant les constants tirs en l'air des insurgés). Les ouvrages des chercheurs, journalistes et témoins albanais n'étant pas non plus toujours d'un grand secours (voir l'annexe à la chronologie : « Bref aperçu de la « littérature » albanaise sur l'insurrection de 1997 »).

Il faut également noter que dans des articles récents sur le pays et son histoire<sup>1</sup>, quand les événements ne sont pas réduits à l'acmé d'un irréductible archaïsme balkanique, ils sont désormais souvent phagocytés sous l'expression « guerre civile de 1997 ». L'expression est littéralement fautive, puisqu'en ne marchant pas sur Tirana c'est à son seuil que les rebelles du sud du pays se sont arrêtés, mais elle permet d'enlever à la révolte toute sa portée et sa densité. Témoignent au contraire

---

<sup>1</sup> Voir par exemple la recension par Kristen Ghodsee du livre de Lea Ypi, *Free: Coming of Age at the End of History* (où elle ne peut pas s'empêcher de vouloir réhabiliter « à la marge » le régime d'Enver Hoxha) parue dans le n°11 de *Jacobin* (2021) ou, l'article, par ailleurs très intéressant, de Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin « L'Albanie, « bon élève » à la dérive » paru dans le *Monde Diplomatique* de septembre 2020.

de ces dernières tout autant la chronologie très détaillée que nous donnons que les textes écrits à l'époque par un assez large spectre de groupes et de revues, hommage en passant à un certain « syncrétisme toto » dont sont « issues » les éditions de l'Asymétrie.

Si nous donnons dans la postface quelques pistes pour penser encore aujourd'hui la pleine modernité de cette insurrection albanaise, il ne s'agit pas non plus ici d'en faire une béate apologie. Au-delà même du rôle probablement joué par quelques anciens hiérarques du régime stalinien dans les comités de salut public créés par les insurgés, de réelles dérives dues au gangstérisme sur la fin de l'insurrection, on ne peut pas faire l'impasse sur le paradoxe relativement inédit d'une révolte dont, au bout du compte, les moyens dépassèrent largement les fins et dont l'étrange étiolement a, au mieux, alimenté l'amnésie et, au pire, les calomnies en tout genre qui l'entourent désormais. Les images qui restent le plus souvent de l'insurrection ne sont certes pas sans rappeler « le jeu de tous avec les armes ; ce qui veut dire : jouer avec le pouvoir » que l'*Internationale situationniste* évoquait dans ses thèses sur la Commune de Paris, mais celui-ci aura alors à cet hiver 1997 frisé l'absurde (nombreux morts par balles perdues, armement des enfants, etc.) Et contrairement à un slogan célèbre, le « peuple » même très bien armé et entraîné (un héritage de la paranoïa militariste du régime hoxhiste) peut donc être vaincu, et ce, comme l'écrivait toujours l'I.S, « moins par la force des armes que par la force de l'habitude ». À l'heure où il est devenu courant, sur un mode déréalisé, marketing ou doctrinaire, de gloser sur l'insurrection, le mars albanais invite à se rappeler que si « Au début, il y a l'insurrection », c'est ensuite que les problèmes commencent...

Dans un article paru tout récemment dans la revue américaine *Jacobin*<sup>2</sup>, où il raconte sa propre expérience des événements comme lycéen, l'activiste albanais Arlind Qori donne d'ailleurs une analyse de cet échec qui mérite d'être reproduite en longueur : « Le plus grand défaut des comités de salut public c'était l'absence de travailleurs organisés dans leurs rangs. La classe ouvrière albanaise - ou plutôt, les fractions de celle-ci n'ayant pas encore émigré - avait été, au cours des années de réformes néolibérales, marginalisée, pulvérisée et dispersée dans une pléthore de petites entreprises. Les syndicats officiels étaient très faibles et entièrement contrôlés par les principaux

---

<sup>2</sup> « How Neoliberal Shock Therapy Brought Albania to the Brink of Civil War », *Jacobin Mag*, mai 2022.

partis. Par conséquent, les travailleurs n'ont pas participé à ces événements en tant que classe, et leur conscience de classe n'a pas dépassé quelques actes luddites de vengeance contre les machines et les usines pendant les premiers jours de mars.

En l'absence d'un mouvement ouvrier, le soulèvement s'est avéré incapable de surmonter ses limites idéologiques. Les participants à la révolte, bien qu'armés et enhardis par l'effondrement de l'État, n'imaginaient pas une société radicalement nouvelle - ils voulaient simplement de nouvelles élections et récupérer leur argent. En outre, beaucoup avaient une vague conception de la justice sociale consistant à donner la priorité aux intérêts des pauvres et des gens ordinaires, mais guère plus. »

Le problème de cette analyse, c'est que, sous prétexte de subordonner une fois de plus et « in fine » le mouvement réel à « l'organisation de la classe ouvrière », et donc, on présume, à son incarnation « avangardistopartidaire », elle fait fi de la réalité de la pratique de cette même classe. Et ce, dans les années précédant le soulèvement, où elle ne fut certes pas pour rien dans sa disparition du paysage, que ce soit via les grèves, révoltes, pillages et saccages qui ont accompagné la chute du régime stalinien et sonnèrent le glas de la quasi-totalité secteur industriel ou via l'émigration massive, mais aussi dans le cours de l'insurrection où les migrants de retour de Grèce ou d'Italie jouèrent un rôle central.

On remarquera par ailleurs que la configuration « classique » souhaitée par Qori ne s'est présentée nulle part dans les très nombreux soulèvements qui, de par le monde, ont succédé au mars albanais (pour une analyse précise et systématique de plusieurs révoltes récentes se reporter au *Ménage à trois de la lutte des classes* de Bruno Astarian et Robert Ferro publié dans la même collection). Les nombreuses questions universelles que soulèvent son intensité comme son échec démontrent en tout cas qu'il est urgent de sortir l'insurrection de 1997 du cachot de l'anomalie périphérique dans lequel on l'avait confiné et de lui redonner toute sa place dans l'histoire des révoltes de notre temps. Ce recueil constituant une première contribution en ce sens.

Les Éditions de l'Asymétrie







**« LE BREF HIVER DE L'ANARCHIE » :  
UNE CHRONOLOGIE**



*Pour établir cette chronologie nous nous sommes appuyés sur la fusion-translation par Hic Salta ([www.hicsalta-communisation.com](http://www.hicsalta-communisation.com)), de celle donnée par le groupe grec TPTG dans son texte (traduit dans ce recueil), et d'un article de la revue Communisme (« Albanie – le prolétariat s'affronte à l'État bourgeois », n° 46, novembre 1997) que nous avons corrigée et complétée avec celle de la brochure Albania, Laboratorio Della Sovversione (traduite dans ce recueil), du livre de Gezim Zilja, Skaner 1997 (Tirana, 2009), du livre de Daniel Vaughan-Whitehead, Albania in crisis. The predictable fall of the shining star (Chettenham 1999) et les archives des dépêches de l'Agence télégraphique albanaise (disponible sur le Net à l'adresse : <http://www.hri.org/news/balkans/ata/>) Nous avons rajouté de surcroît, pour donner une idée de la perception de l'insurrection à l'époque, des extraits d'articles des presses albanaises, allemandes, américaines, anglaises, espagnoles et italiennes.<sup>1</sup>*

## JANVIER

**4** - La pyramide financière « Gjallica » annonce qu'elle ferme ses guichets pour deux semaines.

**6** - La Commission de Transparence sur les pyramides financières, dirigée par Bardhyl Pelingu, commence ses travaux.

**11** - Fermeture des pyramides financières enregistrées comme fondations caritatives « Populli » et « Xhaferri » qui avaient été les premières à se lancer dans une surenchère sur les taux d'intérêt proposés alors qu'elles ne s'appuyaient sur aucun investissement réel.

**15** - Suite à l'annonce de la faillite de la pyramide financière « Sude », des manifestations éclatent à Tirana. « Gjallica » déclare que les paiements reprendront le 6 février 1997.

---

<sup>1</sup> Si nous avons gardé la dénomination, albanaise pour toutes les localités évoquées dans la chronologie et les textes, nous avons toutefois fait une exception pour Tirana et Vlora.

**16** - Première révolte à Vlora : les manifestants demandent à rencontrer Fitim Gërxhalliu, le directeur de « Gjallica ». Le gouvernement « gèle » les fonds des fondations.

**18** - Le Balli Kombëtar (Front National) de Vlora demande les licenciements du commissaire, du président du tribunal et du directeur de la section criminelle de la ville. Kristaq Luniku, gouverneur de la Banque d'Albanie, s'exprime contre les pyramides financières dans la presse.

**19** - Tirana. Une grande manifestation (organisée par les partis d'opposition, notamment le parti socialiste) réunit notamment 3000 déposants de la pyramide financière « Sude », affrontements violents avec la police après que des manifestants aient réussi à atteindre la place Skanderberg [principale place de Tirana], il y a de nombreux blessés.

- À Berat (100 km au sud de Tirana), caillassage des bâtiments de la police, de la justice, de bureaux ministériels et des locaux du Parti Démocratique (PD, parti du président du Sali Berisha). Deux cents manifestants sont arrêtés. Le Parlement en appelle à l'armée pour protéger les bâtiments officiels.

**21** - Le ministère des Finances annonce le gel de plusieurs centaines de milliers de comptes ouverts dans les pyramides financières.

**22** - Les dirigeants des fondations « Populli » et « Xhaferri » sont emprisonnés.

- Le politicien de droite Hysen Selfo demande au parlement, la démission du Premier ministre Aleksandër Meksi.

- Nouvelle manifestation et nouveaux affrontements à Tirana.

**23** - Déclaration du Parti Socialiste (PS) à l'issue d'une réunion : « L'opposition dirigera les manifestations populaires ». Le peintre et opposant Edi Rama est violemment agressé par des inconnus. Le Parlement adopte une loi bannissant les pyramides financières et prévoyant des peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour leurs initiateurs.

- Des centaines de déposants manifestent à Shkodër et Durrës.

**24** - Lushnjë, à 100 km au sud de Tirana, localité où les pyramides financières ont lésé le plus de monde, se révolte : « Pour les habitants de la ville poussiéreuse et délabrée de Lushnjë

dans le centre de l'Albanie, le patron de pyramide financière, et ancien officier de l'armée, Rrapush Xhaferri était un saint. Connu sous le surnom de « général » il avait rénové le stade de la ville et recruté des joueurs de classe mondiale pour l'équipe de foot locale. Plus encore, il aidait des milliers d'habitants de la ville à survivre. Sa pyramide financière, Xhaferri, qu'il qualifiait de fondation charitable, fournissait des revenus à beaucoup. Le gouvernement voyait les choses autrement : le « général » étant considéré comme un gauchiste, sympathisant du parti socialiste. Sa « fondation charitable », ainsi qu'un montage équivalent, « Populli », constituaient de pures pyramides financières, ne procédant à aucun investissement réel et donc plus faciles à fermer. Le 23 janvier, la police arrêta Xhaferri et plus de cent personnes liées au montage. Lushnjë explosa. Une foule en colère criant « À bas Sali » brisa les cordons de police et incendia la mairie. Les manifestants encerclèrent ensuite le commissariat, demandant la libération de Xhaferri. « Demandez-moi quelque chose que je peux faire » leur répondit le chef de la police. « Libérez tous les prisonniers de Lushnjë » lui répondit la foule. Certains policiers jetèrent alors leurs casquettes et rejoignirent les manifestants. » (Fred C. Abrahams, *Modern Albania. From Dictatorship to Democracy in Europe*, New York, 2015, chapitre XI) .

**25** - Toujours à Lushnjë, mésaventures du vice-premier ministre Tritan Shehu venu en hélicoptère sur l'ordre du président Sali Berisha remettre de l'ordre : « Spoliée de tout, Lushnjë entra en révolte et quand le bras droit de Berisha, le président du parti démocrate Tritan Shehu arriva pour dénoncer les protestataires comme étant les membres d'un « clan stalino-terroriste » - son idée de la restauration de l'ordre- il fut assommé avec un démonte-pneu, tenu en otage pendant plusieurs heures dans le stade de la ville et, selon la légende, symboliquement réduit au silence à l'aide d'un poireau fourré dans sa bouche. » (Fatos Lubonja *The False Apocalypse. From Stalinism to Capitalism*, Londres 1998). Selon d'autres sources, le poireau, symbole de la misère en Albanie, depuis les pénuries des années 80 où il était le seul légume disponible et souvent brandi dans les premières manifestations, aurait été utilisé à des fins relativement moins « symboliques » sur le vice premier ministre.

- Affrontements à Berat où des barricades sont érigées, la mairie est incendiée et la foule tente de brûler le commissariat principal. Il y a également des affrontements et destructions à Elbasan, Gramsh, Belsh, Tepelenë, Memaliaj, Laç et Kuçovë.

### **Dans la presse : « Barricades et confrontations à Lushnjë.**

*En plus des nombreux dégâts matériels dus aux confrontations avec les foules de citoyens, l'on dénombre parmi les blessés 16 policiers.*

*La mairie de Lushnjë a incendiée et le cinéma a été fortement endommagé après que 5 000 personnes ont manifesté dans le centre de la ville et autour de la route nationale. Les manifestants, dont la majorité est composée de jeunes de moins de 20 ans, demandaient la libération des directeurs de la fondation « Xhaferri » et le remboursement de l'argent perdu. Ils lançaient des pierres sur les fenêtres des deux bâtiments jusqu'à les briser complètement. Puis, ils mirent le feu à la mairie et détruisirent le cinéma, 16 policiers furent blessés dans l'affrontement avec les manifestants...*

*Plus tard, une voiture de police fut également incendiée. Environ 300 personnes, dont certains venaient des villages alentour, attaquèrent avec des pierres les policiers qui se défendaient avec des boucliers antiémeute. Pendant environ 45 minutes, la police essuya les assauts des manifestants. Depuis l'entrée de la ville, la route nationale allant au sud était, comme les chemins de fer, bloquée par les manifestants et les jets de pierres.*

#### **Cinq barrages routiers « isolent » Lushnjë**

*Hier après-midi, cinq barrages routiers, érigés par les villageois le long de la route nationale menant à Lushnjë, bloquaient la circulation des voitures pendant des heures.*

#### **Dushk**

*Le premier barrage construit à Dushk était de temps à autre infranchissable. Un groupe d'environ 50 habitants avait mis le feu à des pneus usagés répandus sur la route. La barricade était renforcée de pierres et de divers objets. Les manifestants laissaient passer quelques voitures et quittaient les lieux si quelqu'un prévenait « la police arrive ».*

#### **Zhamë**

*Deux kilomètres plus loin, à l'endroit appelé Zhamë, les habitants du village avaient mis une charrue réversible au milieu de la route. Elle dégagait et bloquait la route selon que les villageois décidaient qu'une personne devait passer, et qu'une autre ne pouvait pas. Les propriétaires de voitures immatriculées à Tirana étaient les plus persécutés : leur véhicule finissait très souvent avec des vitres cassées.*

#### **Gramsh**

*La situation était ici plus tendue : on y trouvait le barrage le plus infranchissable. Les voitures étaient obligées d'attendre des heures durant, jusqu'à ce que les meneurs du groupe décident*

*d'ouvrir la route. Les forces d'intervention rapide de Tirana durent affronter pendant près d'une heure des jets de pierres, avant de parvenir à débloquer la route. Les premières voitures passèrent sous une pluie de pierres, puis la situation sembla se calmer. Mais à peine un quart d'heure plus tard, la route fut bloquée de nouveau.*

### **Plug**

*On y trouvait le plus considérable et quasi infranchissable des barrages. L'attitude des manifestants y était brutale. Un fourgon immatriculé à Tepelenë fut pillé de toute sa marchandise en à peine dix minutes par des vandales qui cassèrent la porte arrière. Pendant ce temps, une sirène d'ambulance retentissait indéfiniment dans l'espoir de transporter à Lushnjë une femme sur le point d'accoucher, mais personne ne daignait lui ouvrir la route.*

*Du sang coula pendant des heurts entre deux groupes de manifestants et des voyageurs de Mallakastër. Les cris « Nous voulons le Général ! » [surnom d'un dirigeant célèbre de pyramide financière] interrompaient de temps en temps la situation cauchemardesque de centaines de voyageurs qui attendaient la fin de l'hystérie de la plaine de Myzeqe quant au « général » et à l'argent perdu.*

### **Chemins de fer**

*Le dernier barrage le plus infranchissable. De puissants feux des pneus enflammés sur la route dégradée, les rails tordus, des personnes aux visages empourprés réclamant l'argent et le général, une armée entière de soldats harassés qui quittaient Lushnjë à pied et marchaient dans l'espoir de trouver quelqu'un pour les éloigner de la ville de feu. C'était tout. Les informations sur l'incendie de la mairie n'attristaient ni ne réjouissaient personne. Cela n'avait pas d'importance. Il fallait l'argent et le général... »*

*« Barrikada dhe konfrontime në qytetin e Lushnjës », Albania [quotidien proche du pouvoir], le 25 janvier 1997.*

**26** - Les commissariats de Vlora et de Fier sont attaqués, les mairies de ces mêmes villes ainsi que les locaux du PD à Korçë sont incendiés, tout comme ceux d'Albpetrol (société pétrolière nationale). Des protestations éclatent également à Burrel et à Dibër. La route nationale SH1 est bloquée à Fushë-Krujë. Le Parlement demande au président de mobiliser temporairement des unités militaires pour défendre les institutions étatiques et publiques, mais aussi pour assurer la liberté de déplacement

sur les routes nationales. Le président Sali Berisha promulgue le décret n.25 pour répondre à ces deux demandes.

**Dans la presse : « À Vlora, la révolte détruit la mairie**

*Pendant cinq heures, Vlora a vécu au rythme de la révolte des déposants, à laquelle prirent part environ 20 000 personnes. Alors qu'une réunion pacifique organisée par les partis de l'opposition avec pour objet la demande de démission du gouvernement et du président, coupables de cette tragédie des pyramides financières, était prévue à 11h00 sur la Place du Drapeau, les révoltés sortirent de leurs gonds. À 09h30, des groupes d'habitants de Skela se dirigeaient vers la place, où ils ne resteront que 10 minutes. Le président du PS Eduart Alushi et les leaders des autres partis s'adressaient à la foule embrasée : « Le meeting a lieu sur cette place. Protestons tous pacifiquement ». Mais la foule n'écoula pas ces appels et se dirigea vers la place de la mairie, qui n'est qu'à 500 mètres de la Place du Drapeau, et ce, avec une énergie foudroyante. La mairie fut encerclée par de nombreuses forces de police et des forces d'intervention rapide avec des boucliers antiémeute qui tentaient de repousser la foule et la menace qu'elle représentait pour le bâtiment, qui fut le consulat italien il y a 70 ans. Il était 10h15 quand commença la protestation accompagnée de jets de pierres qui brisèrent les vitres de la mairie et du bâtiment du Conseil de district, les slogans « À bas le gouvernement », « Nous voulons notre argent », « Les votes sont achetés avec notre argent », « Berisha voleur » furent clamés. C'est précisément au moment où le groupe de manifestants se sépara de la foule que des adolescents apparurent. À 10h20, ils entrèrent non sans violence dans les bâtiments de la mairie et du Conseil de district.*

*Il a fallu seulement 10 minutes à ces essaims de révoltés pour qu'ils chambardent des centaines et des centaines de dossiers, des coffres-forts, dont beaucoup furent jetés encore verrouillés par les fenêtres, pour qu'ils cassent les téléphones et fauteuils des autorités du district et de la mairie, sans épargner les ordinateurs qui allaient être installés dans les bureaux. À 10h30, un habitant, depuis le balcon du troisième étage, ordonna avec un mégaphone à la foule d'envahir la mairie. À cet instant précis, la foule franchit la barrière de police et mit le feu à la mairie. Les flammes qui provenaient de l'amas d'objets et de documents sur la place, dans les bureaux et les couloirs, atteignirent plus tard le toit de la municipalité.*

*La révolte atteignit son apogée à 11h05 lorsque la foule lança une grenade qui fit exploser les roues du camion de pompiers qui s'efforçait d'éteindre le feu. « La grenade a atterri dans la*



*cabine » affirmèrent les pompiers de l'équipe dirigée par V. Shameti, G. Shehu et M. Kanani, « mais nous nous en sommes éloignés rapidement. Nous sommes nés sous une bonne étoile ! ». Mais la matière explosive blessa l'officier de police Valter Harizi et trois adolescents. L'explosion mit également en danger les correspondants des agences étrangères présents dans la révolte. Des tirs de balles en plastiques et de temps en temps réelles retentissaient, stimulant ainsi la révolte des manifestants. Vers 11h30 environ, la foule descendit en direction du commissariat de police, où se trouvait Mulosmani [commissaire en chef de la ville], qui avait préféré cette fois diriger l'opération depuis son bureau. Les nombreuses forces de police étaient disposées en quatre/cinq groupes, les employés du commissariat restant chargés de la surveillance des prisonniers et de leur commissaire. Des pierres sont lancées, les slogans « À bas le gouvernement », « À bas Mulosmani », « La police est avec nous » sont scandés. Malgré les tentatives de diviser les groupes de police, la foule se dispersa après deux heures.*

*Ces 300 minutes de révolte paralysèrent le marché et le trafic, laissant derrière elles pierres et sang, incendie et destruction. Le Vlonjate pour la première fois parle la langue de la douleur et le pouvoir met cette fois la faute sur les partis d'opposition...*

*Zenepe Luka, « Vlorë, révolta shkatërron Bashkinë », Koha Jonë [journal indépendant opposé à Berisha], le 28 janvier 1997.*

**27** - Berisha s'arroge les pouvoirs exceptionnels prévus en cas de situations d'urgence.

- L'armée patrouille dans les rues de Tirana.

- Le PS, le Parti Social-Démocrate (PSD) et le Parti Alliance Démocratique (PAD) demandent la formation d'un gouvernement technique. Ndre Legisi, un des dirigeants du PS, est agressé par des inconnus.

- À Peshkopi une centaine de personnes attaque le commissariat, les rebelles incendient ensuite la mairie. À Shkodër, on compte 40 000 manifestants.

- Révolte dans la prison de Bardhar (Kavajë) : deux détenus tués.

**Dans la presse :** « *Un tapis de verre et de pierres, une dizaine de magasins éventrés, une douzaine de voitures incendiées...Le centre de Tirana porte les cicatrices d'une nouvelle journée de guérilla ordinaire. Pas grand-chose, tout bien considéré, compte tenu de ce qui s'est passé dans d'autres villes. En fin de matinée, environ 3 000 personnes ont tenté de prendre d'assaut le bâtiment*

*du Parlement où une session extraordinaire était en cours. Mais à Tirana, la foule - qui, selon les sources officielles, a atteint 5 000 personnes - qui, hier, a crié pendant des heures au visage de la pauvre police anti-émeute : "Voleurs, rendez-nous l'argent que vous nous avez volé", a soudain décidé que c'en était assez. Peut-être l'attitude plus prudente de la police, qui n'a pas fait usage de ses matraques, peut-être les promesses du gouvernement ont-elles permis d'éviter le pire. Et donc, vers trois heures de l'après-midi, tout le monde est rentré chez soi. Mais les palais du pouvoir sont toujours gardés par l'armée, tout comme les rues sont toujours surveillées par un noyau de policiers. Hier, le parlement a autorisé le président à utiliser des soldats pour maintenir l'ordre public. Berisha a refusé de déclarer l'état d'urgence. L'effondrement des institutions financières qui garantissaient des intérêts hors du commun - entre 120 et 700 % par an - pourrait déstabiliser le pays et entraîner une guerre civile. Sali Berisha en est bien conscient. Hier, le président a convoqué Alexander Meksi, le Premier ministre, tôt dans la matinée. "Il lui a dit : "Va à la télévision et explique qu'à partir du 5 février, nous allons commencer à secouer le pays". C'est ainsi qu'à neuf heures du matin, la grosse tête de Meksi est entrée dans chaque maison pour tenter de ramener le calme parmi ceux qui avaient perdu leur chemise à la roulette des seigneurs de "l'autre crédit". « Nous avons commencé les démarches administratives », dit Meksi, « pour indemniser tout le monde. Soyez patients, nous faisons de notre mieux. » Mais ni cette date, que la place réclamait à cor et à cri, ni l'attitude contenue de la police, qui n'a pas répondu aux provocations, n'ont permis d'éviter le pire à Korçë et surtout à Vlora. (...) Tout un mode de vie est en danger en Albanie. Celui qui, pendant des années, a permis à ceux qui ne disposaient que de deux mille dollars - souvent le résultat de la vente de leur maison - de compter sur un revenu mensuel d'au moins 200 dollars, soit quatre fois le salaire moyen dans ces régions, et ce, sans rien faire. En restant à la maison. Comment justifier autrement les centaines de bars, toujours ouverts et bondés à toute heure du jour et de la nuit, le plus grand nombre par habitant de salles de vidéo poker et de bingo, le plus grand nombre au monde de Mercedes par rapport à la population ? »*

Renato Caprile « Albania sul 'orlo della Guerra Civile », *La Repubblica*, 27 janvier 1997.

**28** - Nombreuses arrestations parmi ceux qui ont attaqué et incendié les bâtiments institutionnels de Vlora. Arrestation

également d'Eduart Alushi, président de la section du PS de Vlora.

**29** - Le gouvernement promet que les remboursements, soit en argent liquide, soit en livrets d'épargne, commenceront le 5 février grâce à la saisie des comptes de deux des principales sociétés pyramidales.

- 140 personnes arrêtées à Berat et 20 à Poliçan pour leur participation aux émeutes des jours précédents.

**Dans la presse :** « C'est seulement en septembre 1996 quand les pyramides avaient déjà englouti toutes les économies des albanais, soit près de 1,2 milliard de dollars, que le directeur général du FMI Michel Camdessus a écrit au président Berisha pour l'avertir de conséquences catastrophiques devenues désormais inévitables. Les pyramides avaient absorbé les 3/4 de l'argent du pays, entravant toute opportunité d'investissements sérieux. Le FMI espérait que ce pays à qui il avait fait tant de publicité pourrait garder le contrôle de la situation, mais il n'avait peut-être pas prévu que Berisha avait lié son avenir aux usuriers...Quoi qu'il en soit, le FMI préférerait ne pas s'exprimer publiquement, pour remercier Berisha et Meksi les élèves modèles du FMI, de leur zèle. »

« Le FMI complice de l'usure » *Koha Jöne*, le 29 janvier 1997.

**30** - La situation tendue à Vlora se prolonge. Les « déposants » armés sont de plus en plus présents dans l'espace public.

- Dix partis d'opposition créent le « Forum pour la Démocratie », qui appelle au maintien des manifestations, à la création d'un gouvernement technique et à des élections anticipées. Trois anciens prisonniers politiques sous la dictature, Kurt Kola, Daut Gumeni et Fatos Lubonja, sont placés à sa tête.

## FÉVRIER

**4** - Sali Berisha invite les différents partis à discuter de la situation. Le patron de « Gjallica », Fitim Gërxbhalliu déclare à la Télévision Albanaise que sa société est en cessation de paiement.

**5** - Suite à la nouvelle de la faillite de « Gjallica » et de l'impossibilité d'être remboursé, à Vlora, 30 000 personnes

(alors que la ville compte 60 000 habitants) descendent dans la rue. Comme la manifestation se dirige vers le port, la police charge et tente de chasser les manifestants à coups de lances à eau et de matraques. Des membres masqués du SHIK (la police secrète) frappent des manifestants et les emmènent dans leurs voitures. Les affrontements avec la police font deux morts et une centaine de blessés, la plupart du côté des manifestants. Mais par la suite, un groupe de policiers antiémeute est encerclé. Plusieurs d'entre eux, déshabillés par les manifestants, courent dans les rues en sous-vêtements. Les forces de l'ordre sont obligées de se replier.

**Dans la presse : « La « guerre » de Vlora. Des milliers de personnes dans la rue**

*Révolte massive à Vlora. La déclaration télévisée de Fitim Gërzhalliu sur l'impossibilité de payer et le fait que la date du 6 février, date à partir de laquelle était promis le « paradis », se rapproche a eu pour conséquence l'explosion des manifestations, peut-être les plus dures de ces jours derniers en Albanie. Il y eut des blessés tant du côté des manifestants que de celui de la police, certaines par armes à feu. Heureusement, les protestations n'ont pas été accompagnées de violence massive et de dégradation de l'espace public. Les protestataires se défendaient de la police, mais aussi des forces militaires équipées d'armes automatiques. La manifestation a débuté dès les premières heures du matin, et a continué jusqu'au soir. Il a été annoncé qu'on avait procédé à des arrestations, mais leur nombre n'est pas précisé. Certains ont exprimé leur peur que « la nuit appartenant à la police, il pourrait y avoir des arrestations massives ».*

**08h30**

*La situation dans la ville était tendue. Un grand nombre d'habitants discutaient dans les bars de l'espoir presque éteint de retrouver leur argent. Minute après minute, le nombre de manifestants commençait à augmenter, et une heure et demie après, le « signal » pour lancer la manifestation était donné. Une foule considérable à laquelle se joignirent beaucoup d'autres habitants se forma de manière inattendue. À presque 2 000, ils parvinrent à bloquer intégralement le trafic. La foule ainsi née se concentrait à environ 500 mètres de la Place du Drapeau. Les premiers slogans pour le retour de l'argent et contre le gouvernement et le président y furent scandés. Le rassemblement était observé de loin par les forces de police qui ne tentèrent pas de l'interrompre le rassemblement à ce moment-là. La foule opta pour des modes pacifiques de protestation. Pendant*

quelques minutes, des milliers d'individus s'assirent sur la place, scandèrent continuellement des slogans et chantèrent de vieilles chansons patriotiques. « Oh Sali, oh voleur, qu'as-tu fait de notre argent », « À bas la dictature fasciste de Sali Berisha », « Le gouvernement voleur doit capituler », « Oh fils, prenez les fusils, voici la mort, voici la liberté », « Gjallica c'est Berisha ». Sous ces appels, la foule se dirigea vers Skela. À ce moment, quelques manifestants se confrontèrent aux journalistes, désignés responsables d'un flagrant manque de couverture des événements des derniers jours.

### **11h30**

La foule révoltée arriva devant l'Université de Vlora après un trajet de deux kilomètres. C'est là-bas qu'elle fut la plus nombreuse : 10 000 personnes. Pendant tout le temps, elle se tenait loin de la police. Les forces de police allèrent à ce moment affronter la foule sans lui laisser l'occasion de progresser. Environ 200 policiers armés de matraques et de boucliers antiémeute se heurtèrent aux jets de pierres et d'objets lourds. Mais l'affrontement fut interrompu par les manifestants eux-mêmes : des participants à la révolte ont demandé l'arrêt des jets de pierres et c'est ce qui se produisit. Tout ceci dura dix minutes, mais la foule continua de repousser davantage la police et de « gagner » quelques mètres de terrain. À ce moment, arriva aussi une brigade de pompiers qui avait été déployée à Tirana une semaine auparavant. Les voitures de police, les fourgons et les voitures IFA militaires avaient bloqué tous les croisements routiers.

### **13h00**

La foule de manifestants demandait à retourner à Vlora, mais c'est face au stade que son itinéraire fut interrompu par les pompiers qui commencèrent à leur projeter de l'eau afin de les disperser. La colère atteignit son paroxysme. Les jets de pierre ciblaient les pompiers et plus tard la police. Les premiers coups de feu furent alors entendus. Un jeune fut blessé par une arme à feu ainsi qu'une autre personne par la suite. Alors qu'il était déjà à terre, le premier blessé fut frappé par un groupe de policiers. Des personnes âgées et des femmes dans la foule pleuraient et demandaient à ce que la police les rejoigne : « Vous êtes nos fils, ne nous tirez pas dessus, car vous avez le même problème que nous ». Le ministre de l'Intérieur confirma par le biais d'un communiqué que trois policiers ont été blessés pendant les affrontements du jour. »

Stavri Marko, « Lufta e Vlorës. Mijëra vetë në rrugë », *Gazeta Shqiptare* [plus ancien quotidien albanais], le 6 février 1997.

**7** - Arrestation de Fitim Gërxbhalliu et de 12 directeurs de « Gjallica »

- 60 personnes seulement se présentent à la manifestation appelée par le Forum pour la Démocratie à Tepelenë. De son côté, le PD mobilise ses troupes à Tirana pour « la démocratie et la non-violence ».

**8** - Sokol Mulosmani, commissaire de Vlora, est licencié. La Droite Unie Albanaise demande la démission du gouvernement. Le maire de Vlora appelle les déposants lésés à faire preuve de sang-froid.

- Affrontements à Fier.

- On annonce que certains gardes-frontières auraient vendu leurs armes et émigré en Grèce.

**9** - Les députés de Vlora, le préfet, le président de la région et un représentant des déposants lésés rencontrent le Président Sali Berisha. Le soir même, en ville, la police emprisonne ceux qu'elle juge être les meneurs. Les manifestants se réunissent devant les bâtiments de la police et exigent la libération des prisonniers. La police tire, il y a au moins 26 blessés.

**10** - Toujours à Vlora : 40.000 personnes manifestent et mettent le feu au quartier général du Parti Démocratique. Il y a à nouveau 81 blessés, dont Artur Rustemi qui par la suite meurt de ses blessures. Malgré un cordon policier de plus de 700 hommes autour de la ville, des habitants des localités environnantes (5.000 venant de Fier, plusieurs centaines de Berat, Tepelenë, et d'ailleurs encore), se solidarisent avec la lutte de leurs compagnons de Vlora et viennent renforcer leurs rangs. Le commissariat est attaqué par une foule déchainée, les policiers débordés sont désarmés et leurs uniformes brûlés. Une banderole « en route pour Tirana » est déployée.

- À Tirana : les forces de l'ordre n'arrivent pas à empêcher des rassemblements. La tension monte. Les manifestants crient « Vlora, Vlora ! »

### **Dans la presse : « Le Sud vers l'anarchie absolue »**

*Le 10 février 1997, Vlora se trouve entourée de forces spéciales aux uniformes bariolés qui se feront appeler plus tard larushë (les multicolores, les panachés). C'était une démonstration de force du gouvernement pour tenir tête aux manifestants vlonjates rebelles. Les forces de police n'étaient pas équipées d'armes à feu, mais seulement de bouclier antiémeute en plastique et de matraques. Les gens sortaient tôt le matin pour leurs propres affaires et voyaient que tous les rues et carrefours principaux de la ville*

étaient « occupés » par les hommes multicolores du gouvernement. Menaces et insultes s'échangèrent immédiatement entre les deux camps. Les manifestants lancèrent alors le cri de ralliement. Ils ne pouvaient accepter une telle « invasion » improvisée, tant de la part du gouvernement que du président. Plus qu'une organisation instantanée, c'était une explosion de colère des déposants vlonjates en réponse à la trahison du gouvernement. Ce qui eut lieu après, en l'espace de 20 minutes, fut un triomphe intégral des déposants et une défaite humiliante pour les forces gouvernementales commandées depuis Tirana. Les Vlonjates courroucés, dans un rude affrontement au corps à corps et après les avoir battus, obligèrent les policiers de partir à la hâte, certains en sous-vêtements et débardeur. Dans la confrontation entre les forces gouvernementales et les déposants fut tué par arme à feu un manifestant appelé Artur Rustemi. Beaucoup de suppositions et d'accusations fusèrent, mais ce meurtre, comme beaucoup d'autres, est resté non résolu.

D'après le témoignage du chef de la section criminelle en poste, Sokol Bizhga, donné devant la commission parlementaire d'enquête sur les événements de janvier-juin 1997, l'opération du 10 février avait été préparée à Tirana. Sokol Bizhga déclare, entre autres : « ... Le 5 février 1997 au soir, le vice-Ministre de l'Intérieur Agim Shehu est arrivé à Vlora avec un grand nombre de forces armées de Tirana, Pashk Tusha, Muhamet Rrumbullaku, Arben Prenjasi, Hilë Lushaku et des unités spéciales comme la RENEA... Lors de cette soirée, ces forces affrontèrent le peuple à l'endroit appelé « Kali i Trojës (cheval de Troie). »

Il y eut des affrontements légers et des menaces pendant quelques jours d'affilée entre les forces de police arrivées de Tirana et la foule qui devenait encore plus agressive. Le 9 février 1997 eut lieu un affrontement violent entre les forces de police et les manifestants devant la cour du commissariat de Vlora. Les manifestants demandaient la libération des personnes arrêtées du 28 janvier, accusées de l'incendie de la mairie et placées en détention provisoire. Seul le déploiement des forces de police commandées par Hilë Lushaku sur les toits des maisons alentour rendit impossible aux manifestants l'entrée dans le commissariat, et évita qu'ils n'y mettent le feu comme il l'avait fait en janvier à la mairie. Plus tard, Sokol Bizhga continue : « ...À l'aube du 10 février 1997, un nombre important de voitures (j'ignore combien) arriva au commissariat de police en même temps qu'Agim Shehu. Il donna l'ordre à Arben Prenjasi d'élaborer le plan de répartition des forces pour le lendemain... Je me souviens

seulement qu'arrivèrent des forces de Durrës commandées par Bedri Dani, d'Elbasan avec Shemsi Premçi, de Tirana avec Nexhmi Zoti, Albert Dervishi, des unités de Lushnjë, Mallakastër, Sarandë et beaucoup d'autres que je ne connaissais pas... À ces heures matinales se fit la répartition des forces à travers les intersections de la ville, et vers 09h00, commença l'affrontement avec le peuple qui dura environ 15 minutes. »

En février 1997, par le biais de l'ordonnance nr. 8, le ministre de l'Intérieur Halit Shamata demanda à être équipé de cinq véhicules blindés par le ministère de la Défense, en soutien à l'ordre public et sur la base de la décision présidentielle nr. 22 du 28 février 1997 sur la transfert primordial des moyens élémentaires, de 20 véhicules blindés et deux engins lourds des structures du Ministère de la Défense vers les structures du Ministère de l'Intérieur. *Un jour plus tard, Sheme Kosova donna l'ordre, pour la brigade de chars de Zall-Herr, d'avancer vers Fier. L'État semblait se préparer à la guerre.* »

Récapitulatif donné par Gezim Zilja sous le titre « Jugu drejt anarkisë së plotë » dans son livre *Skaner 1997* (Tirana, 2009).

**11** - Vlora, 30.000 personnes, dont des membres du forum pour la démocratie, assistent aux funérailles d'Artur Rustemi, la police se fait particulièrement discrète ce jour-là. Mais la tension monte, à tout moment semblent pouvoir exploser des affrontements « dangereusement incontrôlés ».

- Le gouvernement envisage de proclamer l'état d'urgence à Vlora. Le Premier ministre, Meksi, annonçait déjà à la radio: « il faut défendre l'ordre constitutionnel » et qu'à une situation extraordinaire, il faut répondre par des « mesures extraordinaires ». Mais le décret soumis au Parlement rencontre l'opposition de députés du Parti Démocratique qui, venant de la région de Vlora, se rendent compte que cette mesure ne ferait qu'accentuer la tension que les arrestations et assassinats ont particulièrement alimentés ces derniers jours.

**Dans la presse** : « *Une foule furieuse de manifestants antigouvernementaux a de fait pris le contrôle du port de Vlora au sud de l'Albanie, dépouillant les policiers de leurs armes, de leurs équipements antiémeutes et même de leurs vêtements et se déchaînant à travers les rues en demandant la démission du gouvernement et le remboursement de l'argent investi dans les pyramides financières. Après 5 jours de manifestations de plus en plus tendues à Vlora, la ville est en pleine anarchie avec des coups de feu qui retentissent périodiquement, des voitures accidentées*



*et des bidons d'essence ont été amenés dans la rue et incendiés, des piles d'uniformes de police ont été amassées et transformées en un gigantesque feu de joie. »*

Andrew Gumbel, « Albanian rioters seize port of Vlora », *The Independent*, 11 février 1997.

**12** - Le policier Shezai Zani est tué de 7 balles à Vlora. 14 députés du PD signent une ébauche de projet de résolution de la crise. Le Forum pour la Démocratie interpelle les forces de l'armée et de la police : « Opposez-vous aux ordres criminels d'Aleksandër Meksi [Premier ministre], Sheme Kosova [Chef d'État-major] et Halit Shamata [ministre de l'Intérieur] ». Les manifestations à Vlora entrent dans leur huitième jour. Et'hem Kurti, nouveau commissaire, prend son poste.

**13** - La maison du directeur de la section criminelle de Vlora, Limos Fallani, est dynamitée. Le « Forum pour la Démocratie » crée une branche à Vlora avec Medin Xhelili, président du Parti social démocrate, à sa tête.

**14** - Résolution du Conseil municipal de Vlora demandant le renversement du Premier ministre Meksi. Le pont de Mifoli est bloqué par les manifestants. De nouveaux horaires sont promulgués pour les institutions et les commerçants : personne ne doit travailler pendant les manifestations.

**Dans la presse :** « *Sabit Brokaj s'exprime face au tribunal : les événements de Vlora ne sont pas provoqués par des bandes armées, mais par une révolte de toute la population contre un régime considéré comme étranger* »

*En réponse à l'accusation qui m'est portée, je peux dire qu'il s'agit d'une interprétation ayant comme but précis de m'isoler politiquement et physiquement de la vie politique et sociale. Je prononce ces mots en m'appuyant sur le contenu réel des débats. Ces derniers contiennent deux éléments. Il y est dit : « La nature de la manifestation ne doit en aucun cas être modifiée », ce qui veut dire que les manifestations à Vlora jusqu'à ce jour avaient un caractère entièrement pacifique et ne devraient pas changer les rapports corrects entretenus avec les organes de l'ordre public. Deuxièmement, selon ma conception et celle de n'importe qui ayant une culture politique, les événements de Vlora ne sont pas des événements provoqués par des bandes armées, mais une révolte de tout un peuple contre un régime considéré comme étranger. Les événements peuvent donc changer, redevenir violents, si*

*quelqu'un en change la nature. J'ai clairement affirmé : vous ne changerez pas le caractère de ces manifestations. L'expression « Ne dispersez pas les forces » a ce contenu. De l'expérience des meetings que nous organisons depuis cinq ans, nous savons que les bandes organisées du SHIK, de l'ordre public et des groupes criminels attaquent et massacrent le peuple précisément à l'instant où le rassemblement n'est plus homogène, quand la foule se disperse et se réduit. J'ai ici en tête le dernier meeting organisé à Tirana qui prit un tournant violent à cause de provocateurs précisément quand la grande masse de gens se divisa.*

*Enfin, je sais que mon téléphone est illégalement mis sur écoute depuis cinq ans ; quiconque se respecte et a sa mentalité ne discute pas de sujet compromettant s'il se sait écouté. Gazidede [ chef du SHIK] peut avoir des centaines de mètres de bandes-son enregistrées de mes discussions et des boutades sur lui et son administration. J'ai des revendications contre le SHIK, qui a constamment exercé une pression sur moi, m'a poursuivi sans en avoir le droit en justice en raison d'un article que j'avais écrit (...) Le Président de la République été mis au courant de cet incident ces derniers jours et on m'a enlevé « mes mauvaises habitudes » pour au minimum deux mois. Dans ce contexte, je considère cette accusation pleine d'objectifs politiques, totalement infondée et insensée. »*

« Sabit Brokaj, Flet para tripot gjykues », Zëri i Popullit [ancien organe du régime stalinien devenu celui du parti socialiste], le 14 février 1997.

**18** - Les manifestations continuent. Visite chahutée de Sali Berisha à Lushnjë, où il promet de résoudre la crise et annonce que les habitants ne paieront pas d'impôts pendant deux ans pour compenser leurs pertes.

**19** - La pyramide financière « Vefa » décide de ne rendre que les dépôts.

**20** - Le Premier ministre grec Costas Simitis promet 80 millions de dollars aux déposants lésés ayant perdu leur maison.

- 41 étudiants de l'université de Vlora entament une grève de la faim. Ils appellent à la non-violence, réclament la démission du gouvernement Meksi, la formation d'un gouvernement de technocrates pour assurer l'intérim jusqu'aux nouvelles élections, le limogeage des responsables de la télévision, des poursuites judiciaires contre les responsables des brutalités policières.

- Une nouvelle grande manifestation que la police n'a pas pu empêcher se déroule à Tirana. Partout, on crie « Vlora, Vlora ! »

**22** - Le port de Vlora est attaqué par les manifestants.

**25** - Berisha envoie son ministre de l'Intérieur en Allemagne pour demander des fonds pour l'équipement de la police.

- L'ambassadrice américaine en Albanie, Mariza Lino, déclare : « La tenue de nouvelles élections en Albanie est nécessaire ». Le socialiste Rexhep Mejdani rend visite aux étudiants en grève à l'Université de Vlora.

**27** - 46 étudiants de Gjirokastrë entament une grève de la faim en solidarité avec ceux de Vlora. Dans les collèges et universités de Tirana, les étudiants sèchent les cours.

- À Vlora, le maire de Shkodër Bahri Boriçi déclare : « Je soutiens pleinement les manifestants de Vlora ».

**28** - Vlora : Suite à la rumeur d'une tentative d'intervention de la police secrète (SHIK) dans l'université contre les grévistes de la faim, aux conditions pas encore clairement élucidées à ce jour, des dizaines de milliers de manifestants furieux (certains armés) attaquent le siège de la SHIK et l'incendient après plusieurs heures d'affrontements (4 morts, nombreux blessés). Les manifestants, qui ont aussi eu vent de l'hésitation du gouvernement à déclarer l'état de siège à Vlora, se dirigent vers une caserne de l'armée, enfoncent les portes et prennent toutes les armes qu'ils peuvent y trouver sans rencontrer la moindre résistance de la part des officiers et des soldats encasernés. Une mitrailleuse lourde est installée devant l'université. Les affrontements continuent toute la nuit du 28 février et se prolongent jusqu'au 1er mars.

- À Sarandë, une femme ayant perdu toutes ses économies dans une pyramide financière s'immole par le feu.

**Dans la presse : « Provocation nocturne : « Vlora, Vlora ! » 40 000 personnes armées défendent les étudiants**

*La nuit de mercredi a secoué Vlora et ses habitants. Il était 22h00 lorsque le cri de ralliement « Vlora est envahie, on nous prend les fils de la grève » fut lancé dans tous les quartiers vlonjates. Les puissants Klaxons des voitures réveillaient la ville choquée par la longue journée. « Réveillez-vous pour sauver nos fils ». Des gens effrayés n'ayant pas pu s'habiller se précipitaient dans la rue en s'équipant de tout qu'ils trouvaient : matraques, pieds de biche ou barres de fer, marteaux et même des haches et*

*couperets. « Frères, prenez vos armes, car ils arrivent ». Alarme... Poursuite... Appel... À ceux restés cloîtrés chez eux. Pluie de coups de feu. Et l'information selon laquelle les forces de « rasoir » [surnom donné à des unités spéciales] marchaient vers Vlora arriva à ce moment et fit l'effet d'un grand tocsin pour faire sortir de chez eux ceux qui y étaient restés. 40 000 personnes armées réunies sont restées sur la place « Indépendance », et près de l'université pour défendre leurs fils. Chants patriotiques, feux qui illuminent Vlora, coups de feu qui montrent que Vlora ne peut pas être envahie. 42 incendies autour desquels se rassemblent des milliers de gens dans l'attente. Chaque instant est vécu dans l'anxiété et l'expectative. Les mères assises sur les escaliers du bâtiment où se trouvaient les étudiants forment un obstacle infranchissable. « C'est seulement après avoir roulé sur nos corps » - crient-elles « qu'ils pourront toucher aux étudiants ». Les fils et filles enfermés sont restés sans sommeil près des fenêtres cette nuit, tandis que tout Vlora se tenait auprès d'eux. Vers 10h on entendit l'appel « Sortez car les hommes en uniforme de Sali arrivent pour prendre les étudiants de la grève de la faim », explique un des témoins et beaucoup de Vlonjates. Des chants labes [polyphonies traditionnelles albanaises] commencèrent à résonner.*

*À l'entrée de Vlora, une barricade venant d'être bâtie attendait les invités indésirables de la nuit. Par-delà les barricades et les incendies, les Vlonjates veillaient en observant la route pour faire face à tout imprévu. Dans leurs mains, des automatiques et des pistolets, des haches, des machettes et des troncs. Un peuple désormais consciencieux dans ses revendications sait ce que visent les manifestations. « Je suis pour la démission du gouvernement » dit S.I, « je n'ai aucune raison économique. Les cinq leks que j'avais, ce gouvernement brigand me les a volé. Si ce gouvernement brigand cherche maintenant la guerre civile, il cherche la division du peuple. Les étudiants se sacrifient pour nous et comme vous le voyez j'ai une arme que j'ai acquise sans autorisation, et je n'ai pas peur de l'affirmer. Mais je continuerai à rester pour les défendre jusqu'à la mort ».*

*« Les armes ? Où les avons-nous trouvées ? », crièrent les Vlonjates. « Nous avons détruit les mercenaires de Berisha le 10 février. Qu'ils viennent les chercher si ils veulent. Voilà comment est Vlora ».*

*Pendant ce temps, la nuit voit s'égrainer les minutes entre angoisse et insécurité, et il est dit que rien n'arrivera aux étudiants. Le Chef de l'Ordre public Et'hem Kurti reste dans un des locaux de l'université. « Je suis là et je serai toujours auprès*

*des étudiants ». Quant aux forces de « rasoir » qui se dirigent vers Vlora, il affirme ne rien savoir. Tout est bousculé dans cette nuit entre chaos et absurdité. Une nuit ne pourra jamais être décrite. « Vlora a été occupée, mais n'a jamais été gouvernée », dit Myzejen Zyka, « que Berisha comprenne qu'il ne pourra jamais nous diviser. De la Labëri à la Malësi [du nord au sud], nous ne faisons qu'un. Son rêve ne pourra jamais se réaliser ». C'est affirmé comme une inquiétude intérieure par des milliers de Vlonjates. « Nous voulons pas la sécession » disent tous les manifestants. « Il nous enverra nos frères pour nous conquérir. Mais le 10 février ne sera pas oublié ».*

*Les heures tirent vers l'aube, mais personne ne bougeait. Debout, environ 40 000 personnes attendent le matin pour garder l'intouchable Vlora. Une Vlora calme se réveille. L'angoisse et l'insécurité s'en sont allées. Les étudiants sont toujours bien là et le peuple est encore avec eux sur la place pour montrer leur soutien. À Vlora on chante « Vlora, Vlora... »*

Anilda Ibrahim, « Provokim natten : « Vlora, Vlora ! Janë 40 meiji veto të armatosur, që mbrojnë studentët », *Koha Jonë*, le 29 février 1997.

## MARS

**1** - Vlora : la ville est désormais aux mains des insurgés, les pillages des casernes et dépôts d'armes continuent ainsi que les incendies d'institutions assimilées au gouvernement, notamment l'ancienne villa d'Enver Hoxha, devenue entre-temps un lieu de villégiature de Sali Berisha.

- La révolte s'étend rapidement dans de nombreuses villes du sud : Tepelenë, Himarë, Delvinë, Gjirokastër, et surtout à Sarandë où, la situation est décrite comme étant « hors de contrôle ».

- À Lushnjë, des véhicules antiémeutes qui se dirigent vers Vlora sont interceptés par la population. 40 policiers sont désarmés, déshabillés et leurs véhicules incendiés.

- À Tirana, une nouvelle manifestation de six mille personnes est marquée par des affrontements violents au cours desquels des cameramen d'Italie et d'Allemagne sont roués de coups. Les manifestants incendient des véhicules de police et un commissariat.

- La direction d'Omonia, l'organisation de la minorité grecque, proche de Berisha décrit la révolte comme un règlement de comptes entre le gouvernement et des gangs. De plus, elle essaie de faire croire que la minorité grecque ne participe pas à la révolte et qu'elle pourrait devenir la cible des émeutiers.

- Le Parti socialiste lance son slogan « des fleurs pas des pierres » mais est ostensiblement ignoré par les rebelles.

**Dans la presse : « Attaque contre le SHIK. La guerre et le sang demandent la paix. En allant vers la ville des protestations...**

*...Les gens acquiescent, prennent un exemplaire de « Koha Jonë » et donnent l'autorisation de passer... la police est absente...*

*Pour entrer à Vlora, il faut passer par le filtre de la foule, qui vous enseignera quelques « généralités ». Si vous avez une plaque étrangère (autre que VL, Vlora), il vous faut répondre à des questions sur votre travail, votre destination, votre raison d'entrer à Vlora, quelle personne vous connaissez, si vous êtes un espion, etc. Êtes-vous un espion de l'État ?*

*Nous leur répondons que nous sommes journalistes, mais le doute de notre interlocuteur persistait et il nous demande une nouvelle fois, avec méfiance : pourquoi portez-vous une cravate ?*

*Dans l'attente de trouver une réponse, nous rigolons. Mais pendant ce temps, les manifestants obtempèrent, prennent un exemplaire du Koha Jonë et nous laissent passer. La haine est à son comble. La police est absente. Que se passe-t-il et pourquoi cela se passe-t-il de cette façon ?*

**Les étudiants renversent les dictatures**

*À l'entrée de l'Université sont piégés les milliers d'étudiants en grève, bien que l'heure des protestations soit passée. Ces anges qui se sacrifient nous donnent du courage humain, précisément ce qu'il faudrait que nous leur donnions. Plus tard, les étudiants grévistes nous réservent une nouvelle surprise. Ils ont soif d'informations et pour cela, une conférence de presse est improvisée à leur demande. « On intervertit » les rôles. Frrok (Çupi) répond à des dizaines de questions des plus variées, et s'ensuit une conversation avec tous les grévistes. Les journalistes sont les seuls privilégiés. Les étudiants demandent leur argent, un autre gouvernement, la guerre contre la corruption et la fin de la violence contre les citoyens libres, etc. Pour défendre ces revendications, ils sont décidés à lutter avec une arme pacifique, la grève de la faim. Ils sont déterminés dans leurs revendications. « On dit que ce sont les étudiants qui détruisent les dictatures. », dit Dritan Zeneli, un des grévistes de Shkodër. Un autre ajoute : « Nous sommes ici pour renverser le successeur de la dictature*

communiste ! ». Pendant que nous discutons avec les étudiants, plus de 30 000 personnes continuent le « rituel » quotidien « À bas la dictature », « À bas Berisha », sur la place de l'université.

### **Vlora, la tension qui ne cesse de monter**

... La protestation croissante des Vlonjates se fait au nom de la montagne et de l'homme de la montagne... Les leaders de Shkodër sont accueillis avec dignité...

À ce niveau, pas la peine de chercher une « biographie » politique aux Vlonjates. Ils sont pour un parti, le parti « À bas le gouvernement », « À bas Berisha-Meksi ». La protestation croissante des Vlonjates est liée à leur situation économique misérable et se fait au nom de la montagne, et de l'homme des montagnes [allusion aux habitants du nord du pays]. Les protestations matinales et de l'après-midi s'enrichissent de formes nouvelles. Pendant les deux derniers jours de protestations, une forme de marche originale s'est ajoutée accompagnée de centaines de voitures tout le long de la route à Skela. Entre les voitures, des dizaines de carrosses sont acheminés, avec des chevaux et d'autres animaux, comme le chien, le chat ou encore l'âne, à qui l'on a attaché au cou le nom des hauts fonctionnaires du gouvernements. Un accueil surprenant a été réservé à la délégation de représentants de la Droite Unie Shkodrane. Après que les manifestants ont appris les obstacles rencontrés sur leur chemin et surtout la blessure subie par l'un d'entre eux, Tanush Miletî, l'ancien directeur de la prison de Tirana, la colère de la population est montée à l'extrême. « Je pardonnerai à ceux qui voulaient me prendre la vie, même si je les avais maintenant face à moi. Je leur pardonne ! », dit Tanush ensanglanté, qui continue « Assez de sang versé entre albanais ». Les leaders de Shkodër sont accueillis avec dignité après qu'ils ont salué les manifestations quotidiennes devant l'Université.

### **À Vlora : Guerre sans victimes**

Peu de temps après minuit, une information, selon laquelle les forces spéciales du SHIK, que les Vlonjates appellent « larushë » (uniformes tachetés), allaient venir forcer les étudiants à arrêter leur grève, a rompu le calme sinistre. De nombreuses voitures ont commencé à klaxonner, et de 15 à 20 000 personnes sont arrivées pour encercler l'Université en un temps record. Les coups de feu ont créé un véritable décor de guerre. Les moyens de défense des Vlonjates établissaient un lien absurde entre le Moyen-Âge et les temps modernes. Des troncs, des matraques, des barres de fer, des tôles, des haches, des faucilles, des couperets, des couteaux à pain, des barres d'aluminium, des pierres, des pioches, des pieds de

*chaise, des marteaux en bois, des pistolets, des automatiques, des fusils, des carabines, des mitrailleuses, jusqu'aux lance-flammes et aux petits mortiers ; tel a été l'arsenal de milliers de gens, qui sont restés autour de l'Université toute la nuit sous les coups de feu. « Tonton, des cartouches s'il te plaît, j'en ai besoin pour la Kalachnikov », dit un jeune homme de douze ans. L'horreur, la peur et la fureur se confondent. Comment est-il possible que nous en soyons arrivés à cette situation, et pourquoi ?... Pourquoi a-t-il fallu que ces enfants chérissent davantage les cartouches que les livres ?!...*

### **Absurdité...**

*Nous écrivions plus haut que Vlora était en guerre. Nous disions aussi qu'il n'y avait pas de victime. L'absurdité commence ici. Comment peut-on avoir une guerre sans victime ?! Pour notre malheur, il y a eu des victimes de la guerre cette nuit. Le sang a été versé. À Vlora la famine est apparue. Pas seulement là. Sortons de l'absurde. Tout le monde ne veut pas la guerre et le sang. Parlons de paix. Que la paix et Dieu soient sur tous les Albanais ! Rien d'autre n'a aujourd'hui de valeur, hormis les prières pour la paix et leur concrétisation à la plus brève échéance. »*

Martin Leka, « Sulmi mbo Shik-un. Lufta dhe gjaku kërkojnë paqe. Drejt qytetit të protestave », *Koha Jonë*, le 1er mars 1997.

**2** - Le Premier ministre Alexander Meksi démissionne. Berisha déclare l'état d'urgence. Ce qui veut dire couvre-feu à 20 heures, contrôles policiers avec droit de tirer sans sommation, interdiction de tout rassemblement de plus de quatre personnes et droit d'ouvrir le feu pour disperser les foules. Il dénonce des « rouges armés par les services secrets étrangers ». Premières tentatives de censure de la presse internationale.

- Près du port de Vlora, dix mille insurgés cernent la garnison de la base stratégique de Pacha Liman. Les soldats abandonnent leurs positions. Resté seul, le commandant ouvre les portes aux insurgés. Il deviendra l'organisateur de la défense de Vlora face à une possible intervention des troupes toujours à la solde de Berisha.

- À Sarandë (300 km au sud de Tirana), environ trois mille manifestants brandissant des bâtons descendent dans les rues sans rencontrer aucun barrage. Impressionnée par la détermination des manifestants, la police disparaît subrepticement des lieux. Les rebelles pillent et incendient le commissariat (vide) et les voitures de police abandonnées. Le même sort est réservé aux bâtiments du SHIK. Quatre cents



fusils d'assaut Kalachnikov tombent aux mains des insurgés qui, continuant leur parcours, attaquent le tribunal, prennent d'assaut la prison et libèrent une centaine de prisonniers. Ensuite, les insurgés se donnent un nouvel objectif: l'attaque d'une succursale de banque, abandonnant ainsi leurs illusions quant à obtenir réparation de la part de l'État. Tout le centre-ville est en flamme. À aucun moment, la police n'a essayé d'intervenir.

- À Himarë (ville côtière entre Vlora et Sarandë), les émeutiers incendient la mairie et le commissariat.

- À Delvinë (entre Sarandë et Gjirokastër), les émeutiers ont incendié la préfecture de police, le palais de Justice et, là aussi, ont pillé une succursale de la caisse d'épargne.

- À Levan (village situé entre Vlora et Fier), un groupe de manifestants entre dans une caserne et pille des dépôts d'armes. Il ne rencontre aucune résistance.

- À Gjirokastër, déjà en grève générale illimitée depuis plusieurs jours, les émeutiers envahissent le commissariat, se servent en armes, libèrent les quinze détenus qui s'y trouvent puis incendient le bâtiment. Les policiers n'ont pas opposé de résistance. Le lendemain, un complexe commercial appartenant à la société d'épargne « Gjallica » est incendié.

- Des barrages routiers sont érigés par les insurgés sur les routes reliant Vlora et Sarandë, et à Tepelenë. Des pillages de casernes et dépôts militaires sont également signalés à Fier, Kavajë, Gramsh, Përmet et Ersekë.

### **Dans la presse : « Vlora : maudit sois-tu, Sali Berisha !**

*Une camionnette blanche abritée dans le bâtiment du SHIK déclenche le massacre du 28 février. Au cours de la nuit dernière, quatre personnes ont trouvé la mort : Fatmir Tozaj, 35 ans, Artur Tozaj, 17 ans, Shkëlqim Bogdani, 28 ans, et Frang Çoku, agent du SHIK de 36 ans. Le bilan s'établit à 30 blessés et quatre personnes dans un état grave : le manifestant Agim Iljazi et les agents du SHIK Vllasi Lëngu, Ilir Stevani, et Nikolin Nikolli. 80 000 personnes sont présentes aux funérailles de ces héros.*

#### **28 février, 21h30**

*Comme chaque nuit, une foule de manifestants est restée près du bâtiment de l'Université pour maintenir le calme et défendre les étudiants en grève, suite à une rumeur prévoyant une attaque à leur encontre au cours de la nuit. Autour des feux allumés se tenaient des personnes pacifiques, qui, devisaient ignorant que ce seraient les dernières heures de la paix vlonjate, rompue par*

le SHIK et les espions du gouvernement. Soudainement, à Skela, une camionnette blanche s'est arrêtée à proximité de la police et à 70-80 mètres des grévistes de la faim. Trois civils en sont descendus et après quelques admonestations telles que « vous devez rendre les armes » et sans aucune raison, ils ont poignardé un manifestant à l'abdomen, puis ont emmené trois autres manifestants à bord de la camionnette. Avec la vitesse d'un éclair, elle s'est éloignée en direction de la forêt de Sodë. Selon les récits des témoins oculaires, juste après l'accident, l'alarme fut donnée et des voitures se précipitèrent à sa poursuite. La camionnette blanche, toujours suivie des voitures, est revenue en direction du bâtiment du SHIK, dans les environs de l'École de Marine. Pour compléter le récit des événements, les manifestants témoignent également qu'à l'endroit appelé « Kapelja », au centre de Vlora, un autre manifestant a reçu un coup de couteau de la part d'un civil, ayant disparu juste après. De même, comme en témoigne un autre Vlonjate, un autre manifestant a été enlevé par une voiture blanche sans immatriculation dans les environs du musée. Tous les événements liés à cette voiture blanche ont créé une réaction sans précédent des Vlonjates.

#### **21h45**

La camionnette étant garée dans le bâtiment du SHIK, des centaines de manifestants, dont certains étaient armés, l'ont encerclé. Le premier blessé, par un tir à la rotule, Agim Iljazi, déclare : « On nous a signalé que ceux du SHIK étaient à Vlora. Ils étaient environ 80, nous les avons vus de nos propres yeux dans le bâtiment du SHIK quand ils en sont sortis. Quand nous sommes arrivés et que nous avons encerclé le bâtiment, ils ont ouvert le feu. Nous cherchions la bonne entente et le dialogue. Nous voulions leur signifier qu'ils ne devaient pas s'approcher des étudiants. Ils ont tiré et j'ai reçu la première balle.

#### **Agim, quel but avaient les manifestants devant le SHIK ?**

Suite aux provocations répétées, nous y étions pour préciser que personne ne pouvait toucher aux étudiants de la grève de la faim.

#### **Les avez-vous déjà interpellés ?**

Nous leur avons demandé de ne pas tirer. Les manifestants, eux, n'ont tiré qu'en l'air. Ils n'ont même pas daigné nous écouter et ils ont ouvert le feu. Les balles sifflaient à nous rendre fous. Face à eux, nous étions le peuple et non des terroristes, comme l'a prétendu ce chien de Sali. Ils étaient prêts pour cette nuit-là. Ils avaient beaucoup de munitions et d'armes, en plus d'avoir 80 hommes préparés. Après la véritable fusillade, où quatre

personnes ont trouvé la mort et 30 autres ont été blessées, le bâtiment du SHIK a été incendié. »

#### **Minuit et demi**

Pendant ce temps, le bâtiment des étudiants n'a pas non plus été épargné cette nuit, les agents du SHIK s'étant en effet également, suivis par la foule, positionnés en face. L'affrontement a continué pendant longtemps. Une vitre du quatrième étage a été cassée et l'affrontement a continué à l'intérieur, vers la salle où les étudiants faisaient leur grève. Le matin, des traces de sang ont été trouvées sur le sol de cette salle, et trois blessés sont retenus captifs, après avoir été dépossédés de leurs papiers d'identité. Ce récit est confirmé également par les employés du Procureur Général du district de Vlora, qui recherchaient ce matin, auprès des étudiants, des informations quant à l'endroit où se trouvaient les otages du SHIK.

#### **01h00**

**...Le peuple s'est dirigé vers le quartier militaire et a fait exploser le dépôt d'armes...**

Les coups de feu retentissent dans tout Vlora, et les bruits épisodiques des automatiques montrent que Vlora est à présent une ville en guerre. Pluie de tirs, du sang, un vrai carnage. Le peuple se dirige vers le quartier militaire, qui se situe à 100 mètres environ du bâtiment du SHIK. Ne voulant pas tuer d'officiers et de militaires, la foule de manifestants a tiré en l'air et a réussi à faire exploser les portes des dépôts d'armes. Sont ainsi saisis par le peuple les automatiques et des revolvers s'y trouvant, mais également une grande quantité de munitions. Le dépôt d'armes de l'aviation, de la Base militaire maritime et du bureau ont connu le même sort. La population de Vlora est lourdement armée. Les volées de tirs ont continué jusqu'au matin, moment où les routes étaient recouvertes de sang et de cartouches, témoins du massacre de la nuit. En une nuit, la plupart des gens ont enduré ce que peut générer la satanée provocation des espions du SHIK de Berisha. Vlora volée par les entreprises pyramidales, soutenues par le PD et son président Berisha, frappée par les forces spéciales venues du Nord-Est précisément pour cette raison, Vlora, qui veillait les lèvres tremblantes sur ses enfants qui mouraient de faim à cause de l'orgueil du gouvernement, est sous le choc. Ses fils ont été tués. La nuit du 28 février, le ciel de Vlora est empourpré des coups de feu et du sang de ses témoins.

#### **Mars débute avec douleur**

**1er Mars.** L'hôpital de Vlora se réveilla le matin du samedi 1er mars taché de sang. Les blouses blanches soignaient en nettoyant

les plaies avec leurs larmes. Et ils préparaient les cercueils à la morgue en les nettoyant encore une fois avec leurs larmes. Le bureau du directeur est entrouvert et on entend une discussion, interrompue par un cri de douleur. « Monsieur le ministre, Vlora est tachée de sang. Monsieur le ministre, ce n'est pas ça. Monsieur le ministre, compatissez avec Vlora ». Nous nous approchons de Servet Kojdheli, qui venait de parler avec le ministre. Fatigué, les yeux rougis du manque de sommeil et de larmes, il adresse lentement quelques mots à Koha Jonë : « Nous avons passé toute la nuit ici avec tous ces blessés. Nous étions tous là, le service de chirurgie, de microchirurgie, et tout le staff médical. À l'orée d'un nouveau millénaire, Vlora est tachée de sang. Nous supplions les médias de masse de parler de la tragédie qui a lieu ici... Vlora doit se relever » conclut l'homme bienveillant qui, entre deux sanglots, ne lésine jamais sur les efforts à faire pour soigner et rester proche de son peuple.

Après la discussion avec Mr. Kojdheli, nous visitons les malades. Tous ont reçu des projectiles dans leur corps. Nikolin Nikolla, agent du SHIK venant de Lezhë, est le plus affaibli. Il lui faut supporter en plus des plaies, la haine des autres. Quand on l'interroge, disent les infirmiers, il murmure, à moitié conscient, le chiffre d'un million de drachmes. Il s'agit probablement de l'argent qu'on leur avait promis pour tuer les Vlonjates, mais qui a dû le tourmenter. Tandis que les autres, les manifestants ciblés déloyalement par le pouvoir, Vllasi Lëngu, Ilir Seva et Agim Iljazi disent la même chose : « Ils nous ont tiré dessus, ils ont ouvert le feu sur nous ». Trente autres personnes ont des blessures moins graves. Voilà la situation à l'hôpital aujourd'hui, l'endroit où l'on a le mieux discerné, ressenti et compris l'absurdité du pouvoir, tout comme l'orgueil du tyran Sali Berisha et de son parti qui lave une ville par le sang simplement pour rester au pouvoir. De ce pouvoir né dans le sang, la vie innocente de Vlora est aussi captive...

### **Les héros de Vlora maudissent Berisha**

**12h00.** On ne peut décrire la nuit dernière que comme une Saint-Barthélemy. Des batteries de mitrailleuse et d'armes antiaériennes pillées, des pistolets et du sang de partout. Vlora a aujourd'hui payé le tribut d'un gouvernement corrompu, mafieux criminel, qui tue son peuple. Vlora l'a payé par le sang de trois de ses fils. Hier matin, dans ces rues de la ville aux mares de sangs mêlées de douilles. Hier midi, le sang a été mêlé au cortège des trois défunts. Vlora portait sur ses épaules les trois martyrs... « La Place du Drapeau » a fulminé pour la troisième fois depuis le massacre du 10 février : « Maudit sois tu, Président ! ». Vlora avançait la tête

*haute vers les trois fosses qui attendaient de prendre ses trois fils.*  
Anilda Brahim, « Vlora : Mallkuar qofsh Sali Berisha ! », *Koha Jonë*, le 2 mars 1997.

**3** - Le gouvernement lance un ultimatum pour que les armes soient rendues. Berisha est réélu président pour 5 ans par le parlement et promet de défendre les « idéaux de liberté, démocratie et progrès » alors même que la censure est imposée dans tout le pays. Il ordonne l'encerclement militaire de Vlora et Sarandë tout en remplaçant de façon informelle le chef des forces armées, accusé de manquer de zèle répressif, par son bras droit, Gazidede, chef du SHIK, la police secrète.

- Des tanks se dirigent vers Gjirokastër et d'autres endroits du sud du pays. L'armée reprend le contrôle de la situation jusqu'à Fier, une centaine de kilomètres au sud de Tirana. Berisha décide également de l'isolement du sud du pays en coupant toute communication que ce soit par téléphone, satellite, etc. Mais les rebelles ne perdent pas de temps. Ils s'emparent du port maritime de Vlora et de la base navale de Sarandë où ils se saisissent d'un dragueur de mines. Dans cette ville, des centaines de gens assiègent la mairie, assaillent le maire, membre du Parti Démocratique et lui demandent d'envoyer à Berisha un ultimatum pour qu'il quitte la scène politique.

- Dans le sud du pays, le mouvement de désertion dans l'armée et de fraternisation est général. Les 46 étudiants en grève de la faim, arrêtent leur action et publient une déclaration au ton national-démocratique : « ... Vu la situation incontrôlée du pays et estimant que lorsque l'essence de la démocratie est remplacée par le pouvoir des armes, alors cette situation peut avoir des conséquences lourdes à l'échelle de la nation... Dans ces conditions, lorsque la démocratie semble irréaliste, la grève de la faim ne reflète pas la situation réelle et doit être considérée comme terminée ».

- À Tirana, depuis la proclamation de l'état d'urgence, des queues se forment devant les boulangeries. Les prix ont augmenté de 30 à 40 %.

- À Vlora, les derniers « ressortissants étrangers » et journalistes sont évacués par des hélicoptères de l'armée italienne; les corps de police antiémeute et de l'armée se sont repliés, seuls des hommes de la police secrète habillés en civil restent sur place.

**4** - Berisha refuse une nouvelle fois les propositions d'élargir le gouvernement à l'opposition, malgré les pressions internationales, et continue d'accuser le Parti Socialiste de

fomentent la « rébellion armée ». Les transmissions d'Euronews et de la BBC sont interdites dans le pays alors que les locaux du journal indépendant *Koha Jonë* sont saccagés puis incendiés, probablement par les services à la solde de Berisha.

- Le gouvernement continue à faire fuiter des informations au sujet de tanks qui rouleraient vers le sud et les barrages routiers bloquant le trafic venant du sud vers Tirana.

- À Vlora, les armureries de plusieurs casernes sont dévalisées. Les insurgés se préparent à recevoir l'armée: des tireurs prennent position sur les toits des maisons, des barricades sont dressées à l'entrée de la ville avec des carcasses de voitures, des guetteurs prennent position sur des collines voisines pour surveiller les abords de la ville. Un pont est miné. À quelques centaines de mètres au-delà du pont, des blindés apparaissent. Quelques minutes plus tard, sans engager le combat, ils font demi-tour et s'en vont.

- À Sarandë, les rebelles armés attendent dans la tension, prêts à résister à une attaque. Ils élisent un « conseil municipal autonome » qui consiste en des représentants de virtuellement tous les partis politiques. Les représentants de ce comité « sont d'accord » pour une sorte de trêve avec Berisha. En vain. Loin de penser à rendre les armes, la question qui se pose est : où au contraire les prendre pour se protéger? Les insurgés décident d'aller voir du côté des bâtiments de la police et de la marine militaire. Et c'est réellement toute la ville qui y va: les enfants, les femmes, les hommes. Les commissariats sont déjà abandonnés tandis que dans la base de la marine, il ne reste que quelques officiers. Les insurgés s'emparent d'une batterie d'artillerie, de canons et de mitrailleuses lourdes ainsi que de six navires de guerre. De la base navale, ils ramènent quantité d'armes et de sacs bourrés de munitions. De dix mille à quinze mille hommes en armes se réunissent au centre-ville pour organiser les barricades, leur surveillance et une défense en cas d'attaque. Des groupes de jeunes armés de kalachnikovs et de pistolets mitrailleurs s'en prennent à des journalistes turcs, grecs et français et exigent que les cassettes d'enregistrement soient détruites. Pour prévenir toute nouvelle arrivée des blindés de l'armée, toutes les routes vers le nord sont coupées. À un barrage, un membre de la police secrète repéré à bord d'une voiture banalisée est brûlé vif, deux autres parviennent à s'enfuir, le quatrième est pris en otage. Un peu plus tard, des agents des services secrets en civil essaient d'entrer dans la ville et commencent à tirer sur les rebelles armés qui sont de garde.

- De nombreux cas similaires montrent la tactique du gouvernement : organiser des missions violentes d'espionnage dans le sud par des agents des services secrets, le SHIK, totalement sous le contrôle du gouvernement, ou des coups d'agents provocateurs. Dans ce cas, des tireurs cagoulés qui, en fin de compte, se révèlent être des membres de la police secrète, tuent des paysans ou des voyageurs, opèrent des sabotages ou attaquent des gens désarmés afin de répandre la panique et produire une impression de chaos. Parmi de telles actions, on peut aussi compter des casses. Cependant, certains cambriolages et pillages ont plutôt été des exemples d' « initiatives individuelles », ou étaient simplement dictés par la faim, et pas nécessairement des actes de provocation. Il est difficile de faire une distinction, bien que les pillages et destructions des premiers jours avaient un caractère collectif et plus « politique ».

- Il est maintenant clair que le gouvernement ne contrôle plus l'armée. De nombreux officiers et surtout des soldats participent au pillage des casernes, quand ils ne jouent pas un rôle de premier plan dans les comités de défense, etc. Ainsi ce 4 mars, sur la route qui conduit à Sarandë, cinquante soldats de l'armée régulière passent du côté de l'insurrection avec trois blindés. À Delvinë, des unités de l'armée bombardent les insurgés avec des MIG-15. Deux des pilotes qui refusent de tirer sur la population s'enfuient à bord d'un de ces MIG-15 et demandent l'asile politique en Italie.

- A Styari (10 km de Sarandë), l'armée doit faire face à une farouche résistance. L'offensive militaire est repoussée au bout de quarante minutes. Après ce premier engagement, l'armée se retire.

**5** - Le mouvement insurrectionnel s'étend à Memaliaj et Tepelenë, où les insurgés descendus dans la rue incendient le commissariat et pillent les magasins. Les carcasses calcinées des camions viennent à point pour construire des barricades. Les insurgés s'emparent des armes lourdes de la brigade d'artillerie de l'armée. Mortiers, canons, batterie antiaérienne, missiles sol-air tout cela passe aux mains des insurgés qui les installent sur les hauteurs de la ville.

- À Gramsh (15 km de Gjirokastër), pour bloquer l'avance des blindés, les insurgés dynamitent un petit pont après l'avoir pris aux soldats qui le contrôlaient.

- Dans le sud, à Stiari, faubourg de la ville de Delvinë, 60

policiers de l'Académie de Police de Tirana, lourdement armés et en civil, ouvrent le feu contre les rebelles. Ces derniers ripostent violemment, et ce n'est qu'après la médiation du « Comité de Salut Public » que les flics peuvent se retirer.

- À Vlora, les rebelles exproprient 3000 tonnes de blé stockées dans des entrepôts d'État et commencent à réorganiser leur vie quotidienne à un niveau élémentaire.

- À Sarandë, les rebelles s'emparent d'un tank et se promènent en ville avec. De nombreux autres se retranchent dans les collines autour de la ville, armés de pied en cap. Ils déclarent qu'ils « se battront jusqu'au bout ».

- Plusieurs raids sans succès de Berisha créent une atmosphère de tension parmi la population, qui se prépare pour une éventuelle invasion de l'armée. (En fin de compte, cette invasion n'a jamais eu lieu, car bien des officiers, soldats et flics avaient perdu leur argent dans les pyramides financières et devinrent des rebelles eux-mêmes. C'est ce qui explique que les rebelles aient facilement accédé aux camps militaires, qu'ils aient utilisé des tanks, des navires, des armes lourdes, et qu'enfin ils aient fait preuve d'une organisation relativement bonne du point de vue militaire). Dans le nord, moins touché par le mouvement, le gouvernement distribue cinq mille armes aux membres du Parti Démocratique pour affronter les insurgés. À l'entrée et à la sortie de chaque ville, de solides barrages sont érigés pour contrôler tous les mouvements.

- Interventions internationales tous azimuts : le ministre des Affaires étrangères italien Lamberto Dini et Tritan Shehu s'entretiennent par téléphone. Antonio Martino, prédécesseur de Dini, demande un « Plan Marshall » pour l'Albanie. Sur *Voice of America*, Sabri Godo appelle les partis à discuter. Depuis le Vatican, Jean-Paul II alerte : « L'Albanie est en danger. » L'OSCE demande à envoyer une délégation à Tirana : le gouvernement albanais refuse. La Grèce appelle à la constitution d'un gouvernement d'Unité nationale en Albanie. Une centaine de firmes italiennes installées en Albanie lancent un appel commun au retour à la paix civile.

**Dans la presse :** « *Parsemée de palmiers, Vlora, une sorte de village du Far West sur la mer Adriatique où les nouvelles voitures de luxe partagent les rues poussiéreuses avec des charrettes tirées par des ânes, était en train de s'organiser aujourd'hui pour l'une des plus bizarres révoltes d'Europe. Ici, sur une colline à 18 miles au nord de Vlora, un groupe désordonné d'hommes armés*



*habillés de bout d'uniformes militaires tient la ligne de front du gouvernement. Ils étaient soutenus par plus d'une douzaine de tanks alignés le long de la route derrière eux. Mais à l'intérieur de Vlora, où les sécessionnistes envisagent de déclarer une cité-État indépendante, l'armée du peuple est arrogante et confiante. « Nous attendons » nous dit un homme d'affaire locale joint par téléphone « Si l'armée vient, ce sera la guerre. » Les citoyens de Vlora ont leurs propres tanks et véhicules blindés récupérés dans les casernes désertées ajoute l'homme d'affaire, qui insiste pour rester anonyme par peur des représailles du gouvernement. Il indique que les patrouilles armées sont désormais dirigées par un commandement organisé. Avec les blindés du gouvernement stationné là aujourd'hui, plus d'autres en train d'arriver de Durrës, accompagnés par des camions et des bus pleins de soldats d'infanterie, la confrontation armée entre les citoyens de Vlora et le gouvernement albanais semble de plus en plus probable. » Jane Perlez « Albania's Government and a City Prepare for Showdown », *The New-York Times*, 5 mars 1997.*

**6** - Berisha rencontre les partis d'opposition pour discuter de la situation, qu'aucun d'entre eux ne peut plus contrôler. Aucun résultat. Cependant, le gouvernement commence à reculer. Il pose un nouvel ultimatum de 48 heures pour rendre les armes et promet une amnistie générale. Le Conseil européen fait pression sur Berisha pour qu'il collabore avec les autres partis et forme un gouvernement d'union nationale pour gérer les affaires courantes et préparer des élections. Pour lutter contre la passivité de l'armée, Berisha a annoncé l'arrestation de quatre officiers accusés de n'avoir pas défendu leurs casernes contre les pillages. Le gouvernement a également réclamé l'extradition des deux pilotes albanais qui se sont enfuis en Italie à bord du MIG-15. Ils sont inculpés de désertion.

- Vlora, Sarandë, Delvinë, Gjirokastër et Tepelenë restent aux mains des insurgés. En prévision de nouvelles attaques de l'armée, les insurgés ont renforcé leur dispositif de défense, dressé des barrages et des points de contrôle pour retarder l'avancée des forces armées. À Sarandë, les blindés pris aux forces armées ont été déployés aux entrées de la ville. Le mouvement s'étend encore à Himarë et Samilia...

Les comités de Vlora et Sarandë – à la tête desquels on trouve quelques anciens officiers de l'armée – posent différentes revendications, comme la formation d'un nouveau gouvernement de technocrates. Ils appellent à de nouvelles élections, demandent le départ des responsables de la télévision

d'État et des médias contrôlés par le gouvernement ainsi que l'abandon des poursuites contre les officiers rebelles. Ils demandent aussi le retrait de l'armée hors des régions insurgées.

**7** - Les forces politiques appellent le peuple à déposer les armes ce que refusent les insurgés du sud . Au contraire même, des arsenaux continuent à être pillés. Les rebelles créent un peu partout des Comités de Salut Public (CSP).

- Sali Berisha se prononce contre l'idée d'une coalition et d'élections anticipées.

- Près de Tirana, Rinas, le principal aéroport du pays est attaqué par les habitants des villages environnants.

**Dans la presse :** « Dès lors que nous avons expliqué que nous étions journalistes, les rebelles sont devenus amicaux, tirant fréquemment en l'air pour exprimer leur joie. Cette armée en haillons, improvisée, a commencé à organiser ses membres en unités, mais n'a pas encore adopté la discipline militaire. Les hommes racontent qu'un garçon a été tué le jour précédent quand la panique a éclaté du fait du survol des collines qu'ils défendent par un hélicoptère. Mais ils semblent déterminés à tenir leur position. « Le président nous a pris tout notre argent et maintenant c'est la guerre », dit Hoxha Kranar. Idris Nimet, un autre des 200 combattants stationnés dans les collines, a travaillé comme charpentier en Italie pendant 5 ans et a perdu toutes ses économies du fait d'une pyramide financière. « Nous ne sommes pas des rebelles comme le dit Berisha. Nous sommes tous des citoyens de Vlora, il n'y a pas de distinction entre les partis et nous voulons tous récupérer notre argent ». Les deux camps n'ont pas encore échangé beaucoup de coups de feu jusqu'à présent. Mr Nimet nous dit « Il ne sont pas encore venus ici parce qu'ils ont peur, ils savent que nous sommes très bien armés ».

Emma Daly « Berisha's forces on the run as rebels celebrate their gains » *The Independent*, 7 mars 1997.

**8** - Gjirokastër tombe dans les mains des rebelles. Juste avant que des commandos armés de Berisha aient tenté d'envahir la ville, les gens avaient pillé les armureries militaires et les avaient repoussés. Durant la trêve de 48 heures que le gouvernement a lui-même décrété, six hélicoptères gouvernementaux se posent à l'aéroport de la ville d'où débarquent soixante cinq agents des services spéciaux de Tirana. Un groupe d'insurgés essaye d'empêcher l'atterrissage tandis qu'hommes, femmes et enfants se dirigent vers des casernes pour s'emparer des armes.

Ils mettent la main sur d'impressionnantes réserves d'armes et de munitions avec l'approbation de quelque deux mille soldats tout heureux de désertre et de rejoindre les rangs des insurgés. Quantité de fusils, revolvers, lance-grenades, bazookas, pistolets mitrailleurs, grenades, munitions, mines et sept chars d'assaut tombent aux mains des insurgés. Le bureau de la douane est également attaqué.

Du côté des forces gouvernementales, c'est le sauve-qui-peut. Trois hélicoptères sont pris par les insurgés. Les autres arrivent à redécoller avec seul le pilote à bord. Les troupes débarquées, privées de leurs arrières, fuient vers la montagne. Les insurgés les poursuivent avec trois blindés. Leur fuite durera plusieurs jours à travers les montagnes pour regagner le nord, évitant les barrages, villages et autres places fortes défendues par les insurgés. C'est un berger qui les informera de l'effondrement de l'armée et des structures officielles.

- Avec Vlora, Tepelenë, Himarë, Memaliaj, Delvinë, Sarandë et Gjirokastër, les villes les plus importantes du sud sont désormais aux mains des insurgés. Le triomphe de l'insurrection à Gjirokastër signifie la perte pour le gouvernement du plus important verrou stratégique et militaire de la région. Des journalistes commentent ainsi la situation: « c'est l'anarchie totale, il n'y a plus de police, plus d'État ». « L'armée n'interviendra jamais contre les civils. Elle n'existe plus », commente un ancien ministre de la défense, M. Perikli Teta.

- À Gjirokastër, se forme un Comité de salut public et un Comité de défense de la ville présidé par le général Gozhita, destitué par Berisha 18 mois plus tôt, qui appellent à remettre les armes volées et ordonnent que « les commerces ouvrent leurs portes » tout en déclarant que « ceux qui commettent des pillages seront punis ».

**9** - La ville de Përmet tombe aux mains de l'insurrection. Les insurgés se mobilisent contre les forces gouvernementales dépêchées la veille dans la région. Les affrontements font cinq morts et bien d'autres blessés du côté des insurgés. Une brigade entière de soldats passe du côté de la rébellion. Une fois l'attaque repoussée, les insurgés attaquent, pillent et détruisent le commissariat, le tribunal, l'hôtel de ville, deux banques et plusieurs magasins. Des barricades sont érigées aux entrées de la ville, notamment en direction de Korçë où se sont retirées les forces gouvernementales. Les rebelles conquièrent également l'aéroport militaire de Kukovac, à 120 km de Tirana, s'emparant de 40 Migs.

- A Peshkopi, Lezhë et Laç, l'armée se retire face aux émeutes et aux pillages.

- Même dans le Nord, le gouvernement commence à perdre pied. Les gens ne cachent pas leur désapprobation, voire leur indignation, quand Berisha demande qu'on attaque les rebelles dans le Sud. Un flic gardant la mairie de Shkodër dit à un reporter: « Il se conduit comme un dictateur. Ça me met en rage qu'il nous demande de prendre nos armes contre d'autres Albanais. Nous avons vu des soldats dans le Sud qui se rendaient aux rebelles. Si quelqu'un attaque cette mairie, je ne crois pas que je la défendrai ». C'est un Ghek, un soutien ardent de Berisha, qui parle aux journalistes, lesquels ont constamment tenté de masquer le sens véritable de la révolte en l'attribuant à la « haine ethnique » et en annonçant une nouvelle Bosnie.

- La révolte s'étendant sans arrêt, Berisha recule. Lorsque, dans la soirée, les nouvelles de la chute de Lushnjë et de Fier arrivent à Tirana, il réunit d'urgence huit partis d'opposition et commence à négocier avec eux. Berisha déclare aux partis qu'« à moins qu'ils ne trouvent une façon de rattraper la situation, ils sont tous foutus (?) ». Il propose finalement que le nouveau premier ministre soit du Parti socialiste tandis que le Parti démocratique garderait l'Intérieur (qui contrôle la police et les médias et qui est responsable des élections). Ils conviennent aussi d'une amnistie générale pour les rebelles, une fois qu'ils auront rendu les armes, de la formation d'un gouvernement intérimaire de « Réconciliation nationale » avec des représentants de tous les partis, de l'organisation de nouvelles élections en juin et de la levée de l'état d'urgence. C'est de cette façon que les partis d'opposition fournirent au gouvernement l'aide dont il avait désespérément besoin, l'ancien maire de Gjirokastër Bashkim Fino du Parti Socialiste devient Premier ministre. Mais les rebelles rejettent l'accord. Au 10 mars, ils contrôlent 13 villes et 25% du territoire de l'Albanie. Le comité de Vlora publie ses propres revendications: des élections avant le mois de juin, le remboursement de l'argent « perdu », sa propre participation aux négociations entre Berisha et l'opposition, la liberté de la presse, le démantèlement de la police secrète, la levée de l'état d'urgence.

**Dans la presse :** « *Le leader du comité des citoyens de Vlora est Albert Shyti, qui dit qu'il travaillait en Grèce et qu'il est revenu en à Vlora en janvier pour voir ce qu'il advenait de ses investissements dans les pyramides financières. Mr Shyti est apparu soudainement comme leader vendredi, car, visiblement,*

*aucun des politiciens connus ne voulaient se mettre en avant. Après s'être adressé à un rassemblement sur la place centrale de la ville vendredi matin, Mr Shity, un homme élégamment vêtu d'une chemise rouge et d'une veste en cuir noire, a tenu une conférence de presse dans le cinéma bondé de la ville. Parmi les revendications du comité a-t-il indiqué, il y a la démission de Mr Berisha, la mise en place d'un gouvernement de transition, de nouvelles élections et le remboursement à 100% de l'argent perdu. « On nous a demandé de rendre nos armes, mais tant que nos revendications n'auront pas été satisfaites nous n'en ferons rien. » a déclaré Mr. Shyti sous les applaudissements de la foule sur la place où il était éclipsé par l'imposante statue célébrant les combattants de la liberté qui ont aidé à arracher l'indépendance aux ottomans en 1912. « Nous les avons pris en une journée et nous pouvons les rendre en une journée » a-t-il ajouté. Il a également édicté quelques règles pour les rebelles : arrêter de tirer en l'air, mais garder les armes, ne pas se masquer et ne pas utiliser de voitures sans plaques minéralogiques. En Albanie, la police secrète conduit traditionnellement des voitures sans plaques. Un jeune homme dans la foule soulevant sa veste et pointant le pistolet glissé dans sa ceinture nous déclare « Je vais peut-être finir Sali Berisha avec ça. Sali Berisha est fou, c'est un parlement de fous, tout est fou. »*

Jane Perlez, « Rebel Albania Port Prepares to Repel Government Attack », *The New-York Times*, le 9 mars 1997.

**10** - Le pari du Parti Socialiste de tout reprendre en mains en trois jours semble bien compromis. D'autant plus que le mouvement s'étend encore à Skrapari, Malakastra, Këlcyrë, Berat, Poliçan, Kuçovë, Gramsh.

- À Gramsh (à 60 km au sud de Tirana) où est installée une importante usine d'armement, les insurgés se sont emparés de trois casernes et ont incendié le commissariat. Les insurgés remontent vers Fier, ville située au nord de la zone tenue par les insurgés. Ils prennent le contrôle de plusieurs routes aux alentours et font reculer les forces de l'ordre qui retirent une partie de leurs barrages dans cette région.

- À Skrapari, les insurgés ont dévalisé des armureries de l'armée et pris le contrôle de Poliçan (entre Skrapari et Berat) où est installée une usine d'armement et de munitions. Les affrontements ont fait quatorze blessés.

- À Kuçovë les rebelles prennent le contrôle de la base aérienne et s'emparent de 19 Migs.

- Ne pouvant plus compter sur l'armée, Berisha arme ses partisans : à Bajram-Curri et Kukës, deux petites villes du Nord situées dans des montagnes d'accès difficile, des partisans de Berisha pillent d'importants dépôts d'armes.

- Le gouvernement italien marque un point temporaire dans sa course impérialiste avec la Grèce quand son ambassadeur rencontre des représentants des rebelles à Vlora, sur la frégate « San Giorgio ». Ils passent un accord selon lequel l'Italie enverra de l'aide humanitaire, à condition que le comité persuade les rebelles de rendre leurs armes. Ce succès diplomatique fait très vite la preuve de sa vacuité.

**11** - 11 des 13 villes rebelles forment un front uni avec des revendications communes. Elles mettent en place un « Comité de salut national » à Gjirokastër. Parmi d'autres choses, elles demandent le départ de Berisha et leur participation aux négociations, en même temps que les partis. Le comité de Vlora annonce que l'accord passé la veille entre certaines villes et l'ambassadeur d'Italie est nul et non avenue. Les villes acceptent l'aide humanitaire, mais sans aucune condition.

- Dans deux villes du Nord, de fervents partisans de Berisha pillent les dépôts d'armes de l'armée dans l'intention d'aller à Tirana pour soutenir le Parti démocratique.

- Début de l'évacuation générale des étrangers du pays. La mission de l'UE en Albanie ferme ses bureaux

- À ce jour, treize villes sont aux mains des insurgés: Poliçan, Këlcyrë, Përmet, Kuçovë, Shrapar, Berat, Gjirokastër, Sarandë, Delvinë, Himarë, Tepelenë, Memaliaj, Vlora. Et Krumë, Burrel et Laç, petites villes du Nord viennent s'ajouter à la liste.

**12** - La rébellion progresse rapidement vers le Nord et s'approche de Tirana (un entrepôt militaire à seulement 35 km au sud de la capitale est pillé). À Elbasan, dernière étape avant Tirana (en venant du sud), la tension est extrême. Et tandis que l'armée et la police secrète se replient à 50 km au sud-est et à 70 km au sud-ouest de la capitale, les insurgés renforcent leurs positions et s'emparent des armureries abandonnées par l'armée. L'usine d'armement, de munitions et d'explosifs de Mjeksi (au sud d'Elbasan) est ainsi pillée. L'importante base aérienne de Gjadër, près de Lezhë, à 80 km au nord de Tirana, tombe également aux mains des insurgés.

- Après Elbasan, l'armée disparaît également de Fier et Cërrik (après un affrontement avec la police secrète).

- Shkodër, la plus importante ville du Nord est à son

tour gagnée par le soulèvement. Les casernes assiégées sont abandonnées par les soldats. Les insurgés s'attaquent également aux prisons, ils en défoncent les portes et libèrent les détenus. Une succursale de banque est dynamitée, le tribunal saccagé. Les négoce sont éventrés et minutieusement vidés. Après avoir été mise à sac, la mairie est occupée par quelques familles.

- Paniqué, Berisha parle de comités de citoyens dans le Nord et de leurs besoins d'armes. Il tente manifestement de monter une nouvelle force pour affaiblir le Sud et suggère une guerre civile entre le Sud et le Nord. Cependant, même dans le Nord, nombreux sont ceux qui prennent position contre son parti, de même à Tirana, où la situation est confuse. Il y a dans la capitale des groupes armés anti et pro gouvernement.

- Face aux dangers d'extension du mouvement au Nord du pays, limitrophe avec le Kosovo où la plupart des gens sont d'origine albanaise, l'ex-Yougoslavie ferme ses deux principaux postes-frontières avec l'Albanie. La Macédoine et la Grèce mobilisent leur armée et ferment de même leur frontière. Les gouvernements des USA, de la France et de l'Italie appellent leurs ressortissants à quitter l'Albanie. Moscou et Belgrade commencent à évacuer les membres et les familles de leur personnel diplomatique.

**Dans la presse :** « *Les trois très jeunes soldats fuient par la route leur caserne de Mjeks, qui a été prise d'assaut à neuf heures et demie ce matin, en direction de la ville voisine d'Elbasan. "Il y avait environ une centaine d'hommes de Cërrik, des enfants et des vieillards. Ils sont venus en trois bus, en criant : "À bas Berisha !"» Ils ont enfoncé la porte de la caserne et sont entrés pour prendre les fusils et les pistolets. Nous étions dans la cuisine. Ils ont dû prendre une centaine d'armes et les munitions. Nous avons eu un peu peur. Il y avait environ 130 soldats dans la caserne d'artillerie, dont des officiers, des sous-officiers et des soldats, qui n'ont opposé aucune résistance* ». Cërrik, une ville pétrolière de 15 000 habitants, s'est déclarée hier matin ville insurgée, portant le soulèvement populaire à moins de 60 kilomètres de Tirana. Certaines des armes volées à Mjeks, principalement des fusils d'assaut, ont ensuite été jetées dans les champs voisins, selon un témoin oculaire. Ce qui s'est passé ici se répète de façon similaire partout ces jours-ci en Albanie, où les portes des installations militaires, des aérodromes et des bases navales aux dépôts de véhicules blindés et aux magasins d'explosifs, sont ouvertes aux civils qui se soulèvent contre le gouvernement. Devant la caserne prise d'assaut et près de sa porte d'entrée, un groupe de policiers,

*venus de la ville industrielle voisine d'Elbasan, où les tensions sont vives, gardent un barrage routier et surveillent maintenant une installation d'où les militaires sont partis à la va-vite. Ils assurent à une nuée de badauds, bloquant voitures et bus dans la chaleur de midi, qu'ils ne s'opposeront pas aux habitants de Cërrik, à 10 kilomètres de là, s'ils décident de rentrer. Sur un côté de l'installation militaire décrépite, une trentaine de petites pièces d'artillerie sont alignées, toutes couvertes de bâches. Ces canons et sept mitrailleuses lourdes, trop lourdes pour les assaillants, sont ce qui reste de l'arsenal d'Elbasan, une ancienne enclave métallurgique construite avec l'aide des Chinois et avec laquelle Enver Hoxa voulait étonner le monde. "Personne ne peut les garder la nuit, dit l'un des policiers, mais heureusement, elles sont trop grandes et ne peuvent être remorquées que par un camion. » Ilir, 19 ans, l'un des soldats qui fuient à pied vers Elbasan, nous raconte comment, mardi soir, plusieurs de ses collègues ayant des familles à Cërrik, avertis de l'imminence de l'assaut, ont quitté la caserne. La discipline est inexistante, dit-il, et tout le monde, les commandants comme les troupes, est sûr que pas un coup de feu ne sera tiré sur les locaux. En sueur, comme ses camarades, dans un uniforme rapiécé, de style chinois, il dit connaître des gens en ville et vouloir rester chez lui jusqu'à ce que tout se calme. »*

Angel Santa Cruz « Anatomía de un asalto », *El País*, 12 mars 1997.

**13** - Au soir du mercredi 13 mars, la ville historique de Korçë (sud-est du pays) tombe. Les rebelles se sont rendus à la caserne de Pocestë où ils ont pris des armes et quatre blindés.

- À Lezhë, des rebelles investissent le bâtiment de la police secrète (dont les membres ont disparu) et la banque d'État dont ils dynamitent le coffre-fort. Les notables de la ville créent aussitôt un Comité de Sauvegarde de Lezhë pour essayer de calmer le mouvement. Ils traversent la ville en voiture en lançant, à l'aide d'un mégaphone, des appels au calme qui se font couvrir par les fusillades.

- Dans de nombreuses villes contrôlées jusqu'à récemment par le gouvernement, des affrontements et des pillages d'entrepôts militaires ont lieu. Des milliers de personnes attaquent un camp en bordure de Tirana aux cris de « Rendez-nous notre argent, coupez la tête de Berisha ». À Tirana, des tanks sont visibles devant les bâtiments publics. Les flics ont disparu, mais on entend des rafales de mitraillette. Et la police secrète est omniprésente. Un cortège de blindés et de Mercedes défile autour de la place centrale Skanderbeg. Les hommes



du SHIK tirent des rafales d'armes automatiques et crient très fort pour montrer qu'ils redeviennent les maîtres du centre névralgique de Tirana. Des blindés sont déployés boulevard des Martyrs et de la Nation où sont situés le palais présidentiel, le Parlement et autres bâtiments gouvernementaux. La plupart des ministères et des administrations ont fermé, ainsi que les banques et les commerces. Les rues sont désertées. Les tirs d'armes automatiques sont incessants. Six personnes dont deux enfants ont été tués, la plupart victimes de balles perdues ou d'explosions accidentelles de mines ou de grenades. Les matons ont également abandonné les prisons, laissant s'évader quelque six cents détenus.

- Malgré cette omniprésence du SHIK, Tirana n'échappe plus à la frénésie des pillages. De grandes masses de manifestants venus des faubourgs exproprient les dépôts d'aliments, entre autres un énorme entrepôt de farine situé dans la banlieue de Lapraka. D'autres manifestants pillent et exproprient l'École de Police ainsi que la zone résidentielle de Tirana où se trouvent quelques ambassades, réussissant lors de cette incursion à s'approprier des Kalachnikovs, des bombonnes de butane,... Les sentinelles du Quartier général de la Garde nationale (qui se trouvent seulement à 300 mètres de ces objectifs) ne bougent pas le petit doigt face à cette action. Les casernes sont pillées autant pour s'emparer des armes que des vivres qui y sont stockés, des meubles, des sanitaires, des chauffages... Il ne reste des casernes qu'une carcasse désossée. Les employés fidèles au poste dans les ministères engouffrent ordinateurs, dossiers dans leurs véhicules aux plaques jaunes (gouvernementales). Soldats et policiers désertent leur poste et rentrent chez eux. Même les caïds du SHIK disparaissent de la scène.

- Le nouveau gouvernement demande qu'une force multinationale de paix soit envoyée en Albanie. L'Italie et la Grèce se précipitent pour en faire partie. Les ambassades diffusent un ordre d'évacuation générale. Une compagnie de Marines est déployée devant l'ambassade américaine. Un pont aérien a été mis en place entre les unités de la marine italienne patrouillant dans le Golfe de Tarente et le port de Durrës. Trois super-pumas de l'armée de l'air et deux cougars de l'armée de terre françaises, six hélicoptères de l'armée allemande issus de la force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie, des hélicoptères Cobra de l'armée américaine... et quinze navires militaires albanais et d'autres encore de la flotte grecque interviennent pour évacuer leurs « ressortissants étrangers » respectifs,

protégés par des unités de commandos de marine.

- La télévision publique diffuse un communiqué d'un comité nouveau (et assez suspect), le Comité de Salut National du Nord, dont le siège est à Tirana. Il soutient le gouvernement et le premier ministre Fino, demande aux citoyens d'être sérieux, souligne que les gens du Nord ne sont pas contre les rebelles du Sud, mais cherchent au contraire le dialogue. Le communiqué se termine de façon curieuse: « Le peuple albanais dans son ensemble a pris les armes pour défendre le pays contre des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur ».

**Dans la presse :** « Cette rupture avec toute morale, cette soif d'argent facile, ont probablement aussi leur source dans la psychose négativiste qui a cours depuis quelques années en Albanie. Cette volonté d'autodénigrement, d'autoavilissement, d'autodestruction, qui conduit à répéter jour et nuit que ce pays est maudit, sans avenir, qu'il mérite de disparaître, est devenue une mode dans certains milieux. Un certain découragement a également été diffusé par les médias étrangers dès lors qu'ils ne mentionnaient le pays que lorsqu'il s'y passait quelque chose de négatif.(...) Le pire fut atteint quand on se prit à instiller aux Albanais un prétendu antidote au nationalisme : l'antipatriotisme. Telle fut la tâche que s'assigna une fraction intéressée de l'intelligentsia, tout en présentant cette attitude comme une forme de dissidence. Pour leur plus grand profit, pour faire les intéressants devant l'étranger, ces intellectuels ont entamé une campagne effrénée contre tout ce qui est albanais. Pour extirper de l'homme albanais cette loyauté naturelle que tout citoyen nourrit à l'égard de son pays. Les événements se sont chargés de démontrer à quel point cet antipatriotisme débridé pouvait se révéler aussi dangereux que l'ultranationalisme, voire comment ils pouvaient s'engendrer et s'alimenter l'un l'autre. Il n'est que de voir aujourd'hui la fureur dévastatrice d'une fraction de la population contre des institutions ou des équipements publics qui n'ont aucun lien direct avec une appartenance politique : mise à sac de mairies, d'écoles, destruction d'archives, incendie de bibliothèques, voire kidnapping de bateaux de guerre. »

Ismaïl Kadaré, « Ne laissez pas l'Albanie se suicider », *Le Monde*, 13 mars 1997.

**14** - « Le 14, mars Korçë comme Elbasan échappent au contrôle gouvernemental. La plupart des missionnaires étrangers et travailleurs humanitaires fuient Korçë vers la frontière grecque à proximité et le village de Kastoria. Dans un

sérieux revers pour l'armée et la police, les rebelles prennent le contrôle d'Elbasan, une localité stratégique vitale dominant la vallée du Skumbin. La ville voisine de Librazhd, ayant une réputation notoire de rébellion, avait accumulé un vaste arsenal en pillant les usines d'armement situées non loin et les rebelles contrôlaient tout le trafic sur la principale route menant en Macédoine. On a rapporté que le commandant de la garnison d'Elbasan était en larmes quand la population est entrée dans ses arsenaux et a récupéré une très grande quantité d'armes, avec des garçons de huit ans portant des fusils dans la rue. (...) Après la chute de Berat et d'Elbasan et des villes spécialisées dans l'armement comme Poliçan et Gramsh, la population disposait désormais de près de 200 000 Kalachnikovs. » (James Pettifer et Miranda Vickers *The Albanian Question. Reshaping the Balkans*, Londres, 2007, p.42)

- Néanmoins Berisha commence à reprendre un peu pied, tant grâce à l'aide de sa garde prétorienne défendant Tirana contre une éventuelle révolte et terrorisant les gens dans la rue, que grâce à l'aide politique du Parti Socialiste; malgré des frictions entre les deux principaux partis, le Parti socialiste s'avère le meilleur allié du Parti démocratique. Il sauve l'État par des mesures très concrètes: en échange de la libération de Fatos Nano, l'ancienne Sigurimi (ex-police secrète) est réorganisée pour tenter de maintenir l'ordre dans le pays. Le 14 mars, Fino commence à réorganiser la police; il demande aux anciens et actuels policiers de revenir en les attirant avec une augmentation de 300% de leurs salaires. De tels efforts pour remettre en marche la machine de l'État sont relativement efficaces, et pas seulement à Tirana où aucune rébellion ne pouvait avoir lieu, mais dans le Sud également, où le gouvernement tente d'assimiler les comités. La preuve en est que les représentants de 11 comités rencontrèrent Franz Vranitzki [l'envoyé européen] et acceptèrent l'intervention de force armée internationale.

- L'Union Européenne assure l'Albanie de son soutien humanitaire. Armand De Decker, un membre de la Commission de la Défense de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale déclare: « Nous avons toutes les capacités militaires pour calmer le jeu et régler cette affaire. A condition de frapper vite et fort. » « L'Eurocorps compte cinquante mille hommes parfaitement opérationnels. Une force de quelque dix mille soldats, soit le cinquième à peine des effectifs, lourdement équipés, blindés compris, suffirait à reprendre la situation en main. » « Et pour contraindre les insurgés à rendre

leurs Kalachnikovs? Nous disposons de moyens de pression largement suffisants. Par exemple, établir une sorte de donnant-donnant: la restitution des armes volées contre la fourniture de nourriture. »

**Dans la presse :** « À cinq heures hier soir, tout ce qui restait de l'État albanais c'était un petit soldat effrayé montant la garde au-dessus du palais vide du Premier ministre, alors que tout autour régnait un crépitement de Kalachnikovs, une frénésie de cris et de pillages, une fureur rapace et autodestructrice. Une demi-heure plus tard, même cette dernière fiction avait pris fin: le petit soldat avait fui, comme l'armée et la police partout. C'est l'effondrement final, le suicide d'une nation qui implose dans l'obscurité de ce 13 mars 1997, sans autre perspective pour l'instant que de devenir un protectorat de l'OTAN ou le théâtre d'une guerre civile qui semblait avoir déjà commencé hier soir autour du palais du Premier ministre et de l'hôtel d'où j'écris. L'État s'est dissous, l'autorité c'est n'importe qui avec une mitraillette, les prisons sont vides et les rues sont pleines de fugitifs.

*En remontant des bastions des insurgés vers la capitale, hier, je n'ai même pas vu la dernière ligne de policiers et de miliciens bloquant les routes pour empêcher l'avancée des insurgés vers Tirana, seulement des grappes de personnes désorientées et de longues files de termites humaines allant et venant des casernes, des usines, des boulangeries, chargées de sacs, de meubles et d'armes de toutes sortes. On rencontre des enfants avec des casques et des boucliers en plastique qui, jusqu'à hier, appartenaient à un policier. Des enfants avec des Kalachnikovs, des pistolets, des mitrailleuses lourdes plus grandes qu'eux. Des enfants déguisés en soldats, avec des gilets et des manches de veste retroussées. Et des centaines d'adultes puérils tirant en l'air, fiers de la Kalachnikov dont ils venaient de prendre possession. Cela ressemblait à une fête du peuple, et c'était les funérailles d'une étrange démocratie qui a vécu dans l'illégalité et a péri dans l'illégalité. Elle est née il y a six ans, au milieu de grands espoirs et d'illusions encore plus formidables de bien-être immédiat. Elle est morte hier, alors que la télévision albanaise diffusait la récitation polie d'un Premier ministre sans autorité ni pouvoir, le socialiste Bashkim Fino, qui, depuis les écrans, invitait son peuple à épargner sa patrie. »*  
Guido Rampoldi, « Il Crollo dell'Albania », *La Repubblica*, 14 mars 1997.

**15** - Berisha lance un appel aux volontaires désireux de maintenir l'ordre dans la capitale pour qu'ils rejoignent l'armée

ou la police albanaise en échange d'un salaire de quatre cents dollars, ce qui équivaut à quatre fois le salaire moyen. Plus d'un millier d'anciens officiers se présentent au ministère de la Défense afin de panser les blessures de l'armée tandis que des milliers de jeunes rejoignent plutôt les rangs de la police. Pas besoin de montrer ses papiers pour être enrôlé. Des fusils et des munitions leur sont distribués.

- Reprise du contrôle de l'aéroport de Rinas par le gouvernement.

**Dans la presse :** « *L'ordre public s'est totalement effondré hier à Tirana. Des témoins oculaires ont rapporté que des groupes de personnes parcouraient les rues en se livrant au pillage. La police n'est pas intervenue. Les dépôts de l'armée ne sont pratiquement pas surveillés. "Ceux qui le peuvent vont simplement chercher des armes et des munitions dans les stocks de l'armée", ont rapporté des journalistes à Tirana. Le pays est en pleine déliquescence, a également déclaré Artta Dade, une haute représentante des socialistes qui font partie du cabinet de transition. "Il n'y a plus de policiers ni de soldats en service, ils sont tous partis". Dade a accusé les démocrates et les services secrets SHIK d'avoir laissé s'effondrer les structures de l'État afin de plonger le pays dans le chaos et l'anarchie.* »

« Es gibt keinen Staat mehr in Albanien », *Tageszeitung*, 15 mars 1997.

**16** - Grande manifestation en faveur de la paix à Tirana. Le Pape Jean-Paul II appelle une nouvelle fois, lui aussi, à la paix en Albanie. Le vice-Ministre des Affaires Étrangères grec Kranidiotis déclare : « Dans le Sud de l'Albanie, il y a des signes d'autonomie ». Le leader conservateur grec Everts rencontre le chef des rebelles du Sud. Berisha prononce la grâce du leader socialiste Fatos Nano et d'autres détenus.

**Dans la presse :** « *Dans la confusion générale, même les portes des prisons se sont ouvertes : les 600 détenus se sont évadés de la prison du centre de la capitale, outre les criminels violents, des prisonniers politiques aussi célèbres que le dernier président communiste Ramiz Alia et le chef du parti socialiste, Fatos Nano. L'Albanie titubait vers l'abîme : chaque famille voulait être armée, 100 000 Kalachnikovs, plus de 80 chars, 30 avions de combat et la moitié de la flotte de guerre se trouvaient, selon les estimations des diplomates occidentaux, entre les mains de bandes incontrôlables. (...) Dans cette situation sans issue,*

*Berisha et Fino se sont adressés à l'Union européenne et à l'OTAN en leur demandant d'envoyer au plus vite des forces de maintien de la paix "pour rétablir l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité de l'Albanie". Mais les Européens ont refusé, la situation leur paraissant trop confuse. Personne ne voulait, par une intervention, avoir l'air de prendre parti dans ce conflit où il n'y avait plus de fronts. "Je refuse une intervention militaire", a déclaré catégoriquement le ministre de la Défense de Bonn, Volker Rühle : "Qu'allons-nous dire aux soldats ? »*

« Albanien. Selbstmord einer Nation », *Der Spiegel*, 16 mars 1997.

**17** - Arrivée de la mission de l'UE à Tirana, accueillie par Berisha, afin d'évaluer la portée et l'envergure d'une mission d'aide humanitaire.. La Première ministre turque Tansu Çiller déclare : « La Turquie ne peut pas rester spectatrice des tentatives de division de l'Albanie ». Le ministre de l'Intérieur grec Romeos ordonne l'envoi de 700 policiers des forces spéciales à la frontière albanaise. Fatos Nano réapparaît sur la scène politique au cours d'une conférence de presse.

- La Banque Commerciale de Gjirokastër est attaquée et pillée, Korçë subit l'attaque de bandes armées.

**Dans la presse** : « Les leaders de l'opposition disent qu'ils pensent que contrairement au reste du pays, où la violence est le produit d'une insurrection populaire, à Tirana, le désordre a été intentionnellement créé par Mr. Berisha. (...) Après que la rumeur de la démission de Mr Berisha ait couru dans la capitale samedi soir, un commentateur sur la télévision d'État a lu un communiqué disant que le président « ne voyait aucun motif de démissionner sous la pression de groupes armés au moment où la majorité du pays est en train de souffrir. » De fait le président Berisha semble se positionner comme le sauveur d'un pays que beaucoup d'Albanais pensent qu'il a aidé à détruire. Pour donner un semblant d'air de retour à la normale, les autorités ont organisé un jour de recueillement sur la principale place du pays. Plus de 100 personnes auraient été tuées durant les deux semaines de violence. La plupart des victimes l'ont été de balles perdues durant des fusillades gratuites. Alors que le drapeau national était hissé sur la place Skanderberg, des tanks et des véhicules blindés paradaient tout autour. Les véhicules, vieux et décrépits se déplacent dans la ville depuis deux jours, mais on ne sait pas quelle faction les opère. Ils semblent toutefois avoir donné un peu de sentiment de sécurité à une population qui attend désespérément le retour à l'ordre. Gonxha Blendi, un leader de l'opposition qui était un de leaders du mouvement étudiant de

*1991 qui a tenté de mettre fin à 45 ans de domination communiste, pense que la présence des tanks est plus un signe d'anarchie que de restauration de l'ordre. « Les prisonniers disent qu'ils aident désormais la démocratie et se font qualifier d'anges de la paix avec des fleurs dans leurs Kalashnikovs » dit-il dégoûté. Il ajoute que la dissolution de l'État est si complète que les juges et procureurs terrifiés se sont cachés. « Un procureur m'a dit qu'il avait peur que ses locaux soient plastiqués « par d'anciens condamnés. »*

Jane Perlez « As Unrest Swells in Albania, Eerie Calm Falls on Capital » *The New-York Times*, 17 mars 1997

**18** - Le vice-ministre des Affaires Étrangères grec Kranidiotis et le consul de Gjirokastër passent la frontière sans l'autorisation des autorités albanaises. Kranidiotis rencontre et échange avec les chefs rebelles.

**19** - Le secrétaire à la défense américain William Cohen déclare à Washington : « L'Albanie est actuellement en état d'anarchie. Il ne s'agit pas principalement d'une question militaire, mais d'une réaction violente, spasmodique d'une partie de la population contre son gouvernement. »

- Des représentants du gouvernement et des organismes internationaux discutent des objectifs de l'intervention et de la manière d'acheminer l'aide humanitaire. Les experts sont d'accord quant au rejet d'une intervention militaire directe pour assurer le rétablissement de l'ordre en Albanie (ils ont conscience du danger de généralisation) et considèrent comme plus efficaces les mesures d'assistance à l'armée et à la police, afin que ces institutions rétablissent l'autorité de l'État, assurent la protection des aéroports, des ambassades et des principaux bâtiments officiels.

**20** - « Les sept prisons que compte l'Albanie sont complètement vides après la toute dernière invasion du pénitencier où étaient détenus les condamnés à mort et les condamnés à vie. » déclare à l'agence italienne ANSA le directeur central des établissements pénitentiaires albanais, « L'Albanie est désormais le seul pays du monde à n'avoir aucun détenu » se plaint-il.

- Berisha affiche néanmoins son pouvoir en faisant rejeter (par le parlement) deux motions du gouvernement visant à supprimer la censure de la presse et à mettre la télévision publique sous l'autorité du gouvernement, et non du parlement.

- À Tirana, une deuxième manifestation pour « la loi et l'ordre » a lieu avec l'aide de quelques organisations

pro-gouvernementales, comme l'Union des femmes, et sous les auspices de la Fondation Soros. Gazidede, l'ex-chef de la police secrète, ainsi que Berisha lui-même, accusent la CIA et le lobby grec-orthodoxe d'être responsables de la révolte.

- Après avoir visité l'Albanie, des diplomates de haut rang des pays de l'UE rédigent le « rapport d'Appeldorn » sur la situation du pays. Ils pointent entre autres la nécessité d'une aide à la réorganisation du système pénitentiaire (les 7 prisons du pays ont été vidées et détruites), ils soulignent le manque d'informations fiables concernant l'organisation et les effectifs de la police (ce qui indique le degré de décomposition de l'État), et ils se déclarent « troublés » par les volontaires armés (noyau dur de fans du Parti démocratique et membres du SHIK) qui aident les flics. Pendant ce temps, les deux principaux partis s'accusent l'un l'autre d'approfondir la crise de l'État : le Parti socialiste est accusé de « soutenir » les comités ; et le Parti démocratique est accusé d'avoir fait rejeter par le parlement deux projets de loi sur le contrôle et la gestion des médias. À propos du parlement, il est intéressant de noter que, selon l'ex-ministre des Affaires étrangères, la moitié des députés étaient armés lors de la dernière session.

- L'armée italienne effectue sa première opération sur le sol albanais. Des fusiliers marins d'une unité d'élite de l'armée italienne débarquent sur une plage proche du port albanais de Durrës.

**21** - Réunion des Comités de Salut Public à Tepelenë : un ultimatum est adressé à Berisha : « Donnez votre démission sous 48 heures, ou nous marcherons vers Tirana ».

- Le Conseil de Sécurité [de l'ONU] approuve l'opération « Alba ». Berisha demande l'aide militaire de la Turquie.

**Dans la presse :** « Certains de ceux qui prétendent mener les hommes en armes de la ville disent qu'ils veulent renverser le président Sali Berisha. Mais au fil des interviews aujourd'hui il est apparu clairement qu'ils n'ont aucune intention de quitter leur ville pour aller à Tirana. D'autres leaders, ceux qui prétendent être en charge des gouvernements locaux, semblaient également lors d'interviews séparées, n'avoir aucunement l'énergie de s'en prendre à Berisha. De fait, ce qui a commencé comme une véritable révolte civile à la base, déclenchée par une colère massive autour des pyramides financières qui ont été ignorées par le gouvernement Berisha, s'est installé dans une vague et anarchique crise de colère d'où ne se dégage aucun agenda politique claire. Les



*pillages par les civils des dépôts d'armes il y a trois semaines n'ont pas donné lieu à un élan clair en faveur d'une révolution ou d'un coup d'État. Ce qui peut être mieux décrit comme un mouvement de résistance n'a qu'un seul but clair - la démission de Berisha- mais aucun moyen ou organisation pour y parvenir. Le téléphone ne marche que par intermittence dans ce pays appauvri et les fax n'y existent quasiment pas. La communication semble de ce fait assez mince entre les villes du sud, où la révolte a commencé le 2 mars. Certains leaders protestataires débitent des avertissements belliqueux, annonçant qu'ils vont arrêter Berisha ou même l'attaquer, mais à la fin de la journée leurs paroles ne semblent que des menaces vides. »*

Christine Spolar, « Albanian Rebels Lack Agenda for Takeover », *The Washington Post*, 21 mars 1997.

**22** - Bashkim Fino rencontre les dirigeants du Comité de salut public de Vlora. 6 morts lors de la reprise de Fier par les blindés.

**Dans la presse :** « *Employant des tactiques de survie tout droit sorties du script marxiste-léniniste, le président Sali Berisha semble avoir délibérément créé un chaos armé dans la capitale afin de se défendre contre une rébellion populaire qui menaçait de l'engloutir. Pour l'instant et pour un coût très élevé pour le pays, cette stratégie a marché. Mr Berisha, un ancien communiste, a gardé les rênes de la puissante police secrète et des médias d'État. Il a, avec défi, bloqué la moindre tentative de la part du nouveau gouvernement d'intérim, qui contient des membres de l'opposition, d'affirmer son contrôle sur quoi que ce soit. Comme l'explique un diplomate occidental : « Les gens à qui j'ai parlé n'ont jamais vu une révolution comme celle-là. Comme par hasard les dépôts d'armes sont ouverts, la police disparaît puis réapparaît. Aucun bâtiment gouvernemental n'a été attaqué, la station de télévision n'a pas été touchée. » De telles institutions auraient été facilement conquises, si les tirs entendus dans la capitale avaient été le signe d'une véritable révolte. Enver Hoxha, le dictateur communiste du pays pendant 40 ans aurait été fier de Mr Berisha ajoute le diplomate qui conclut : « Ce n'est pas un comportement normal quand vous incendiez votre pays pour rester au pouvoir. »* Jane Perlez, « Chaos by Design: How Albanian Retained Power », *The New-York Times*, 23 mars 1997.

**24** - Fino rencontre Prodi à Rome. À Bruxelles, la décision d'envoyer des troupes internationales en Albanie est entérinée. La mission sera dirigée depuis l'Italie.

**25** - À Vlora, trois policiers sont tués. La banque de Shkodër est attaquée et pillée.

- 40 tonnes d'aide française en vivres et médicaments arrivent à l'aéroport de Tirana.

**26** - Les négociations menées par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) débouchent finalement sur la création d'une « mission humanitaire protégée par une force multinationale sous mandat de l'ONU ». « Il s'agira d'une mission d'escorte, d'une mission humanitaire, pas de maintien de l'ordre. » « Le plan de l'OSCE s'efforcera de créer les conditions politiques aptes à la tenue d'élections générales anticipées d'ici l'été prochain. Mais sa mission de police essentielle sera d'assurer la protection rapprochée dans l'acheminement des convois de secours alimentaires et médicaux dont les municipalités ou les hôpitaux pillés et mis à sac ont le plus pressant besoin. »

- De ce jour au 12 avril, un contingent de 6.000 soldats environ devra débarquer en Albanie. Les premiers objectifs de la mission sont de sécuriser les ports de Durrës et Vlora, l'aéroport de Tirana et les principales voies de communication entre le nord et le sud de l'Albanie.

**27** - À Levan, 24 morts dont 17 rebelles des bandes du Sud, dans des affrontements. Un bus est pris d'assaut sur la route Tirana-Elbasan. Le Comité de salut public de Vlora lance un autre ultimatum : « Que le président donne sa démission, ou nous marcherons sur Tirana avec les armes ». Le Parlement offre l'amnistie à 600 prisonniers.

**28** - Tragédie d'Otrante : la collision entre le navire italien « Sibille » et albanais « Kateri i Radës » provoque la noyade de 84 migrants clandestins Albanais.

-Le « Comité de Salut National », regroupant des représentants de 18 régions, tient une réunion à Vlora et publie un manifeste (également signé par 7 partis politiques). Les principaux points du manifeste sont les suivants: départ de Berisha de façon officielle, c'est-à-dire par décision du gouvernement Fino, que le manifeste soutient. Les membres du comité ne souhaitent pas être représentés au parlement, mais ils demandent la mise en place d'une organisation qui « exprimera la libre volonté du peuple et du gouvernement de Réconciliation nationale ». Ils demandent aussi que le gouvernement et les partis aident à la réorganisation des autorités locales et de l'administration

publique. Sur la base des propositions des partis, ils demandent au gouvernement de réorganiser le SHIK et de rétablir la loi et l'ordre. Ils demandent enfin que les comités soient reconnus par le gouvernement comme un élément important devant participer aux négociations.

## **AVRIL**

**1** - Le Premier ministre Bashkim Fino visite Gjirokastrër

**2** - Après un mois d'interruption, republication des journaux.

**4** - Le Premier ministre grec Simitis accorde officiellement un crédit total de 80 millions de dollars pour les victimes des pyramides financières.

**5** - Le Premier ministre Fino ne peut pas se rendre à Shkodër : des personnes armées bloquent la route. Le ministre de la Défense Shaqir Vukaj est à Vlora pour rencontrer les représentants des Comités de salut public.

**7** - Vlora. Le « Comité de Salut National » où, pour la première fois, quelques comités de Tirana et de Tropojë (ville natale de Berisha) se joignent aux comités des villes rebelles du Sud, se réunit une fois encore. Il accuse le parlement « d'irresponsabilité et d'illégalité » et exprime de nouveau son soutien au gouvernement Fino. En ce qui concerne la décision de l'Union Européenne d'envoyer une force de paix multinationale, le Comité déclare qu'elle est bienvenue à condition qu'elle « escorte l'aide humanitaire, vise à la restauration de la démocratie (et non pas de Berisha) et garantisse des élections libres en coopération avec le gouvernement Fino et les autorités locales. » En ce qui concerne le désarmement des rebelles, le Comité s'en tient implicitement à sa position que les armes ne seront pas rendues avant des « élections libres ». La partie du communiqué concernant la force multinationale n'a été rédigée qu'après que de fortes dissensions se soient exprimées de la part de certains comités. En fin de compte, tous sont tombés d'accord sur le fait que le rôle de la force ne devait pas être politique.

**9** - Les préparatifs pour la mission de la force de « paix » entrent dans leur dernière ligne droite. Son but de base est de

désarmer les rebelles et de faire régner l'ordre (mettant ainsi fin à la rébellion) sous couvert de distribuer de l'aide humanitaire. À côté de l'Italie (qui dirige), 7 autres pays participent à la force : la Grèce, l'Espagne, la Turquie, la Roumanie, la France, l'Autriche et le Danemark. Le bataillon grec est formé d'officiers de métier enrôlés pour 5 ans. On entend dire que la formation de ce bataillon a été très difficile, parce que les officiers n'étaient pas volontaires et qu'il a fallu les forcer. La police militaire secrète italienne fait un tour dans le pays pour faciliter les choses aux soldats italiens. Elle cherche à savoir comment les rebelles sont disposés envers les Italiens après que les garde-côtes italiens aient coulé un bateau albanais, tuant 80 réfugiés.

- Un navire chargé d'une centaine de membres du SHIK est arrivé à Brindisi pour contrôler de près les mouvements des réfugiés albanais.

**12** - Reparution de tous les quotidiens. Le prince albanais Leka revient après 58 ans d'exil et débute une campagne pour rétablir la monarchie. À Vlora, le président du Conseil municipal et le président de région démissionnent sous la pression des Kalachnikovs.

### **Dans la presse : « Cette guerre sans belligérants »**

*Les réactions qui ont débordé du strict monde de la politique dépassent désormais toute qualification. Le régime le plus barbare s'avère être le régime sanguinaire de Sali Berisha. Ce dernier a pointé son fusil sur le peuple albanais et a tué plus de personnes que l'occupation italo-allemande de l'Albanie. Il a mis le feu au pays d'une façon que l'Albanie n'avait encore jamais connue jusqu'ici. Aujourd'hui soumise à ce régime, l'Albanie est en guerre.*

*Les terribles complexes d'infériorité de Berisha et de ses séides alimentent la théorie selon laquelle « La guerre en Albanie est une guerre entre régions ». Le clan de Berisha a toujours exprimé malignement une aversion pathologique envers le Sud, en la politisant du fait l'origine de la première dictature, celle d'Enver Hoxha. Alors qu'en réalité, c'est le primitivisme clanique de Berisha, produit, selon des observations de voyageurs anglais des années 1930 de l'arrivée dans nos montagnes du Nord d'un clan des rives de la mer Caspienne, qui entre en conflit avec l'éducation albanaise de la population du Sud. Deuxièmement, Berisha n'a pas pu bien apprendre la langue albanaise (comme ses proches collaborateurs) et ceci créa le premier obstacle pour*

*bien s'entendre avec la population du Sud. Par-dessus tout, Berisha constata que le Sud n'était pas prêt à subir la domination clanique d'un bajraktar et donc à commencé à attaquer les points « faibles » de la lutte contre le fascisme et du dialecte tosque (du Sud), qui est plus proche de la langue standard... À l'époque où la population du Sud appela le Président pour discuter, il prit peur et il pointa, effrayé, le canon du fusil sur des innocents...*

*Tous les signes prouvent que Berisha a envoyé des émissaires pour ouvrir les dépôts, en espérant que le Nord pourrait retourner les armes contre le Sud. Mais ceci ne pouvait avoir lieu, et n'eut pas lieu... La plupart du temps, Berisha a soufflé un vent menaçant contre les pays occidentaux en affirmant que les Albanais l'obligeaient à s'engager dans une alliance étroite avec l'Organisation de la Coopération islamique. La noyade à Otrante de 85 Albanais souligne davantage encore les relations entre Berisha et la mafia italienne. Berisha et la mafia ne s'intéressent qu'à la tension sanguinaire avec l'Occident, en payant pour cela avec la vie des Albanais. Pendant que l'Albanie était occupée à enterrer ses filles et fils tués par la guerre, en Italie, les collusions en termes d'argent et d'arme entre la mafia et le régime de Berisha s'intensifient.(...)*

*Quel est le véritable conflit ? Il n'y a plus de conflit, plus personne ne veut de l'argent perdu, plus personne ne veut de l'aide de l'Europe, nous ne voulons pas non plus de remède, disent les habitants de Vlora. Nous ne souhaitons que l'effacement de Berisha. Si Berisha se retire ce soir, vous aurez la preuve que la guerre s'arrêtera quelques heures après. »*

*Errok Çupi, « Kjo luftë pa pâlë », Koha Jonë, le 12 avril 1997.*

**15** - Début de l'opération Alba. Les 6.000 soldats des forces multinationales débarquent dans les ports de Durrës et de Vlora. Un cargo affrété par le programme alimentaire mondial décharge 360 tonnes de farine et 36 tonnes de légumineuses.

**Dans la presse : « Interview du président du Comité du Salut Public de Vlora, Albert Shyti ...**

*...C'est à la demande du peuple que nous occupons ces postes en ces temps difficiles. L'accusation de Berisha et du parlement est dénuée de scrupules, quand on dit que nous avons ouvert les banques avec des chars. Berisha oublie le fait que dans ce Comité de 21 personnes, il y a des représentants de tous les partis, de toutes les strates de la société et tout est réalisé avec son accord. Le Comité de Salut combattra jusqu'à la fin contre tout gouvernement, afin que l'argent perdu revienne des firmes*

*pyramidales. L'organisation des organes du pouvoir local a été faite le Comité de Salut public parce que Vlora était entièrement abandonnée. C'était notre proposition pour le Président du Conseil du District Mr. Medi Xhelili, qui fut acceptée également par d'autres conseillers. Ainsi se mit au travail le Conseil Municipal et le Chef de l'Ordre Public et de la Police, que nous avons proposés à la demande naturellement aussi du peuple vlonjate. La coopération vise à la réalisation de toutes les tâches, principalement le maintien de la paix et de l'ordre et pour régler les problèmes sociaux de la ville.. Nous avons une préoccupation. Elle est liée à une déclaration de Pjetër Arbnori d'hier, selon laquelle les troupes allaient venir désarmer le quartier général de la révolte. Nous entendons là que ces troupes vont désarmer le peuple.. Nous pensons que ce sera une grosse erreur... », Koha Jonë, le 15 mars 1997*

- À Tirana, la situation redevient normale : les journaux reparaisent normalement, les échoppes sont approvisionnées, la circulation est dense, les armes aux mains de la police.

**17-20** - L'intervention militaire internationale – opération Alba – rencontre ses premières difficultés. Vlora est considérée comme « non sûre » et la situation y est « incontrôlée ». Lors d'un grand meeting à Vlora – en présence de Fino et Pronti – les slogans contre Berisha et pour le remboursement de l'argent sont prédominants. Cela n'indique pas un climat de conciliation qui mènerait au désarmement.

- Le SHIK arrive à récolter quelques armes à Korça et Berat, qui de toute façon n'avaient pas été les plus ardentes dans la révolte. Berisha lui-même est au plus fort depuis le début de la rébellion. Il participe aux négociations officielles, et demande sans arrêt à la force multinationale de désarmer « les criminels du Sud ».

- Les Comités de salut public se réunissent en un Parlement national à Ballsh.

#### **Dans la presse : « Nous ne sommes pas un comité rebelle**

*Interview du Président du Comité de Salut Public de Berat, Fehmi Telefrafi :*

**- Comment est né ce Comité de Salut Public et quelle couleur partisane prédomine dans sa composition ?**

*...Le Comité de Salut Public de Berat a une histoire similaire aux Comités de Vlora, Sarandë, Gjirokastër, et d'autres. Il est né simultanément à la prise des armes par le peuple pour se défendre de la dictature de Berisha, en remplaçant l'administration*

*étatique qui a failli à son devoir. Rapidement, le Comité naquit pour contrôler l'anarchie, pour activer et restructurer le pouvoir local et le commissariat de police, qui se sont tous désintégré, pour défendre les institutions prioritaires comme les banques, le musée, les hôpitaux, les usines textiles et autres. En ce qui concerne la tendance partisane des Comités, je peux dire avec conviction qu'ils sont multicolores, car ils représentent toutes les forces politiques et aucune ne domine. Dans le Comité, tous les partis sont représentés, la réconciliation nationale est véritablement réalisée. Nous désirons un retour à la normale le plus rapide, mais nous constatons avec désolation que des forces intéressées par la déstabilisation agissent encore. »*

Xhovani Shyti, « Nuk jemi komitet Rebel », *Koha Jonë*, le 16 avril 1997.

**19** - À Berat, deux dépôts militaires explosent.

**21** - Reprise partielle de l'enseignement dans les écoles.

**22** - Explosion de la voiture du vice-directeur de la police de Tirana, Arben Ujka. Les attentats contre policiers se multiplient.

**25** - Au cours d'une de ses réunions, le « Comité de Salut national » accuse Berisha et ses partisans extrémistes du Parti Démocratique de saboter le travail du gouvernement (non-paiement des salaires mensuels des flics, retard dans le versement des retraites, etc.). Il exprime son soutien non seulement au gouvernement, mais aussi à la force multinationale aussi longtemps qu'elle respecte sa mission officielle. Il demande aussi à tous les comités de tâcher de réorganiser les autorités locales. Mais, à part ses résolutions réactionnaires, il répète également que son objectif est la chute de Berisha et le remboursement de l'argent volé. Pour finir, il confirme qu'il ne se dissoudra pas tant que le nouveau gouvernement ne garantira pas le remboursement complet de l'argent.

**30** - Le maire de Vlora, Gëzim Zilja, donne sa démission. Explosion d'un dépôt d'armes dans le Nord : 27 morts.

## MAI

**1** - Tragédie à Burrel : 22 morts dans l'explosion d'un dépôt d'armes. Les habitants de Mat attaquent le dépôt de Qafë

Shtamë. Les médecins de Gjirokastrë font la grève : fermeture de l'hôpital. Explosion à la garnison de Shkollë, à Lezhë.

**3** - Le Premier ministre Fino ordonne de poser des mines dans 1500 dépôts militaires. De la dynamite est posée dans la maison de Tonin Alimëhilli, préfet d'Elbasan. Une bombe est placée dans la maison de Llambro Thanasko, président d'Omonia à Sarandë.

**4-5** - La police réapparaît dans les rues de Shkodër, Berat, Burrel, Kukes, Krujë. Mais les institutions légales et judiciaires ne sont pas opérationnelles: des postes de police, des prisons, des tribunaux... il ne reste rien. Avant de quitter les bâtiments, les prisonniers évadés ont pris soin de faire brûler leur dossier puis d'incendier les bâtiments eux-mêmes... Quelques jours auparavant, on pouvait lire dans la presse : « Le chef de l'administration pénitentiaire en Albanie a annoncé hier que le pays n'avait plus que 27 prisonniers en prison contre 1.300 qui s'y trouvaient avant la fuite massive d'inculpés le 13 mars passé. Sur ces 27 prisonniers, 9 sont rentrés en cellule de leur propre gré. »

**6** - À Thumanë, une embuscade est tendue aux députés Serreqi et Godo. Franz Vranitzky revient à Tirana. 30 kilogrammes de dynamite sont découverts sous le pont de Kradhiq, à Gjirokastrë. La maison du député de Balli, Dukë Muço, à Vlora est attaquée.

**7** - Bombes dans la cour du siège de la fondation « Soros » à Tirana et dans un bus à Rrogozhinë : 7 morts dans le bus.

**8** - Spectaculaire explosion près du café *Rinia*, à Vlora.

**9-10** - La force multinationale s'installe sans réaction de la population. A Vlora, en contradiction avec ce qu'il avait récemment décidé par rapport au statut de la force, le comité demande aux soldats grecs et italiens de patrouiller dans les rues pour que les écoles puissent ouvrir. De façon générale, les soldats se comportent très prudemment, évitent toute provocation. Les gens, en particulier les jeunes rebelles armés, sont plutôt suspicieux à leur égard.

- Berisha, sentant revenir ses forces, confisque *Koha Jonë*, principal journal de l'opposition. Et il continue à réclamer le démantèlement des comités et le désarmement du peuple. Mais à Gramsh ce sont 100 policiers des forces spéciales qui se retrouvent désarmés.



**10** - Un premier bilan comptabilise 1 200 morts et 6 000 blessés en quatre mois.

- Combat entre forces spéciales et insurgés à Gramsh.

**11** - Les partis politiques s'accordent pour fixer la date des élections au 29 juin. L'envoyé européen Vranitzki a joué un rôle important dans ce compromis. Il a rappelé aux politiciens qu'un report de la date n'inciterait pas la « communauté internationale » à donner une aide financière – autrement dit, le capitalisme a besoin de gouvernements stables et de travailleurs désarmés. Dans un message en forme d'ultimatum, le Parti démocratique et 9 autres partis demandent que les comités soient dissous le 14 mai, ce qui resta sans effet puisque les comités avaient déjà fixé une réunion pour le 16 mai. Mais à Vlora, dans leurs rencontres quotidiennes, les gens sont indignés et considèrent cette décision des partis comme une trahison. Les sections locales des partis dans le Sud ont cessé de soutenir les comités, et elles demandent même l'envoi de forces spéciales à Vlora sous le prétexte de lutter contre la « guerre des gangs ». Les rebelles ripostent en commençant à bloquer les entrées de la ville, ce qui se révèle assez efficace. Dans un incident de la soi-disant guerre des gangs mafieux, une voiture est incendiée, dans laquelle on retrouve un agent du SHIK.

**14** - Les partis de l'opposition menacent de boycotter les élections décidées pour le 29 juin 1997. Ils remettent en question la loi électorale prévoyant un mode de scrutin majoritaire.

**16** - Réunion des comités à Vlora. L'ultimatum des partis est ignoré, comme prévu, et personne ne parle de désarmement. Avec le temps qui passe, le problème de la survie dans le Sud fait sentir son effet sur l'avenir de la rébellion : jusqu'à 12.000 jeunes émigrent en Italie. Beaucoup d'entre eux étaient au coeur de la rébellion. De son côté, Berisha commence sa campagne électorale à Kavajë, ville que son parti contrôle entièrement.

**21** - À Tepelenë, le Comité de Salut Public, armé jusqu'aux dents, refuse de laisser entrer l'avant-garde du cortège présidentiel : celui-ci fait demi-tour.

- Le commissariat de Sarandë est attaqué, les salaires des officiers sont volés.

- Avec les élections, Berisha décide d'organiser le référendum portant sur la question « République ou Monarchie » le 29 juin 1997.

- Le PS décide de se présenter aux élections.
- Prodi et Vranitzky s'adressent au Premier ministre Fino : « Dissolvez les Comités ».

**23** - À Cërrik, une intervention des forces spéciales visant à préparer une visite de Berisha dans la ville bute sur la population : six soldats meurent brûlés vifs et on dénombre 13 blessés. Dans le même temps, des affrontements à Kuçovë font 5 morts.

**27** - La consultation entre partis pour la mise au point d'un pacte social se clôture sans résultat. Pas d'accord non plus pour la sortie de l'état d'urgence.

**30** - Nomination de Manfredo Inciza de Camera comme nouvel Ambassadeur italien en Albanie. Le Général Franko Agostini est nommé nouveau Commissaire Extraordinaire pour les forces italiennes en Albanie. Deux mois après la démission du chef du SHIK, Bashkim Gazidede, Sali Berisha nomme Arben Karkini à sa place. À Berat, le siège du PD est pillé. Ardian Rama, le « boss » de Cërrik est tué.

## JUIN - JUILLET - AOÛT

**4** - Le président Sali Berisha échappe à une tentative d'attentat lors d'un meeting électoral du Parti démocratique, à trois semaines des élections législatives anticipées prévues pour le 29 juin 1997. Cet événement illustre la tension qui règne encore dans le pays malgré les promesses électorales.

À de rares exceptions près, personne n'a rendu les armes dérobées lors du pillage des casernes. L'état d'urgence et le couvre-feu sont toujours en vigueur.

**18-25** - nouvelles attaques contre la force multinationale, probablement venant des hommes de Berisha. Le gouvernement grec soutient ouvertement la campagne du Parti Socialiste, y compris en Grèce parmi les émigrés albanais, qui pour la plupart viennent du Sud de l'Albanie.

**Dans la presse :** « *Les habitants de Cërrik, un petit village poussiéreux au sud-est de Tirana sont sur les nerfs. L'épave d'un véhicule blindé marque l'emplacement sur la place principale où 6 hommes des troupes loyales au président Berisha sont morts le mois dernier lors d'un affrontement avec les rebelles locaux. Et*

*maintenant le village, toujours aux mains des rebelles, s'attend à des représailles. Il est entouré de barrages tenus par des adolescents en armes. Plus tôt ce mois-ci, la rumeur d'une attaque imminente était assez précise pour qu'on vide la place et que les défenseurs se placent avec leurs armes sur les toits et derrière les murs de la ville. Les amis de Berisha disent que les troupes viennent sauver le village de gangsters. Llazar Bici, chef du comité de salut public des rebelles, dit quant à lui que le président est fou. Telle est l'atmosphère à la veille d'une élection supposée sauver l'Albanie de l'anarchie. Bien que des centaines d'observateurs vont surveiller les deux tours de scrutin, le 29 juin et le 6 juillet, et que 7000 soldats étrangers les soutiennent, personne ne pense que les élections vont être justes. Même si elles le sont, les Albanais ne sont pas sûrs si elles vont annoncer un retour à l'ordre et la chance d'une relative prospérité ou un bain de sang et la descente dans une plus grande pauvreté encore. »*

« Albania. A long shot », *The Economist*, 28 juin 1997.

**27** - Parti de Tirana, un convoi d'observateurs internationaux escorté par des soldats italiens et roumains progresse vers la pointe sud-ouest jusqu'à Gjirokastrë, passant par Memaliaj, Tepelenë,... localités qui, en mars, étaient toutes gagnées par le mouvement insurrectionnel notamment marqué par le pillage des casernes et l'armement généralisé de la population. Les rebelles saluent le passage des chars par des insultes mais la caravane passe sans problème. Cet exemple démontre l'état général de la lutte à ce moment: décomposition de la force insurrectionnelle, haine des nouvelles propositions pour instaurer l'ordre, mais prédominance de l'impuissance... la résignation refait son apparition.

- À deux jours des élections législatives anticipées prévues pour le dimanche 29 juin, les observateurs estiment que les conditions à la tenue d'un scrutin libre et démocratique ne sont pas réunies. Mais le 29 juin, la bourgeoisie peut enfin saluer en Albanie l'effectif « passage salutaire par l'isolement » qui, à Bucarest comme à Sofia, avait permis cette soudaine « métamorphose » du danger de la révolution en civique défilé obéissant au dépeçage démocratique.

**29-30** - Les élections donnent une large majorité aux socialistes. Les proches partisans de Berisha commencent à partir à l'étranger, ce dernier annonce lui-même qu'il démissionnera après le deuxième tour des élections. Omonia, l'organisation de la minorité grecque dans le Sud, est sévèrement

battue. C'est notamment l'effet de sa corruption notoire dans le traitement des problèmes des émigrés.

**23 juillet** - Quelques mois après avoir été réélu pour un second mandat présidentiel, Sali Berisha adresse une lettre de démission de la présidence de la république albanaise qu'il occupait depuis cinq ans. Fatos Nano devient Premier ministre. C'est ainsi que s'accomplit le spectacle de la réconciliation nationale. Dernier acte programmé par l'opposition pour faire admettre aux insurgés de rendre les armes. Le but – « stabiliser la situation, restaurer l'autorité bafouée de l'État, rendre une légitimité perdue au futur gouvernement et favoriser un indispensable climat de réconciliation nationale » – devrait enfin être atteint.

**Août** : Les forces d'ALBA quittent le pays tandis que l'insurrection finit de s'effiloche entre dérives mafieuses, manipulations politiques et résignations des populations.

## 1998

**Mars – Mai 98** : - Le « début » de la guerre du Kosovo le 6 mars vient symboliquement marquer la fin du cycle entamé un an auparavant.

– Le gouvernement a promis que, en principe en mars, un an après l'insurrection, il rendrait l'argent volé par les pyramides. Mais une société étrangère, chargée par Nano d'enquêter sur la fraude, fait savoir que « malheureusement » ces banques ne peuvent rembourser que 15% du capital initial des gens. De nouvelles promesses suivent ce résultat décevant, par exemple celle d'une loi de compensation. Cette tactique de toujours reporter le moment du remboursement semble marcher. Il n'empêche qu'un projet de nouvelles privatisations se met en place dans l'espoir de vendre aux étrangers ce qui reste : les télécoms, les mines de chrome et de cuivre, et le pétrole. Attirer des investisseurs dans un pays où les prolétaires ont récemment fait preuve d'un comportement aussi insolent et hostile envers eux n'est pas une tâche aisée. Le gouvernement passe en urgence des lois pour protéger les investissements étrangers. Il envisage même de créer un service de garantie des investissements sous les auspices de la Banque Mondiale. Ce service rembourserait 100% des pertes subies pour fait de guerre ou de crise politique.

**Septembre 98** : Tentative de contre-offensive de Berisha, ses partisans dans le Nord menaçant de marcher sur Tirana. Suite à l'assassinat toujours non élucidé de l'ancien leader étudiant de 1991, et député du PD, Azem Hajdari le 12, se produit une tentative de coup d'État à Tirana les 14-15 avec attaque à main armée (et même un tank détourné par les émeutiers) du parlement et des bureaux du Premier ministre. Les affrontements font entre trois et sept morts et mènent deux semaines plus tard à la démission de Fatos Nano. On parle dans la presse nationale et internationale de « risque de rechute dans l'anarchie » : « Le meurtre d'Hajdari avait créé l'opportunité pour Berisha de mettre en œuvre ce qu'il espérait être une insurrection populaire qui le catapulterait de nouveau à la présidence. Berisha avait été consterné par la vitesse à laquelle ses opposants du Sud s'étaient mobilisés en mars 1997. Il essayait en fait de recréer un soulèvement populaire équivalent s'appuyant sur ses soutiens du Nord. Mais cette révolte contre le gouvernement n'eut pas lieu. » (James Pettifer et Miranda Vickers *The Albanian Question. Reshaping the Balkans*, Londres, 2007)

- Il n'existe pas d'estimation générale fiable des conséquences de l'insurrection sur l'économie albanaise mais Daniel Vaughan-Whitehead dans *Albania in crisis. The predictable fall of the shining star* propose notamment un panorama sur l'impact de la révolte sur les entreprises très instructif dont nous traduisons ci-après un extrait :

« *L'image de la destruction qui émerge de l'enquête que nous avons menée auprès des entreprises confirme l'extrême complexité de la récente crise albanaise. D'un côté, la distribution géographique des entreprises détruites ou endommagées confirme la concentration de la violence et de la dévastation dans les régions qui étaient au cœur de la rébellion, comme les districts du sud tels que Vlora, Fier et Gjirokastër, ce qui est dû à l'écroulement des pyramides financières locales et la forte opposition politique de la population au régime de Berisha. D'un autre côté, notre carte régionale de la crise montre que d'autres régions et villes, comme Shkodër et Dibra au nord et les régions industrielles comme Elbasan et Berat, ont été touchées à plusieurs reprises par des destructions d'entreprises. Indéniablement, un aspect important de cette crise c'est sa grande extension, impliquant toutes les régions, villes et zones d'Albanie. Des destructions d'ampleur dans les zones rurales reflétaient également le malaise général parmi les personnes vivant de l'agriculture, confirmant ainsi l'inadéquation des politiques agricoles fondées exclusivement sur*

la culture à très petite échelle. Il est clair que les privatisations et les réformes dans ce secteur n'ont pas été le succès que proclamaient les rapports économiques locaux et internationaux depuis de nombreuses années.

La situation est tout aussi complexe concernant les régimes de propriété des entreprises attaquées. D'un côté, notre enquête confirme que les entreprises d'État ont été la principale cible des attaques, car elles symbolisaient le pouvoir gouvernemental et sa responsabilité dans l'écroulement des pyramides financières. Par exemple, les services publics, les usines chimiques, les mines et les banques d'État ont été systématiquement détruits ou sévèrement endommagés. D'un autre côté au-delà de ce résultat attendu, nous constatons que des entreprises privées ont été également lourdement touchées. En particulier celles contrôlées par des étrangers qui ont été très largement détruites ainsi qu'une grande proportion de firmes en « joint venture » dans le textile, le cuir et les chaussures qui ont été systématiquement détruites dans différentes parties du pays, du nord - par exemple à Shkodër - au sud, particulièrement Vlora.

Un aperçu sectoriel révèle qu'un ensemble de facteurs industriels et liés aux conditions de travail ont probablement contribué à l'intensité de la crise. Nous constatons par exemple que les entreprises spécialisées dans les activités intensives en travail - comme les mines, le textile dans l'industrie et les télécommunications dans les services- ont particulièrement été l'objet de la colère des manifestants. Les chiffres parlent pour eux-mêmes : 97% des mines et 77% des entreprises de télécommunication ont subi des dommages importants durant la crise. Une série de caractéristiques du fonctionnement interne ou du style de management des entreprises ont également joué un rôle. Les très bas salaires, par exemple, ont ainsi contribué au mécontentement général et aux destructions collectives, particulièrement dans l'industrie. Les licenciements lors des années précédentes ont également débouché sur des dommages plus importants pour certaines entreprises, particulièrement dans les régions caractérisées par un fort taux de chômage. Là où la politique de restructuration d'une entreprise était basée exclusivement sur des ajustements externes, à travers le licenciement d'une grande partie de la force de travail, les destructions furent plus fréquentes et de plus grande ampleur. La politique sociale dans l'entreprise - ou son absence- a été également un facteur important. Les dommages importants subis par les entreprises en « joint ventures » par exemple ont confirmé

les problèmes générés par ce mode de propriété en termes de conditions de travail et de participation des travailleurs. Plus globalement, l'absence de dialogue social à l'échelle de l'entreprise - en termes de reconnaissance des syndicats, d'accords collectifs et de participation des travailleurs à la gestion- semble avoir joué un rôle important dans la crise, les dommages et fermetures étant restés limités là où le dialogue social était bien développé et fondé sur plusieurs canaux. Tous ces facteurs co-existaient souvent depuis des années avant que les ouvriers ne finissent par se rebeller. La restructuration externe via des licenciements était souvent adoptée par des entreprises où le dialogue social était faible - ou les licenciements étaient facilités par l'absence de contrats de travail individuel- et où le management refusait de discuter de solutions alternatives, préférant obtenir des profits de court terme en imposant des horaires et conditions de travail plus durs à la force de travail restante. C'est ce qui s'est produit dans certaines des nouvelles entreprises privées qui ont été complètement détruites lors de l'insurrection.

Pour résumer, notre étude confirme que la crise n'a pas été seulement générée par les pertes dues aux pyramides financières. De même un vaste ensemble de facteurs déterminants explique probablement la grande étendue géographique de la crise : la crise n'est en rien restée confinée au Sud, dont l'opposition au vieux régime était explicite. Les facteurs industriels ont joué un plus grand rôle dans certaines régions, particulièrement celles dominées par les conglomérats industriels traditionnels, comme Elbasan et Berat ; d'autres motifs d'insatisfaction ont pu avoir un rôle important ailleurs, comme la baisse des revenus, l'absence de protection sociale dans les zones rurales. Dans le même temps, des raisons similaires de mécontentement au niveau de l'entreprise ont contribué à donner au processus de destruction un caractère beaucoup plus étendu. Licenciements en masse, bas salaires et conditions difficiles de travail ont étendu le mécontentement des travailleurs au-delà du domaine de l'entreprise. La pauvreté en Albanie ne connaît pas de frontières régionales. Plus généralement, des années de souffrance et de frustration accumulées durant la transition ont mené presque inexorablement à la révolte généralisée. »

Daniel Vaughan-Whitehead, Albania in crisis. *The predictable fall of the shining star*, pp. 243-244.

## Annexe : bref aperçu de la « littérature » albanaise sur l'insurrection de 1997

La « littérature » (entendue ici sous le sens de l'ensemble des ouvrages consacré à un sujet) albanaise sur 1997 (du moins celle que nous avons pu nous procurer en préparant ce livre) ne s'émancipe certes pas toujours des conflits partidaires et de leur cortège de théories du complot et d'accusations plus ou moins délirantes qui minent le pays depuis la fin du régime Hoxhiste.

Ainsi *Afrim Krasniki dans Rënia e demokracisë. Shqipëria në muajt janar - qershor 1997* (Tirana, 1997) relaie longuement les thèses « berishistes » d'un complot socialiste : « Les faits montrent que tout ce qui s'est passé en 1997 en Albanie était un coup d'État révolutionnaire, un scénario qui n'est pas une conséquence de pertes dues aux schémas pyramidaux, mais un scénario avec des ambitions, des objectifs, des auteurs et des profits politiques. Seuls les dirigeants du Parti socialiste ont reconnu que « l'usure » [ « Fajd » : terme souvent utilisé en albanais pour évoquer les pyramides] n'était qu'un prétexte, qu'un catalyseur. Depuis octobre 1996, date à laquelle les anciens communistes ont finalement été battus aux élections locales, ils ont prévenu dans un éditorial : « Il ne peut pas être renversé par des moyens démocratiques, comme le PS l'a tenté jusqu'à aujourd'hui. Le moment est venu, il faut recourir à de nouveaux moyens . » Selon cet avertissement inquiétant paru dans un des journaux fondés il y a 50 ans par le dictateur Hoxha, le passage de la contestation, de la rébellion démocratique à la rébellion anticonstitutionnelle, était la seule chance pour obtenir leur retour au pouvoir. Les socialistes ont été évincés des élections de 96 et ils ne voyaient aucune chance de gagner à l'avenir. Ils ont quitté le parlement et sont passés à des méthodes de guerre partisane. Ils n'ont jamais été d'accord avec la démocratie et étant condamnés par un vote des deux tiers du peuple, ont riposté en punissant le peuple. Ils ont dit aux pauvres citoyens, indignés par la perte de leurs fonds, que leur argent leur avait été volé par l'État,



que le malfaiteur c'était l'État, et ils ont garanti qu'ils s'enrichiraient et reprendraient l'argent qu'ils avaient perdu (...) Au nom de cet objectif criminel, les socialistes ont ordonné de brûler d'abord les municipalités, puis de brûler les commissariats de police, les tribunaux, le parquet, c'est-à-dire l'État de droit. Finalement, au nom de la protection du droit, de la justice, de la responsabilité et de l'État, les socialistes ont conduit les foules à faire sauter des prisons et des dépôts d'armes, des tunnels de munitions, des navires militaires, des unités militaires et des aérodromes.(...) Leur folie politique, leur vengeance barbare contre le peuple qui n'a pas voté pour eux le 26 mai ont fait des socialistes albanais des alliés fidèles des milieux chauvins anti-albanais, qui les ont financés et soutenus pleinement dans leurs activités terroristes. Les conséquences d'une telle coopération ont commencé à se manifester quand dans les manifestations anti-gouvernementales, des symboles serbes ont été hissés, le drapeau albanais a été remplacé par le drapeau grec, des foules ont brûlé et pillé les valeurs doctrinales les plus précieuses de l'histoire albanaise. »

On trouve un point de vue similaire dans le livre (qui a par contre le mérite de donner des documents de l'époque) de l'ancien maire de Vlora, Gezim Zilja *Skaner 1997* (Tirana 2009), Agron Tufa évoquant ainsi dans sa préface « la révolution terroriste bolchévique de 1997 » et Zilja décrivant classiquement les comités de salut public comme des sortes de comités d'administration mafieux peuplés d'ex agents de la Sigurimi.

Mero Baze dans le livre *Viti '97. Prapaskenat e krizës që rrënuan shtetin* souligne lui au contraire le rôle extrêmement néfaste joué par Berisha qu'il a pu observer de près : « L'État de Berisha et l'État albanais sont peu à peu entrés en conflit l'un avec l'autre ; l'un en tant qu'institution informelle et l'autre en tant qu'institution formelle. L'État de Berisha ou l'informel, qui dictait sa loi tout dans le pays, triompha. En parfaite symétrie avec ce modèle, les banques informelles ont commencé à prospérer dans l'économie, à la place des banques formelles de l'État albanais ; dans l'administration du territoire ont commencé à prévaloir les occupations et les violations des règlements d'urbanisme face à l'urbanisation régulière et au respect de la libre circulation. Le modèle d'État de Berisha a dominé vis-à-vis de l'État albanais tout au long de son premier mandat. Ains tous les affrontements et distorsions démocratiques, qui, après mai 1996, se sont transformés en violence, anarchie et déclin des deux États, l'un comme forme de pouvoir et l'autre comme forme administrative. Pour cette raison, la vision américaine selon laquelle ce qui s'est passé était une crise de la démocratie est plus proche de la vérité. Le point de vue européen a été davantage dicté par les lobbyistes de Berisha, qui voulaient simplifier la crise grâce aux schémas pyramidaux.

Mais les systèmes pyramidaux ne constituaient pas des causes mais bien des conséquences. Ils n'auraient jamais existé dans un État régi par l'État de droit, dans un pays doté d'institutions et d'un contrôle clair du pouvoir par la société à travers l'Assemblée et le suffrage libre. La raison en était la construction d'un État parallèle, sous la forme d'un État privé, qui rivalisait avec l'État formel et produisait des lois et des vides juridiques en sa faveur, contre l'État formel.(...) Pour revenir à mon évaluation de ce qui s'est passé en 1997, je dois dire que c'est une évolution qui ne pouvait se produire qu'avec Sali Berisha. Ce qui s'est passé n'arriverait à personne d'autre, car personne d'autre n'est aussi clair et déterminé que lui à mettre son pays en concurrence avec l'État albanais. Tout cela peut se résumer à une crise de la démocratie, mais aussi à une crise produite par l'école politique d'un homme qui s'émerveille souvent de son énergie et de sa persévérance à faire ce qu'il décide de faire, peu importe à quel point il a raison ou combien d'occasions il possède. Il accepterait facilement n'importe quel système démocratique, s'il était programmé pour toujours amener Sali Berisha à la tête du pays. Il est prêt à adopter même les systèmes islamiques fondamentalistes ou les régimes autoritaires, non pas qu'il soit un musulman fervent ou un dictateur né, mais seulement s'ils lui servent à conserver le pouvoir. Il a une idéologie, un principe, une école et une idée : détenir le pouvoir. Tout le reste, les amitiés et les animosités qu'il génère, tournent autour de cette chose. C'est pourquoi vous ne pouvez pas vraiment analyser 1997 si vous ne savez pas comment cet homme gouverne. Je suis convaincu que personne d'autre n'aurait pu faire ce qu'il a fait. Il a des qualités de leadership exceptionnels, est persuasif dans de nombreuses décisions vis à vis son équipe, est convaincant et charismatique vis à vis de l'opinion publique. Et un tel dirigeant, bien sûr, épuisera l'oxygène d'une démocratie, car elle a besoin de son propre hémisphère de pouvoir. Ayant été proche de lui pendant des années, mais surtout dans cette période que j'ai décrite dans le livre, je dis avec conviction que personne d'autre n'a la chance de produire ce choc galactique pour l'État, comme il l'a produit, en opposant son État avec l'État albanais. Et c'est une mauvaise et une bonne nouvelle. Dommage qu'il soit toujours Premier ministre, tant mieux que ce danger soit parti avec lui. Tout cela ne doit pas servir à diaboliser Sali Berisha en le présentant comme un homme qui ne pense qu'à nuire à ce pays. Il aime cet endroit, peut-être autant que le reste d'entre nous. Mais il l'aime pour lui-même ! »

C'est le célèbre intellectuel et ancien prisonnier politique sous le régime hoxhiste, Fatos Lubonja, un des initiateurs du « Forum pour la démocratie » dont il s'est éloigné dans le cours de la crise, qui a donné le récit le plus sensible et le plus sympathique des événements

dans *Nëntëdhjetshtata. Apokalipsi i rremë* (Tirana 2010), livre traduit en anglais sous le titre *The False Apocalypse. From Stalinism to Capitalism*, (Londres 1998). On y trouve notamment ce passage qui résume bien sa position originale dans les événements :

« Quand Vranitzky [ représentant envoyé par l'OSCE pour négocier la « paix »] est arrivé à Tirana, il y avait encore la possibilité de forcer Berisha à démissionner. Cela aurait pu être obtenu en faisant participer les insurgés du Sud au dialogue. Mais ceux qui avaient parlé avec Berisha ne voulaient pas qu'ils participent, certains parce qu'ils considéraient que ces discussions deviendraient dès lors incontrôlables, et d'autres parce qu'ils manquaient le courage de faire entrer les discussions dans un tel territoire inconnu. (...) Vranitzky n'a concentré son attention que sur ceux qui dialoguaient avec Berisha. Quand les journalistes lui ont demandé quelles étaient les chances d'inciter la troisième partie, c'est-à-dire les personnes armées du Sud, à déposer les armes, il a répondu que certains représentants de l'opposition lui avaient dit qu'ils pensaient que le Sud rendrait ses armes si on parvenait à un accord politique. Beaucoup de personnes n'attachaient aucune importance à la réponse de Vranitzky, car après la répudiation de la déclaration du 6 mars [ échec des négociations entre Berisha et l'opposition ], on pensait qu'aucune « solution politique » ne pourrait se produire en dépit de l'opposition du Sud. C'était un point décisif. Qorri [ alter ego de Lubonja dans le récit à peine romancé qu'il donne ] insistait sur le fait que le Forum pour la démocratie devait dire à Vranitzky que le Sud ne rendrait pas ses armes sans la démission de Berisha car avec l'imposition de l'État d'urgence, le Sud avait perdu toute confiance en lui. Le forum aurait dû au moins lui dire qu'il ne pouvait pas parler pour le Sud et que celui-ci devait être invité à la table de négociation, au lieu de supposer que la décision suffirait et s'imposerait d'elle-même. L'exclusion du Sud était la trahison d'une lutte, qui, malgré la dangereuse anarchie, était essentiellement juste, car pour la première fois dans leur histoire, les Albanais montraient à leurs dirigeants qu'ils étaient en mesure de les punir pour les dévastations qu'ils avaient causé. Cela pourrait ouvrir une nouvelle ère et créer un nouveau type de politicien. Cependant, si le Sud rendait les armes et se retrouvait sans chef, cela ne signifiait-il pas que c'était tout ce qu'il méritait et qu'il n'était pas capable de créer sa propre direction ? Qorri craignait que cette seconde interprétation ne soit plus proche de la vérité. Mais cela ne signifiait pas pour autant " que le Forum n'avait aucune chance de changer cette réalité. En demandant que le Sud parle de lui-même, ils feraient un pas vers la démocratie et rompraient avec l'habitude d'attendre des décisions d'en haut. »





**« AU BRASERO DU POSSIBLE » :  
LA CRITIQUE SOCIALE ET  
L'INSURRECTION  
ALBANAISE**

*Les deux textes qui suivent, « Le sud Albanais en rébellion » et « Le mars albanais », tirés du numéro 89 du 7 avril 1997 de l'hebdomadaire anarchiste Alpha, sont parmi les rares témoignages directs d'observateurs extérieurs non journalistes sur les événements.*

## Le Sud albanais en rébellion

**Kalachnikov/ visages heureux et en colère/ "bessa" (franchise, respect de la parole donnée)/ rafales de tirs/ barrages routiers/ voitures Mercedes/ haschisch/ passeports/ rendez-nous notre argent/ qu'on coupe la tête de Berisha.**

**Des fragments de mots, d'images, de sensations d'un voyage vers une rébellion inconcevable, où les analyses, les appréciations, les conclusions politiques se fracassent sur le barrage routier de l'élan du peuple.**

**Traverser la frontière ou passer de l'État "de loi et d'ordre" à la réalité de la Kalachnikov**

Kalachnikov : la première chose que l'on voit dès que l'on pose le pied sur le sol albanais. Ce sera aussi la dernière, quelques jours plus tard. Au bord de la planche, qui relie le bateau qui nous a amenés ici d'Igoumenitsa au port de Sarandë, quelques Albanais armés se tiennent juste debout et regardent. Il n'y a pas de contrôle des documents. Quelques personnes blessées attendent leur tour pour embarquer à destination de Corfou.

La situation à Kakavia, à notre retour, sera à peu près la même, avec des ambulances qui attendent près du poste de garde grec pour emmener les blessés, la plupart d'entre eux ayant été touchés par erreur. Les revolvers des Albanais qui nous avaient escortés (ils avaient laissé leurs Kalachnikovs dans la voiture) étaient à quelques centimètres et quelques barres de fer des micros de la chaîne Sky TV. Un pas et un contrôle de passeport entre la possibilité visible et désinvolté de la mort et la certitude d'une vie où nous pouvons mourir tous les jours. Bien sûr, il n'y a pas de poste de garde albanais à Kakavia (pour être précis, il y en a un, mais il est complètement vide), tandis qu'à celui de la Grèce, les soldats nationalistes grecs sont si sûrs d'eux

qu'ils ne nous contrôlent pas quand nous passons. Au moment où les Albanais armés de Sarandë n'ont rien à perdre, les Grecs armés de Kakavia sont très sûrs d'eux. Ils ne peuvent pas tirer sur leurs officiers, qu'ils détestent, mais ils affirment qu'ils sont prêts à aller "là-dedans" et à tirer sur les "paysans". "Si seulement ils demandaient qui est volontaire pour aller en Albanie, ils verraient", dit un soldat de l'unité spéciale souriant. Quelques heures plus tard, un autre soldat à Igoumenitsa râle parce qu'il est en service et qu'il ne peut pas aller dans ce bar où travaillent des femmes albanaises. "Tu as été envoyé par un journal ?" demande-t-il. "Je travaille aussi pour un journal. « Aube dorée » (journal néonazi)", ajoute-t-il en souriant.

### **La seule et unique autorité : les armes à feu**

Dans toute la région méridionale de l'Albanie, il n'y a pas de police, pas d'armée, pas de prisons, pas de tribunaux, pas un seul signe d'autorité étatique ou gouvernementale. Le pouvoir des armes prévaut partout. Tout le monde est armé, se déplaçant en voiture avec les Kalachnikovs à portée de main, marchant dans les rues avec des armes automatiques, des revolvers, des TT chinois (toujours au moins deux et prêts à être utilisés) à leur ceinture ou à l'intérieur de leur veste. Il est impossible d'estimer le nombre exact de ces armes. Certains disent qu'il y en a plus de quatre millions.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que tous les postes de police, tous les entrepôts de l'armée, toutes les usines où les armes étaient produites ou assemblées ont été pillés (ainsi parmi les premières l'une de ces usines, une unité de construction de Kalachnikovs à Polytsa). La question qui vient immédiatement à l'esprit, c'est comment les gens se sont procuré toutes ces armes, mais il est un peu compliqué d'y répondre. C'est un fait qu'il n'y a pas eu d'attaques massives ou d'actes violents bien organisés. Le cas du poste de police de Sarandë constitue un exemple significatif de ce qui s'est passé. Dans l'après-midi du 1er mars, quelques personnes ont commencé à jeter des pierres contre le poste de police, à l'intérieur duquel se trouvait une centaine de policiers bien armés. Leur commandant a appelé à plusieurs reprises le ministre, à Tirana, pour obtenir des instructions. La réponse était "nous te ferons savoir". Les instructions ne sont jamais arrivées, alors les forces de police ont abandonné le poste, laissant derrière elles la plus grande partie de leur arsenal. Les quelque cinquante membres de la police secrète -SHIK- étaient partis bien plus tôt. La même chose s'est produite avec la base

navale de Sarandë. Le commandant a appelé Tirana dès qu'il a appris l'attaque et on lui a dit : "tu recevras des ordres". Les ordres n'ont jamais été donnés et par conséquent, presque toutes les armes ont été abandonnées et transportées dans un endroit à l'air libre, où n'importe qui pouvait se rendre et ramasser ce qui lui plaisait. Une carte marine de l'Albanie, étiquetée "top secret", a été trouvée quelques jours plus tard par deux reporters français qui passaient par hasard dans la région. Un carnet faisant office de registre de la circulation des équipements de l'armée a été trouvé déchiré au milieu des camions de l'armée pillés et aux pneus crevés, à l'intérieur d'un camp de l'armée détruit et pillé à Dropolis.

Le fusil, du moins dans le sud de l'Albanie, domine la vie quotidienne, en fait c'EST la vie quotidienne. Une personne ordinaire voit, entend, touche, utilise un fusil - c'est-à-dire qu'il occupe ses sens - aussi souvent que la cigarette le ferait dans une autre société. C'est le centre de la vie ; c'est un jouet amusant pour les enfants (l'école est finie, de toute façon) et, très souvent, un sport pour les adultes. Tu peux voir des groupes de personnes qui s'entraînent au tir, certains tiraient sur la croix de l'église de Sarandë en plein milieu de la journée, en plaisantant, d'autres - une douzaine d'Albanais bien habillés - avaient installé un barrage routier avec des Mercedes et des jeeps sur la route des montagnes entre Vouno et Cheimara, et s'entraînaient au tir, sans penser qu'une voiture pourrait surgir du côté de la route sur laquelle ils tiraient. Les personnes moins impliquées dans l'usage des armes à feu les utilisent simplement pour se défendre. Ils ne les exhibent pas et la plupart d'entre eux les gardent à la maison, juste en cas de vol. Cependant, les Albanais étaient déjà armés et familiarisés aux armes à feu par le passé. La révolte leur a juste donné l'occasion de remplacer leurs armes par des armes plus modernes.

Pendant la journée, les tirs de Kalachnikov sont plutôt rares. Ils tirent depuis la route côtière de Sarandë pavée de pierres en direction de la mer, ils tirent depuis les collines alentour, ils tirent depuis la pente de Gjirokastër, depuis la petite colline à côté du consulat grec, depuis le port de Vlora, ici et là jusqu'à Fier.

Tous les soirs, après 18 ou 19 heures, cela ressemble à la Pâque grecque [où il y a traditionnellement beaucoup de feux d'artifice]. Les rafales de tirs éclairent la mer, elles deviennent plus fréquentes ou s'arrêtent sans raison apparente, parfois un passant est blessé ou une vitre d'hôtel est brisée. Nous sommes assis à l'intérieur de l'hôtel "de luxe" au bord de la mer de Vlora



et nous regardons le spectacle des tirs et des flashes qui est plutôt un festival de joie pour ceux qui y participent.

Il est vraiment difficile de croire que la peur et la terreur infligées par les armes, qui signifie la mort aux mains d'un "fonctionnaire" d'une quelconque autorité "établie", soient devenues un élément ordinaire et inséparable de la "vie" dans les communautés albanaises, que les armes soient devenues un amusement et la source d'un plaisir absurde.

### **Barrages routiers dans un voyage dans le temps**

Passer d'un autre pays à l'Albanie, et surtout à l'Albanie après la révolte, ou d'une ville albanaise à une autre ressemble plus à un voyage dans le temps que dans l'espace. Il est difficile pour quelqu'un qui a grandi dans le monde moderne de croire ce qu'il voit, des images qui appartiendraient plutôt aux années 20 coexistant avec des images familières de l'Europe occidentale moderne : une Land Rover, un bœuf et une charrue côte à côte, une Mercedes qui s'arrête pour laisser une vache traverser la route, l'hôtel moderne kitsch près d'un immeuble d'habitation de style réaliste socialiste, une Mercedes cabrio qui passe devant un hangar "épicerie" à moitié vide, les bunkers, vestiges de la période Hoxha, alignés au milieu de cette plaine de Dropolis, que personne ne cultive, une vieille femme habillée de façon traditionnelle sous un palmier avec un téléphone portable dans les mains, un député qui écrit sur son ordinateur portable à l'intérieur d'une pièce construite en pierres et décorée d'icônes et de morceaux de broderie traditionnelle, des personnes creusant pour essayer de cultiver un champ sur une pente sèche en pierre au milieu de nulle part, quelqu'un a écrit "AC/DC" sur le mur à Gjirokastër, des arches élaborées en pierre près du pont explosé à l'extérieur de Sarandë, des chars, des rails de l'armée et des armes antichars laissés au milieu de la route de Vlora, et partout, sur chaque route, il y a des Mercedes et plus rarement des jeeps, roulant à toute allure sur des routes étroites pleines de virages et de nids de poule. Partout, la contradiction et l'absurdité à l'extrême : Lushjnë, Tepelenë, Fier, Vlora. Très souvent, il est difficile de faire la distinction entre ce qui a été détruit, pillé et à moitié détruit pendant l'insurrection et ce qui avait toujours été comme ça. Si on ne montrait pas au visiteur la banque qui a été détruite par les rebelles, il n'en s'en rendrait pas compte, simplement parce que le bâtiment suivant lui ressemble exactement. Un paysage totalement en ruine, les puits de pétrole rouillés d'Hoxha, les ruines abandonnées des usines

qui produisaient autrefois de la nourriture, des vêtements, des peintures, des blocs entiers de bâtiments en briques à l'abandon, des stations-service appartenant à la compagnie pétrolière d'État Adi Petrol (directement impliquée dans les systèmes pyramidaux) qui semblent avoir été bombardées, des centrales électriques au milieu de zones résidentielles, des fondations en ciment récemment posées avec le mannequin en tissu caractéristique sur le toit, pour protéger les habitants du "mauvais œil", les téléphones de Kokkalis dans le bâtiment de la "compagnie téléphonique grecque" à Vlora, ce qui est indescriptible.

Et au milieu de tout cela, les barrages routiers. Bien que beaucoup de gens disent qu'ils sont moins nombreux maintenant et que les choses sont relativement calmes, les barrages routiers sont identifiés dans l'esprit du voyageur à l'inconnu, au danger et à l'inconcevable. Les personnes qui bloquent la route peuvent être n'importe qui, même si elles se ressemblent plus ou moins. Il peut s'agir de rebelles de Sarandë qui contrôlent qui entre dans la ville, visages sinistres et Kalachnikov à la main - mais qui éclatent de rire et accaparent l'Albanais qui nous escorte, une célébrité des émissions de télévision grecques- mais te laissent partir sans te prêter attention. Il peut s'agir d'un groupe armé qui t'arrête au milieu d'une route "difficile" au bord de l'Adriatique, dans un endroit isolé des hauts plateaux à l'extérieur de Cheimara, et qui veut juste te voler. Lorsqu'ils reconnaissent nos accompagnateurs, ils les saluent chaleureusement, parlent fort en faisant des gestes et donnent l'impression qu'ils se sont mis d'accord sur quelque chose et que nous allons tous partir ensemble. Mais ensuite, ils montent dans leurs jeeps et leurs Mercedes et partent dans l'autre sens. La réponse à nos questions est typique : "Qu'est-ce que tu veux ? Tu n'arrêtes pas de poser des questions. Ce ne sont pas tes affaires". Quelque temps plus tard, on nous a dit que c'étaient les "Mafiosi" les plus durs de Vlora.

Il peut aussi s'agir d'un barrage routier "mixte" composé d'Albanais en civil armés de Kalachnikovs et d'autres non armés en uniforme de police à l'extérieur de Vlora, qui demandent quelque chose au chauffeur de bus et c'est tout, ou d'un barrage routier de policiers armés - qui n'ont pas fui après la rébellion - dans une ville très proche de Vlora, Fier. Il peut s'agir d'un barrage routier à la sortie de Kakavia qui veut te voler, mais ne tire pas si tu ne t'arrêtes pas, ils peuvent vouloir quelque chose de précis, comme une roue de secours sur la route de Vouno, ou un

groupe de personnes armées de Kalachnikovs qui -tout à coup- ont décidé de contrôler la route de Tepelenë ou de Lushnjë. Sur le chemin de Sarandë à Vlora, en passant par Lushnjë, Tepelenë et Fier, il y a de nombreux barrages routiers abandonnés avec des tanks, des armes antichars et des rondins au bord de la route. À Emalie [?], le char est garé au milieu de la route, tandis que sur les routes menant aux villages de la minorité grecque de Dropolis, il y a des chars placés par les villageois qui patrouillent la zone en groupes et informent les autres lorsqu'ils voient arriver quelqu'un en Mercedes.

### **"Maintenant, c'est la guerre"**

C'est la phrase que la plupart des rebelles répètent sans cesse, une phrase qui pourrait être la réponse à n'importe quelle question.

Cette "guerre" particulière ne consiste pas en des affrontements et des batailles, mais en des routines de vie et des attitudes adaptées à une vie quotidienne d'inaction générale et de négociations incessantes.

Sur les places et dans les rues principales des villes du Sud révolté, tu peux voir des gens qui traînent, discutent en petits groupes aux coins des rues de Sarandë, jouent aux cartes sous les arbres de la place Flabouri à Vlora, flânent devant les étals de chaussures, de vêtements, de cigarettes et de nourriture qui constituent une sorte de marché sur le chemin de Fier, échangent de l'argent (dollars, marks, drachmes contre lek) près du port de Vlora.

Tout le monde est fauché, tout le monde a investi dans les pyramides et a perdu son argent.

Xhaferri, Vefa, Galijca, Kamberi... des noms que tu entends tout le temps en Albanie. Des pyramides - en fait, des banques privées - où environ deux milliards de dollars ont été perdus, les économies des Albanais et de la minorité grecque qui ont vendu leurs maisons, leurs troupeaux, qui ont investi l'argent que leurs enfants leur envoyaient de Grèce et d'Italie, attirés par l'appât d'intérêts pouvant atteindre 35 à 100% par mois. Le Grec qui avait une "carrière" a perdu 25.000.000 drs [270 drs = 1dollar], la vieille femme de Dervitsani a perdu 2 à 3.000.000, l'Albanais de la confiserie a perdu 10.000.000, un autre qui travaillait en Crète a perdu 5.000.000...

Berisha a remporté les élections frauduleuses de 1996, avec le slogan : "Votez pour le Parti démocratique et vous en profiterez". Bien sûr, les services secrets, les journalistes et les diplomates

grecs, juste avant le début de la rébellion, considéraient encore les Albanais comme des êtres obéissants et incapables de réagir. "Nous voulons récupérer notre argent. Dehors Berisha", c'est tout ce que la plupart des gens ont à faire avec la politique dans l'Albanie révoltée. Cependant, il semble que tout le monde y arrive, chacun à sa manière. Bien sûr, presque personne n'a un travail "normal", puisque les services, les usines et les magasins sont fermés, mais d'un autre côté, on trouve naturellement toutes sortes d'entreprises qui prospèrent habituellement dans des situations similaires. Une chambre d'hôtel coûtait jusqu'à 50 000 drs pendant la période du "boom journalistique", et un trajet en voiture qui coûtait auparavant 5 000 drs est passé à 45 000.

Nous n'avons pas rencontré de gens misérables et affamés - du moins au sens des sociétés occidentales. Il y a peut-être une pénurie de produits de base dans certains villages reculés et la plupart des hôpitaux qui fonctionnent encore peuvent à peine traiter les cas d'urgence. Mais c'est un fait que les forts liens familiaux "imposent" l'entraide qui fait par exemple qu'un Albanais qui rencontre un cousin éloigné dans un bus lui donne son argent.

Ce n'est pas un hasard si personne ne nous a demandé quoi que ce soit, nous n'avons vu nulle part de signe de mendicité. La seule chose qu'ils ont continuée à demander -et ce seulement après avoir appris à nous connaître pendant un certain temps- était si nous pouvions les aider à obtenir un passeport. Il est difficile pour quelqu'un qui voit les immeubles gris paranoïaques ressemblant à des prisons construits sous le régime de Hoxha, les décharges qui les entourent et les hangars où vivent les gens, de se rendre compte à quel point la plupart de leurs habitants sont vraiment hospitaliers, amicaux et chaleureux. Certains chauffeurs de Mercedes nous ont ouvert les portes pour que nous puissions monter, non pas par servilité, mais par pure gentillesse, d'autres nous ont offert du café, du whisky ou du haschisch, de manière désintéressée - et avec insistance. Deux femmes à Sarandë -deux personnages des plus misérables- nous ont conduits à une cabane faisant office de café, ont commandé deux bouchons de café pour nous, ont payé et sont parties. Un ami albanais parlait souvent de "bessa" (crédibilité, tenir sa parole), il n'arrêtait pas de dire que nous ne devons pas nous inquiéter, car maintenant nous étions ses "sœurs". Cet homme semblait avoir de bonnes relations avec tout le monde, il a vivement protesté dans un restaurant de Gjirokastër lorsqu'il

a pensé qu'on nous avait surfacturé de 2. 000 drs, il avait fait six ans de prison sous le régime de Hoxha parce qu'il avait été attrapé en essayant de passer la frontière, il avait peur pour sa vie, il se déplaçait partout, il a suggéré que nous fassions des "affaires" avec du pétrole à la frontière, il était conducteur dans l'armée, il voulait retourner à Volos (ville de Grèce centrale) et boire du "tsipouro" (alcool local), c'était un rebelle.

Mais qu'en est-il des femmes ? Les femmes sont presque inexistantes dans le sud de l'Albanie révoltée. Seules quelques-unes marchent dans les rues, certaines travaillent dans les kiosks, quelques-unes travaillent dans les champs tandis que d'autres -les jeunes- servent dans les cafés, sans sourire et inapprochables. Cependant, le regard brut, affamé ou même explorateur bien connu, est inexistant, bien que cela change à mesure que l'on va vers le nord. De nombreux Albanais rient de la rumeur concernant les femmes kidnappées et emmenées en Italie. Vu les liens familiaux forts et le large cercle familial, il est plutôt ridicule de penser qu'il est si facile de "kidnapper" des épouses, des filles et des sœurs.

### **La "mafia albanaise", le "commando", les comités de salut et une police étrange**

La seule mafia qui ait jamais existé en Albanie, au sens de crime organisé avec sa propre hiérarchie et un plan d'action spécifique, c'est l'État. C'est le régime de Berisha qui a soutenu les banques privées, les proto-banques - des systèmes de blanchiment d'argent -, c'est le régime de Berisha qui a intimidé toute la population du pays avec l'aide d'agents du SHIK (police secrète), c'est le régime de Berisha qui a licencié ses propres officiers - même le ministre de la Défense - et qui a emprisonné certains propriétaires de banques lorsqu'il a réalisé que les choses devenaient incontrôlables, c'est le régime de Berisha qui a brutalement battu, torturé, emprisonné ou assassiné des personnes qui réclamaient le remboursement de leur argent, des étudiants en grève de la faim à l'université de Gjirokastër, le peu scrupuleux et paranoïaque Berisha lui-même a probablement ordonné à l'armée, à la police et au SHIK de se retirer de toutes les villes du sud. L'écrasante majorité des politiciens, albanais ou de la minorité grecque, était plus ou moins complice de cet État mafieux. Presque tout le monde parle des maires, des conseillers, des présidents, des responsables d'Omonia et du Parti des droits de l'homme [organisation et parti politique représentant respectivement la minorité grecque] qui ont gagné

de l'argent en vendant des armes et de l'héroïne, mais aussi des visas et des passeports. L'ambassade et le consulat grecs étaient également impliqués.

L'idée du "mafioso albanais" semble simpliste et ridicule dans le Sud albanais insurgé et est la plupart du temps identifiée à celle de "l'insurgé albanais". Ceux qui ont menacé le propriétaire d'un café (frère d'un agent du SHIK), lui ont dit de partir et ont fait sauter son magasin avec des grenades lorsque les protecteurs qu'il avait embauchés entre-temps ont commencé à tirer, sont-ils des "mafiosi albanais" ?

Ceux qui ont tiré sur une femme pour ne pas leur avoir donné son passeport et son argent à un barrage routier sur la route de Kakavia à Mouzitsa sont-ils des "mafiosi albanais" ? Ceux qui déchargent des cigarettes de contrebande dans le port de Sarandë sont-ils des "mafiosi albanais" ?

Ceux qui vendent des protections aux cafés et aux restaurants pour 30 000 drs par mois - les plus durs, qui sourient encore la plupart du temps - , ceux qui sont impliqués dans la contrebande d'héroïne, ceux qui notent la quantité de whisky qu'ils boivent et qui reviennent plus tard chez le propriétaire du bar avec la double quantité - volée, bien sûr - , ceux qui mourraient pour te protéger s'ils avaient "pris la responsabilité" de toi, sont-ils des "mafiosi albanais" ? Ceux qui s'introduisent dans des maisons dont les habitants ont fui et les vident sont-ils des "mafiosi albanais" ? Les hommes armés cagoulés qui ont tué 17 personnes à Levan sont-ils des "mafiosi albanais" - ou peut-être des agents de Berisha, comme tout le monde le dit ? Le propriétaire de bar qui écarquille les yeux en disant "Si tu cherches du hachisch ou autre chose, fais-le moi savoir", est-il un "mafioso albanais" ?

Et que dire d'Apostolis l'analphabète, l'un des gars les plus durs et les plus robustes de la région, qui dit que brûler la bibliothèque était une chose stupide à faire, tout en buvant du café avec ses armes sur la table de l'hôtel ? Et il ajoute en souriant, un dialogue qui semble incroyable, mais qui est très vrai :

- Nous avons encore l'un d'entre eux. Pas loin d'ici. Emprisonné.
- Qui est-ce ?
- C'est un agent du SHIK. Il était chauffeur au SHIK.
- Que vas-tu lui faire ?
- Lui tirer dessus. Bang, bang !
- Hé, ne fais pas ça, c'est stupide. Si c'était arrivé lors d'une bagarre, ce serait ok. Mais lui tirer dessus comme ça... Il est humain après tout.

- Très bien. Mais alors, que devons-nous faire de lui ? Si nous ne lui tirons pas dessus maintenant, il pourrait revenir un peu plus tard et me tirer dessus. Tu ne vois pas ?

Qu'est-ce qu'Apostolis ?

Quand on lui demande ce qu'est un "commandante", il répond : "Ce que tu declares être, c'est ce que tu es. N'est-ce pas ce que vous dites en Grèce ?"

Tchevat, un ancien général d'âge moyen et représentant de la proto-banque Vefa à Sarandë - que certains ont nommé "chef des comités des villes insurgées" - traîne dans les hôtels où séjournent les journalistes, escorté par une douzaine d'hommes armés. Il peut demander un téléphone portable et le garder toute la nuit. Il est censé être un "dur" qui, ni lui ni ses hommes, ne rendront leurs armes, à moins que Berisha ne soit évincé. Au contraire, son "collègue" en ville, Fouat, un propriétaire d'hôtel, ancien chef de la police sous le régime de Hoxha et "chef de la police populaire" jusqu'à il y a dix jours, date à laquelle il a démissionné, dit qu'il a soutenu la rébellion du peuple, mais qu'il ne peut pas tolérer l'actuel "état d'anarchie et de criminalité". Il ajoute qu'il soutient le nouveau gouvernement Fino, qu'une nouvelle force de police doit être formée pour éviter un bain de sang, qu'il n'avait pas peur et qu'il se battrait pour imposer le calme. Il n'était pas d'accord avec ce qui a été dit à Tepelenë (où certains commandants se sont réunis et où aucune décision n'a été prise) et qu'il souhaite l'arrivée de la force multinationale. Il se déplace toujours avec des escortes armées. Un autre « commandante » était Berti Siouti, à Vlora, qui semblait influencer les gens au début de la rébellion, mais trois semaines plus tard, il n'était plus soutenu que par environ 5.000 retraités sur une population totale de 100 à 120.000 personnes. Vlora était la seule ville où les gens se réunissaient encore chaque matin sur la place centrale, mais la fréquentation était très réduite, la réunion de l'après-midi avait été annulée. À Gjirokastër, les gens parlaient d'Akim Gozita, un ancien officier de l'armée de Hoxha d'âge moyen, et de Fatos Beta, l'ami de Gozita et ex-conseiller de Berisha. La seule personne qui semblait avoir une certaine influence était Gioleka de Tepelenë, un jeune homme analphabète, mais énergique et coriace, qui était auparavant un voyou. Enfin, les gens ont mentionné le derviche Pelumb (qui signifie colombe), commandant à Balsi, qui a été assassiné, probablement par des agents du SHIK. Il est difficile d'avoir une image claire de ce qui se passe dans chaque région, car la situation est instable et il est impossible de recueillir des informations à distance.

Quoi qu'il en soit, on pouvait sentir que les gens étaient fatigués de la situation actuelle, toujours déterminés à ne pas abandonner les armes à moins que Berisha ne soit évincé. Les rassemblements sur les places s'étaient estompés, la plupart des commandants n'avaient pas plus de pouvoir que n'importe quel chef d'un petit groupe armé, tandis que beaucoup de gens avaient perdu espoir et voulaient simplement fuir le pays. Dans les villages de la minorité grecque de Dropolis et Cheimara, il y avait surtout des hommes âgés qui "gardaient leurs maisons". À l'épicerie de Dervitsani, tout le monde a dit avoir perdu son argent et avoir participé massivement aux manifestations, tandis que Doules, un député du Parti des droits de l'homme, a déclaré que "l'impasse politique est totale, tant que Berisha garde le contrôle du parlement. La seule solution envisageable est l'intervention d'une force de police européenne afin de rétablir l'ordre".

Il y a eu quelques efforts pour "rétablir l'ordre", c'est-à-dire former une sorte de police - comme le rassemblement d'une poignée de personnes, principalement d'anciens policiers, à Gjirokastrë, il y a dix jours, et à Sarandë aussi - qui ont complètement échoué. Vlora est la seule exception. Là-bas, tu pouvais entrer dans le poste de police - que les insurgés avaient dévalisé au début de la rébellion, mais n'avaient trouvé personne à l'intérieur- sans aucun contrôle à l'entrée et parler au nouveau chef de la police, dont le bureau "moderne" se trouvait parmi de nombreuses pièces vides au bout de l'escalier. Il a été chef de la police pendant dix-huit ans, avant que Berisha ne prenne le pouvoir, et a commencé avec quatre policiers venus de Tirana, avec l'approbation du gouvernement de Fino. Il n'a pas voulu révéler le nombre actuel de ses forces de police, mais a admis que seulement 30% d'entre eux étaient armés -on pouvait voir sur certains poteaux de la ville des affiches demandant aux citoyens de remettre une de leurs armes à la police- et a déclaré que leur principale tâche était de protéger les services publics. Le chef nous a assuré que la police est respectée par les insurgés et qu'il parle souvent au « commandante » Berti. Trois heures plus tard, cinq personnes cagoulées et armées de Kalachnikovs ont volé une Mercedes garée devant le poste de police. Trois agents les ont poursuivis et ont été tués dans un village voisin, Kali Troyes. Le lendemain, à 7 heures du matin, une douzaine d'hommes, sans capuche et Kalachnikov à la main, se trouvaient devant l'hôpital de Vlora et ne laissaient entrer personne. L'un des "encapuchonnés", qui avait été blessé pendant le combat de la nuit dernière, était à l'intérieur.



## Les "gazetariens"

Les quatre jeunes Albanais souriants avec leurs kalachnikovs changeaient de voiture toutes les demi-heures et traînaient en ville. À un moment donné, ils freinent brusquement, le conducteur baisse la vitre de la voiture et demande : "Tout va bien ?"

"Très bien. Et toi ? Tu es de la ville ? Quel est ton nom ?" "Quoi, tu ne m'as pas vu à la télé ?". En fait, il était l'un des personnages favoris des chaînes de télévision grecques, comme le conducteur de char à Sarandë qui s'est souvenu de son dialogue avec le journaliste de Sky - la télévision grecque - et a ri aux larmes ("D'où viens-tu ?". "Tepelenë". "Et ça aussi, c'est Tepelenë ?" "Non, le char est un autochtone. Je suis de Tepelenë"). De nombreux habitants de Sarandë ont beaucoup d'histoires drôles à nous raconter sur la "vie et l'époque" des gazetariens, car Sarandë était la ville la plus facile d'accès et de nombreux reporters grecs étaient passés par là. Comme la façon dont ils traînaient aux coins de la place à 20h30, -l'heure à laquelle commencent les bulletins d'information du soir-, posaient devant les caméras et les "envoyés spéciaux" Kalachnikov en main, tiraient quelques coups de feu à leur demande et ensuite tout le monde quittait la place. Ou comme le gazetier qui a payé un million de drachmes pour obtenir ce reportage "exclusif" sur "l'usine de production de haschisch". Ils parlaient de leurs habitudes, de leur courage, de leur poule mouillée ou de la somme qu'ils étaient payés. Bien sûr, tout le monde regardait régulièrement les nouvelles grecques - même dans les maisons les plus pauvres, il y avait une antenne satellite - et faisait des blagues sur la "grosse" Evert et Kostas Karamanlis [politiciens grecs]. Dans les régions du nord et de l'ouest (comme Vlora), on regardait la télévision italienne.

Les journalistes constituaient une "source de revenus" considérable pour les chauffeurs et les accompagnateurs de Mercedes - puisqu'ils étaient les seuls à se déplacer d'une ville à l'autre -, pour les propriétaires d'hôtels et de cafés et, dans certains cas, pour ceux qui installaient les barrages routiers.

La plupart des insurgés ont déclaré que les gazetariens "exagéraient et racontaient des mensonges". Par exemple, le reporter néerlandais, qui a été récemment abattu à Sarandë, dirigeait en fait une agence de tourisme en ville depuis cinq ans.

Après trois semaines de "raids journalistiques", l'un des Albanais âgés assis au café a demandé avec colère au reporter qui le prenait en photo de loin : "Hé, monsieur, tu as demandé avant de prendre une photo ?".

E.P.

## DIALOGUE 1

**Le vieil Aristides est chauffeur de taxi depuis vingt ans. Il a accepté de nous emmener faire un tour que la plupart des autres ont refusé.**

- Que s'est-il passé ici avec les pyramides ?

- Ils ont tout pris. Tout l'argent de sept villages a été investi dans celles-ci au cours des quatre dernières années. Marks, dollars, drachmes, tout.

- Où est passé tout cet argent ?

- Ça me dépasse. Ils l'ont dépensé. Je transportais 120 à 130 millions tous les trois jours.

- Où ça ?

- Je les emmenais à la banque d'État de Vlora. C'est pour ça que je me suis fait avoir, moi aussi. J'ai aussi placé mon argent chez eux. J'ai déposé 37 millions d'argent albanais et 2.186.000 d'argent grec. Ils ont tout pris et maintenant nous sommes finis. Je ne sais pas pourquoi j'ai travaillé, pourquoi je suis né. Un voleur est venu après l'autre, toujours des voleurs.

- Y a-t-il quelqu'un qui a récupéré de l'argent ?

- Certains l'ont fait au début. Puis l'argent s'est épuisé. J'ai donné mon argent à Xzaferi et il a tout volé. C'est parce que les gens ont fait confiance à Berisha, qui prétendait que les banques allaient rendre le monde meilleur, rendre l'Albanie meilleure. Tu vois ?

- Et maintenant, ce qui se passe à Cheimara, vous avez tous pris des fusils ?

- C'est l'enfer. Comme une guerre.

- Tu connais ceux qui font irruption dans les maisons ?

- Bien sûr. Nous avons essayé d'organiser la police ici, mais les gens ont peur. L'Albanie est aujourd'hui comme elle l'était il y a 150 à 200 ans.

- Où les gens travaillent-ils maintenant ?

- Il n'y a pas de travail. Un jeune homme n'a nulle part où travailler, pas de visa, alors il n'a pas d'autre choix que de voler.

- Y a-t-il un consulat à Cheimara ?

- Il y a un bureau d'Omonia. Ils donnent des visas.

- Est-ce qu'ils prennent de l'argent pour les visas ?

- C'est la mafia. Ils prennent de l'argent à tout le monde.

- As-tu un passeport ?

- J'en avais un. Je l'avais ici dans ma poche et ils me l'ont volé, ainsi que mon permis de conduire.

- Est-ce que tu reçois de l'aide alimentaire ?  
- Non. Absolument rien. Les gens ici ont beaucoup souffert. Les conditions de vie sont sordides.

Quelques jours plus tard, des hommes ont dévalisé le vieil Aristides et ont pris sa voiture et son argent.

## DIALOGUE 2

**Le magnétophone joue "Hotel California" à plein volume. Les Kalachnikovs sont appuyées contre le levier de vitesse et les deux Albanais, les plus durs de la région, ce qui signifie aussi les plus sûrs pour t'escorter, ont des revolvers à la ceinture. La Mercedes roule à toute allure.**

- Es-tu allé en Grèce ?  
- Oui, je suis allé à Corinthos.  
- As-tu travaillé là-bas ?  
- Non. Je conduisais un bateau à moteur. En mer. Bien. Haschisch, héroïne. De la contrebande. Mais plus maintenant. Maintenant, nous allons de la maison au travail, et c'est tout.  
- As-tu mis de l'argent dans les pyramides ?  
- Oui, à Xhaferri. 5.000.000 drachmes.  
- Maintenant, qu'est-ce qui se passe ici, il y a encore de l'héroïne ?  
- Oui, l'usine se trouve par ici.  
- Et est-ce que beaucoup de gens ici consomment de l'héroïne ?  
- Non, tout part en Italie ou à Athènes.  
- Combien cela coûte-t-il ?  
- C'est cher. 3.500 drachmes par gramme.  
- Qu'est-ce que c'est ?  
- C'est un TT. C'est un chinois. Et celui-là est un Kalash(nikov). Maintenant, il y a la misère ici, maintenant il y a la guerre.  
- Est-ce que tu communique avec des gens d'autres régions ?  
- Non. Mais nous sommes tous en ville, unis contre Berisha.  
- Y a-t-il des femmes ici ? Nous n'en avons pas vu.  
- Il y a la guerre. Elles sont cachées. Comme en Grèce en 1965-66. Cela fait seulement cinq ans que nous avons la démocratie ici.  
- Des armes ont-elles été passées en contrebande en Italie ou en Grèce ?

- Non, pas maintenant. Il y a la guerre maintenant. Nous faisons la guerre pour notre argent.
- Que vas-tu faire avec les élections ?
- Nous sommes contre Berisha.
- Allez-vous voter pour un de vos représentants ?
- Nous ne savons pas. Nous ne faisons pas de politique.
- Qui est le commanditaire maintenant ? C'est Tchevat ?
- Il n'y a pas de commandante. Maintenant, c'est ça le commandant (il montre son arme).
- Ce matin, il y avait un barrage routier à l'extérieur de la ville. C'était pour quoi faire ?
- Un contrôle. Pour voir qui vient, qui il est, pour qui il travaille, s'il a de l'argent, tout...

## Le Mars albanais

Nous qualifions de mars albanais, l'insurrection populaire armée contre le régime corrompu de Sali Berisha qui a pris l'Albanie d'assaut durant les trois premières semaines de mars. Les insurgés du Sud ont contraint le régime totalitaire du président albanais Sali Berisha à d'énormes reculs et à un effondrement stratégique.

Le jeudi 13 mars, l'État albanais, identifié au système de Berisha, a été réduit à quelques mètres carrés dans le centre de Tirana et notamment autour du boulevard des martyrs de la nation. Le palais présidentiel et les bâtiments gouvernementaux étaient tous là, des deux côtés de l'avenue. Les zones insurgées de la capitale albanaise n'étaient qu'à quatre kilomètres. La sensation de la dissolution géométrique de l'autorité de l'État incitait à spéculer sur son effondrement imminent et total.

Après trois jours de retard, les prétoriens du Nord se sont organisés et armés sous la direction du célèbre Saban Memia. Les services secrets du SHIK et son chef, Baskim Gazidede, ont été la deuxième source de soutien à Berisha. Son cercle de protection est renforcé par sa garde présidentielle, composée des plus proches, fidèles et apparentées. La terreur qui règne dans la banlieue nord de Tirana et la menace d'un éventuel massacre donnent aux ex-communistes une excuse pour changer leur politique, par crainte d'une vague d'insurrection populaire qu'ils ne pourraient pas contrôler.

En ces heures critiques, les ex-communistes sont clairs dans leurs optiques et leurs pratiques. Le secrétaire d'organisation du Parti socialiste, Dokle -qui avait réprimé les mobilisations de l'opposition lorsqu'il était le tout puissant ministre de l'Intérieur, sous le régime de Hoxha- est très clair quand il déclare que les socialistes sont contre les actions violentes et armées et qu'ils cherchent la légitimité constitutionnelle. Ainsi, ils choisissent de faire un compromis avec Berisha et de s'engager à combler le vide du pouvoir en recourant aux dispositifs des anciens services secrets de Hoxha, la Sigurimi. Il est très clair que les ex-communistes, avec l'expérience et la tradition du développement des dispositifs de pouvoir, ont exploité la dynamique de l'insurrection populaire, ils ont sauvé

le système de pouvoir en Albanie et sont devenus le partenaire gouvernemental du Parti démocratique de Berisha. C'est ainsi que se forme un équilibre complexe : une lutte de pouvoir multiforme et le Sud déterminé à obtenir satisfaction pour ses revendications.

### **Du régime de Hoxha à celui de Berisha**

Après les élections de mars 1992 et l'accession de Berisha au pouvoir, un nouveau groupe dominant s'est formé, principalement issu des régions du nord du pays et de la région natale de Berisha, qui est devenu le vivier de cadres du nouveau pouvoir albanais. Il s'agissait d'un ensemble de prétoriens, de suzerains à Tirana, avec deux branches : les membres du Parti démocratique et la machinerie de l'État et les services secrets du SHIK. Un système de terreur de masse. Les Albanais ont cru à la nouvelle ère, signalée par le changement politique de 1992, mais ils ont vite vu leurs rêves, non seulement trahis, mais aussi évaporés en une nuit.

Toute une génération (la majorité du peuple albanais) qui a grandi sous le régime de Hoxha a cru au rêve fallacieux de la démocratie capitaliste. Ce qu'elle a vu suivre c'était la misère, la pauvreté, l'émigration, le racisme à l'étranger et l'État policier à l'intérieur du pays. Les pyramides financières, où ils ont investi non seulement leurs rêves, mais aussi leurs économies, semblaient être la seule issue. Au lieu de jours meilleurs, ils ont vu le "pays des aigles" se transformer en "pays des vautours".

De manière primitive et maladroite, le capitalisme en Albanie a été fondé sur la vente de faux espoirs de prospérité au peuple albanais. Après avoir mis en place des systèmes de parabancairisation, Sali Berisha avait une arme puissante entre les mains, satisfaisant temporairement les déposants et cachant la dure réalité. Ce que nous avons eu en Albanie en 92-97, c'est une exploitation et une accumulation de capital particulièrement intenses, où l'on a tout simplement, pris beaucoup de choses à beaucoup de gens en un court laps de temps.

La grande inégalité et l'imbrication des intérêts entre les fonctionnaires du gouvernement et les mafiosi ont transformé l'Albanie en une immense arène de contrebande d'armes et de drogues (avec la participation de la police et des forces militaires), ainsi que de contrebande de carburant et de cigarettes (avec la participation des cadres du Parti démocratique et du gouvernement - par exemple, la société Skiponia) et en un

réservoir d'argent sale. De l'autre côté, il y avait les masses, la population agraire et les prolétaires.

### **Le début de la fin**

Les choses ont commencé à devenir claires après les élections frauduleuses et violentes du 26 mai 1996 et les premiers signes qui ont souligné l'imbrication des intérêts frauduleux et la perspective de la fin imminente des pyramides. Le début de la fin est marqué par le rapport du Fonds Monétaire International qui a signalé le risque d'effondrement et a menacé le gouvernement d'une rupture financière entre le F.M.I. et l'Albanie.

En décembre, la première para-banque, "Sude", fait faillite et en janvier, deux autres, "Xhaferri" et "Populli", ferment leurs portes. Les premières manifestations ont eu lieu à Vlora, le 16 janvier, avec la participation d'hommes simples, d'immigrants et de la classe moyenne. Les Albanais, qui ont partagé leur argent pour obtenir un avenir meilleur après un travail si dur -le plus court possible, cependant-, ont réalisé qu'ils avaient été volés par une caste de gens et, puisqu'ils n'avaient plus rien à perdre, ont transformé leur désespoir et leur amertume en rage contre le pouvoir corrompu du régime de Berisha. Plus ils ressentaient l'exploitation, plus ils se soulevaient massivement et dynamiquement contre le régime totalitaire de Berisha qu'ils considéraient comme le responsable exclusif de la fraude contre l'ensemble du peuple albanais. Dans un tel état de ruine du pays, on ne peut protester ni avec des marches ni avec des sifflets.

La Kalachnikov devient le symbole du peuple albanais qui, sans aucune base idéologique ni formation politique, a pris sa vie en main et mené une insurrection populaire menaçant directement le régime.

Au-delà des anciens hoxhistes, ou même des chefs de parti du Parti démocratique local, mais aussi des membres des circuits locaux, il y a cette génération de héros albanais qui a secoué l'Albanie en mars. Leurs intentions se sont manifestement exprimées lors d'un événement qui a eu lieu à Lushnjë, le 25 janvier, lorsque des habitants enragés ont attaqué le président du Parti démocratique et vice-président du gouvernement, Tritan Sehu, et l'ont cloué au pilori en public avec un poireau dans la bouche et un deuxième dans le cul. Les affrontements entre les policiers et les manifestants se sont ensuite transférés à Tirana.

Le 30 janvier, les partis de l'opposition ont formé le "Forum pour la démocratie", qui est le parti parapluie de la manifestation. Le 6 février, les citoyens ont commencé à attaquer les postes de police de Vlora, mais l'insurrection a culminé dans la nuit du 28 février au 1er mars, avec des affrontements massifs entre les citoyens et les forces gouvernementales et la première entrée dans le camp de l'armée, à Vlora.

### **Mars avec des émeutes en Albanie**

Le 2 mars, Berisha impose l'état d'urgence et déclare qu'il n'a pas à affronter une simple protestation, mais des régions entières du pays qui sont hostiles. L'opposition -qui a faiblement participé aux mobilisations des deux derniers mois- a exigé un gouvernement intérimaire composé de technocrates, qui mènerait à la tenue d'élections. La situation rappelle les régimes latino-américains. Les rassemblements publics de plus de quatre personnes sont interdits, la circulation entre 20h00 et 7h00 est interdite, la police est libre de tirer et la presse est restreinte : les deux journaux gouvernementaux qui circulent et la télévision gouvernementale sont les seules sources d'information.

Tirana est terrorisée par la police et de nombreuses zones du sud ne sont plus sous le contrôle des forces militaires et policières. L'imposition de l'état d'urgence est assurée par une force répressive mixte : les unités armées du ministère de l'Intérieur, les services secrets SHIK et les équipes antiémeutes de la police ZABIST, sous la direction de Baskim Gazidede, un ex-mathématicien et président de l'Association des intellectuels musulmans, qui a été promu au grade de général.

Mercredi 5 mars, le gouvernement a reconnu le problème qu'il y avait à Agioi Sarandë, Vlora, Delvinë et Fier, et a accusé les commandants des unités ainsi que le chef général de la force armée, Seme Kosova, qu'il a écarté. Cette journée est très importante, car les forces gouvernementales semblaient incapables de contrôler le sud.

Les opérations militaires gouvernementales à Delvinë, qui visaient à interrompre la communication entre Agioi Sarandë et Gjirokastër, ont complètement échoué et les zones insurgées ont donc pu être facilement unifiées. La situation incontrôlée et confuse est la première chose qui menace le pouvoir albanais ainsi que ses nombreux soutiens occidentaux.



Le même jour, la voix de la capitale américaine, le journal de Washington "Wall Street Journal", compare la situation en Albanie à l'émeute de Los Angeles et tente de présenter les insurgés comme étant manipulés par les ex-communistes et la mafia. Mais, malheureusement pour eux, ce n'est pas la vérité. C'est tout un monde qui a pris les armes, non pas pour jouer, mais pour les diriger vers le régime de Berisha. Les manques politiques de cette insurrection populaire ont joué sur sa formation et ont permis aux partis d'opposition de faire le premier pas vers un accord avec le président albanais, le 6 mars.

### **Étapes organisationnelles de l'insurrection**

La détermination des insurgés les amène à former des comités de salut populaire, où ils posent des revendications spécifiques : remboursements de tous les déposants, la formation d'un gouvernement multipartite intérimaire, la tenue de nouvelles élections et le vote d'une nouvelle Constitution et d'une nouvelle loi électorale. En même temps, ils essaient de mettre en place quelques procédures élémentaires pour l'approvisionnement et la défense de leurs zones insurgées. Le 8 mars, Berisha connaît un coup dur car il est incapable de contrôler Gjirokastrë, où les unités militaires sont dispersées.

### **Accord des partis avec Berisha**

Le dimanche 9 mars, Berisha, conscient de son incapacité à contrôler la situation dans le Sud et à maintenir le contrôle du Nord, bat en retraite et accepte la formation d'un gouvernement intérimaire avec la participation de tous les partis qui organisera de nouvelles élections dans trois mois (juin). Il exige également la remise des armes.

Rien n'est dit sur le véritable enjeu.

Rien sur l'argent du peuple qui rejette l'accord, puisque le problème de la restitution n'est pas résolu et que la personne qui symbolise leur perte - c'est-à-dire Berisha- reste.

### **Sud : trahison**

Les insurgés accusent les politiciens et les partis qui ont signé l'accord avec Berisha de n'être "intéressés que par leur pouvoir et non par le peuple qui est le perdant" (Comité de Vlora) et les dénoncent comme des traîtres. C'est pourquoi il n'est pas étrange que la vague de l'insurrection devienne une avalanche qui se propage avec la désobéissance massive de

l'armée et des forces de police. Sali Berisha, paniqué et effrayé, semble implorer l'aide de l'opposition, alors que le cercle se resserre autour de Tirana. Il offre donc le premier ministère aux socialistes, chose incroyable jusqu'alors.

Lorsque les insurgés, d'abord dans la ville de Vlora, ont clairement indiqué qu'ils n'accepteraient aucun accord qui n'inclurait pas le remboursement de leur argent et le retrait de Berisha. Au même moment, depuis Gjirokastër, les zones insurgées lancent une invitation à la formation de conseils de citoyens dans chaque ville et village qui se chargeront de la gestion de leur défense et déclareront leur présence politique comme un troisième pôle.

Le mardi 11 mars, Berisha, lorsqu'il se rend compte que rien ne peut arrêter l'extension - la propagation (et non le développement) des insurrections et la menace pour la capitale albanaise et sa propre vie, met en pratique le plan de préparation au conflit armé avec l'emploi de la terreur par les services secrets et les membres du parti démocratique - principalement du Nord.

La même nuit, alors que des camions avec des Berishistes armés parcourent Tirana, tout le monde peut comprendre ce qui va se passer ensuite.

#### **Jeudi 13 mars : le jour le plus critique**

Le jeudi 13 mars, les insurrections s'approchent de la capitale albanaise. Autour de Tirana et sur la route de l'aéroport et de Durrës, on peut entendre toute la journée des fusillades alors que toutes les forces gouvernementales, militaires et policières sont totalement inexistantes. La tension de la journée était si élevée que nous avons senti, moment après moment, la vague qui approchait. À midi, nous avons assisté à l'entrée de milliers de citoyens dans les camps situés aux abords de Tirana.

Tout le monde -mais tout le monde- a inclus dans une seule phrase, toutes leurs revendications : "Notre argent et la tête de Berisha". Il est caractéristique que j'aie entendu beaucoup de gens dire que "ce soir, nous jouerons au football avec sa tête". Nous pouvions voir clairement l'abolition de tout pouvoir gouvernemental, militaire et policier et qu'il n'était plus qu'une question d'heures avant que l'insurrection populaire arrive dans le centre de Tirana. Nous avons le sentiment que cette nuit-là serait la plus critique. Qui pourrait arrêter cet élan ?

Les prétoriens du régime de Berisha se chargent de la défense, en pratiquant la terreur dans les banlieues de Tirana, où ils sont organisés en bandes de meurtriers armés d'un maître assoiffé de sang.

### **Tirana, un champ de confrontation et un revirement des socialistes**

Partout, il y a un climat omniprésent de confrontation armée pouvant éclater d'un moment à l'autre.

Il y a des mouvements intenses de partisans armés de Berisha, des coups de feu non-stop et des tanks assourdissants autour du bâtiment présidentiel, où Sali Berisha est sous bonne garde, et sur le boulevard des Martyrs de la Nation, où se trouvent tous les bâtiments gouvernementaux.

C'est à ce moment que la politique des socialistes se manifeste, menant, semble-t-il, à un compromis avec Berisha, à qui ils ne demandent pas, pour le moment, de démissionner, avec les compromis appropriés, bien sûr, à savoir la participation au pouvoir gouvernemental, la légitimité constitutionnelle et une grâce pour le leader socialiste emprisonné Fatos Nano, qui s'est enfui. Tout cela, bien sûr, face au danger pour eux tous de la dissolution complète et totale de l'État albanais, d'un soulèvement populaire incontrôlé.

L'ancienne Sigurimi se charge de combler la vacance du pouvoir et le nouveau gouvernement dirigé par Bashkim Fino décide, le vendredi 14 mars, de reconstituer la force de police, en appelant les anciens et actuels officiers et les jeunes à la rejoindre. Le plan en cours d'élaboration vise à reconstruire un mécanisme de contrôle de base. Les efforts du nouveau gouvernement sont axés sur la mise en place de nouvelles procédures institutionnelles, de nouveaux mécanismes de pouvoir, de nouvelles fonctions de l'État et du gouvernement.

L'ancienne opposition, aujourd'hui le nouveau gouvernement, se sépare ouvertement des insurgés et menace de répression violente si la tentative d'intégrer les Comités de Salut public dans les structures de l'administration locale, c'est-à-dire les centres de pouvoir régionaux, n'aboutit pas dans un premier temps.

Pendant ce temps, les prisons sont toutes ouvertes et les prisonniers se déversent. Dans la prison où Fatos Nano était détenu, ce sont les prisonniers pénaux qui l'ont défendu, menés

par le célèbre Nehat Kula, lorsqu'il était en danger face aux hommes en uniforme de Berisha.

Après trois jours, non seulement un certain équilibre entre les forces opposées semble se mettre en place, mais une lutte de pouvoir aux multiples facettes se manifeste dans une situation de plus en plus volatile, avec plus de variables que de constantes.

### **Omissions, retards et dissension avec le Sud**

D'un côté, les socialistes et les membres du Parti démocratique expriment des opinions différentes et de l'autre, le nouveau gouvernement confirme ses dissensions avec le Sud. Berisha, qui s'est confiné avec sa garde présidentielle, semble vouloir intervenir dans le nouveau gouvernement. C'est pourquoi certaines personnes commencent à dire que Berisha est de retour.

Les mesures pour le rétablissement de l'ordre et des fonctions publiques se concrétisent avec difficulté et Bashkim Fino déclare qu'il n'accepte pas d'ultimatum pour la satisfaction des revendications. Beaucoup de gens affirment que le nouveau gouvernement ne vaut rien sans le Sud et commencent à balbutier quelques mots sur les erreurs, les omissions et les lenteurs qui ont permis à Berisha non seulement de consolider sa position, mais aussi de procéder à une démonstration de pouvoir.

Le jeudi 20 mars, il entrave le gouvernement de Fino en faisant rejeter par le Parlement -qui est contrôlé par le Parti démocratique- les propositions gouvernementales pour la levée des restrictions à la presse et la transmission de la supervision de la télévision et de la radio d'état du Parlement au nouveau gouvernement.

### **Manifeste des 18 zones insurgées**

Le 28 mars, les délégations des 18 zones insurgées et des comités de sauvetage ont publié le manifeste des insurgés :

- ils dénoncent les affirmations qui considèrent leur insurrection comme étant instiguée par des centres étrangers
- ils n'acceptent pas le parlement comme organe législatif représentatif et demandent la formation d'une nouvelle organisation qui exprimera la libre volonté du peuple
- ils soutiennent le gouvernement de Fino mais exigent son indépendance totale et l'éviction de Berisha.
- ils invitent le gouvernement et les partis à coopérer avec le

Comité du Salut public National, afin de former une nouvelle administration publique et le pouvoir exécutif

- ils demandent la participation des comités de salut public à la table de conférence des partis politiques (une sorte de conseil informel des leaders politiques).

### **En guise d'épilogue**

L'épilogue n'a pas encore été écrit. Cependant, l'histoire a retenu que le peuple s'est soulevé par les armes contre un régime totalitaire et corrompu d'exploitation et de pouvoir. Chaque recul de Berisha constitue une action victorieuse pour les insurgés.

C'est leur héritage. Et quand la question de la restitution de l'argent volé par Berisha et ceux qui l'entourent se posera, la question non seulement de la non remise des armes, mais aussi de leur utilisation, restera ouverte.

En Albanie, rien n'est définitivement décidé. Les temps difficiles ne font que commencer, maintenant que l'élan qui pourrait tout balayer -même si rien n'a été prévu pour le lendemain- est retombé.

Ce qui compte maintenant, c'est la résistance au temps, la détermination et les capacités de chaque camp.

B.

*(Textes traduits du grec par Andreas Elender)*

*Retranscription d'une intervention faite lors d'une réunion à Mannheim/Ludwigshafen le 4 avril 1997, publiée par la suite dans Wildcat-Zirkular n°36-37, ce texte écrit à chaud (d'où les nombreuses précisions d'ordre général) constitue une des premières réactions documentées de soutien à l'insurrection albanaise au moment où se prépare le débarquement des forces italiennes, où l'État n'a pas encore réellement repris la main et l'insurrection ne s'est pas encore encaiminée dans l'impuissance. Il offre notamment une très salutaire critique des poncifs racistes concernant les Albanais qui fleurissent dans la presse de l'époque, ainsi qu'une réinscription de l'insurrection albanaise dans l'histoire du pays et dans le contexte mondial de l'époque.*

*Wildcat fondée en 1984 sur des bases opérâistes est l'une des principales revues de critique sociale en langue allemande, toujours très active aujourd'hui (<https://www.wildcat-www.de/>).*

## **Albanie : plutôt le chaos de la rébellion que l'ordre (mondial) des dominants**

Les Albanais sont criminels, prêts à la violence et sans scrupules. Ils sont extrêmement pauvres et de ce fait avides d'argent; et ce parfois naïvement, comme leur participation en masse aux douteuses pyramides financières le montre. Ils sont issus de tribus montagnardes non civilisées qui pratiquent la vendetta ; après 50 ans de domination stalinienne, ils sont inaptes à la démocratie. Ils attendent dans les ports de Durrës et Vlora, l'occasion de passer à l'ouest où ils deviendront aussitôt dealers et hommes de main de la mafia.

Nous organisons cette réunion parce que nous voulons nous opposer à ces préjugés racistes sur le peuple albanais. À plus forte raison, par ce que ces préjugés, parfois formulés de façon plus ou moins discrète, peuvent même être relayés dans le TAZ [*Tageszeitung*, quotidien de gauche allemand]. Ou dans un tract d'anarchistes français que nous avons lu la semaine dernière : on y assimilait le soulèvement albanais aux conflits de l'ex-Yougoslavie.

Le racisme actuel fournit la justification de la façon dont on va traiter les exilés; nous avons tout entendu parler de la situation

en Italie. On en a appelé à l'état d'urgence contre 10 000 réfugiés. Ce qui rend ce racisme encore plus explosif c'est qu'il permet en même temps de préparer le terrain idéologique à l'intervention militaire. Celle-ci est déjà pleinement en cours. Elle se présente comme humanitaire. De l'aide convoyée avec une protection militaire. On prétexte qu'il faut empêcher que les livraisons d'aide soient détournées par des bandes de pillards. Dans les résolutions de l'OSCE et du conseil de sécurité, il n'est pas question de la faim. Il est question, comme son nom l'indique, du maintien de la sécurité en Europe, c'est-à-dire de la sécurité du capitalisme. Les livraisons d'aide servent au rétablissement de l'autorité étatique en Albanie, elles ne sont d'ailleurs distribuées qu'à ceux qui veulent bien qu'on ressuscite la classe dominante. Elles fournissent une légitimation à la présence militaire. Elles constituent indéniablement une opération de contre-insurrection. C'est pour cela qu'une opposition nette à cette intervention humanitaire est importante. A fortiori quand la croix rouge internationale a, quant à elle, refusé l'appui militaire.

Nous organisons cette réunion du fait de la dimension politique et historique de ce soulèvement albanais. Quand en Europe a-t-on vu pour la dernière la population d'une région entière abolir l'État ?

### **Albanie**

L'Albanie est après la Slovaquie le plus petit pays des Balkans. Elle compte environ 3 millions d'habitants. Un nombre équivalent d'Albanais vivent en dehors des frontières du pays, la plupart au Kosovo, une région du sud de la Yougoslavie. Et sinon en Italie, en Turquie, en Ukraine, en Roumanie et dans d'autres pays européens, ainsi qu'en Égypte et aux USA. L'Albanie est un pays proche. On prend un avion pour Corfou, puis de là il n'y a plus que 5km à franchir en bateau. Elle est située à 80km de l'Italie. L'Albanie a des frontières avec le Monténégro, le Kosovo, la Macédoine et la Grèce.

Pour les ethnologues, le peuple albanais est « ethniquement homogène ». Il existe deux aires linguistiques, celle de Tosks et celle des Gegs. Les Tosks vivent dans le sud où se trouve l'épicentre du soulèvement. Les journaux se sont saisis de cette situation de fait pour décrire le soulèvement comme un conflit ethnique. Ce n'est pourtant pas le cas. Le Nord et Tirana se sont également soulevés, mais les rebelles ne sont pas parvenus à s'imposer. Donc pas de conflit ethnique à la yougoslave, nord

contre sud ou autre. Sans compter qu'en Yougoslavie déjà, les catégories ethniques tenaient souvent de la propagande et que les lignes de conflit étaient transversales. Au Sud vit une minorité grecque. On l'estime en Albanie à 40 000 personnes. Le gouvernement grec parle de 400 000 personnes. C'est pour cela qu'il affirme ses prétentions territoriales sur le territoire dit de l'Épire du Nord.

L'Albanie est souvent décrite comme le pays le plus pauvre d'Europe. Le niveau de vie y est très bas. En 1991, seuls 28% des ménages urbains et 1% des ménages ruraux disposaient d'un frigidaire. En 1990 le revenu mensuel moyen s'élevait à 50\$.

Il y a encore quelques années nous aurions décrit l'Albanie comme un pays du Tiers-Monde. Elle constitue de fait un bon exemple de pourquoi cette catégorie ne convient plus pour comprendre le monde. Il est important de comprendre que récemment encore l'Albanie était un pays industriel. Puisqu'il était difficile de parler d'un secteur tertiaire dans le pays, la part de l'industrie dans le PIB était un peu plus élevée que celle des USA (selon la nomenclature de la Banque mondiale).

La construction de l'État national albanais est intervenue assez tardivement, en 1912. Les sociologues bourgeois en déduisent la tendance à l'anarchie des Albanais. Suite aux longues phases d'occupation étrangère (l'occupation ottomane et plus tard italienne) les Albanais n'auraient jamais pu développer de rapport positif à l'État. Cet antiétatisme aurait été encore renforcé par la domination stalinienne après 1945. Jusqu'à la chute de Mussolini en 1943, l'Albanie était un protectorat factice de l'Italie, elle fut ensuite occupée par la Wehrmacht. Comme partout dans les Balkans se développa la lutte des partisans à la tête de laquelle s'imposèrent de plus en plus les communistes dirigés par Enver Hoxha. La collectivisation sera achevée en 1960. Le régime passe alors pour plus stalinien que Staline. Comme dans toutes les dictatures de développement socialistes, les staliniens albanais donnent la priorité à l'industrie lourde. L'Albanie après la seconde guerre mondiale est alliée à la Yougoslavie de Tito. De 1948 à 1961 aux soviétiques. De 1961 jusqu'au milieu des années 70 à la Chine. Et puis il n'y eut plus de partenaire ou d'alliés. Le régime renforce encore plus son cloisonnement et cherche à atteindre l'autarcie économique. Cela fonctionne dans le domaine de l'alimentation (autarcie en céréales panifiables). Mais pour la population, cela signifie de renoncer à un grand nombre de produits de consommation. En 1990, une radio portable tenait du très grand



luxe. Le pays s'était également fermé aux mouvements de 68 qui traversaient la Yougoslavie, la Grèce et l'Italie.

« Les impérialistes et les révisionnistes nous conseillent de faire de notre pays une auberge à deux portes où le porc et la truie avec ou sans sous-vêtements et des cheveux jusqu'aux épaules pourraient entrer et où les hippies pourraient remplacer par leurs danses obscènes les belles danses de notre peuple. » (Enver Hoxha). Les cheveux longs étaient interdits aux hommes, de même que les barbes et les pantalons voyants, aux femmes étaient interdites les mini-jupes et les décolletés profonds. Ce genre de chape de plomb n'était pas viable dans un monde où la télévision existe. Dans les années 80, la productivité du travail commença à décliner sérieusement : « Il faut citer comme autre facteur de la baisse de la productivité de cette dernière décennie le fait que dans le courant des années 80 sous l'influence des télévisions étrangères le peuple albanais a pris conscience de l'écart entre son propre mode de vie, soi-disant bien meilleur, et le niveau de vie bien plus élevé dans les pays voisins, ce qui a entraîné une baisse progressive du moral des travailleurs. » (Dieter Lösch, *Conditions réglementaires d'implantation des investissements directs en Europe centrale et orientale - Albanie*, Hambourg 1991).

À la fin des années 80, des révolutions se produisent partout dans l'ancien bloc de l'Est. En Albanie, le pouvoir tente quelques petites réformettes, de bien moindres ampleurs que la pérestroïka de Gorbatchev. L'économie stalinienne était jusque là absolument centralisée. « Néanmoins, en 87, de premières mesures prudentes de décentralisation et de stimulation matérielle de la main-d'œuvre ont été prises. Les marchés coopératifs ont été réintroduits et les brigades ont été autorisées à élever de petits troupeaux et à les utiliser pour leur propre compte. » (Dieter Lösch, *idem*) Le mécontentement de la population oblige le gouvernement à aller plus loin que ces petites réformes. « Sans que les réformes changent quoi que ce soit à l'ancien système, celui-ci commençait déjà à fonctionner encore plus mal qu'auparavant en raison d'une dégradation de la discipline de travail et de réalisation des plans. La détérioration sensible de l'approvisionnement qui en est résultée pour la population a alimenté la résistance au régime. On en est arrivé à une situation prérévolutionnaire, avec des grèves sauvages et d'autres signes de désintégration qui ont forcé Alia à reconnaître les partis d'opposition et à amorcer la libéralisation politique. La pression d'en bas escalada néanmoins encore et mena à la

révocation du gouvernement en février 1991. Peu après la statue d'Enver Hoxha sur la place Skanderberg fut renversée, ce qui a eu un effet sur les Albanais comparable à la chute du mur pour les citoyens de la RDA. » (Dieter Lösch, idem). En mai 1991, c'est la grève générale où l'on revendique des augmentations de salaire de 100%. Les chercheurs indiquent que ces mouvements auraient été en partie victorieux et que le régime faisait donc trop de concessions et ne prenait pas assez résolument les mesures nécessaires à la transformation de l'économie, ce qu'illustre, par exemple, le fait que les travailleurs aient obtenu le maintien de 80% de leur salaire en cas de chômage ou lorsque l'entreprise ne fonctionnait pas ou partiellement. Même chose pour le déroulement de la privatisation. Dans certaines entreprises d'État, le gouvernement n'ose pas agir, car il a peur des réactions de colère des travailleurs face aux licenciements induits par la privatisation. Dans d'autres cas, on assiste au contraire à des "privatisations sauvages" à tous les niveaux, allant jusqu'aux anciens tractoristas des coopératives qui s'emparent des tracteurs et se mettent ensuite à leur compte en tant que conducteurs de tracteurs.

### **Qui est Berisha ?**

Berisha, est issu, comme beaucoup d'autres politiciens, de la clique au pouvoir sous Enver Hoxha. Il était le cardiologue de grands dirigeants du parti. Après la chute du « communisme », il se trouvait à la droite de l'échiquier politique. Il avait pu, ce qui était un privilège important dans l'Albanie stalinienne, étudier à Paris et pouvait donc aisément trouver ou établir les bons contacts lors de la transition de régime. Son Parti démocratique (PD) fut subventionné par la Konrad-Adenauer Stiftung et est membre de l'organisation des partis conservateurs européens. Il y a des rapports particulièrement étroits avec la CSU, un héritage du passé : Franz Josef Strauss [leader historique de la CSU] était un hôte régulier de l'Albanie stalinienne. Le PD obtint la majorité lors des élections de 1992, Berisha devint chef d'État. Il est parvenu non seulement à pérenniser les anciens instruments de répression à l'ère démocratique, mais les a aussi développés. Avec l'aide de beaucoup de ses amis de son village natal de Bajram Curri dans le nord, il a construit son pouvoir personnel. Il ne s'appuie pas seulement, et pas si volontiers, sur son parti, mais aussi sur les organes de sécurité de l'État qu'il a peuplé de gens à lui. C'est du népotisme et personne ne pouvait l'ignorer. En 1994, la nouvelle constitution qu'il

proposait fut rejetée par 54% des votants lors d'un référendum; une erreur qu'il se jura de ne plus reproduire. Les élections de 1996 furent de ce fait tant manipulées en amont que beaucoup de partis refusèrent de participer et qu'ensuite les observateurs de l'OSCE rendirent presque unanimement un avis négatif. Les partis n'avaient pas le droit de faire campagne; des politiciens furent menacés; des voix achetées, des résultats trafiqués. En conséquence, le PD est presque le seul parti du parlement. Pour les élections municipales à l'automne, Berisha ne laissa même pas les observateurs étrangers entrer dans le pays. Cela n'empêchait pourtant pas le FMI, etc, de très bien travailler avec lui. L'Albanie devint le plus grand bénéficiaire d'aides par habitant de tous les pays de l'Est (on peut imaginer après le désastre des pyramides financières où cet argent a atterri).

Puisque tous les pouvoirs mondiaux lui avaient laissé les mains libres - et étaient prêts à continuer à le faire - il a pu s'ériger en quasi-dictateur. Politiciens, journalistes, intellectuels et citoyens lambda furent intimidés, beaucoup craignant très concrètement pour leur vie. Non seulement l'opposition, mais n'importe qui s'écartant de la ligne devenait l'objet de l'attention des services de sécurité; ainsi le juge Zef Brozi expliquait au Spiegel en 1995 : « Je suis encore encore en bonne forme et en bonne santé. Si je devais mourir subitement, il faudra aller demander au président Berisha comment cela s'est produit. » Cela explique évidemment pourquoi les insurgés se sont d'abord occupés des agents des services (quoique de manière très humaine) et ont ouvert les prisons. Et pourquoi leur principal slogan était : « Berisha dehors! » S'il devait rester à son poste et au pouvoir, les services se vengeraient sans pitié de ses ennemis. Pauvre de Vlora dans ce cas !

### **Les pyramides financières**

*Pour ce qui est des données économiques il faut toujours garder à l'esprit qu'une partie de l'économie albanaise est informelle et illégale. Y compris en ce qui concerne l'immigration de travail, les chiffres ne sont pas fiables puisqu'une partie est clandestine. Et déjà du temps d'Hoxha, les chiffres officiels étaient impitoyablement embellis. Et les personnes qui établissent ces statistiques sont probablement les mêmes que par le passé. Un exemple : le taux chômage officiel est de 14%, alors qu'on l'estime autour de 70%.*

Quand on entend parler de « pyramides » on pense probablement aux « jeux de pyramides » contre lesquels mettait en garde Eduard Zimmermann dans « Nepper, Schlepper,

Bauernfänger »<sup>1</sup> et qui sévissent toujours à Ludwigshafen. Ils sont comme ça justement, les albanais: naïfs, nigauds, cupides... Rien à voir avec les sociétés d'investissement dont l'écroulement a déclenché l'insurrection. Même *Die Zeit* prétend que les investisseurs institutionnels dans leur majorité étaient moins naïfs que « les dentistes et les spéculateurs immobiliers qui tombent dans les pièges des clubs d'investissements de type sectaire en Allemagne. »

Beaucoup des firmes d'investissement albanaises commencèrent leur carrière lors de la transition comme des entreprises normales. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas de banques privées en Albanie et les caisses d'épargne publiques ne sont pas en mesure d'assurer les besoins en crédit des entreprises privées. C'est pourquoi les nouveaux entrepreneurs ont emprunté de l'argent à titre privé pour investir, en proposant des taux d'intérêt intéressants. Verfa, la plus grande de ces firmes prétendait, avec des milliers d'hectares de terrains, 30 000 bestiaux, des usines, des ports et des supermarchés, réaliser un bénéfice de 180 à 200 millions de dollars par an. D'autres entreprises pouvaient afficher leurs stations-service ou leurs motels. Les Albanais avaient l'impression qu'ils allaient profiter de ces transactions comme s'ils achetaient des actions. L'État et les partis de gouvernement faisaient la cour aux entrepreneurs à succès et prenaient volontiers leur argent. Tout cela continuait à donner un air de sérieux à toute l'affaire et explique pourquoi les Albanais sont si furieux contre le gouvernement et veulent qu'il rembourse les pertes.

Certaines de ces firmes d'investissement ont fonctionné pendant des années, comme la VEFA précédemment citée, en payant mensuellement à leurs clients des taux d'intérêt de 8%. On allait chercher chaque mois ses intérêts au guichet comme une rente, une pension ou une allocation chômage.

Le nombre d'investisseurs est passé de 500 000 à 800 000, et le volume des fonds de 2 à 3 milliards. Le chef de la banque centrale albanaise estime que 65% de l'argent qui circulait dans le pays passait par une de ces firmes.

L'Albanie est le pays le plus pauvre d'Europe. D'où les gens sortaient-ils l'argent ?

Après 1991, l'industrie s'est presque totalement écroulée, car elle était si vétuste et dépassée que les biens d'importation

---

<sup>1</sup> Eduard Zimmerman, présentateur célèbre animait une émission sur les arnaques en tout genre intitulée ainsi.

étaient bien meilleur marché (comme en RDA, sauf que là il n'y avait pas de sponsor). L'UE, le FMI, les USA, la RFA et l'Italie ont donné depuis 1991 1 milliard d'aides au développement, sur cette somme seul un quart est allé au développement de l'industrie et des infrastructures. L'engagement du capital international est de même assez insignifiant : il y a quelques entreprises textiles, principalement italiennes qui viennent profiter des bas salaires. Il y a des matières premières dont la plus importante est le chrome. En 1989, l'Albanie était le troisième producteur mondial de chrome, le volume de production était toutefois huit fois plus important cette année-là qu'en 1993, il est reparti à la hausse et a depuis augmenté de plus de 60%. Mais cela ne représente qu'un cinquième de la valeur de 1989.

(La part de l'industrie dans le PIB était de 37,2% en 1990, mais de 12,6% en 1994, pendant ce temps la part de l'agriculture est montée de 40,2% à 55,5%. En 1993, 64,7% de la force de travail était employée dans l'agriculture).

L'agriculture a été privatisée et la production réaugmente depuis 1993, après une période de chute qui a même provoqué des disettes.

Le taux de croissance de 8% par an donnait l'impression d'un essor prodigieux. Le directeur du FMI louait en 1994 le pays comme une de ses plus grandes « success story ». L'Albanie passait pour un pays modèle. Et les Albanais y ont cru. Ils ont pensé qu'avec leurs investissements ils prenaient part à cette croissance générale reconnue par le FMI. À cela s'ajoutait le fait que les infrastructures étant dans un tel état de délabrement à la sortie du communisme, que l'apparition de nouveaux hôtels, de nouvelles voitures, de nouvelles stations-service semblait témoigner de ce rebond.

Le taux de chômage officiel avait été divisé par deux depuis 1993. Cela ne veut pas dire qu'il y avait de nouveau des jobs pour les Albanais. Selon les estimations, 500 000 Albanais travaillaient à l'étranger, 90% d'entre eux en Grèce, la plupart illégalement. 1 Albanais sur 7 gagne son argent à l'étranger. En 1993, un Albanais pouvait gagner en Grèce 20\$ par jour, une somme pour laquelle, en Albanie, il aurait du travailler 15 jours. Beaucoup de ces travailleurs ne résident que temporairement à l'étranger (en 1993, la Grèce a expulsé 20 000 travailleurs albanais illégaux, en 1994 100 000 et pour le seul mois de juillet 1996, 7000).

Puisque les taux d'intérêts étaient très intéressants en Albanie, une grande partie des revenus faits à l'étranger y ont

été rapatriés. Ces transferts correspondaient à 20% du PIB en 1993, en 1996 on les estimait à 400 millions de \$ par an (pour 500 000 immigrants de travail, cela fait 800\$ par tête de pipe).

Cela explique pourquoi le Sud est plus riche, a été plus touché par l'effondrement des pyramides financières et a donc été à la pointe de la rébellion : la Grèce est juste plus proche.

Il semblerait que beaucoup de gens ont vendu leurs biens - maisons, appartements, terrains, bétail- pour investir dans les pyramides. Il y a beaucoup témoignages individuels, mais difficile de quantifier exactement le phénomène.

Une autre méthode pour gagner de l'argent c'est la contrebande et le trafic d'êtres humains. On se souvient encore de la fuite de milliers d'Albanais vers l'Italie en 1991. Mais il n'y a pas que les Albanais : quand en 1995 après les accords de Schengen l'UE s'est mise à contrôler plus sévèrement ses frontières extérieures, les pays de l'Est ont renforcé également leurs politiques d'entrée. L'Albanie est de ce fait le seul pays européen dans lequel les citoyens d'États africains et asiatiques peuvent se rendre sans visa. Le Spiegel racontait en 1995 que chaque nuit plusieurs centaines de migrants illégaux sont acheminés vers l'Italie sur des bateaux à grande vitesse. À l'automne 1996, les autorités albanaises ont, sous la pression de l'Italie et de la Grèce, mené des opérations spectaculaires contre les passeurs : les bateaux ont été confisqués, principalement dans le port de Vlora (ces bateaux ont été récupérés pendant la rébellion). L'autre grande variante de contrebande, principalement d'essence, est celle qui viole l'embargo commercial décrété pendant la guerre de Bosnie.

En 1992, une loi bancaire avait été adoptée, qui prévoyait que la banque d'État pouvait exiger le dépôt de réserves de sécurité de la part des institutions financières et parafinancières. Ceci avait pour but de garantir les avoirs. En 1996, sur le conseil du FMI, ce paragraphe a été supprimé lors de l'adoption d'une nouvelle loi bancaire. Les offres de taux d'intérêt des sociétés de placement sont alors devenues de plus en plus alléchantes. Parmi la trentaine de sociétés d'investissement qui se disputaient l'argent des Albanais, certaines proposaient 100% par mois, voire plus. À ce niveau-là, ce ne peut plus être que de l'arnaque.

Pour une de ces firmes, Gjallica de Vlora, une commission du parlement a établi ce calcul : Gjallica a collecté 800 millions de \$ et en a reversé 5/6e. Seulement 1/6e des sommes ont donc été perdues. Mais les Albanais voient les choses autrement : ce

qu'ils ont reçu c'étaient des intérêts. Ils ont perdu non seulement leurs avoirs, mais aussi la possibilité de subvenir à leurs besoins, d'autant plus qu'ils avaient vendu une partie de leurs moyens de subsistance.

Le FMI décrivait l'Albanie comme une success-story, ce qui ne pouvait signifier que, comme s'y échinait l'administration Berisha, la mise en place d'une économie de marché libre. Cela voulait dire la désindustrialisation sans accompagnement, la privatisation sans amortisseurs, etc... Les pyramides financières servaient d'État social de substitution. L'expérience des pyramides, cachée au FMI, était une méthode d'un côté pour s'accaparer l'argent et les moyens de subsistance de la population, et de l'autre pour masquer l'absence de perspectives radieuses. Cela a été plutôt efficace : la vieille industrie a disparu, l'argent des gens aussi : on a désormais un pays rempli de prolétaires à qui l'on va pouvoir imposer les conditions d'exploitation d'Asie du Sud et d'Amérique latine. À condition qu'ils aient bien voulu se laisser faire.

Mais dès la chute du régime communiste, les Albanais ont refusé d'accepter ce rôle dans le nouvel ordre mondial. Une étude portant sur les soi-disant "problèmes de transition" regrettait en 1996 que le nombre de travailleurs dans l'industrie diminue moins que la production. Elle explique cela par la pression sociale et politique exercée sur le gouvernement pour éviter que les usines improductives ne perdent encore plus d'emplois. « La plus importante ressource de l'Albanie c'est la main-d'oeuvre bon marché » écrivait le Wall-Street Journal en août 1996. Mais plutôt que de se contenter de salaires du tiers-monde dans des emplois délocalisés par les firmes occidentales, beaucoup d'albanais ont préféré partir à l'étranger ou se sont tournés vers des sources de revenus plus rentables. Et les propriétaires étrangers d'entreprises textiles, qui payaient les femmes 2-3 \$ par jour n'étaient pas contents non plus, il y a eu des grèves. Les conseillers étrangers se plaignaient, particulièrement l'année dernière, qu'on ne trouvait même plus de personnes pour effectuer des petits boulots. La morale du travail progressait de manière inversement proportionnelle aux taux d'intérêts. Le responsable de la banque mondiale à Tirana souligne ainsi le côté positif de l'effondrement : désormais l'argent va effectivement alimenter le développement économique.

En février, le chef de la VEFA, le dernier responsable de fonds d'investissement pas encore en prison ou en fuite a déclaré que les investisseurs en colère devraient se retrousser les manches

et retourner au travail plutôt que de protester et de piller.

L'année dernière, le slogan de campagne du PD de Berisha était « avec nous tout le monde gagne ». Mais les pyramides financières ont révélé aux Albanais le visage du capitalisme. Oui c'est vrai on peut devenir riche mais seulement très peu de monde et au détriment des autres. Les pyramides ont aussi révélé la vérité sur le pouvoir dans le nouvel ordre mondial. Il cesse là où commence le pouvoir des prolétaires.

### **Les médias occidentaux**

Sur l'affiche annonçant cette réunion, nous avons réuni quelques beaux exemples de compte-rendu de la situation en Albanie :

« *L'Albanie s'enfoncé dans l'anarchie et le chaos* »

« *Saut dans le chaos* »

« *L'Albanie s'effondre dans l'anarchie* »

« *Une situation anarchique inquiétante* »

Cela se poursuit dans les articles :

*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 07/03 : « Les rivalités ethniques entre l'Albanie du Sud et du Nord, les Tosks et Gegs, les rivalités entre les clans, la concurrence entre les villes caractérisent les affrontements (...) La vendetta, une forme barbare de justice (...) réapparaît de nouveau en Albanie comme d'autres comportements qui nous ramènent loin dans l'histoire et la préhistoire. »

*Tageszeitung*, 04/03 : « La colère du peuple, la propension à la violence et la protestation politique produisent à Vlora un mélange explosif (...) Personne ne peut distinguer ce qui tient de la politique et de la criminalité (...) Les passeurs, les trafiquants de drogue et les souteneurs poursuivent sans se cacher leurs activités... »

*Tageszeitung*, 11/03 : « Dans l'Albanie du Sud la passion des armes s'exerce sans interruption. À la façon des cowboys on se préoccupe peu des décisions politiques qui sont prises dans la lointaine Tirana. Le monopole de la violence de l'État a été aboli. L'autorégulation et la responsabilité individuels sont affichées comme des valeurs viriles - comme dans les montagnes, où la vendetta renaît de ses cendres après la chute du régime communiste, et comme dans l'Albanie du Sud au temps des ottomans. »

*Tageszeitung*, 08/03 : « La rébellion s'oppose clairement à Tirana (...) une forme de mouvement autonomiste des cercles mafieux locaux. »



Voilà des modèles d'explication aisés à saisir : criminalité, querelles tribales, vendetta, mafia, oppositions ethniques et religieuses. Il ressort pourtant clairement des revendications que la révolte a des raisons uniquement politiques et sociales : 1. Berisha doit partir 2. L'argent doit être remboursé.

Des pauvres et des opprimés qui se révoltent contre la pauvreté et l'oppression ça n'existe pas, le capitalisme a enfin triomphé mondialement après 1989, une fois pour toutes. Il est évident que la révolution ne peut plus être que le produit d'un « comportement archaïque » (FAZ, 07/03).

*Die Zeit*, 07/03 : « Le chaos domine en Albanie, une lutte implacable entre un peuple déchaîné et un pouvoir d'État qui ne veut pas céder. »

*Tageszeitung*, 07/03 : « Dans la ville portuaire de Vlora depuis la prise de pouvoir par les insurgés règne le chaos. Il n'y a plus de police ou d'autorité quelconque. Les gens pillent les magasins et les entreprises, pour s'équiper » rapporte une reporter espagnole. « L'atmosphère n'est pas particulièrement violente. Il y a une ambiance de fête populaire. Des hommes tirent en l'air en criant : vive l'Albanie libre ! »

Bien sûr qu'il y a eu du chaos et de l'anarchie, l'État s'étant soudainement évaporé et l'insurrection n'avait pas de dirigeants. (Je pense surtout qu'ils sont allés si loin qu'il n'y avait personne pour les arrêter). Mais cela n'avait rien à voir avec des excès de violence ou de terreur, comme on essaie de nous le faire croire. Pour les dominants, la révolution est par définition le chaos.

FAZ, 15/03 : « Si l'on tient compte, qu'entre-temps la plus grande partie de l'Albanie, avec ses 3,3 millions d'habitants, est entrée en insurrection, on peut considérer le nombre de victimes, environ 50 morts, comme faible. »

Le 21 mars, le département d'État américain a publié une circulaire déconseillant de voyager en Albanie, mais admettait : l'Albanie connaît un taux de violences relativement faible.

Il y a eu des morts. Mais la plus grande partie non du fait du chaos du soulèvement, mais de la marine italienne. 80 personnes d'un coup. Dans les zones insurgées, les décès sont principalement dus à des balles perdues ou des ricochets. Quand des personnes ont été délibérément tuées, c'est qu'elles étaient du côté de l'État et des services de sécurité. Les insurgés se sont souvent montrés très cléments avec leurs ennemis, même les flics haïs des services de sécurité ont souvent été juste chassés des zones insurgées.

Parfois, les récits journalistiques produisent tout de même le résultat voulu. Dans la ville de Tepelenë un jeune de 16 est mort, car des journalistes TV étrangers avaient demandé à un homme de 55 ans de tirer en l'air.

Les médias bourgeois abhorrent tellement le « nouveau désordre mondial » (*Washington Times*, 11/03), qu'ils ne reculent devant aucune falsification aussi grossière soit-elle. *The Militant*, un journal trotskyste américain, a envoyé des membres de son équipe en Albanie à la fin du mois de mars. Lors de leur trajet de Corfou à Sarandë, leur bateau transportait également de la farine donnée par des institutions grecques et qui devait être distribuée dans diverses localités. Soudain s'approchèrent trois bateaux à moteur avec à leur bord des hommes en armes. Ces bateaux provenaient d'un village qui ne disposait pas de port et devait donc venir chercher la farine en bateau. Dans le même bateau que les trotskystes américains se trouvait un reporter télé canadien, qui ne parlait pas albanais. Un des trotskystes lui traduisit et expliqua ce qu'il se passait. Plus tard, on s'aperçut de ce que le Canadien avait effectivement raconté à la télé : des bandits armés avaient volé la farine en haute mer. Il décrivait également des tirs sporadiques à Sarandë comme une « grêle de projectiles ». Les jeunes armées comme de « jeunes criminels » et le représentant du comité de salut public comme « un seigneur de guerre local ».

### **Albanie 1997 : Histoire d'un soulèvement**

À la mi-janvier la petite firme Sude est la première pyramide à s'effondrer. Le gouvernement bloque alors immédiatement les comptes de deux des cinq plus grandes sociétés d'investissement Xhaferri et Populli. Des procès sont intentés depuis longtemps contre ces deux sociétés, mais seulement du fait de leur statut, puisqu'il s'agit de fondations et non d'entreprises.

Très vite dans plusieurs villes, les déposants se réunissent et demandent qu'on leur rende leur argent. La police est présente. Le 19 janvier, 3000 personnes brisent un cordon de police et surgissent sur la place Skanderberg à Tirana. Il y a des affrontements avec la police ailleurs et il devient vite clair qu'il s'agit pour les gens de beaucoup plus que de l'argent. Au départ, ils étaient en colère contre Berisha, puisqu'en bloquant les comptes il les privait d'une partie de leurs revenus ; mais ensuite, ils comprennent très vite, ce qui leur arrive effectivement. Leur épargne s'est probablement évaporée, l'économie ne fonctionne pas, et ils pensent peut-être aux salaires payés dans les quelques

entreprises textiles italiennes du pays- si tant est qu'on puisse trouver un emploi dans le pays. Et ils pensent à la brutalité de la police et des services de sécurité, le SHIK, dont auparavant tout le monde avait peur. L'État leur a une fois de plus clairement signifié ce qu'ils sont et doivent être : des hommes qui n'ont rien d'autre à vendre qu'une force de travail presque sans valeur, des prolétaires en somme. Et c'est pour cela que le Premier ministre Meksi, peu de temps avant de quitter son poste pouvait dire avec raison : « Il s'agit dans la forme et le fond d'une guerre civile, d'une révolution prolétarienne, d'une lutte violente pour le pouvoir. »

Les rassemblements devant les guichets où s'effectuent les paiements sont de plus en plus tendus et la police plus brutale. Les affrontements augmentent, surtout là où les deux pyramides financières fermées étaient largement dominantes, par exemple à Lushnjë. A Berat des projectiles sont jetés sur tous les monuments du régime, contre la mairie, le bureau du procureur, le commissariat, le tribunal et les bureaux du PD.

*Koha Jonë*, le plus grand journal indépendant d'Albanie, publie le 30 janvier un manifeste d'intellectuels indépendants qui résume bien l'état d'esprit qui règne dans le pays : « Il est clair que la colère du peuple se dirige contre un état qui se présente comme juge après avoir facilité le travail des voleurs. »

Tout le monde appelait à éviter la violence - y compris les intellectuels précédemment cités. Quand les plus hautes autorités des trois religions interviennent en ce sens, leur appel est diffusé à la télévision pendant des jours. Les services de sécurité ne se sentent, quant à eux, pas concernés; un intellectuel indépendant connu et deux chefs de partis d'opposition sont tabassés en pleine rue. Berisha, tout de même surpris apparemment, cherche à continuer son jeu habituel : la diplomatie des petits détails, les intrigues, les manipulations pour monter les uns contre les autres. Il invite pour la première fois les partis d'opposition à une table ronde le 4 février et explique que tout le monde sera dédommagé d'une manière ou d'une autre.

Cela ne convainc personne, puisque le même jour la deuxième plus grosse pyramide financière, Gjallica basée à Vlora, annonce être en cessation de paiement. Le jour d'après, le 5 février 1997 est historique, puisque c'est le premier jour de protestation à Vlora. 10 000 personnes selon l'Associated Press, 30 000 selon *Koha Jonë* se réunissent dans une ville, qui compte environ 60 000 personnes. Les orateurs sont encore

les membres des partis d'opposition et comme d'habitude ils appellent à éviter les violences. Mais le message de la population est facile à entendre « Berisha dehors ». Alors que la moitié du rassemblement se dirige en cortège vers le port, la police lourdement équipée attaque et cherche à disperser la manif à coups de matraques et avec des canons à eau. Des hommes masqués du SHIK assomment un travailleur revenu récemment de Grèce et l'emmène dans leur véhicule.

Le jour d'après, les protestations continuent et toute l'Albanie va se mettre à compter les jours, les journaux ouvrant leur une avec des titres comme « Le 5eme jour de protestation » ou « Vlora, 17eme jour ». On se retrouve le matin à 10h pour manifester et à 17h pour préparer la manifestation du lendemain. La police est chaque jour plus brutale, et des nouvelles arrivent de Tirana : des gros bras des services de sécurité ont attaqué un café qui sert de lieu de réunion aux politiciens d'opposition et aux journalistes. 4 personnes ont été tabassées. Il y a des protestations partout dans le pays, mais il est évident que les appels des partis politiques ne sont pas écoutés. Ainsi à une manifestation à Tepelenë appelée par le forum pour la démocratie auquel se sont joints les partis d'opposition, seuls 60 personnes se sont présentées. Dans beaucoup de villes, il y a des arrestations en masse, ainsi à Berat 200 manifestants sont derrière les barreaux. A Tirana c'est le parti de Berisha qui mobilise, 10 000 personnes se rassemblent pour la démocratie et la non-violence, naturellement sans être dérangées par la police.

Le 9 février la situation escalade un peu plus. La police à Vlora arrête dans la nuit des gens qu'elle suspecte d'être des meneurs du mouvement. La manifestation se rend devant les bâtiments de la police et demande la libération des personnes arrêtées. Les flics tirent dans la foule, il y a 26 blessés. Le lendemain, il y a non seulement 81 manifestants blessés, mais l'un d'eux meurt des suites de sa blessure par balle.

Le lendemain, il y a 40 000 manifestants, le quartier général du PD est incendié. Beaucoup de gens sont venus d'ailleurs : 5000 de Fier, plusieurs centaines de Berat, Tepelenë et d'autres villes. A Gjirokastër se tient la plus grande manifestation jusque là. Même à Tirana, qui se trouve dans une forme d'état d'exception non déclaré, les forces de l'ordre ne peuvent pas empêcher les gens de se rassembler. « Vlora, Vlora ! » Devient un cri de ralliement dans tout le pays.

Le gouvernement Meksi demande au parlement de voter l'imposition de la loi martiale à Vlora. Mais les représentants

PD de Vlora sont contre, car ils savent à ce moment-là que la violence militaire ne règlera rien. Le parlement refuse donc en arguant pour la forme que la constitution ne prévoit qu'on puisse imposer la loi martiale dans une seule ville du pays. Le petit parti républicain se retire de la coalition au pouvoir et demande la démission du gouvernement.

Les jours suivants, le mouvement commence à s'étendre. On ne manifeste pas qu'à Vlora, mais dans presque toutes les villes du Sud et un peu moins dans le Nord. Moins dans le Nord car la banque nationale a commencé à rembourser à Shkodër les sommes dues par Xhaferri et Populli. Les manifestations sont plus importantes, mais il y a toujours des affrontements avec la police, à Fier un manifestant est tué. Le 19 il y a de nouveau une grande manifestation à Tirana, que la police ne peut pas empêcher. Partout on crie « Vlora, Vlora ! ».

Le 20 février, au quinzième jour des protestations, les étudiants de l'université à Vlora débute une grève de la faim. Ils demandent le remboursement des déposants et appellent à la non-violence. La police vient, mais reste pacifique. Beaucoup d'habitants arrivent également, avant tout les proches des étudiants, pour « protéger les enfants ».

Huit jours plus tard, une nouvelle étape est franchie. Entre-temps, Berisha s'est lancé dans une activité diplomatique intense, son ministre de l'intérieur s'est notamment rendu en Allemagne où il a signé un accord dans lequel la RFA s'engage à fournir 1 million de Deutschmark pour équiper la police albanaise. D'autres gouvernements étrangers soutiennent également Berisha. S'il avait jusqu'ici demandé à la police de laisser se dérouler les manifestations pacifiques, il semble désormais persuadé que la répression est la seule politique possible.

Le 28 février à Vlora un groupe de policiers en civil et de membres du SHIK tente de prendre d'assaut le bâtiment dans lequel se trouvent les grévistes de la faim. Une fusillade éclate, trois habitants de Vlora et un policier sont tués. Cette attaque fait du 28 février le dernier jour des protestations et le premier de l'insurrection. Les manifestants se rendent dans les locaux de la police et des services de sécurité, les saccagent, récupèrent pour la première fois des armes et mettent le feu aux bâtiments. Des membres du SHIK sont faits prisonniers, déshabillés et expulsés de la ville.

Le jour d'après le pouvoir contre-attaque. Le 2 mars, 6000 personnes manifestent à Tirana, les affrontements sont violents, des équipes de télévision italiennes et allemandes sont

malmenées. À Sarandë, les locaux de la police, du SHIK et le tribunal sont incendiés, la prison ouverte. A Gjirokastër c'est la grève générale. Le 3 mars, Berisha décrète l'État d'urgence, les liaisons satellite sont coupées et même le téléphone dans le sud. Les locaux de la rédaction de *Koha Jonë* sont incendiés, très vraisemblablement par les services de sécurité.

Le jour suivant, la population de Sarrandë s'empare de la base militaire et constitue une administration communale autonome. « Les gens craignaient que Berisha envoie sa police et ses unités armées et ont commencé à discuter pour savoir comment se procurer des armes pour se défendre. Ils ont décidé d'aller au commissariat, chez les militaires et sur la base navale pour en récupérer. C'est littéralement toute la ville qui y est allée, les enfants, les femmes, les hommes, tout le monde. » comme le raconte un membre du comité (Interview dans *The Militant* 07/04/97). Le commissariat était abandonné et sur la base navale ne restaient que quelques officiers, qui avaient renvoyé à la maison les soldats.

À Vlora, on forme des patrouilles, qui interceptent un groupe d'agents du renseignement. A Sarrandë l'armée attaque mais est repoussée au bout de 40 mn. Ce sera jusqu'à aujourd'hui la seule attaque militaire d'ampleur contre les rebelles. A Fier, l'état d'urgence parvient à être imposé grâce à des mercenaires armés.

Les jours suivants, l'insurrection gagne toujours plus de villes et de villages. Un ultimatum commun de Berisha et des partis d'opposition, donnant 48h aux insurgés pour déposer les armes n'est pas entendu. Le 9 mars, à Gjirokastër et Tepelenë, le 10 mars à Berat, Gramsh, Corovoda, et dans le nord, à Shkodër, Peshkopi, Lezha Kuksi, Laci, les gens s'emparent des armes de l'armée.

« La progression des rebelles ne s'effectue pas sous une forme d'une offensive, la population du Sud demande simplement à la police et à l'armée de disparaître » décrit *Die Welt* le 12 mars. Seul, à Përmet un échange de coup de feu a lieu, mais alors c'est une brigade entière qui passe du côté des rebelles.

Le 12 mars l'armée disparaît aussi de Fier, et peu après d'Elbasan. À Tirana, l'ordre public s'effondre, comme on dit, lorsque l'État cesse ses activités. Partout dans le pays, au nord comme au sud, le peuple s'arme à partir des stocks de l'armée.

Dans les villes insurgées se mettent en place des comités pour organiser la vie et survie collective : désarmer les enfants, organiser l'approvisionnement, préparer la défense, etc. À Berat

par exemple, ce sont les médecins de l'hôpital qui prennent l'initiative, battant le rappel de différents groupes et partis, ils installent dans la mairie quelques heures après le début de la révolte un « comité pour le sauvetage de Berat » dirigé par enseignant. Des membres du PD y participent. On demande à la population de cesser de tirer. Le comité demande la démission de Berisha. À Vlora aucun parti n'est impliqué dans le comité qui est dirigé par un jeune ouvrier qui a travaillé en Grèce. Selon les informations que nous avons pu réunir, les décisions importantes ne sont pas prises devant le comité, mais lors des assemblées dans la ville. Au début, il est souvent arrivé que certains membres du comité signent ou négocient des choses qui n'ont ensuite pas été confirmées par les assemblées.

Le 12 mars les représentants de huit villes libérées constituent le « Comité de salut public national » après l'installation du haut commandement militaire à Tepelenë. Donc à partir de la mi-mars on rentre dans une sorte de vie quotidienne de l'insurrection qui tient un bon quart du pays.

Pendant ce temps l'État se rétablit à Tirana et dans le nord. Berisha a nommé le 11 mars un gouvernement réunissant tous les partis avec à tête le dirigeant du parti socialiste Fino. Il était encore récemment maire de Gjirokastër. Il recrute des renforts pour la police dont il triple le nombre de membres. La chute de Durrës est évitée au prix de la mort de trois manifestants.

Une intense activité internationale se déroule également. Comme tous les partis de Tirana, la Grèce et l'Italie demandent une intervention militaire immédiate. Mais contre un peuple armé jusqu'aux dents? Contre une population qui a été entraînée pendant des décennies à la guerre de guérilla ? Ce sont principalement les Britanniques et les Allemands qui sont contre cette option. En guise de compromis, l'Union Européenne décide d'envoyer de troupes de sécurisation armée pour assurer l'aide humanitaire et la reconstruction des structures étatiques. Le 17 mars le représentant de l'UE rencontre Berisha, alors que les États-Unis lui demandent de démissionner.

Pour mettre en perspective le caractère dramatique de la situation, le gouvernement italien déclare l'État d'urgence dans le sud-est du pays, qui serait submergé par 10 000 réfugiés. Dans le même temps, on annonce un blocage maritime de l'Albanie à partir du lundi d'après. « Attendons qu'une première centaine de personnes se noient et là alors les choses bougeront. » déclare au TAZ le chef des gardes-côtes, le lieutenant De Paolis. Un de ses capitaines a déjà donné un coup de main le 29 mars en coulant

un bateau de réfugiés faisant au moins 80 morts. Mais cela n'a pas amélioré la popularité des futures troupes d'intervention italiennes ni renforcé Berisha.

Le ministre français des Affaires étrangères a assuré le 20 mars à l'ambassadeur albanais que la France ne reconnaît que les institutions légales de l'Albanie et a proposé une aide humanitaire et militaire. Le 28 mars, le conseil de sécurité mondial de l'OSCE délivre un mandat pour l'intervention de troupes de sécurisation pouvant aller jusqu'à trois mille hommes.

Quelle est la situation à ce moment-là dans les zones insurgées ? On ne le sait bien entendu pas exactement. Les camarades du journal anarchiste ALPHA d'Athènes nous ont envoyé il y a quelques jours cette évaluation :

« Il semblerait que la situation dans le Sud rebelle se dégrade. Les gens ont perdu espoir, ils ne voient pas d'issue et ils ne font pas plus confiance au gouvernement Fino. Ils maintiennent la revendication de la démission de Berisha mais ils ne croient pas que grâce à cela leur vie s'améliorerait. Ils veulent juste s'en débarrasser pour qu'il n'ait pas la possibilité de se venger.

La révolte albanaise était spontanée, les gens étaient fous de rage et se sont rebellés, mais une fois l'enthousiasme du début estompé ils ne savaient plus vraiment quoi faire. Ils ont identifié le capitalisme avec Berisha et les pyramides et le communisme avec Hoxha et Alia - et cela ne représente pas une alternative formidable. »

Eh bien, je ne pense pas que l'on puisse expliquer un soulèvement aussi large et conséquent par une simple émotion spontanée - on assimilerait alors l'occasion à la cause. Jusqu'à un certain point, les gens savaient dans quoi ils s'engageaient. Ils savaient naturellement que c'était la puissance européenne qui se tenait derrière Berisha. Ce qu'ils ont peut-être mal évalué - mais cela n'a rien à voir avec l'ignorance ou la stupidité - c'était :

1. Que tous les partis, des anciens communistes jusqu'aux monarchistes, se rassembleraient immédiatement autour de Berisha en cas de soulèvement populaire, sachant pertinemment qu'ils pourraient devenir superflus et perdre leur poste.

2. Que les puissances capitalistes d'Europe étaient prêtes à une politique d'intervention directe et militaire pour circonscrire la situation, où du moins à envisager une telle solution. Ce n'est pas une politique s'efforçant de trouver un équilibre en Albanie, mais une politique cherchant carrément la confrontation. Ce n'est pas une politique qui part des rapports de force réels. Pour cela, il faudrait que les forces d'intervention



respectent l'existence des comités et le pouvoir de décision des assemblées du Sud. Il y a peu d'indices en ce sens. Il semble plutôt s'agir d'une politique visant à (re)stabiliser les conditions existantes. Il ne s'agit manifestement pas de "rétablir le droit et la démocratie", mais de rétablir l'ordre de Berisha. Il n'est pas certain que la personne de Berisha soit toujours le premier choix des puissances européennes - il s'agit d'installer une démocratie de développement et d'éliminer le pouvoir d'une population révoltée.

On l'a vu clairement à la télévision : les Albanais ont compris à quel point l'Europe va désormais être hantée par un impitoyable racisme anti-albanais. Ils ont compris qu'il n'y aura pas que Berisha pour les dépeindre en mafiosi, gangsters, passeurs, fous et terroristes. Ils ont maintenant compris ce qui les attendait. Non seulement Berisha fait appel à des mercenaires étrangers pour assurer sa domination, mais ils savent aussi à quoi s'attendre en cas de victoire de Berisha.

Mais ils ne se sont pas pour autant résignés; il n'y a aucun doute là-dessus. Après le dimanche de Pâques, les habitants de Gramsh ont pillé le dernier dépôt militaire qui s'y trouvait. Le 21 mars, les représentants de 21 comités se sont réunis à Tepelenë et ont demandé la formation d'un gouvernement de transition avec leur participation. Le gouvernement Fino refuse toute coopération avec le comité de salut public national. Il prétend disposer désormais de 15000 hommes en armes (polices, services de sécurité, reste de l'armée). Mais avec cela il doit garder le contrôle des deux tiers du pays - ce n'est pas que les gens de Tirana, Durrës ou dans le Nord soutiennent désormais Berisha; au contraire on rapporte que les flics ne sortent plus la nuit dans Tirana - par peur.

Que se passe-t-il en Albanie ? Révolte, rébellion, révolution. La situation est ouverte. Derrière le soulèvement, il n'y a pas seulement l'expérience de l'exploitation et des mensonges. « L'Albanie doit commencer petit et simple, comme l'ont fait les tigres asiatiques », a déclaré le représentant de la Banque mondiale à Tirana. Ils ont fait l'expérience de leur situation quotidienne en Albanie, mais aussi de leurs jobs précaires et pourris en Grèce et en Italie. La révolte est dirigée contre le rôle qui leur est attribué de travailleurs européens à bas prix. C'est un soulèvement contre un capitalisme qui n'a pas tenu ses promesses - et dans ce sens il s'inscrit dans la même vague que les troubles en Indonésie, les luttes en Chine et en Thaïlande et les grèves en Corée du Sud, Russie et ailleurs.

Ce qui m'horripie le plus en ce moment, ce ne sont pas les préparatifs pour l'écrasement militaire de l'insurrection. Cela n'a rien de nouveau. Ce qui m'horripie beaucoup plus c'est que les dirigeants aient si largement réussi à rallier les gens d'ici contre les insurgés. Je ne crois pas qu'il y ait déjà eu une révolte des damnés de la terre, même réussie pour la première fois, qui ait été aussi seule.

*Mannheim/Ludwigshafen, Le 2 avril 1997  
(Traduit de l'allemand par les Éditions de l'Asymétrie)*

*Ce texte, écrit en 1998 par le groupe grec Ta Paidia tis Galaria (Les enfants du paradis) est, à notre humble avis, le meilleur et le plus riche qui ait été écrit du point de vue de la critique sociale sur le soulèvement albanais. Il était accompagné d'une très dense chronologie que nous ne reproduisons pas puisqu'elle sert de base à la chronologie présentée dans ce livre. Nous reproduisons à la fin du texte la présentation que donne de lui-même le groupe.*

## Soulèvement au pays des aigles

### Prologue

Au début de l'année 1997, « la criminalité des immigrants albanais » est devenue une fois de plus le sujet n°1 des médias grecs et cela a atteint son acmé quand quelques cambriolages ont été commis dans l'est de l'Attique. Toutefois, quelques mois plus tard l'image du « criminel albanais » laissait place à celle du « rebelle albanais ». Les médias grecs firent de la rébellion un spectacle et le gouvernement grec soutint Fatos Nano, lui permettant même de mener campagne parmi les immigrants albanais en Grèce. Comment la main d'oeuvre la moins chère d'Europe s'est-elle retrouvée à s'armer de Kalashnikovs, comment en est-on arrivé à une rébellion ? Pour répondre à ces questions, il nous fallait nous replonger dans le passé et reprendre l'histoire des antagonismes sociaux en Albanie, des années d'après-guerre jusqu'à la chute du régime stalinien et l'émergence d'un nouveau désordre social.

On s'est déjà beaucoup penché sur l'incapacité des prolétaires rebelles à établir une puissante communauté de lutte sur la durée. Dans ce court prologue, nous analyserons l'importance des immigrants tant pour le développement de la lutte de classe en Grèce que pour les intérêts capitalistes grecs dans les Balkans.

Actuellement, il y a encore plus de travailleurs albanais immigrants en Grèce. En mars 1998, leur « criminalité » est redevenue un sujet majeur dans les médias grecs. Le même mois, des habitants armés d'un village du nord de la Grèce ont imposé un couvre-feu nocturne aux immigrants albanais et des

violences racistes similaires contre les travailleurs albanais se sont produites dans beaucoup d'autres villages.

Depuis 1990, des dizaines de milliers d'Albanais sont entrés en Grèce pour trouver du travail. Des déportations en masse d'immigrants illégaux ont eu lieu à de nombreuses reprises dans les années 1990. En décembre 1991, 100 000 Albanais furent expulsés lors de l'opération « coup de balai ». En juin 1993, Athènes a répondu à l'expulsion de l'abbé grec orthodoxe Chrysostomos, qui prêchait la division et la sécession parmi la minorité grecque du sud de l'Albanie, en expulsant 30 000 Albanais en quelques jours, nombre d'entre eux ayant subi abus et violences. À la fin de 1993 s'est produit un rapprochement entre Berisha et le gouvernement grec et depuis les expulsions ont été réduites. Mais les plus récentes campagnes racistes contre les Albanais ont révélé plus clairement quelques-uns des motifs de la politique migratoire grecque et des expulsions périodiques. Les immigrés sont les otages de l'État grec et ont été utilisés pour faire du chantage auprès du gouvernement albanais sur plusieurs enjeux allant de l'obtention de meilleures opportunités de business pour les entrepreneurs et banquiers grecs à la signature de contrats pour la réorganisation de l'armée et de la marine albanaise suite à la rébellion.

Récemment, l'État grec a commencé, avec l'aide des syndicats à organiser une forme de politique d'immigration tournante en fournissant des visas de travail à quelques immigrants et en les promettant aux autres. En fait, la plupart d'entre eux ne seront pas en mesure de renouveler leurs permis de travail pour 6 ou 12 mois supplémentaires en 1999, mais l'État va pouvoir les diviser entre travailleurs légaux (bon marché) et illégaux et dans le même temps les fichier afin de faciliter de futures déportations. En mai 1998 s'est produite la première grève d'immigrés de la décennie en Grèce. Des travailleurs ruraux albanais et roumains qui étaient employés dans un village près de Volos (les fermiers grecs ont beaucoup profité du travail illégal à bas prix) ont demandé des augmentations de salaire, moins d'heures de travail et la sécurité sociale. 20 d'entre eux furent arrêtés et 5 expulsés. Il reste à savoir si cette grève, qui ne fut qu'en partie victorieuse, servira d'exemple pour le reste des immigrés de même que pour les travailleurs intérimaires grecs. Les immigrés et les intérimaires se sont habitués aux standards salariaux plus bas en Grèce (comme ailleurs). C'est pour cela que la rébellion de l'année dernière et les grèves comme celle que nous venons de mentionner pourraient s'avérer très importantes pour une

recomposition possible de la classe ouvrière balkanique, à moins que les prolétaires albanais ne succombent à l'appel nationaliste de l'armée de libération du Kosovo et se laissent entraîner dans une autre sanglante guerre balkanique.

### **Un goulag sans soeur**

La version albanaise du stalinisme s'appuyait idéologiquement sur une forte identité nationale alimentée par une propagande constante contre « les ennemis extérieurs d'une petite nation ». Le sentiment d'unité interne et de cohésion nationale était maintenu à travers le culte de la personnalité d'Hoxha. Dans les années 40, Hoxha a utilisé sa popularité comme leader de l'armée de libération nationale et la distribution initiale de terres aux familles des partisans tués durant la guerre pour consolider la base de son pouvoir.

La victoire d'Hoxha sur la fraction yougoslave du Parti du Travail d'Albanie (PTA) fut rendue possible par l'intervention de Staline et la rupture entre la Yougoslavie et le Kominform en juin 1948, et cela explique l'adulation du leader russe qui a régné ensuite. Cette rupture dans le camp capitaliste d'État à l'Est et la guerre civile en Grèce incitèrent l'État Albanais à se barricader vis à vis de ses voisins et marqua donc le début d'une longue histoire d'isolation et de bunkerisation de ce pays.

Même avant 1948, la direction du PTA avait décidé de la mise en place d'une stratégie de développement stalinienne. En accord avec cette dernière, l'accumulation du capital était planifiée centralement, avec un contrôle strict du rapport entre marchandise et monnaie dans le secteur étatique.

*« Le budget de l'année 1947 et le plan général pour 1947 va nous permettre de construire une économie planifiée. Nous serons aidés par la standardisation des prix qui nous permet de planifier l'accumulation par l'État et ne laisse pas la loi de la valeur se déployer spontanément, mais guide la nouvelle structure et donne la méthode de fixation et d'application des prix et place les salaires sur une base correcte ; c'est à dire celui qui travaille plus et mieux reçoit une meilleure paie quand tout est pris en compte : aptitude, productivité, difficultés propres au lieu de travail, etc. Tout cela va nous permettre de construire l'économie selon le plan. »<sup>1</sup>*

Au début de 1947, le peu d'industrie qui existait en Albanie était entre les mains de l'État. En 1951 fut lancé le premier plan

---

<sup>1</sup> Discours d'Enver Hoxha devant l'assemblée populaire en 1947, cité par Adi Schnytzler, *Stalinist Economic Strategy in Practice. The Case of Albania* (Oxford, 1982).

quinquennal. En termes de ressources matérielles, l'existence de ressources minières substantielles plaidait pour le développement de l'industrie lourde, mais le prolétariat urbain faisait tragiquement défaut puisque 70% de la population était constituée de petits producteurs paysans isolés. La transformation des paysans en travailleurs ruraux et d'usine et le contrôle total de l'État sur le surplus agricole (conditions préalables de base du modèle stalinien de transition à la domination réelle du capital) devinrent donc la priorité. Cette tâche fut poursuivie à marche forcée dans les années 50, au point qu'en 1960 plus de 86% du secteur agricole avait été collectivisé via des coopératives ou des fermes d'État<sup>2</sup>. Contrairement à l'Europe de l'Est « révisionniste », les lopins familiaux en Albanie avaient vu leur taille progressivement réduite et selon l'article de la constitution de 1976 toute la terre était propriété de l'État et même la terre des coopératives ne leur était en quelque sorte qu'accordée à titre temporaire pour leur activité coopérative.

L'aide économique soviétique fut utilisée pour obtenir le capital en équipement nécessaire à l'industrialisation, mais avec la rupture des relations entre la Russie et l'Albanie en 1961 beaucoup de projets furent laissés en plan. La Chine remplaça la Russie pour la fourniture de prêts, de conseils de spécialistes, et bien que la production industrielle ait affiché des résultats satisfaisants durant la période 1961-65, « l'administration inefficace des entreprises » et le fort absentéisme poussèrent le gouvernement à accroître l'influence du parti au niveau de l'atelier et dans la société en général à la fin de 1965. Le parti publia un appel dans lequel il était expliqué que l'Albanie était entourée « d'ennemis impérialistes et révisionnistes » et qu'elle subissait « un embargo économique » et que de ce fait elle devrait « construire le socialisme » en s'appuyant sur ses seuls efforts et ressources. Les travailleurs participeraient donc désormais aux décisions dans l'entreprise mais selon la « ligne correcte » de l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire les organes régionaux du parti, les comités exécutifs des conseils locaux du peuple.

L'idéologie de « l'auto-suffisance » fut utilisée comme un moyen d'accroître la productivité : à travers la mobilisation de masse les travailleurs offraient « volontairement » leur travail au-delà des heures de travail normales. De grands chantiers furent entrepris par des brigades de jeunes « volontaires », qui

---

<sup>2</sup> Des mesures comme la mise en commun du bétail détenu de façon privée furent très impopulaires chez les paysans et beaucoup de paysans préférèrent tuer leurs animaux que de les voir collectiviser par l'État.

étaient néanmoins de moins en moins motivés par l'idéologie du socialisme.

Pendant des années la subjectivité ouvrière put être contenue sous la forme de l'État albanais presque sans qu'aucune menace ne surgisse pour le pouvoir du parti; ce n'était pas seulement du fait de la férule autoritaire du régime<sup>3</sup>, mais parce que le parti avait été en mesure de maintenir un accroissement continu, quoique modeste, des conditions de vie des ouvriers et paysans (au moins jusqu'à la fin des années 70). Néanmoins, l'égalisation des revenus en faisant baisser les plus hauts salaires et les incitations financières insuffisantes offertes aux travailleurs ne pouvaient inciter qu'une minorité à agir en gardien de la « production nationale ». Un problème constant du système c'était l'absentéisme largement pratiqué par la force de travail<sup>4</sup>, les faibles normes de travail et les activités privées et illégales à petite échelle. La presse reportait en permanence le vol de matériaux dans les stocks de l'État et le fait que les gens se reposaient la journée à leur travail légal pour pouvoir trimmer comme des esclaves la nuit pour des revenus illégaux. Les travailleurs n'avaient aucune raison de travailler plus sans une augmentation correspondante des salaires et des biens de consommation disponibles. L'« auto-valorisation » n'était pas inconnue non plus. On indiquait en effet que les camions et voitures appartenant à l'État étaient souvent volés et utilisés par les travailleurs pour organiser des piqueniques et des excursions.

Quand à la fin des années 70 la Chine fut dénoncée comme « social-révisionniste » et que les relations entre les deux pays furent rompues, l'économie planifiée la plus centralisée du bloc de l'Est se retrouva dans un isolement quasi complet. Bien que des échanges commerciaux aient toujours lieu avec les pays de l'Est et de l'Ouest (en général sous la forme d'un commerce

---

<sup>3</sup> L'autoritarisme de l'État pouvait s'exercer selon les méthodes suivantes : « restriction à la liberté d'expression.. Intrusion dans la vie de famille : la vie privée et la protection de la famille était violées particulièrement du fait de la recherche paranoïaque par le régime de quelconque signe d'activité religieuse. Les informateurs adultes et enfants et l'interception du courrier étaient les méthodes les plus communément employées... La torture et la détention : un système étendu de prisons et de camps de travail regroupaient dans des conditions abominables les individus aux croyances politiques et religieuses contraires...

<sup>4</sup> « On a rapporté que certains travailleurs de mines de chrome de Buqize ne travaillaient que 20 heures par semaine en 1972 et que les entreprises industrielles du district de Skrapar avaient perdu cette année là 14456 journées de travail du fait d'absences non justifiées. » Adi Schnitzer, op. cit.

de compensation), le pays ne disposait pas de technologies industrielles modernes et de pas assez de devises étrangères pour en importer. Les pénuries alimentaires et de produits divers se multiplièrent.

De surcroît, avec le plus fort taux de natalité d'Europe (les moyens de contraception étant bannis<sup>5</sup>) et la nécessité de créer 70 000 nouveaux emplois chaque année du fait de la politique de plein emploi, certaines réformes étaient considérées comme absolument urgentes par les responsables du parti.

### **La période post-Hoxha 1985-1990**

Ramiz Alia arriva à la tête du processus de restructuration du modèle albanais. Celui-ci était tardif comparé aux efforts similaires dans d'autres pays de l'Est, mais s'avérait particulièrement nécessaire aux yeux de la classe dominante. Au milieu des années 80, ce qui caractérisait l'Albanie, c'était la pauvreté pour presque tout le monde, sur la base d'un égalitarisme en matière de salaires, et une productivité faible. Par exemple, un directeur d'usine gagnait 900 leks par mois, tandis qu'un travailleur à la chaîne était à 750 et un balayeur de rue à 600. Le PTA lança la recomposition de la classe ouvrière au travers de réformes telles que la décentralisation des décisions dans les entreprises, désormais dirigées par des gestionnaires qui étaient d'anciens bureaucrates d'État, des mesures d'austérité et des licenciements, ou encore comme un léger élargissement de l'échelle des salaires, avec des primes pour les ouvriers « efficaces ». Tout cela sans grands résultats. Quant aux travailleurs de la campagne, ils bossaient aussi peu que possible dans les fermes collectives, tandis qu'ils travaillaient beaucoup sur leur lopin personnel<sup>6</sup> et élevaient illégalement des animaux.

---

<sup>5</sup> Toutefois les femmes n'étaient pas que réduites à l'état de génitrices. Comme dans beaucoup de pays du bloc de l'Est, la constitution garantissait l'égalité avec les hommes, ce qui était interprété comme le droit - voire l'obligation- d'avoir un emploi. L'athéisme imposé à partir de 1967 aida aussi à promouvoir l'idéologie de l'émancipation des femmes par le travail salarié. La religion était considérée à juste titre comme la justification de l'enchaînement des femmes au foyer. Pour le régime l'attaque contre la religion remplissait un double objectif : d'un côté elle entérinait l'idée de la femme travailleuse comme alternative à la femme croyante et esclave (c'est pour ça que les femmes étaient largement partisans de l'athéisme) et, d'un autre côté, elle permettait d'écraser une source de pouvoir hostile qui pouvait entraver les efforts du parti dans le développement d'une identité nationale unifiée : catholicisme romain, Orthodoxie et Islam étaient également considérés comme les agents de la pénétration impérialiste respectivement de l'Italie, de la Grèce et de la Turquie.

<sup>6</sup> Un ou deux stremmas par paysan étaient alloués pour la culture de légumes à vendre sur les marchés urbains. [1 stremma = 0,1 Ha]



Le régime essaya aussi d'améliorer ses relations commerciales avec certains pays de l'Est ou des Balkans. Autre nouveauté, qui s'avérera plus tard d'une grande importance : l'apparition d'appareils de télévision capables de capter les chaînes yougoslaves, italiennes et grecques. Les Albanais purent alors voir un autre monde, qui était très différent de ce que la propagande en avait toujours dit, ce qui allait miner cette propagande même et le régime dans son ensemble. Au cours des années 80, la jeunesse commença à se sentir de plus en plus étrangère à l'Albanie « socialiste ». Avec ces émissions étrangères, la jeune génération commença à rejeter le régime et à adopter un penchant très net pour l'Ouest. Il ne faut pas non plus ignorer l'influence du rock dans le relâchement de la discipline chez les jeunes.

Les choses empirèrent à partir de 1989 et de l'effondrement du Comecon en 1990. De nombreux accords de commerce et de troc de produits industriels entre l'Albanie et les autres pays de l'Est furent annulés.

Les travailleurs de la campagne continuaient à voler du bétail des fermes d'État, tandis que la production industrielle déclinait rapidement en raison de l'absentéisme, des pannes et du manque de pièces détachées et de fuel.

Le Code pénal fut rendu moins sévère, et les Albanais eurent le droit d'avoir un passeport et de voyager à l'étranger. Cela amena, en 1990, des occupations d'ambassades par des centaines d'Albanais essayant de partir en Italie. La haine des gens contre le régime prenait souvent la forme du vandalisme pur. De nombreuses usines, des moyens de transport ainsi que des écoles et des hôpitaux furent détruits, et, bien sûr, aussi les bureaux du PTA et du gouvernement. Tout naturellement, les gens s'approprièrent tout ce qu'ils pouvaient prendre à ce régime qui les avait privés de presque tout, ou se vengeaient en détruisant tout ce qui ne pouvait leur servir.

### **1990-1991 : l'arrivée des démocrates**

Les actes spontanés de vandalisme augmentèrent, surtout de la part des jeunes. C'est à ce moment, en décembre 1990, lorsque le PTA et Alia lui-même décidèrent d'envoyer Berisha comme médiateur du PTA avec les étudiants de l'université de Tirana, que le Parti démocratique fut fondé. Berisha et d'autres intellectuels parvinrent ainsi à se mettre à la tête du mouvement étudiant, profitant du désir d'Alia d'avoir une opposition qu'il contrôle. Cependant, d'autres partis apparurent bientôt.

Tandis qu'une première vague de milliers d'Albanais s'enfuyait en Grèce, des mineurs en grève près de Tirana brisaient les machines et attaquaient les bâtiments administratifs. Les batailles entre police et manifestants se multipliaient. Le PTA engagea alors de nouvelles réformes: les premières banques étrangères furent autorisées à ouvrir des succursales, le droit de grève fut instauré et une délégation du FMI vint en Albanie. Avant les élections de mars 1991, la statue géante de Hoxha, sur la place Skanderbeg, fut abattue par des milliers de manifestants en colère. Ce geste symbolique marqua la fin de la domination du parti unique.

### **Les élections de 1991 et la suite : la vengeance de classe met fin au vieux régime**

Le Parti démocratique lança sa campagne, annonçant des privatisations rapides et l'entrée dans la CEE, ce que beaucoup d'Albanais fantasmaient comme la solution immédiate à leur misère et au paternalisme de l'ancien régime. Cependant, les paysans se méfiaient du changement, craignant que le PD, avec ses slogans sur la privatisation, veuille rendre la terre aux propriétaires fonciers d'avant-guerre. Dans ces conditions, le PTA gagna les élections en étant majoritaire dans les provinces, tandis que la population urbaine votait surtout pour le PD.

Mais même après cette victoire, le PTA aussi bien que l'État dans son ensemble, avait irrévocablement perdu toute légitimité dans l'esprit des gens. Les affrontements violents continuaient, montrant que la notion même de bien public avait été détruite, car la population l'avait toujours identifié avec la domination d'un parti unique. « La forme la plus dramatique que cette aliénation [du peuple vis-à-vis de l'État] prend est la destruction générale de la propriété d'État. Tout le système ferroviaire a été fermé après que des bandes eurent dépouillé les trains en gare de Tirana de leurs sièges et équipements, et eurent cassé les vitres. Dans les écoles, il n'y a plus de sièges dans les classes, ni de vitres, ni quoi que ce soit qui puisse être emporté, décroché ou simplement brisé. Les bus de Tirana n'ont plus de phares. Comme un étudiant expliqua plus tard : « *l'État nous a volés pendant 45 ans. C'est maintenant notre tour de récupérer ce qu'on nous a volés* ». D'autres ont une explication plus sombre. Le Dr Berisha et le porte-parole de son parti se sont souvent plaints que des « *forces obscures de la société* » (c'est-à-dire la Sigurimi, l'ancienne police secrète) poursuivaient une politique de la terre brûlée pour jeter le discrédit sur le passage à l'économie de marché

*et provoquer chez les gens la nostalgie du bon vieux temps. »<sup>7</sup>*

Il semble que le thème récurrent chez Berisha est celui d'une « conspiration communiste ». Telle était son interprétation de la violence spontanée du prolétariat contre l'exploitation (il porta cette manie à un degré extrême en 1997, durant la révolte contre son pouvoir). Après les élections, Fatos Nano, un économiste et un réformiste au sein du PTA, devint chef du gouvernement. Son programme comportait des mesures fondamentales, comme de vastes privatisations et le passage à l'économie de marché. Cependant, les choses tournèrent mal pour Nano et son parti: un taux de chômage de 70% et une pauvreté croissante ne laissèrent pas d'autre choix que la grève aux nouveaux syndicats. En mai, environ 300.000 travailleurs de l'industrie se mirent en grève en revendiquant une augmentation de 100%, la hausse des retraites et la journée de travail de 6 heures. Il y eut ensuite les mineurs en grève de la faim, et bientôt tout le pays fut paralysé. Ce fut une grève générale réussie de la part des travailleurs urbains. Elle montra à quel point la discipline et l'éthique du travail étaient mal en point. Après un mois de grève, le PTA proposa un gouvernement de coalition en attendant de nouvelles élections un an plus tard. De la sorte, l'ancien régime fut officiellement enterré par ces mêmes ouvriers qu'il avait transformés en idoles. Et sa fin fut aussi celle de certaines entreprises, qui ne réouvrirent pas après la grève car les ouvriers s'enfuirent à Tirana.

Le PTA fut renommé Parti socialiste d'Albanie, mais cela n'améliora guère son image. S'emparant de bateaux à Durrës, des milliers d'Albanais continuaient de partir en Italie, mais beaucoup furent renvoyés de force par les autorités italiennes. Les pillages reprirent, et des changements importants se produisirent, même au niveau des quartiers. Des villes qui avaient été construites autour des usines par l'ancien régime devinrent des villes fantômes lorsque les jeunes les quittèrent, après avoir complètement détruit les usines. De nombreux travailleurs agricoles se retrouvèrent sans terre et furent expulsés des fermes collectives sous le prétexte que Hoxha les avait fait venir pendant la période de la collectivisation. En l'absence de législation foncière adéquate, des milliers d'entre eux quittèrent le pays, ou retournèrent dans leurs villages montagnards, ou envahirent Tirana et les autres grandes villes. Le gouvernement de coalition décida de régler la question des

---

<sup>7</sup> Noel Malcolm, *Spectator*, 28 mars 1992, cité par M. Vickers et J. Pettifer, *Albania - From anarchy to a Balkan identity* (Londres 1997).

terres en accordant aux familles rurales le droit de cultiver un acre [0,4 ha] des terres anciennement collectives.

Mais cela ne fit qu'aggraver le chaos dans les campagnes. Certains paysans se retrouvèrent sans aucune terre tandis que d'autres s'emparaient de terres qu'ils prétendaient posséder avant la collectivisation. Berisha choisit ce moment-là, décembre 1991, pour quitter le gouvernement de coalition.

### **Berisha est le meilleur**

Aux élections, le PD remporta une victoire facile, avec 62% des voix, contre 25% pour les socialistes. La campagne électorale de Berisha était faite de promesses d'investissements massifs de l'étranger, et de possibilités d'émigration dans la CEE. Le but du PD (comme d'autres démocrates partout en Europe de l'Est) était de relancer le processus bloqué de décomposition de la classe ouvrière pour la discipliner selon le modèle néolibéral. Le PD lança une politique de choc comportant des pertes d'emploi massives et la réduction des allocations de chômage pour les employés d'État, condamnant ainsi presque 20% de la force de travail à une pauvreté abjecte. En ce qui concerne la question foncière, il est vrai que les privatisations lancées par le PD (presque 70% des fermes collectives passèrent au privé) reçurent le soutien des paysans. Cependant, le programme entraîna de nombreux conflits sur la propriété des parcelles et la saisie de terres des coopératives par des familles. De plus, vu la faiblesse de l'équipement mécanique, le programme déboucha sur une baisse de la production agricole. De nombreux paysans pillèrent les bâtiments des coopératives et prirent tout ce qu'ils purent. Cependant, la plupart ne pouvaient pas survivre, et souhaitaient abandonner leur ferme pour aller à Tirana ou dans les ports pour émigrer, surtout les jeunes. L'émigration devint massive et hors de proportion, bien plus que ce que le gouvernement attendait ou souhaitait. Il dénonça les efforts désespérés des Albanais pour quitter le port de Durrës dans des bateaux de pêche comme un complot communiste visant à déstabiliser le pays. D'une certaine façon, l'émigration devint ainsi une forme de résistance individuelle à la thérapie de choc du PD. C'était une sorte d'insubordination et de revanche contre l'État (outre bien sûr les rêves d'une vie meilleure). La résistance au programme de Berisha se manifesta dès mai 1992, par une grève des cheminots, une émeute et un pillage à Tirana en juillet, et par une manifestation des travailleurs d'une usine de munition, près de Berat, qui finit en émeute. La méthode habituelle de Berisha dans de telles situations était de recourir à

des unités paramilitaires et à une propagande totalitaire à la télé contre ces « ennemis du pays ».

L'effondrement de l'ancien régime et l'absence d'État entre 1991 et 1992 entraînèrent de nombreux et complexes changements. La levée des restrictions aux déplacements dans le pays provoqua, comme nous l'avons vu, l'expulsion de familles paysannes des fermes collectives sous le prétexte qu'elles avaient été amenées là durant le processus de collectivisation et n'avaient jamais été les bienvenues. Des milliers de personnes se construisirent des abris de fortune aux limites de Tirana, sur des terrains qui avaient été des fermes d'État destinées à nourrir la population de la ville. En mars 1992, les automobiles redevinrent légales, et le pays fut rapidement envahi par des milliers de voitures. Il devint le champion d'Europe pour le nombre de morts sur la route par habitant.

Il semble que la boîte de Pandore se soit ouverte après l'arrivée au pouvoir du PD et que toutes les contradictions et répressions ont explosé dans une phase de chômage de masse, d'incertitude et de désespoir. C'était en particulier évident dans le cas des femmes. L'égalité avec les hommes, qu'elles « chérissaient » sous l'ancien régime, principalement comme travailleuses et soldates, ne voulut plus dire grand-chose quand des milliers d'emplois disparurent. Tandis que la religion, en particulier musulmane, reprenait des couleurs et renvoyait les femmes à la maison, la prostitution et la pornographie. Le mariage avec de riches Grecs ou Kosovars devint bientôt une industrie, incitant les femmes à investir dans leur corps pour survivre.

Dans ces temps de transition et de confusion, les Albanais s'efforçaient de survivre et de se donner une identité. Le passé haï s'écroulait, entraînant avec lui l'identité collective albanaise sociale et culturelle, qui apparaissait comme une entrave dans le passage au « succès » attendu, familial et personnel. Cependant, le morne passé hoxhaïste laissait la place à un présent bérishaïste cauchemardesque et féroce, et les gens se retrouvèrent bientôt frustrés dans leurs efforts pour s'occidentaliser – ou tout simplement pour survivre.

Les deux premières années du gouvernement Berisha se déroulèrent dans un climat volatile de grèves et de manifestations contre la pauvreté et d'autoritarisme croissant. Le chômage atteignit 38% et le flux de l'émigration se poursuivit (un tiers du PIB de l'Albanie venait des envois de fonds par les émigrés de Grèce). En même temps, la thérapie de choc de Berisha était mise en pratique: privatisation complète de toutes les industries et de tous les actifs détenus par l'État.

Les mines et le secteur manufacturier, qui étaient auparavant protégés de la concurrence (extérieure) furent durement touchés tandis qu'une nouvelle classe de petits agriculteurs se forma après la privatisation des terres. L'agriculture était essentiellement une activité de subsistance, car les machines étaient pratiquement absentes, sauf les énormes tracteurs de la période Hoxha, qui étaient soit hors d'usage soit trop grands pour les petites parcelles. Dans le Nord en particulier, les disputes pour la terre étaient souvent « résolues » dans des affrontements sanglants, et de nombreux ruraux ruinés affluèrent vers Tirana, où de nouvelles disputes éclatèrent avec les habitants de la ville. Berisha exhortait les gens du nord à partir vers les régions côtières, presque désertiques, pour y ouvrir des établissements touristiques. C'était comme une mauvaise plaisanterie pour ces paysans affamés qui préféraient émigrer. Le niveau de vie était de pis en pis, et la seule aide sociale disponible venait de l'Église catholique. Les investissements étrangers promis par Berisha étaient en réalité très peu nombreux. Un des obstacles qu'ils rencontraient était la question de la propriété de la terre, et de la propriété en général, avec d'interminables conflits entre les anciens et les nouveaux propriétaires. Cependant, à côté d'une petite minorité d'hommes d'affaires mafieux, surtout à Vlora, on vit apparaître une nouvelle couche de petits entrepreneurs dans le secteur de la distribution: pizzerias, cafés, mode de luxe, bijouteries. Cela donnait à Tirana un faux air de prospérité. Les statistiques officielles indiquaient une reprise, comme par exemple celle des devises fortes détenues par le Trésor. En dehors des transferts venant des émigrés, cependant, les principales sources de revenus étaient l'aide étrangère, très généreuse, et l'argent de la contrebande de pétrole et d'essence avec l'ex-Yougoslavie.

### **L'insurrection – « post-berisha »**

« *Les prolétaires albanais ont forcé leur chemin dans l'histoire, la Kalashnikov en main* » (paraphrase d'un slogan initialement inclus dans le préambule de la constitution de l'Albanie de 1976. L'original dit « l'épée à la main »).

Plus d'un tiers de la population active du pays avait émigré, principalement vers l'Italie et la Grèce, pas nécessairement pour fuir le chômage, mais aussi par refus des nouvelles conditions dans lesquelles il fallait désormais vivre et travailler en Albanie. Cela faisait de l'Albanie, surtout le Sud, une réserve-ghetto de

travailleurs bon marché (de fait, les moins chers d'Europe). Et cette situation convenait tant aux pays d'accueil, qui exploitaient au mieux cette force de travail « illégale », qu'à l'État albanais qui bénéficiait des transferts d'argent. La production étant dans une large mesure dévastée (la plus exacte description de l'économie, tant rurale qu'industrielle, est celle d'un terrain vague), la bourgeoisie albanaise se tourna vers le capitalisme financier en fondant ou en participant aux fameuses banques « pyramidales » (également appelées « parabanques » ou « pseudo-banques » par les médias internationaux, ce qui introduisait une distinction claire entre le capitalisme « illégal et prédateur » et le capitalisme « légal et normal »). Ce système bancaire devint le principal mode d'investissement capitaliste dans les années 90.

Les événements politiques dans les Balkans à ce moment-là (embargo des Nations Unies sur la Serbie et le Monténégro, de même que sur la Macédoine par la Grèce) favorisèrent l'établissement de ces banques, car le capital venait de l'argent de la contrebande des armes et du pétrole. La levée de l'embargo et la fin de la guerre en Yougoslavie leur rendirent la vie de plus en plus difficile (il y en avait 10 rien qu'à Tirana, et l'une d'entre elles, VEFA, avait des succursales en Grèce avec des investisseurs grecs en plus des albanais). Elles se lancèrent donc dans une politique de taux d'intérêt élevés (jusqu'à 50%) pour accumuler rapidement du capital en attirant l'argent des émigrés. Les prolétaires albanais furent attirés par de tels revenus pour l'argent qu'ils avaient péniblement épargné, au point que beaucoup d'entre eux abandonnèrent leurs emplois mal payés. « *Pourquoi travailleraient-ils*, disait un homme d'affaires grec qui possédait deux usines textiles à Tirana, *je les paie 70 dollars par mois, alors que n'importe qui disposant de 1000 dollars peut gagner deux ou trois fois plus dans le système des pyramides.* » Restait-il aussi stoïque quand, en décembre 1996, la moitié de ses 130 salariés quittèrent leur poste? Les banques avaient accumulé un capital bien supérieur au PIB de pays. L'État les avait vantées comme « le modèle du capitalisme albanais », il les protégeait, et elles le soutinrent en retour lors de la campagne électorale du PD de 1996. De toute évidence, la tentative de recomposer la force de travail sur la base d'une politique financière et non d'un processus productif est condamnée à l'échec. On vit en Albanie le paradoxe de familles « ouvrières » qui, au lieu de travailler, touchaient des intérêts, et d'une bourgeoisie qui n'investissait pas dans la production, mais vivait de façon parasitaire sur le capital financier. Et, bien

entendu, les pyramides financières ne « s'effondrèrent » pas; l'argent fut tout simplement volé et transféré à l'étranger.

Quel autre avenir que la guerre civile aurait-il pu y avoir dans ce coin des Balkans, avec un modèle social où le travail vivant était si marginal, avec une si grande proportion d'émigrants, tandis que ceux qui restaient au pays étaient si peu désireux de travailler pour les patrons ?

On comprend que, que dans ce ghetto-réserve de l'Europe, ce que les médias appellent « mafia » ou « activités criminelles » ne sont rien d'autre que quelques-uns des moyens de survivre qui restent à la disposition de ceux qui n'ont pas quitté le pays. Il y a certes une différence de degré entre les trafiquants d'héroïne, de voitures ou de migrants illégaux et les petits vendeurs de rue vendant des cigarettes de contrebande – qui sont la majorité (durant la révolte, une autre petite industrie se développa pour les propriétaires d'hôtels et les taxis, qui demandaient 300 marks pour une chambre et un tour dans les zones « chaudes » aux journalistes qui arrivaient en nombre). Et, bien sûr, l'État était le racket et le gang mafieux le mieux organisé. Il en va de même pour l'immense majorité des politiciens, les dirigeants de la minorité grecque ne faisant pas exception – de grands experts dans le trafic des passeports et visas pour la Grèce. De fait, l'activité mafieuse du gouvernement était si peu cachée que, lors d'une campagne électorale à Fier, Berisha déclara: « je suis fier de voir comment la culture des pommes de terre marche bien dans la région », parlant en fait de culture du hachich (d'après le quotidien d'opposition *Koha Jonë*).

Quoiqu'il en soit, la révolte fut l'explosion spontanée d'un lumpen-prolétariat, fait en grande majorité de migrants, avec deux objectifs clairs: l'État, personnifié par Berisha, et le règne de l'argent qu'il imposait. Une telle révolte ne peut pas s'expliquer par des théories de complots des « mafias italiennes et albanaises », ni même, encore pire, par des interprétations « ethnologiques » comme « conflits entre deux tribus, les Gegs et les Tosks ». Nous soutenons que nous sommes en présence d'une insurrection moderne. D'abord en raison de son sujet: le prolétariat migrant et mobile, qui constitue la figure centrale de la classe ouvrière d'aujourd'hui. Plus que quiconque dans les Balkans, c'est le migrant albanais qui représente non seulement la pauvreté, mais la disponibilité de main d'oeuvre pour le capital. Certes, la révolte a eu lieu non pas là où les Albanais émigraient, mais là d'où ils venaient, là où ils étaient membres d'une communauté, et non pas des étrangers complètement aliénés.



La révolte a été moderne parce que c'était une révolte contre le pouvoir de l'argent, la marchandise qui règne aujourd'hui et qui détermine le rapport capitaliste moderne. Elle a été moderne parce qu'elle n'a pas attaqué un vieux système bureaucratique démodé, mais au contraire un mécanisme étatique qui venait d'entamer le difficile processus des réformes: c'est Berisha qui lança la thérapie de choc et c'est aussi sous son mandat que l'UE et le FMI, imposant une forte hausse des prix, donnèrent une aide financière puissante dans ce sens. Une transition si rapide impose à ceux qui la gèrent d'être plus autoritaires que leurs « collègues » occidentaux qui ont suivi le même chemin depuis plus de 20 ans, mais de façon progressive, plus « normale ». Le caractère autoritaire de ces régimes s'explique par la difficulté de leur tâche, et non pas par leur passé stalinien. Nous ne sommes pas ici confrontés à des restes du passé, mais à des leaders régionaux inféodés au FMI. De la sorte, la révolte n'est pas une forme tardive de ce qui s'est passé en 1989 contre les bureaucrates staliniens, mais la première forme de révolte contre les gouvernements néolibéraux et réformés d'Europe de l'Est.

Enfin, la révolte fut moderne pour une autre raison, qui la relie à celle de Los Angeles en 1992. Les chômeurs, les migrants, les paysans pauvres, ne créèrent pas les conditions matérielles d'une communauté de lutte qui durerait plus longtemps. Ils demandèrent simplement l'argent, la plus-value doublement volée, mais sans aucune perspective de produire leur vie et de s'autodéterminer. Bien qu'ils fussent pleinement armés et qu'ils aient renversé l'État – qui se réduisaient, mi-mars, à quelques places de Tirana – ils n'avancèrent pas dans un processus de réorganisation de tous les aspects de la vie courante. Les travailleurs n'occupèrent pas les quelques usines ou services publics. Sur cette base, leur organisation politique était conforme à leurs revendications: les comités, composés principalement d'anciens membres de l'administration ou de l'armée, ne présentèrent que des revendications politiques, en faveur d'élections « libres », d'un changement de gouvernement. Et ils soutinrent donc le parti socialiste, qui à son tour soutint Berisha jusqu'aux élections. De toute façon, tout changement politique important n'est que le reflet en surface de changements sociaux plus profonds, et rien de tel n'existait.

Comment fut organisée l'insurrection? Dès le début, il y eut des assemblées publiques (elles ont eu lieu deux fois par jour à Vlora jusqu'à la fin mars, puis passèrent à une fois par jour).

C'est à partir de ces assemblées que les comités furent formés. Ils étaient composés de gens faisant consensus, comme des ex-maires, etc., tout simplement des gens dynamiques. A Tepelenë par exemple, l'homme en charge du comité ou, plus exactement son chef militaire, était illettré, mais c'était un jeune homme coriace, un ancien garde de sécurité d'un café, nommé Giuleka. Ce jeune homme menaça des gangs d'un village voisin, pour qu'ils arrêtent de voler et disposait d'une influence importante. Cependant, les membres des comités n'étaient pas élus et révocables, mais approuvés, et cela contribua à les séparer des insurgés. Les comités exprimaient principalement le côté « ordonné », « simple et familial » de la révolte (certains par exemple critiquaient l'incendie des bâtiments publics). Ils exagérèrent les cas de vols et l'action de certains anciens repris de justice, les présentant comme le problème le plus important de l'insurrection. Ce qu'ils craignaient en réalité, c'était la majorité des insurgés, et c'est pourquoi ils posèrent « l'incontrôlabilité de la révolte » comme leur problème principal. L'information concernant leur impact sur les communautés locales est contradictoire. Certains visiteurs dirent qu'il était important, d'autres que les comités n'étaient rien d'autre que des petits groupes armés. Il faut tenir compte du fait que les réunions publiques étaient le moment où les comités rencontraient la population – soit pour annoncer une décision, soit pour discuter une question – et qu'elles étaient devenues rares à partir de la fin avril 1997. Ce qui fait que les comités n'ont pas pu être le cœur de l'insurrection. Ils restent cependant les seules organisations collectives créées par l'insurrection, relativement indépendantes du pouvoir central ou local et de l'opposition officielle. Au début, à Vlora comme dans d'autres villes, les assemblées publiques ont été les organes de l'auto-organisation, avec une forte participation de la population. Elles décidaient des patrouilles, des barrages routiers, de la position des milices, ainsi que de la coordination et de l'organisation de certains aspects de la vie courante (arrangements avec les commerçants – parfois mis sous « pression » – ou entre villes pour la distribution de l'alimentation ou d'autres produits). Peu à peu, ces éléments d'auto-organisation reculèrent ou disparurent, et ni les insurgés ni les comités ne poussèrent à de nouvelles formules pour poursuivre la lutte ou réorganiser la vie courante (la ville de Kuçovë constitue une exception; jusqu'au début avril, elle maintint une milice populaire et imposa le contrôle des prix aux commerçants).

Aucune nouvelle institution communautaire ne fut créée; au contraire, les comités insistèrent pour que la police, l'armée et l'administration locale soient rétablies, mais avec cette fois des « représentants du peuple » et non des partisans de Berisha. On arrivait ainsi à la contradiction que nous avons déjà indiquée: des rebelles armés de pied en cape ne parvenant pas à achever ce qui avait commencé comme une insurrection, à réorganiser la vie sociale. Il en résultait une inertie générale, la stagnation, l'ennui et l'attente. Au début, les images de rebelles jouant aux cartes avec la Kalachnikov à leurs pieds évoquaient une atmosphère de fête des opprimés. Plus tard, elles ne véhiculèrent plus que la fatigue et le désarroi. Il faut aussi tenir compte du sentiment de précarité de la survie, qui força beaucoup de jeunes à émigrer de nouveau. L'absence d'autodéfense ouvrait le champ à bien des provocateurs et gangs organisés, ce qui à son tour poussa beaucoup à demander la « restauration de l'ordre », légitimant ainsi le gouvernement Fino et l'existence d'une force militaire multinationale.

Les femmes demeurèrent invisibles durant l'insurrection, bien qu'au début elles semblèrent participer activement aux manifestations et aux pillages de casernes. Manifestement, les structures patriarcales de la société albanaise ne furent pas affectées par la révolte. Une chose changea radicalement: la relation des Albanais avec les armes à feu qui, pendant l'insurrection et longtemps après, devinrent une partie inséparable de leur corps. Au début, on entendait sans arrêt des rafales de Kalachnikov, surtout la nuit. Et il y eut de nombreux accidents et blessures. L'arme devint un jouet, mais aussi un symbole de pouvoir. C'est pour cela que, aussi longtemps que la revendication de base (« rendez-nous notre argent ») n'aura pas été satisfaite, le désarmement n'est nullement assuré. Et bien entendu, les milliers de gens armés qui restent en position d'attente sont une menace nullement symbolique pour le gouvernement albanais.

TPTG, Athènes 1998.

*(Traduit depuis la version anglaise publiée par TPTG par Hic Salta, traduction reprise et augmentée des parties manquantes par les Éditions de l'Asymétrie)*

TPTG donne sur son site (<https://www.tapaidiatisgalarias.org/>), où l'on trouvera des traductions de leurs textes en plusieurs langues, cette présentation de leur activité :

*« Le journal Τα Παιδιά της Γαλαρίας (les enfants du paradis) est publié de façon irrégulière depuis 20 ans. Le premier numéro a été publié en avril 1990. Comme nous l'écrivions dans l'éditorial du premier numéro, nous avons déjà abandonné les collectivités artificielles que notre ancienne idéologie anarchiste exigeait et nous voulions nous adresser partout à nos potentiels camarades sous notre nom, du moins sous notre pseudonyme, nous refusions de suivre une idéologie séparée de notre vie quotidienne ou d'en créer une nouvelle. Cela signifiait pratiquement que nous n'allions pas essayer de juxtaposer un mode d'emploi activiste, un modèle idéal de théorie et d'organisation pouvant être utilisé par toutes sortes de suivistes mais que nous allions essayer de développer la conscience de notre propre lutte montrant aux autres prolétaires, à travers la description des idées, des émotions, des pratiques et des perspectives qui émergent des luttes de classe, les causes profondes pour lesquelles nous nous trouvons dans un combat continu et quotidien avec la classe dominante, mais aussi entre nous.*

*Pournous l'abolition du travail salarié, de l'échange marchand, de la démocratie, de l'État, des séparations et fragmentations au sein du prolétariat restent non seulement des buts désirables, mais une possibilité pratique qui émerge de façon contradictoire dans les luttes de classe dès lors qu'elles surmontent leur caractère partiel. Le mouvement historique pour le communisme - dont nous pensons faire partie - est une nécessité pratique qui surgit des impasses du mouvement contradictoire et décadents des rapports sociaux capitalistes et des luttes quotidiennes des prolétaires ; c'est la recherche continue et ardue de la recomposition de la communauté humaine (Gemeinwesen). La méthode que nous utilisons dans nos analyses des antagonismes de classes est celle de la dialectique négative et de l'autocritique.*

*Notre nom vient d'un film que nous adorons et se réfère aux plébéiens, au prolétariat qui fréquentait les balcons des théâtres populaires parisiens du XIXe siècle. Dans ce sens, ce nom fait référence au prolétariat incontrôlable qui ricane à la face du spectacle et de toute forme de normalité. »*

*Parus sous forme de brochure en italien sous le titre Albania, Laboratorio Della Sovversione en 1997 et ultérieurement en anglais sous forme de livre chez Elephant Press (Londres 1999), ces deux textes, l'introduction rédigée par Alfredo M. Bonanno depuis une prison romaine et une analyse relativement précoce écrite depuis Paris, développent le point de vue de l' « anarchisme insurrectionnel » sur le soulèvement albanais. La brochure était accompagnée d'une chronologie que nous ne reproduisons pas puisque nous l'avons intégrée à celle publiée dans ce livre.*

*Alfredo M. Bonanno, né en 1937, est le principal théoricien de l'anarchisme insurrectionnel depuis son premier livre La joie armée paru en 1977 et qui lui a valu 18 mois de prison. Il est l'auteur d'une oeuvre abondante dont sont notamment traduits en français La joie Armée (Entremonde, 2010), Qui a peur de l'insurrection ? et L'hôte inattendu (tous deux chez Tumult, 2012 et 2018).*

## **Albanie, laboratoire de la subversion**

### **Introduction**

L'insurrection en actes, visible dans son extension spontanée et destructrice, est un phénomène surprenant.

Elle prend tout le monde par surprise.

Les hommes et les structures du pouvoir, tout d'abord. Lorsque ce mouvement de subversion profonde se met en marche et se propage, l'instabilité et la précarité de l'ordre étatique se manifestent dans toute leur prégnance. Une tache d'huile qui apparaît soudainement à plusieurs endroits, alimentée par les contradictions mêmes du pouvoir, peut difficilement être arrêtée par quelques coups de fusil bien ciblés, contrairement à ce que croient certains bien-pensants.

Elle surprend les gens ensuite, qui n'en croient pas leurs yeux, n'arrivent pas à croire pas à ce qui se passe, à la fin de la certitude quotidienne de pouvoir prendre le bus à l'heure ou de trouver le bureau de poste ouvert, le travail (pour ceux qui en ont un) ou la queue de l'assistanat, calme et paisible, derrière la porte d'une église quelconque.

Les anarchistes sont eux-mêmes surpris. Situés ailleurs, dispersés dans le monde, voués à approfondir des théories ou à se distinguer les uns des autres en fonction de niveaux

métaphysiques d'impureté mutuellement imputées, ils ont d'autres chats à fouetter. L'insurrection frappe à la porte, mais ils y restent sourds, lents à réagir.

L'incroyable insurrection albanaise ne fait pas exception, elle surprend sur toute la ligne. À cette différence près, que le pouvoir, au niveau international, sait ce qu'il faut faire. Les insurgés savent également ce qu'ils ont à faire, du moins dans les limites de ce qu'ils font déjà. Les anarchistes, dispersés dans le monde entier, continuent à lire les journaux et à suivre la télévision, se demandant ce qui pourrait être fait. Après tout, faire quelque chose c'est la première pensée de toute personne sensée face à un événement étonnant qu'il soit effrayant ou qu'il ouvre le cœur aux plus grands espoirs.

Mais savoir quoi faire ce n'est pas facile.

La réponse du pouvoir, tant au niveau local qu'international, a été, sinon immédiate, du moins conforme à ses propres intérêts, qu'il défend. Le parti au pouvoir, conscient qu'il allait devoir céder son siège tôt ou tard, a tout fait pour que cela se produise le plus tard possible, construisant ainsi les bases d'un repli stratégique, possible point de départ pour un retour massif aux postes qui ont dû être quittés.

Au niveau international, le chef des gendarmes a décidé que cette fois-ci, ce seraient les nations les plus directement intéressées par le futur développement économique de l'Albanie qui s'en occuperaient : Italie, Grèce, Turquie. L'Italie en premier lieu, toujours présente depuis son ignoble histoire passée, a accepté volontiers, ne serait-ce que pour montrer ses muscles, en commençant par couler un navire rempli de pauvres gens, tués sans sourciller, et en finissant par faire échouer le croiseur le plus réputé de la marine militaire sur les hauts-fonds des plages pleines de réfugiés prêts à partir.

Malgré ces maladresses, une opération de police n'est que routine pour un gouvernement, et c'est de cela qu'il s'agissait. Des patrons en tous genres, du petit propriétaire d'une usine de chapeaux qui payait ses, disons, « ouvriers » un cinquième de ce qu'il leur aurait payé en Italie, aux grands gestionnaires de l'économie mondiale (la Banque d'Italie, jamais assez louée, en tête) se sont déjà partagé entre eux l'argent mal investi par les Albanais au cours des deux années précédant le soulèvement.

Mais venons-en à cet argent, dont on a tant parlé. La Banque de Rome, par le biais de ses intermédiaires internationaux, en premier lieu les Américains, avait géré une collecte sensationnelle de fonds avec la promesse d'intérêts

hyperboliques. En effet, l'opération, d'un point de vue capitaliste, était parfaite. Certains journaux ont parlé d'une « chaîne de lettres », mais la comparaison ne tient pas. Le jeu consistait à envisager une dévaluation de la monnaie albanaise encore plus forte que celle qui s'est produite, du fait des freins imposés par les craintes politiques américaines. D'où l'impossibilité de payer les intérêts, qui, au fur et à mesure de l'opération, étaient montés à des niveaux invraisemblables, franchissant le seuil de la fraude pure et simple.

Même les Albanais, pauvres si l'on se fie aux conditions économiques de leur pays, disposaient de quelques petites économies, et même de plus grandes pour ceux qui avaient pu passer de leur misère précédente aux trafics les plus lucratifs que la situation géographique et politique rendait possibles.

Tout est allé dans les coffres de la Banque de Rome et de ses complices internationaux. D'où les premiers foyers de révolte. J'ai écouté les admonestations de certains révolutionnaires qui ne comprennent pas quelle « vigueur » pourrait avoir une révolte née du désir de reprendre possession de son argent. Il est clair que ces gens n'ont rien compris aux mécanismes objectifs et subjectifs qui alimentent la surprise, la frustration, l'indignation, la haine, la révolte et l'insurrection généralisée.

Je ne dis pas qu'il existe des modèles permettant de saisir ces mécanismes de façon certaine. Quand une faille s'ouvre, tout déferle de manière incontrôlée, et c'est bien ce qui s'est passé.

C'est que l'insurrection n'est pas un événement « pur ». Elle ne peut pas être considérée comme un processus linéaire dans le temps, qui se développe et croît jusqu'à la victoire (mais quelle victoire ?). Le véritable hic du problème demeure ici, sauf à prendre pour argent comptant la lecture hagiographique de tout mouvement populaire prenant des connotations insurrectionnelles.

De la révolte à sa généralisation insurrectionnelle, le pas n'est pas court et n'est pas sans conséquences. Tout ne se déroule pas spontanément ni linéairement. Même en Albanie, dès les premiers jours et les premiers assauts contre les prisons et les casernes, on a assisté à un glissement progressif vers des revendications générales plus modérées, telles que la nomination d'un gouvernement, de nouvelles élections parlementaires, la démission du directeur de la radio et de la télévision d'État, et toutes les autres revendications habituelles de sauvegarde personnelle (amnistie, absence de poursuites à l'encontre des insurgés, etc.).

Nous devons nous arrêter un instant sur ce point, qui est extrêmement important et tragique. Beaucoup de gens pensent que le « que faire ? », dans ces cas-là, consiste à participer directement aux mouvements insurrectionnels, bref, à se déplacer et prendre le chemin inverse des émigrants clandestins. Y aller, prendre le fusil et jouer à qui tirera en premier.

Une telle vision est pour le moins superficielle. On ne peut pas se faire parachuter du ciel dans un contexte inconnu, au risque d'être pris pour des ennemis et se faire pendre au lampadaire le plus proche. Il est nécessaire d'avoir noué préalablement des contacts organisationnels, même minimes, pas de grands groupes opérationnels, mais la connaissance même modeste de quelqu'un, et de quelqu'un qui soit capable de comprendre comment les choses se présentent réellement.

Une telle affirmation ne devrait pas surprendre, car après la chute du Mur de Berlin, la désintégration économique et politique de l'empire russe devait forcément produire, et produira encore, des situations similaires à celles de l'Albanie ou de la Bosnie – des Balkans à l'ensemble de la périphérie de la Russie, voire au sein de la Russie elle-même.

Seule la présence d'un point de repère sur le terrain peut justifier une participation directe qui ne se solde pas a priori par un terrible échec. Mais cette présence, disons active, donc armée et consciente d'elle-même comme présence révolutionnaire, peut à elle seule apporter un soutien significatif à la révolte dans sa transformation rapide en insurrection généralisée ?

La réponse n'est pas simple. Certaines choses peuvent être clairement dénoncées dès qu'elles se produisent, par exemple la constitution de gangs fermés et dirigés par des leaders issus des anciennes structures de pouvoir. La présence d'éléments de la police secrète ennemie, dont aucun serment d'allégeance ne peut être considéré comme valide. Les tentatives de réorganisation des partis politiques autoritaires, de droite et de gauche. Le contrôle et la répression à l'égard des formes autogérées d'organisation des services ou de la production.

Dans le même temps, la diffusion d'éclairages théoriques et pratiques, dans un but non seulement théorique ou directement politique (par exemple, une critique détaillée des structures autoritaires des partis communistes, ainsi que des formes non moins autoritaires des gouvernements démocratiques) mais également informatif, des structures qui se créent au sein même du mouvement insurrectionnel. Ce n'est que de cette manière qu'une liaison internationale et le développement



du – ou du moins la participation active au – mouvement insurrectionnel dans d'autres situations, différentes du point de vue géographique, mais présentant des caractéristiques similaires, deviennent possibles.

Je ne parle pas d'organisations spécifiques – syndicats ou conseils ouvriers – mais d'une présence active, d'une participation coordonnée qui puisse garder vivante la valeur théorique des barricades, en l'élargissant si possible, et non en attendant avec confiance, jusqu'à ce que son feu interne ne soit lentement éteint.

Après tout, le grand espoir de chacun d'entre nous n'est-il pas de ne pas être pris au dépourvu face au prochain soulèvement ? Et quel meilleur moyen, alors, que de contribuer à la croissance de ces révoltes dès maintenant, de manifester concrètement les signes prémonitoires de la colère et de haine envers toutes les formes d'exploitation et d'oppression ?

Alfredo M. Bonanno, Prison de Rebibbia, juillet 1997.

\*\*\*

## **Albanie, laboratoire de la subversion**

*« L'insurrection contre le pouvoir est le seul moment où le mot "peuple" n'est pas une mystification, car il indique la puissance des individus réunis » (Charles Meslet).*

*« L'atmosphère à Gjirokastër est folle. La révolte populaire se transforme en anarchie totale, il n'y a pas de police, pas d'État, plus de règles. La ville s'enthousiasme, s'épanouit, se prend au jeu de la rébellion » (Le Monde, 11/3/1997).*

L'Albanie est aujourd'hui un vaste laboratoire. D'un côté, comme les autres pays de l'ancien bloc de l'Est dans leur passage du capitalisme bureaucratique au capitalisme dit libéral, elle fait l'expérience de la résistance de l'économie mondiale et de la gestion démocratique du pouvoir. D'autre part, on y voit d'immenses possibilités insurrectionnelles s'ouvrir, à même de contrarier les projets de domination étatique et marchand. L'importance d'entamer une réflexion sur une situation qui pourrait devenir explosive n'échappera donc à aucun révolutionnaire. Connaître et faire connaître le plus rapidement possible la nature et la portée de l'insurrection armée en Albanie,

engager des discussions informelles qui servent à évaluer concrètement la possibilité d'une intervention, théorique et pratique, révolutionnaire – telle est la proposition que nous faisons aux libertaires et à tous les individus qui continuent à voir la rébellion contre l'État et le capital comme la seule voie qui puisse mener à une véritable libération.

Certains affirment depuis quelque temps déjà que les anciens pays du socialisme « réel » sont de véritables poudrières situées au cœur même de l'ordre mondial. L'exemple albanais ne fait donc pas exception. Mais ce qui se passe actuellement à notre porte rend peut-être cette analyse plus concrète.

Malheureusement, les tentatives de traiter sérieusement les problèmes de l'insurrection (lieux, formes d'organisation, contenu et langage subversifs, communication, sabotage de l'appareil du pouvoir, pillage, abolition de l'argent, destruction de la production capitaliste et rejet de sa gestion prétendument révolutionnaire, libre appropriation des biens, etc.) ne sont pas nombreuses. Enfermés dans nos belles proclamations et nos formalismes vides, nous risquons donc d'être pris au dépourvu par des situations sociales imprévisibles.

Pour ne pas rester des embaumeurs d'idéologies ou des cassandres de l'éternelle défaite des exploités, nous pensons qu'il est temps de recommencer à discuter d'insurrection et de révolution. Nous ne nions pas que les nouvelles des casernes détruites, des prisons prises d'assaut et des banques brûlées remplissent nos cœurs de joie et nos rêves de feu. Mais rêver vraiment, et de la façon la plus dangereuse, c'est rêver les yeux ouverts, prêts à sauter au cœur de l'occasion : sans illusions stratégiques aussi présomptueuses que ridicules, mais en jouant avec toutes nos armes.

Ce qui suit ne sont que de modestes notes pour une discussion à laquelle chacun pourra apporter ses propres idées et critiques. Néanmoins, il nous semble important de les faire circuler sans plus attendre. Une connaissance plus directe des faits nous permettra d'analyser plus en profondeur ce qui se passe dans les Balkans et donc de mieux orienter nos possibilités d'action.

### **D'un capitalisme à l'autre**

Après avoir longtemps connu les délices du capitalisme bureaucratique, les exploités des anciens pays dits communistes apprécient depuis quelque temps les innombrables opportunités offertes par le capitalisme dit libéral. L'affaire des pyramides financières albanaïses n'en est qu'un exemple. Sans que leurs

conditions misérables aient changé en quoi que ce soit, on a présenté aux opprimés d'Albanie la liberté individuelle comme une garantie, et ce qui était auparavant considéré comme le pire des maux – l'investissement privé – comme une promesse de bonheur. La nouvelle république permet tout ce que l'ancienne contrôlait directement. Le marché est devenu officiellement bon, tout comme il était officiellement inexistant auparavant. Convertie à la nouvelle religion, la population s'est précipitée pour amener son argent dans les coffres des banques qui promettaient de doubler rapidement la mise. Le capitalisme sans entraves permet à la publicité de faire ce que le capitalisme « normal » prétend empêcher : raconter des salades de plus en plus grosses. Les gens se retrouvent donc, comme en Chine, avec le pire des deux capitalismes : la police secrète et la spéculation brutale.

Apparemment, les pyramides financières ont fait faillite, mais même la presse est obligée d'admettre qu'elles subventionnaient le parti au pouvoir, en échange d'un soutien de la part de l'État. La réalité est que dans un pays sans autorité politique stable, personne ne veut faire d'investissements à long terme. Le cannibalisme économique devient alors le fonctionnement même du capital. Le mécanisme du racket est plus ou moins le suivant : trouver des « clients » singuliers, c'est-à-dire des exploités qui soient si désespérés qu'ils sont prêts à prendre les mensonges de la publicité au pied de la lettre ; lever le plus d'argent possible ; arroser les politiques ; déclarer la faillite... et au revoir ! Tout cela, que la presse asservie qualifie, avec euphémisme, de « finance informelle », est permis et encouragé par la bureaucratie comme moyen de continuer à défendre ses privilèges.

La démocratie parlementaire est la forme de capitalisme la plus adaptée, car le citoyen souverain est le meilleur consommateur. C'est l'une des principales raisons de l'effondrement du collectivisme bureaucratique. Mais les tendances du capital, contrairement à ce que prétendent les fables déterministes, ne sont pas déjà établies. La population retrouve un désir de liberté qui avait été étouffé par des décennies d'effroyable dictature. De plus, la vieille élite stalinienne, exposée à une transformation politique et économique qui menace de la balayer, n'est pas disposée à céder son pouvoir. La situation provoque ainsi des conflits sociaux dont les conclusions ne sont pas prévisibles. On peut ajouter à cela le passage du marché concurrentiel – et du rêve américain de

croissance infinie – au nouveau marché mondialisé. Les États-Unis, s'étant trop longtemps reposés sur l'économie de la soi-disant Guerre froide (rôle de gendarme international, dépenses militaires sans cesse croissantes, contrôle direct des États, etc.), ne sont plus prêts à lancer leurs expéditions coûteuses, et pas toujours convaincantes du point de vue spectaculaire, pour défendre la civilisation.

Enfin, il reste à voir comment une démocratie moderne pourrait fonctionner dans des pays comme la Russie ou la Chine – et comment tous les autres anciens États du bloc de l'Est, par exemple la Pologne, pourraient mener une politique autonome.

### **La mascarade de la démocratie**

La révolte en Albanie a dévoilé l'entourloupe de la démocratie : un président réélu sous la loi martiale, la censure de la presse et les coupures de radio, une police ouvertement dirigée par le comité central d'un parti. Les insurgés, armes à la main, ont obligé l'État à rendre publique sa véritable nature. Certes, les rebelles ne sont que des « terroristes rouges soutenus et financés par des services de renseignement étrangers » (selon les premières déclarations de Sali Berisha). Le soulèvement serait « une attaque contre la vie économique et les libertés individuelles » ? Or, il est clair que c'est l'économie elle-même qui représente une attaque continue contre la vie. Quant aux libertés individuelles, elles ne se sont jamais manifestées aussi clairement que dans l'incendie des tribunaux, des commissariats, des grands magasins, des banques, des mairies, des préfectures et des douanes ; dans l'attaque des casernes, le pillage des armes et – superbe geste de joie collective – la libération des prisonniers. C'est ce qu'on a vu à Sarandë, Himarë, Vlora, Delvinë, Levan, Gjirokastër et d'autres villes du sud de l'Albanie. L'entourloupe se poursuit lorsque les autres États, en particulier l'Italie et la Grèce, appellent à un dialogue avec l'opposition (terme maladroit et faux pour désigner une révolte armée), à de nouvelles élections (celles de mai 96 ayant été trop manifestement truquées) et à la formation d'un nouveau gouvernement, « d'unité nationale, de réconciliation ou de technocrates, peu importe », comme l'a déclaré le ministre grec des Affaires européennes. En outre, comme l'a remarqué un diplomate français, si d'un côté il y a un chef d'État qui joue au dictateur, on ne sait pas qui est l'autre côté ni ce qu'il veut. « Qui est représentatif, et de qui ? » se demande-t-on, effrayé. La répression est-elle le seul moyen pour Sali Berisha de conserver

le pouvoir ? La presse, quant à elle, oscille entre des hypothèses fantaisistes – « anarchie sanglante à la somalienne » ou répression sauvage, voire réveil de l'esprit de revanche des autres communautés albanaises « tentées de s'ingérer » – et une sorte de « répression élogieuse » de l'insurrection (« là-bas » ce n'est pas comme ici, « là-bas » il faut prendre les armes pour obtenir des élections libres !). Puisqu'aucun changement politique ne peut modifier les conditions misérables des pauvres, une guerre civile pourrait, comme dans l'ex-Yougoslavie, prolonger leur soumission et garantir des affaires lucratives pour les marchands d'armes. Mais aucune revendication nationaliste ne semble se profiler à l'horizon. Et les rebelles restent armés.

### **L'intelligence de la révolte**

Qu'une insurrection éclate en réponse à une escroquerie financière soutenue par un gouvernement d'imbéciles ne surprendra que ceux qui n'ont pas remarqué l'incroyable banalité des causes de l'irruption des révoltes dans l'histoire. Le décalage entre les actions menées par les exploités et les affirmations qui prétendent les justifier n'est pas plus surprenant. Les révolutionnaires qui exigent des programmes clairs et des conceptions sociales bien établies comme Causes pour lesquelles se battre se montrent au moins aussi naïfs que les journalistes qu'ils prétendent critiquer.

Pourquoi donc un mouvement qui a largement dépassé – dans la rue, pas dans la théorie – la légalité démocratique devrait-il demander que cette légalité soit restaurée ? (Les revendications des porte-paroles présumés des insurgés sont : la formation d'un gouvernement technique, de nouvelles élections parlementaires, la démission du directeur de la radio et de la télévision d'État, l'absence de poursuites pénales contre les soldats qui ont rejoint les rebelles, l'amnistie pour tous les insurgés et la levée de l'état d'urgence ; la population, quant à elle, exige le départ de Sali Berisha et l'impossible remboursement des sommes versées). La raison est à chercher dans le jeu des rapports sociaux, celui qui pousse les gens à toujours réclamer la prison pour les politiciens corrompus ou les « criminels » et, le jour de l'insurrection, à libérer tous les prisonniers sans vérifier leur casier judiciaire ; à confier l'argent de leurs espoirs économiques à des banques avant ensuite de les incendier. Lorsque les hommes s'approprient leur vie en prenant leur destin en main, *ils deviennent plus intelligents*.

Dès lors, tout peut arriver. C'est dans cet écart de la conscience,

et pas ailleurs, que réside la nécessité de l'insurrection, la force de la rupture qui, en amenant les exploités à se parler et à s'organiser directement, permet de donner de nouvelles réponses au moment même où de nouvelles questions sont posées. Parler d'autogestion ou d'auto-organisation en dehors de la rupture subversive n'est qu'un formalisme inutile, voire pire, un renforcement de l'ordre établi. La *normalité* du travail, de la consommation, de la famille ou de la télévision se nourrit de tout, même de la démocratie directe, de l'écologie ou du commerce « alternatif ». Elle *dévore* toute critique.

Nous ne disons pas que le contenu d'un mouvement n'a pas d'importance. Au contraire, nous disons que ce contenu ne peut se radicaliser que s'il a *l'espace* et le *temps* pour le faire, l'espace de la révolte généralisée et le temps soustrait à la hiérarchie, à la coercition et à l'ennui.

### **Par où la sortie ?**

Ce qui se passe en Albanie montre, à tous ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, beaucoup de choses qui semblaient oubliées. Contre les apologistes du capital, les chantres des « sociétés complexes », les zéloteurs de la toute-puissance du contrôle technologique et les progressistes inversés de l'inéluctabilité de la barbarie, les barricades albanaises sont là pour montrer que s'opposer à un État, les armes à la main, est possible. Les désertions et les mutineries de soldats montrent que même la machine répressive la plus brutale a besoin d'*hommes* pour fonctionner. Les symboles et les personnes attaquées sont là pour nous dire que, quelle que soit l'épaisseur de la couche idéologique, l'oppression reste *visible*.

Il est difficile de prévoir comment la situation va évoluer. Au besoin d'unification de la lutte (dans les premiers jours des affrontements, par exemple, des armes pillées ont été installées à l'entrée de l'université pour défendre les étudiants en grève de la faim réclamant une réforme de l'enseignement ; ces mêmes étudiants ont ensuite pris d'assaut le poste de police du campus universitaire) semble correspondre le retour du racket politique stalinien prétendant *représenter l'opposition*. La presse parle d'assemblées populaires remplaçant les mairies et même de « conseils d'insurgés ». Nous ignorons comment tout cela fonctionne, c'est-à-dire dans quelle mesure on est en train de *changer la vie*. Ces conseils pourraient être une tentative d'organisation autonome des exploités, ou le déguisement démocratique de l'idéologie léniniste. Jusqu'à présent, l'élément

le plus important a été le refus de rendre les armes, malgré les tentatives des nouveaux dirigeants de faire accepter les garanties offertes par les gouvernants. Ce refus, en plus de rendre *effectives* les libertés que les lois (tout comme les pyramides financières) n'ont fait que promettre, pourrait donner aux insurgés le *temps* de dépasser leurs propres revendications – bien plus *stupides* que les actions déjà accomplies, et absolument inutiles face aux conditions d'exploitation qu'aucun capitalisme à visage humain ne peut améliorer. Ce qui fait la différence, c'est clairement l'aspect social (la façon dont l'État est non seulement perçu comme ennemi, mais aussi et surtout rendu *inutile*; la façon dont les rapports entre les individus échappent à l'économie), et non l'aspect militaire. La rébellion armée généralisée, la large participation des femmes et des enfants, le dialogue dans la rue et la libre décision de se soulever reconnue dans chaque ville sont, à cet égard, des éléments tout à fait significatifs. Aucun parti ne contrôle la situation, et le gens sont bien armés.

Alors, que va-t-il se passer ? Nous ne sommes pas des prophètes. Nous pourrions dire, pour justifier notre immobilisme, que tout se terminera par un changement de classe dirigeante. Mais nous n'avons aucun attentisme à justifier.

On constate que la *zone géographique* de l'affrontement est particulièrement explosive. En Bulgarie, peu de temps s'est écoulé depuis les mouvements de protestation qui ont conduit à la prise d'assaut du parlement (là aussi, pour exiger de nouvelles élections).

Nombreux sont les Grecs en Albanie (concentrés dans la même zone contrôlée par les insurgés) et les Albanais illégaux en Grèce (constamment menacés d'expulsion et donc soumis à une exploitation féroce). Le même constat s'applique au Kosovo et à la Macédoine, sans parler des tensions historiques entre la Grèce, la Bulgarie et la Turquie. Si les insurgés albanais posaient une seule question sociale qui dépasse la sphère nationale, leur mouvement pourrait traverser les frontières. En bref, la région est une poudrière qui, quelle que soit l'issue de la révolte, conserve son pouvoir détonant. Ce n'est pas un hasard si les gouvernements de l'Italie et de la Grèce sont sur le qui-vive : une augmentation de l'émigration albanaise pourrait rendre la situation intérieure de ces pays problématique (l'armée italienne protège depuis longtemps sa côte sud contre cette *marchandise indésirable* provenant de l'Albanie). Tous les patrons veulent donc éviter une répression sanglante. Mais si le mouvement devenait une menace révolutionnaire, ce serait leur dernière carte à jouer.

### **Si regarder ne vous suffit pas**

Comme nous l'avons dit au début, la situation albanaise pourrait être le déclencheur d'une réflexion concrète sur une révolution antiautoritaire et anticapitaliste. En cela, elle démontre déjà la *valeur théorique des barricades*. Elle pourrait nous amener à abandonner les vieilleries idéologiques et nous aider à comprendre quelles sont les questions à traiter (par exemple : l'éclatement des grandes unités de production où le capital concentrait les exploités ; l'explosion des révoltes *immédiatement* sociales ; la fin des anciens affrontements de classe et des formes d'organisation qui en découlaient – syndicats et conseils ouvriers ; les problèmes de l'*unité* dans la révolte, la destruction de la technologie, etc.)

Il faut peut-être en faire plus. Certainement pas dans une optique politique de soutien, ni dans l'illusion pédagogique des recettes d'anarchie pour les Balkans. Au contraire, on pourrait chercher les éléments *communs* (exprimés de manière embryonnaire par des attaques directes, des pillages et des violences contre l'ordre établi) d'une révolte possible. Voir *en quoi* la situation albanaise nous concerne et quelles sont nos possibilités d'élargir son périmètre, au sens à la fois social et géographique. Le problème de savoir comment s'engager en radicalisant le contenu d'un mouvement en cours est un problème théorique, mais surtout un problème pratique. Le problème est international et les cibles ne manquent pas.

La réalité est en ébullition. Le seul réalisme que nous continuons à préconiser est celui qui consiste à faire vite.

Paris, le 11 mars 1997

*Quelques anarchistes*  
(Traduit de l'italien par Robert Ferro)



*Ce texte écrit en 1999 fut publié en 2004 dans le recueil Nouvelles de l'assemblée du genre humain publié par la maison d'édition « post-situationniste » Belles émotions, dont nous reproduisons à la fin du texte la présentation qu'elle donnait de ses activités.*

## **Albanie 1997**

### **A – Le pays le plus riche d'Europe**

Entre 1990 et 1992, les Albanais avaient acquis le titre enviable de « Terreurs de l'Europe ». Dessoudant le plus étroit des États staliniens (même devant la Corée du Nord), poussés par les seuls goûts de la liberté et du plaisir, ils avaient entrepris de voyager jusqu'aux limites extraordinairement étroites de la société occidentale, qui parle de plaisir avec ennui, et qui se dit libre parce que policée. On a alors vu l'État italien s'ériger en garde-fou d'une misère antialbanaise, mouiller jusqu'au fond de sa Botte, mentir et s'en vanter, s'humilier en humiliant. Avec autant de ruse que de violence, les turbulents albanais furent renvoyés dans leurs frontières d'État, où ils se reposèrent sans méditer la suite, mais non sans roter, rire, parler haut.

Depuis, la guerre de Bosnie a servi à miner la route du nord, à l'est Kosovo et Macédoine étaient fermés par le début du match entre l'irrédentisme albanais et sa réaction, l'État grec tenait la frontière qui coupe l'Épire au sud, et l'Italie patrouillait à l'ouest, dans le canal d'Otrante. Ces deux États occidentaux ont soutenu activement la restauration d'un semblant d'État en Albanie, restauration qui s'est surtout matérialisée par quelques stages accélérés de corruption active et passive et par la réactivation d'une police secrète, le Shik, qui ne différait fondamentalement de la police secrète stalinienne que par le nom. Ces deux États, qui font profession de démocratie – on ne sait plus trop ce qu'ils entendent par là –, furent ainsi les premiers garants de l'arrivée au pouvoir d'un « démocrate » contre les ex-staliniens, le cardiologue Sali Berisha, sans mettre en avant que ce salaud bourrichon avait été lui-même stalinien tant que sa carrière l'avait exigé, et que les chefs de l'ex-parti stalinien n'étaient pas

moins « démocrates » que le bourrichon, puisque leur carrière l'exigeait maintenant. Mais, à l'aide de l'Occident et du Shik – le premier armait le second –, le régime politique de l'Albanie ressemblait à une vraie petite dictature personnelle.

Tout porte cependant à penser que ces petits abus qui devenaient grands ne touchaient pas encore ces Albanais qui étaient devenus des albanais, c'est-à-dire des fêtards repus au franc-parler, qui continuaient leur sieste derrière les barreaux du zoo dont Berisha était le directeur despotique, quoique privé de la distribution des vivres et des plaisirs, donc plutôt despotique avec son personnel qu'avec son fonds de commerce. Il est d'ailleurs improbable que ces albanais n'aient fait que la sieste pendant quatre ans, non qu'ils ne soient pas paresseux à un point agaçant, mais ils sont au moins autant turbulents. L'information occidentale, cependant, qui est la maîtresse absolue et non démocratique de l'information dans le monde, n'apprécie pas qu'on rie de ses valeurs, et en punit les coupables soit par la calomnie, soit comme en Albanie par l'isolement et le silence. Ne pas travailler, forcer l'Europe à les nourrir, découvrir du possible non sans colère, c'est avec cette attitude bien peu conciliante pour l'éthique étriquée de nos informateurs aux culs serrés que les albanais étaient retournés dans le cagibi administré par Salaud Bourrichon. Quoique bien peu offensifs, ils avaient été les seuls ennemis européens de l'ennui dans le monde marchand depuis... depuis je ne me souviens plus quand. Ces gueux auxquels la liberté de circuler est résolument interdite ont bien tenté quelques évasions, non plus spectaculaires et par milliers, mais anonymes et par petites poignées. Mais bon, parmi les trois cent mille émigrés (un dixième de la population), un grand nombre est revenu de lui-même, dégoûté par la fadeur du vaste monde, par la lâcheté laborieuse des pauvres qui le peuplent, en particulier en Europe, et par les chicanes et humiliations qu'infligent les gestionnaires, depuis les administrations des douanes jusqu'aux employeurs au noir, qu'on appelle des négriers. Quant aux autres, nous imaginons bien qu'ils n'ont pas tué le temps qu'en racontant leurs exploits de 1991. Leur grasse digestion indolente a sans doute été interrompue par ces accès de fureur et de fou rire qu'ailleurs on appellerait des émeutes, mais qui offensent tellement la vertu de notre information dominante qu'elle préfère leur tourner le dos quand elle ne peut pas activement contribuer à leur tordre le cou. Le seul événement de ce genre qu'elle a laissé filtrer parce que les gueux peuvent y paraître pauvres est la prise d'assaut de

l'ambassade des États-Unis le 25 mars 1995. Une rumeur avait permis à cinq cents furieux de supposer que l'on y cherchait des travailleurs immigrés. Mais même les États-Unis savent que les albanais sont aux antipodes des travailleurs qu'ils importent pour faire baisser les salaires. Il y eut donc un mort ce jour-là, et plusieurs blessés le lendemain, lorsque la foule des assaillants, dont les objectifs avaient sans doute changé, doubla.

Depuis 1978, deux grandes vagues de révolte dans le monde ont secoué nos puces. Elles ont été si brèves et si dures que nous n'avons pas encore compris leur tourbillon fertile. On se rend à peine compte d'un tremblement sous nos pieds, et déjà on se retrouve dans l'intervalle, interminable, mou, sec et sans goût. Peu d'oasis jalonnent cette étendue maussade qui s'est épaissie depuis 1993. Et elles fleurissent dans des coins de la planète et de la société où leur vitalité est empêchée d'extension, par leur propre minuscule ou par leur distance aux capitales du monde. Ainsi l'insurrection au Bahreïn a-t-elle eu lieu dans une presque île close, qui ne compte même pas un demi-million d'habitants ; ainsi l'insurrection en Indonésie est-elle aussi prisonnière d'avoir lieu dans un archipel, presque aux antipodes des centres d'observation de la planète ; enfin l'insurrection de 1997 en Albanie a-t-elle pour scène « le pays le plus pauvre d'Europe », aride et laid, en bordure de l'incompréhensible morcellement territorial des Balkans, sans passé, ni présent, ni futur. Et il nous faudra un jour comprendre si ces révoltes isolées contribuent davantage à la résignation des pauvres ou bien à poser ces célèbres germes invisibles qu'on ne découvre jamais que lorsqu'ils deviennent des fleurs, quelques années plus tard. Si ces révoltes isolées nous apportent peut-être davantage que nous ne l'avouerons jamais, leur isolement joue contre elles, aussi bien dans l'information qui les moule que dans les perspectives dont elles sont trop vite le sommet. En attendant, il faut reconnaître que l'inhospitalière Albanie a été pendant quelques mois le seul territoire ensoleillé de notre monde, précisément à mi-chemin entre Al-Manama et Jakarta.

Un des passe-temps albanais de 1993 à 1996 s'est révélé dans les derniers mois de cette année-là. En français, on appelle ce tour de passe-passe une martingale : vous créez une entreprise capitaliste ; vous recueillez des fonds de particuliers, que vous promettez de rémunérer à 30 % par mois ; et vous pouvez tenir votre engagement autant de mois que l'apport de fonds couvre ce que vous versez, plus la part de profit que vous, vos protecteurs fiscaux et tous ceux qui pourraient expliquer ce

mécanisme touchent au passage ; ensuite, filez vite. Voici comment 'Herald Tribune', fin janvier 1997, décrit le système : « In each case, companies bombarded people with promotions that guaranteed phenomenal returns on their investments – 30 percent a month, in the case of one Albanian scheme. The schemes have typically had a carnival quality : they were not predicated on investing in a new company or real estate, but rather on the magical allure of making money from nothing. » Voilà un journashit qui sait évidemment aussi bien que nous tous à quoi sert l'argent qu'il a lui-même déposé à sa banque, parce que sa banque ne fait pas dans le carnaval, pour peu qu'elle ne soit pas le Crédit Lyonnais, et que la transparence de ses investissements est ouverte à ce journasaittout, comme à nous tous. « By Western standards, the schemes are breathtakingly transparent. Pyramid or Ponzi schemes have been a part of the history of the United States and other developed capitalist countries. Most of them outlawed these operations a long time ago, but they continued to crop up in new variations. Strictly defined, a pyramid scheme is an enterprise that rewards initial investors or customers with the money paid in by later customers. » « The guarantees of huge profits in Albania were impossible. The promoters offered no explanations for how profits would be made. The advertisements, dwelling on images of fast cars or exotic beach vacations, would raise an immediate red flag in the United States or Western Europe. » L'impudente condescendance pour la bêtise des Albanais dans cet article intitulé « Duping the Desperate » n'est qu'une espèce de pose prétentieuse a posteriori, car il a été rédigé après les émeutes de janvier (ce qu'indique d'ailleurs le terme « Desperate » : s'il y a eu des désespérés parmi les dupés albanais, ce n'est pas, comme dans le titre de l'article, des pauvres du désespoir duquel on aurait profité, mais des pauvres qui paraissent désespérés parce qu'ils se mettent en colère une fois qu'ils s'aperçoivent qu'ils sont dupés). En effet, quelques semaines avant l'émeute, au moment seulement où FMI et Banque mondiale « se sont émus des conditions de rémunérations offertes sur les dépôts détenus par les ménages albanais », alors qu'en conséquence le président Berisha, le 7 octobre 1996, tenait un discours de mise en garde à ses administrés qui ont hué ce rabat-joie sur-le-champ, le journal 'le Monde', plus sérieux tu craquelles, publiait le 19 octobre sous la plume avisée d'Hubert Balaguy, « économiste de banque », une tonalité fort différente : « Reste une énigme. Quelle activité économique rend-elle l'opération de collecte

de dépôts profitable pour les sociétés commerciales ? En d'autres termes, quels investissements proposent-ils des taux de rentabilité supérieurs aux taux de rémunération offerts sur les dépôts ? Une première réponse consiste à nier la rentabilité immédiate d'une telle opération de collecte, en privilégiant la thèse de la fuite en avant. C'est la "martingale", ce que le FMI et la Banque mondiale appellent le "pyramidal scheme". Dans une telle hypothèse, les dépôts nouveaux permettent de rembourser les dépôts arrivés à échéance, après perception d'une marge par le collecteur. » On voit que ce qui, cent jours plus tard, avec 'Herald Tribune' était devenu une étape vraiment basique de « l'apprentissage du capitalisme » était alors encore une énigme. En effet, « Une seconde réponse consiste à prendre acte du caractère apparemment profitable de l'opération de collecte. Cela revient à supposer qu'il existe, en Albanie, des opportunités d'investissement de nature à engendrer un rendement annuel supérieur, dans les cas extrêmes, à 1 350 % (si l'on retient le taux actuariel cité plus haut). De telles opportunités existent incontestablement en Albanie, pays économiquement arriéré, sorti au début des années 90 d'un isolement quasi total d'environ un demi-siècle, et ayant connu, de 1989 à 1992, une récession forte et continue (des baisses du PIB de 10 % en 1990, 28 % en 1991, 10 % en 1992). Tout reste à construire ou à reconstruire, dans un pays qui ne possède quasiment pas d'infrastructures. Les ménages étaient, il y a peu encore, dénués des équipements les plus élémentaires d'une société de consommation. Leur revenu est alimenté, en partie, par les transferts des expatriés résidants en Italie, en Grèce ou dans d'autres pays – environ trois cent mille Albanais ont quitté le pays entre 1990 et 1994 – et, indirectement, par l'aide multilatérale. Les commerces en tout genre ont donc pu se développer à une vitesse vertigineuse au cours des quatre dernières années, sur fond de frénésie de consommation de la part des ménages relativement solvables, de spéculation immobilière, voire de trafics avec les pays belligérants au cours de la guerre en ex-Yougoslavie – trafic d'essence, entre autres ». Voici un économiste de banque, pas même nécessairement le Crédit Lyonnais, qui croit, au même titre que les Albanais dupés, et veut nous faire croire, au même titre que les arnaqueurs albanais, que les pyramides sont viables et fondées ; et c'est parce qu'il est parfaitement conscient de la ressemblance avec la martingale qu'il est d'autant plus crédible.

Huit ans plus tôt, en France en 1988, je me suis trouvé sollicité pour participer à ce type d'arnaque, appelée alors « l'avion » :

chaque « passager », recruté par un « membre d'équipage » versait 200 francs au « pilote », après quoi il devenait membre d'équipage, recrutait six passagers, puis devenait le pilote des passagers de ses passagers et empochait, en principe, trente-six fois sa mise ; et, au même moment, des « avions » identiques planaient chez les cadres de la culture (journalistes, cinéma, publicité), mais avec des mises quinze fois plus élevées. J'avais tenté de comprendre alors le système, et j'avais pris un certain temps pour formuler qu'il était construit sur une croissance exponentielle dont la courbe allait évidemment s'inverser tôt ou tard, laissant les derniers payeurs dupes de tous les encaisseurs. Aucun « red flag » ne fut brandi, et l'illégalité incontestable de ces « avions » ne fut jamais même évoquée lors des fiévreuses réunions style Tupperware rénové où le système ne s'expliquait qu'à travers ses bénéfices et sa convivialité. Je fus stupéfait de voir ces petits employés comme moi ne jamais essayer de connaître la logique de l'ensemble du système et croire qu'ils allaient réaliser d'importants profits sur quelque mystérieuse faille du système financier, probablement liée à l'énergique solidarité entre quelques bons amis décidés, dont eux. Mais le plus étonnant était que ma courte et simple démonstration du fonctionnement de la pyramide fut mal accueillie, non pas parce qu'elle mettait en fâcheuse posture ceux qui nous recrutaient, mais parce qu'elle rompait l'ensemble du charme, qui était dans la fièvre des fantasmes de profits incroyables, et de la complicité soudaine et passagère de particuliers qui avaient alors l'impression de s'entraider avec une générosité payée en retour. Et, apprentissage de l'économie capitaliste ou pas, comme en Albanie et pratiquement au même moment, les pauvres de France payaient alors pour un moment qu'ils passaient ensemble à s'enivrer de fortune hypothétique, et il reste discutable que ce soit là leur argent le plus mal placé.

D'ailleurs, à chaque fois que le capitalisme génère un filon de gros profits, les rationalistes ne manquent pas d'en faire le procès. Parfois ils ont tort, l'irrationnel devient le rationnel, la spéculation boursière en offre d'innombrables exemples, parfois ils gardent raison, après la faillite, et se vantent hautement de leur lucidité, dont ils soulignent eux-mêmes alors la trivialité, comme 'Herald Tribune'. Mais je pense qu'on commet la même erreur que moi en démontant « l'avion » si on ne tient pas compte que le vrai bénéfice de ce type de frénésie n'est que figuré par le profit en argent, parce qu'il est dans le plaisir électrique, plein de fétichisme, de magie, de communication ; d'ailleurs, c'est

évidemment parce que j'ai pris un plaisir proche du vertige à démonter le vertige, par goût du négatif, que j'ai exposé le mécanisme du système, bien davantage que pour éviter aux autres petits employés sollicités la perte d'une petite somme, et l'humiliation d'une désillusion. Les pyramides albanaises, qui ont donc servi de prétexte à l'insurrection, ne sont qu'une forme d'expression de cette turbulence gueuse qui distinguait les albanais, et comme l'a montré leur haine de Berisha dès son discours du 7 octobre, c'est d'avoir arrêté le jeu qui lui a été reproché ; et en se soulevant, les albanais n'ont que transposé le même goût intense de la vie et de la communication, d'un jeu achevé, la martingale, à un jeu ouvert, l'insurrection. L'ensemble de la société capitaliste est d'ailleurs elle-même construite sur une somme de spéculations, d'irrationalités, et quiconque se dit économiste, quiconque croit en ce système, devrait être pour les mêmes raisons traité avec la même condescendance que les Albanais par 'Herald Tribune'. La société capitaliste en entier est elle-même une martingale, une pyramide, un Ponzi scheme. Je pense que sa critique n'est pas possible si l'on n'y tient pas en compte le plaisir de participer dans la frénésie de cette arnaque, en tout cas si l'on résigne au moment de la faillite, comme les petits employés et cadres français en 1988, au lieu de transposer cette frénésie dans un autre jeu, comme les albanais de 1997. Il est vrai que ces albanais ont l'avantage sur les défenseurs de la société capitaliste d'être capables de changer assez facilement de jeu favori, parce qu'ils n'ont pas cette crispation aigre et intransigeante sur la moindre sottise qui leur fait plaisir, comme les raisonnables gestionnaires de notre planète, ou leurs employés, moins raisonnables, mais plus soumis.

### **B – De la guerre des slogans à la guerre des pierres**

C'est le 15 janvier 1997, lorsque s'effondre la société financière de Souda (qui n'est alors portraituré que comme une grosse Gitane semi-illettrée qui lit l'avenir dans une boule de cristal – comme si ce n'était pas le descriptif précis de nombreux chefs d'entreprise respectables de notre société, et comme si une apparence aussi suspecte aurait forcément mis la puce à l'oreille de tout épargnant non désespéré, ou qui bénéficie de deux siècles d'apprentissage capitaliste), qu'a lieu, à Tirana, la première émeute de dupes aux cris de « Sali Berisha, vous êtes un voleur ! À bas la dictature ! ». La vieille salope qu'est Ismaël Kadavré dira des albanais – auxquels il est aussi étranger qu'un Bourdieu aux gueux de banlieue ou qu'un Mike Davis aux gangs

de Los Angeles – que c’est « un peuple fatigué, qui mérite de vivre et non de continuer à mourir » et que la seule chose qui intéresse ce peuple « est que l’Albanie soit gouvernée de façon sérieuse ». On appelle « syndrome de De Gaulle » l’affectation d’un homme public qui prétend parler au nom de l’unité commune identitaire quand il ne parle en fait que de lui-même. C’est bien entendu Kadavré, qui continue de mourir, qui pense qu’il mérite de vivre (probablement par les niaiseries qu’il a écrites), et qui ne s’intéresse qu’à un gouvernement sérieux. Rien d’étonnant : cet exilé de luxe, pour qui les frontières se sont toujours ouvertes tant il ne les menaçait en rien, ressemble davantage aux floués de « l’avion » en France, qui ne se sont pas révoltés lors du crash, qu’aux albanais qui n’ont pas encore fait cet « apprentissage » de l’économie de marché et de la démocratie par-dessus le marché, qui n’est que l’apprentissage de la résignation. Et on sent se hérissier toute la connerie du vieillard médiatisé lorsqu’il témoigne, et il témoigne beaucoup et souvent : « Je l’avais senti à cause de la radicalisation de la pensée, une violence verbale, un langage inacceptable dans la presse. Auparavant, l’offense verbale dans le code coutumier était passible de peine de mort ; après, tout le monde a commencé à parler contre tout le monde. J’ai pensé que cette violence privée allait prendre des proportions colossales. » Quel tarin !

Pendant, l’émeute du 15 janvier est restée presque ignorée des médias occidentaux, qui ne s’attendaient pas, eux, à ce que la violence privée prenne des proportions publiques ; et celle du 16 à Vlora, où deux mille manifestants attaquent la mairie, n’est pas davantage évoquée. La première manifestation qui intéresse l’information occidentale est celle du 19 janvier à Tirana parce que l’opposition politique, le Parti socialiste, y tente de raccrocher son wagon à la queue du mouvement, c’est-à-dire à la tête du cortège. Dans une manifestation qui peut devenir émeute, c’est souvent comme au rugby : les défenseurs sont devant, les attaquants partent de derrière et débordent sur les ailes. Mais ce jour-là n’est pas une émeute, parce qu’on ne peut pas appeler ainsi l’attaque par la police d’une manifestation passive, affaiblie par la présence ostentatoire de politiciens, même si elle était interdite.

En Albanie, depuis 1992, deux partis se partagent le discours politique : le PDA de Berisha, qui fait profession d’anticommunisme primaire et viscéral, et l’ex-Parti communiste, le PSA, qui tente de montrer combien il est maintenant libéral et occidental. De ces deux fractions



occidentalisées de l'ancien régime stalinien, le PD est le plus incisif, puisqu'il commence à éliminer le PS (dont le chef, Fatos Nano, est en prison pour une accusation de corruption plus que douteuse), et bénéficie du Shik et du soutien italo-grec, c'est-à-dire mondial. Le PS, en challenger, a donc pensé profiter de la colère, lors de l'effondrement de la pyramide Souda, pour en accuser le PD, qui aurait largement soutenu (au sens souteneur) les arnaqueurs. Ramener la dispute albanaise dans le verre d'eau de la politique institutionnelle n'a pas tant servi aux politiciens albanais qu'aux informateurs occidentaux, qui ont abrité leurs rapports derrière cette diversion classique, et c'est la seule caractéristique plate et vieillotte qui a paru dans le mouvement subséquent.

Le 23 janvier, une semaine après ce second jour d'émeute à Vlora, le gouvernement, prenant note de la faillite de deux des principales « sociétés d'investissement » comme on les appelle, Xhaferri et Populli, interdit toutes les sociétés pratiquant les systèmes de pyramides. Mais c'est trop tard : le 24 janvier, deux mille manifestants mettent le feu à la mairie de Lushnjë, 12 policiers sont blessés, et le ministre des Affaires étrangères, Tritan Shehu, président du PDA de Berisha, est pris en otage et copieusement baffé. Le lendemain, 25 janvier, des émeutes ont lieu dans neuf villes, dont Tirana, Vlora, Lushnjë, Patos. Partout on attaque les bâtiments publics, parce que partout les responsables publics sont tenus pour les délégués, non de la rue, mais des fraudeurs. Et le 26, à Tirana, la police menacée (84 policiers blessés) est contrainte de tirer en l'air pour disperser vingt mille manifestants, de nouveau conduits par l'opposition, qui ne cherche déjà qu'à les éconduire. Le gouvernement s'engage à rembourser les spoliés et renforce les pouvoirs du président, qui s'avère une petite gouape bornée dont la phobie de l'opposition a relégué hors de portée la lucidité analytique. Le 28, il fait manifester cinq mille à dix mille de ses partisans dans la capitale, et dès le lendemain commence une razzia policière parmi les militants de l'opposition, dont deux cent sympathisants sont sauvagement tabassés par la police. Le PSA affaibli n'en continue pas moins de se comporter comme le fusible de l'État : le 30 janvier, il fonde un « Forum pour la démocratie », qui est l'alliance de cet ex-parti stalinien relifté avec six autres petits partis d'opposition, qui seront ainsi maintenus dans l'insignifiance, mais maintenus.

Les derniers jours de janvier et les premiers de février sont plus calmes, et c'est à ce moment- là que l'information

occidentale fait ses « non-mais-j'te-jure », ses hochements de tête « c'était- quand-même-prévisible » et ses yeux au plafond « quand-même-qu'est-ce-qui-sont-naïfs-je- rêve ». Les commentaires tournent autour de « folie collective », « l'Albanie liquide sa folie capitaliste », « cinq années d'hystérie collective bâtie autour d'un mensonge », comme si le capitalisme n'était pas une folie collective, comme si la folie capitaliste ne continuait pas après la liquidation des pyramides, et comme si l'hystérie et le mensonge n'étaient réservés qu'aux pyramides albanaises, et non pas à toutes les Bourses sur toutes les « places financières ». Grossièrement, l'information dit : l'abus était tellement gros qu'il faut être un peu con, enfin il y a eu des émeutes, bonnes douches froides, mais maintenant c'est terminé, retour au travail, et la note va être salée. Et 'le Monde', toujours aussi Balaguy, c'est-à-dire impeccablement à côté de la plaque, titre une interview avec Salaud Bourrichon : « Il n'y aura ni instabilité économique ni instabilité politique. » Puisque je vous le dis !

Le 5 février est à la fois le jour où le gouvernement commence, non sans démagogie, à rembourser « les plus démunis » des lésés et où l'on peut lire, dans les mêmes journaux, combien les albanais ont adopté le mode de vie rêvé des situationnistes : « Nous sommes devenus un peuple qui ne travaille jamais et vit dans les cafés. » Mais c'est aussi le jour où la société Gjallica fait faillite à son tour, et comme c'est la plus grosse des pyramides, et comme elle est connue pour être sucée par le PD, les gueux de Vlora sortent des cafés et attaquent la police, bien surprise de se voir tirer dessus à balles réelles après les insultes et les pierres. On ne connaît malheureusement pas le détail de ce qui s'est passé à Vlora ce jour-là et on n'en sait guère davantage sur les émeutes des 6 et 7 février 1997. Mais le 8, c'est à nouveau l'affrontement et, à Tirana, la police antiémeute bastonne la foule éconduite et conduite par l'opposition. Le 9 février, maintenant que les émeutiers de Vlora sont passés de deux mille à dix mille, ils attaquent les commissariats : il y a un premier mort (la cause du décès sera « crise cardiaque », ce qui est évidemment du meilleur humour noir pour une manifestation contre un chef d'État qui est justement cardiologue de profession !).

Au bout de cinq jours d'émeute consécutifs, généralement, l'État prend la mesure d'une telle agitation. A Vlora, ce sont les émeutiers qui ont pris la mesure de l'État. Le 10 février, sixième jour d'émeute, les affrontements commencent à coups de pierres dès la matinée. Cinquante policiers capturés sont obligés de se

déshabiller, leurs casques et boucliers brûlés, humiliez ceux qui vous humilient. Les manifestants dressent des barrages tout autour de la ville. Tous les immeubles où des forces de l'ordre sont retranchées sont assiégés. L'État a perdu Vlora. L'émeute est devenue une insurrection. À la fin de la joyeuse journée du 10 février, qui a fait 3 morts et 136 blessés, « La ville est contrôlée par les émeutiers », ce qui veut dire qu'elle n'est plus contrôlée par quiconque. Le gouvernement consterné reste sur son anticommunisme basique en accusant on ne sait quelle « extrême gauche », pendant que l'opposition plus lèche-botte que jamais du démocratism à l'occidentale réclame la formation d'un gouvernement de « techniciens » d'on ne sait quoi.

Les 11 et 12 février, les émeutiers de Vlora vérifient la libération de leur ville : ils sont trente mille aux funérailles du premier manifestant tué l'avant-veille, dont plusieurs milliers ayant fait en cortège les quarante kilomètres depuis la ville de Fier. Le siège du Parti démocratique est détruit. Et les coupables ne sont pas les membres du Parti socialiste, comme le reconnaît l'information occidentale, qui pourtant partage l'anticommunisme primaire de Berisha : « Il semblerait au contraire que le Parti socialiste et ses alliés, réunis au sein d'un forum pour la démocratie, aient des difficultés à canaliser le mécontentement du peuple albanais à leur profit. » Toutes les nouvelles vont maintenant dans le sens d'inquiéter profondément la middle class, dont cette information est elle-même l'épicentre social et idéologique : « (...) une ville livrée à elle-même et soumise au saccage de groupes de jeunes gens tandis que les policiers se débarrassaient précipitamment de leurs uniformes. » Les 13 et 14 février, il y a encore des affrontements à Vlora, mais dont les contours s'estompent, alors qu'on apprend qu'on se bat à Fier, dont le nom mérite maintenant d'être lu en français. Et, à Tirana, la police est obligée de combattre pour obtenir la dispersion de cinq mille manifestants.

Puis, c'est le silence. Alors qu'une ville de soixante-dix mille habitants – la cinquième en importance (après Tirana, Durrës, Elbasan et Shkodër) d'un État dont les habitants viennent de déculotter puis de chasser les représentants, qui n'ont pas trouvé les ressources pour la reprendre – s'est autonomisée, l'information occidentale n'en parle plus. L'omnipotence de cette information dans notre société ne se lit nulle part mieux que là : on se dit qu'il y a donc eu erreur, incompréhension, optimisme hâtif. Un fait aussi énorme ne peut tout de même aboutir à l'indifférence. Par conséquent, l'insurrection n'aura

été qu'une émeute, la victoire sur la police aura été éphémère, un ou deux soirs, voire quelques heures, et nous devons à quelques distorsions sensationnalistes ou à une lecture subjective d'avoir cru qu'un mouvement majeur avait commencé. En effet, les jours suivants, l'information se retire à nouveau de l'Albanie comme une petite bite se retire d'un mauvais coup, et se penche sur une partie plus suggestive pour ses pervers fantasmes, le procès de l'ex-Gorbatchev local, Ramiz Alia, qui commence le 18 février ; et cette information a même le culot prophylactique d'imprimer l'avis de cet ex-stalinien qui a compris que son procès « vise à détourner l'attention de l'opinion de la grave crise qui secoue le pays ». Car dans l'information dominante, rapporter la dénonciation d'une diversion peut soutenir cette diversion, et mettre une vérité dans la bouche d'un menteur notoire transforme cette vérité en mensonge notoire.

### **C – Guerre des armes**

À part pour signaler, le 20 février, le début d'une incompréhensible grève de la faim menée par des étudiants de Vlora, on n'entend plus parler de cette ville jusqu'à fin février. On apprend enfin (dans le contexte du spectacle suivant celui du procès Alia : l'élection présidentielle du 3 mars) que vingt mille personnes manifestent dans le principal port méridional contre Berisha le 27 février. Et puis « Des milliers de manifestants ont attaqué, vendredi 28 février, une caserne de l'armée albanaise à Vlora (sud de l'Albanie) et se sont emparés de centaines d'armes », sans que les soldats ne résistent. Ce n'est que par bribes étalées dans le temps qu'un observateur très attentif pourra comprendre, d'abord, que Vlora était resté depuis près de trois semaines sous l'autorité des vainqueurs du 10 février, ou plus exactement sous leur absence d'autorité, et ensuite que l'attaque de la caserne, qui est d'abord comprise comme l'arbitraire le plus tyrannique d'une foule sans freins, n'a été, hélas, qu'une contre-attaque après une tentative de reprise de la ville insurgée par des unités du Shik venues spécialement et en secret de la capitale. Berisha, en effet, voulait enfin effacer cette tache, dans la préparation du triomphe de sa réélection quasi certaine, puisque les électeurs sont les parlementaires, et que son parti est majoritaire au Parlement. Ce n'est donc que pour achever manu militari la contestation passive des habitants de Vlora que celle-ci est devenue active, et c'est parce qu'on voulait les faire taire par les armes qu'ils ont commencé à prendre des armes. Et à la double surprise du gouvernement et du monde, les

militaires de Vlora semblaient plutôt d'accord avec les insurgés, se laissant dépouiller sans résistance, et le Shik s'est fait battre à plate couture, ses commandos repoussés dans leur bâtiment officiel, qui a été détruit (9 tués : 6 Shik et 3 insurgés). Ce même 28 février, l'état d'urgence est décrété sur Vlora.

Il faut donc constater que pendant trois semaines une ville a vécu sans État, et sans qu'il en soit fait état. Nous ne savons rien sur l'organisation éphémère que se sont donnée les insurgés avant de s'emparer des armes, et même dans quelle mesure ils étaient organisés. Nous ne savons pas s'il y avait un débat, et si oui, ce qui est probable, sur quoi il a porté. Nous ne savons pas comment les insurgés évaluaient leur insurrection, comment ils pensaient l'Albanie, l'Europe et le monde, ce qu'ils pensaient de la marchandise et de l'information occidentale, de la vie et de l'amour. Et nous ne savons pas comment la contre-offensive contre le Shik s'est décidée, par qui et avec quelles idées principales : peur des représailles ? Honneur bafoué par cette attaque sournoise ? Concours de circonstances ? Dans tous les cas, ces albanais de Vlora, que la suite n'a pas permis de distinguer des autres gueux qui vivent sur le sol de l'Albanie, ne pensent pas que l'État ait le droit de leur imposer sa volonté et manifestent, au contraire, que l'État est leur commis, qui doit se plier à leur volonté. Les albanais sont cependant des gueux fort indolents et bien peu offensifs puisque, ayant libéré Vlora de l'arbitraire, ils n'ont pas semblé avoir aperçu l'immense brèche qu'ils venaient de tailler : jamais le chemin du centre de l'Albanie aux centres de l'Europe et du monde n'avait été aussi court. Ils se sont ainsi exposés, seuls contre le reste de l'Albanie, contre le reste de l'Europe, contre le reste du monde, dans une situation classique de double pouvoir que l'État ne peut évidemment pas tolérer. Et ce qui est surprenant, ce 28 février, n'est donc pas l'attaque du Shik sur Vlora, mais que la défense se soit alors élevée à une contre-attaque, et que cette contre-attaque ait été aussi victorieuse que l'insurrection dix-huit jours plus tôt, et aussi paresseuse ! C'est une fréquente faiblesse gueuse que la paresse dans le travail se prolonge en cas d'offensive gueuse.

Des événements du 1er mars, à travers la stupéfaction et l'impréparation de l'ensemble du vieux monde, on sait aujourd'hui seulement que le gouvernement Mekshi a démissionné et que plusieurs hauts militaires ont été arrêtés, apparemment en conséquence de la reddition de la caserne de Vlora. Mais le 2 mars, la situation s'est forcément aggravée pour marchandise, État et information dominante, puisque

le Parlement décrète l'état d'urgence sur tout le pays, avec un couvre-feu de 20 heures à 7 heures, et un ultimatum pour la reddition des armes. En effet, à Sarandë et à Delvinë les manifestants incendient les sièges du Shik, les tribunaux, les banques, à Gjirokastër la préfecture de police est attaquée, à Fier les dépôts de l'armée sont pillés, dans le village de Levan une caserne de l'armée est prise sans résistance, et sur la plupart des routes au sud de Vlora se sont formés des barrages d'insurgés. A Vlora même, les affrontements continuent (2 morts), la maison de fonction de Berisha est incendiée, et les émeutiers armés affirment vouloir marcher sur Tirana. Dans la capitale, les journal touristes, plutôt inquiets, entendent des rafales de mitraillettes.

Le 3 mars, l'insurrection a réussi à repousser dans l'anecdote la réélection à la présidence, pour cinq ans, de Berisha par son Parlement. Ce qui retient maintenant l'attention de l'information, ce sont les contrecoups de l'insurrection perceptibles à Tirana : alors que les rafales de mitraillette continuent, les écoles sont fermées, les prix augmentent de 30%, un journal indépendant est incendié (l'information suspecte le Shik) et, surtout, la presse occidentale reçoit l'interdiction d'aller dans le sud du pays. Un tel éclairage indirect ne peut que grandir encore la cause de tout ceci, l'insurrection. Ce 3 mars, cependant, les chars loyaux au pouvoir central entrent dans Gjirokastër, mais Sarandë devient la deuxième ville à s'être affranchie de l'État. La télévision grecque rapporte des pillages dans plusieurs localités de la minorité grecque.

Le 4 mars, les combats de Vlora semblent s'être déplacés vers les barrages des insurgés autour de la ville. Le centre de gravité de l'insurrection se déplace vers Sarandë, où un policier est brûlé vif, où la base navale est prise à son tour, où trois cents prisonniers s'évadent de la prison, et où les insurgés forment une « Communauté municipale autonome », dans le but de devenir un « exemple pour toute l'Albanie ». C'est la première indication concernant une organisation insurgée (quoique la Commune de Vlora semblera s'être donné, quelques jours, voire quelques semaines plus tôt, un organisme équivalent), et elle est d'autant plus remarquable qu'elle vise tout de suite l'exemplarité. Par ailleurs, ce même jour, on parle de « plusieurs dizaines de tués » à Delvinë, où des hélicoptères auraient tiré sur la foule ; il n'y a eu, par la suite, ni confirmation ni infirmation de ce carton, en dehors duquel le bilan officiel depuis quinze jours s'établit à 15 morts.

Le 5 mars, repoussées de Vlora, de Sarandë et de Delvinë à son tour « incontrôlable », les forces armées albanaises sont contraintes de se replier partout. Les Shik n'ont pas tenu le choc et la base de l'armée est davantage composée d'insurgés en puissance que de flics virtuels. Dans le meilleur des cas, dans la perspective du Bourrichon, elle ne rallie pas l'insurrection (l'information tait encore pudiquement l'étendue des désertions), dans tous les autres cas, sauf à Gjirokastër, elle est battue. Même les bombardements aériens ne paraissent plus que comme le dépit du Shik, qui « a pris le commandement des opérations et ne rend compte de ses activités qu'à la présidence de la République ».

L'information occidentale a été tout à fait incapable de raconter un tel mouvement, d'en déterminer les moments principaux, la progression et les limites, et ne serait-ce même que l'épisode du 28 février au 5 mars, qui est l'offensive de l'État, vaincue et renversée en contre-offensive de l'insurrection. Elle a oscillé entre la « recherche d'angles », qui en devient une succession de déformations, les rapports sur la politique institutionnelle, qui s'est justement effondrée, et le sensationnalisme qui tend à diffamer ce qui est devenu un soulèvement. Sa propre indignation vertueuse traduit exactement sa peur. Elle a donc commencé d'abord à signaler une sorte d'image d'Épinal de l'anarchie. Vlora sera ainsi régulièrement décrit comme un repaire de contrebandiers, puis de mafias. Ce serait le règne de l'iniquité, du mieux armé, du plus fort, comme dans un ultralibéralisme qui aurait le loisir de s'en prendre à la journaerde elle-même. Mais cette information ne peut s'imaginer que des rapports sociaux construits sur l'argent et l'exploitation. Il est certain que des mafieux, armés, ont participé à l'insurrection. Mais c'est, tout au moins début mars, en désertant et dissolvant leurs mafias, comme les soldats qui sont passés à la rébellion ont conservé leurs armes, mais sans la structure ni les objectifs militaires qu'ils venaient d'abandonner. Comme toute organisation en Albanie, à part les services secrets du dictateur qui sont la continuité des services secrets staliniens, les mafias sont très récentes, leurs patrons et employés sont fluctuants, et l'escroquerie, qui est leur fonds de commerce, permettait d'entrevoir de bien moins riches plaisirs, ce 5 mars, que l'insurrection.

Le 6 mars, la victoire militaire des émeutiers est analysée dans les deux camps, sauf par la préposée théorique à l'analyse, l'information dominante. Dans le camp de l'État

et de la marchandise, Bourrichon « consulte » l'opposition qu'il diabolisait encore une semaine plus tôt, et les deux partis d'arrivistes émettent un appel commun au calme, et à la remise des armes dans les quarante-huit heures, qui est d'abord à comprendre comme un aveu d'échec de l'ultimatum parlementaire du 2 mars, et comme une incapacité commune des partis d'État à noyauter le mouvement. Dans le camp des vainqueurs, le débat porte sur la façon et les risques de pousser l'avantage. Ce sont maintenant au moins six villes libérées, Vlora, Sarandë, Delvinë, Memollaj, Himarë et Tepelenë, où la prison de Berça est prise d'assaut et forcée. A Sarandë, le « conseil des insurgés » harangue la ville tous les matins. On apprend maintenant comment s'est constituée la « Commune de Vlora », avec un comité de salut public de trente et un membres issus du comité des épargnants grugés, rejoint par dix-sept partis politiques et les étudiants qui avaient lancé la grève de la faim le 20 février : les jeunes loubards, tape-dur, pilliers et mafieux, n'ont visiblement pas trouvé place dans cet organisme radical à composition modérée. Et la nullité de l'information va jusqu'à l'incapacité à structurer le mouvement, même lorsque les insurgés confirment son étonnante progression en plateaux : « En un mois il y a eu trois guerres ici, celle des slogans, celle des pierres, et maintenant la vraie, celle des armes. » Datons : guerre des slogans : du 15 janvier au 4 février ; guerre des pierres : du 5 février au 27 février ; guerre des armes : depuis le 28 février.

Un bilan officiel monte maintenant à 25 morts, y compris les balles perdues et les règlements de comptes. La rubrique « balles perdues » ressemble un peu à celles des accidents de voiture dans l'Europe plus pauvre, occidentale et carapacée de tôle et de soupapes, de clignotants, de rétroviseurs, et de pots d'échappement : c'est un peu le four crématoire des cadavres déplaisants ou encombrants, et il y est fait bon marché des causes de ce qu'il y ait, justement, des « balles perdues », comme si cela allait de soi : maladresse, bêtise, alcoolisme. La peur et le plaisir sont occultés, et l'habileté des tireurs est gravement sous-estimée : il y a fort à parier que de nombreuses « balles perdues » méritent de rentrer dans l'autre rubrique, « règlements de comptes ». Ce mot-clé-là ne fait allusion, quant à lui, qu'à la basse crapule qui profite d'une situation anarchique pour quelque revanchisme sordide et inavouable. C'est oublier que cet ex- État stalinien avait eu une des polices politiques les plus odieuses que la planète ait connue, et que le ralliement rapide de ses membres avait réussi, soit par leur passage dans le Shik,



soit par leur mutation vers d'autres postes protégés de la société, à faire l'économie de la vengeance. Quoique cette vengeance en refroidissant était devenue en partie du revanchisme, elle gardait encore beaucoup de spontanéité, notamment après avoir été réchauffée par l'apparition au moins arrogante du Shik. Mais d'autres « règlements de comptes » avaient forcément lieu, ne serait-ce que contre ceux qui s'étaient emparés avec insolence ou bassesse des places honteuses, libérées par les staliniens qui n'avaient eu ni le temps de remonter les braguettes ni celui de tirer la chasse, justement ces mafias, commerçants, néopatrons convertis au libéralisme occidental dans quelque « société d'investissements ». Enfin, le nombre des seuls règlements de comptes que sous-entend l'information lorsqu'ils lui permettent d'expliquer le nombre de morts, les règlements de comptes privés, n'est malheureusement pas connu, malheureusement parce qu'il donnerait une indication importante sur le degré de passion avec lequel les gueux d'Albanie menaient leur débat. C'est évidemment dans le tiroir « règlements de comptes » que l'information rangerait les disputes d'amour mortelles, ou les différends théoriques irréconciliables, que les insurrections ne manquent pas de générer.

Le 8 mars, malgré une trêve annoncée par le gouvernement, le Shik envoie six hélicoptères à Gjirokastër, qui devient aussitôt la septième ville insurgée, alors qu'au même moment il y aurait 5 morts lors du soulèvement de Përmet. Le 9, Gjirokastër et Përmet sont libérés, au sens spirituel, physique, technique, social, ludique et festif du terme : « La révolte populaire se transforme en anarchie totale, il n'y a plus de police, plus d'État, plus de règles. La ville s'enthousiasme, s'épanouit, se prend au jeu de la rébellion. » Ce jour-là, on en serait à deux mille désertions dans les rangs de l'armée.

Le 10 mars, Berat, Poliçan, Kuçovë et Skrapari se soulèvent, on se bat à Lushnjë et à Gramsh, et nous ne pouvons que nous étonner de la beauté de ces noms de villes inconnus. Le 11, les premiers pillages massifs des casernes ont lieu dans le nord de l'Albanie (Tropojë, Bajram Curri, Kukës) sans davantage de résistance qu'au sud. Tous les hommes du Shik qui, à découvert, ne sont plus qu'une provocation ambulante et paniquée, se retirent au nord de la rivière Shkumbin. L'ex-maire PS de Gjirokastër, dont les habitants n'ont plus besoin d'un tel fonctionnaire, Bashkim Fino, est nommé Premier ministre, après huit jours de vacance du poste. Huit comités populaires de villes insurgées, Vlora, Sarandë, Tepelenë, Delvinë, Memollaj,

Gjirokaštër, Berat et Kuçovë, se réunissent à Gjirokaštër et forment un « Front national de salut du peuple » qui ne fait « pas plus confiance à l'opposition qu'au pouvoir ».

Le 12 mars, ce sont Elbasan et Cërrik, plus près de Tirana que de Vlora, qui sont gagnés par l'insurrection. A Shkodër, pour la première fois, des militaires défendent leur caserne : 4 morts. Mais tous les bâtiments publics de cette ville, la plus importante du Nord, sont incendiés et détruits. Ce pillage, qui a semblé exemplaire en vigueur et en fureur, sonne le glas de l'une des tentatives de l'information de combattre le mouvement : une ethnicisation entre Sudistes et Nordistes, qu'apparemment le gouvernement a reprise avec gourmandise pour distiller la crainte, au sud comme au nord, d'une guerre civile. Les dénominations de « Guègues » et de « Tosques », ces divisions sous-ethniques, n'ont eu d'autre usage que celui de diviser les gueux du Sud de ceux du Nord, en leur prêtant des identités opposées. Et cette menace de guerre ethnique, si près de la Bosnie, a probablement freiné l'offensive des insurgés. En effet, l'option d'une marche sur Tirana avait été discutée sur la place publique dès le 2 mars à Vlora, et ensuite probablement tous les jours, mais a été déboutée à chaque fois, probablement parce qu'une telle offensive était jugée trop risquée, en partie par conséquent pour ne pas paraître comme une marche guègue sur pays tosqe, ce que l'information dominante n'aurait pas hésité à affirmer. La mise en échec de ce seul projet offensif connu, s'il a permis de rendre absurde l'interprétation ethnique, a permis aussi aux légalistes et modérés d'affirmer leur autorité dans les comités populaires des villes insurgées qui prirent ainsi le costume d'une ligue défensive, arc-boutée sur son indignation, sa bonne foi et son bon droit, moralisme qui sent à pleines narines son croisement entre paysan et petit commerçant ou, si l'on préfère, entre épargnant spolié et étudiant, assaisonné d'un zeste d'officier à la retraite, ou de déserteur gradé.

Le 13 mars, ceux parmi les gueux qui n'en avaient pas encore prennent les armes partout. De Durrës, Shkodër, Korçë, on rapporte des pillages massifs, principalement des dépôts d'armes et des casernes. A Lezhë, la banque d'État est pillée, ainsi que le bâtiment du Shik, puis le reste de la ville. Les premiers pillages collectifs commencent à Tirana. La principale prison y est prise d'assaut, six cents détenus sont libérés sur-le-champ, dont Fatos Nano, chef du PS, qui venait d'être transféré de la prison de Berça, elle aussi dissoute, et qui ne sera plus enfermé, parce que, en Albanie, il n'y a plus de prisons. Autour de la capitale, « Tout

au long de la nuit de mercredi à jeudi, des groupes ont dévalisé des armureries et des magasins militaires dans les banlieues ». Gazmir, vingt ans, explique pourquoi à un journaliste médusé : « Avoir une arme, c'est d'abord un plaisir. » Cette journée aurait fait 15 morts et 200 blessés.

Le 14 mars, l'extension du mouvement est à son apogée. C'est la ville de Durrës qui est transformée en terrain de jeu : « (...) la grande ruée sauvage des milliers d'habitants de Durrës qui pillent tous les bâtiments administratifs et les entrepôts du port. La fête dure depuis deux jours dans le fracas des armes et tout est bon à prendre. » Et c'est la même chose à Tirana : « Les pillages se multiplient, opérés par des hordes de miséreux ou par des bandits. Personne ne se cache, et il y a parfois un air de fête populaire. » Il est vrai que les défilés de la marchandise ont toujours un air plus digne, plus humain, plus réjouissant que le spectacle de ses triomphes. Le général Gazidede, chef haï du Shik, démissionne. Son gang réussit à reprendre le centre de la capitale le soir, mais le pillage et sa fête populaire se déplacent vers les banlieues. Le 15, du reste, de nombreux villageois du Nord viendront, un peu tard, se rincer des miettes marchandes de Tirana.

En Albanie, l'ordre marchand est empêché au point qu'il n'y existe plus de ces gestionnaires qui ne sont pas dans l'État : l'entreprise est effondrée, le commerce est nul, le patronat en fuite et les mafias, qui n'ont plus de profits en vue, implosées. L'information albanaise à l'occidentale est interdite par les deux partis en présence, l'insurrection qui la tient pour un vassal du dictateur, et l'État qui la censure, parce qu'elle dit n'importe quoi, tant elle est scandalisée et apeurée. L'État lui-même ne survit plus que par défaut, parce qu'il n'est pas frontalement attaqué, et parce que le reste du monde maintient ses représentants chancelants en leur promettant un soutien qui n'est pas encore vraisemblable.

C'est donc le reste du monde qui doit maintenant monter en première ligne. Mais l'information occidentale reste éberluée, et comme elle n'arrive pas à retrouver des porte-drapeaux de la middle class parmi les pauvres d'Albanie, et comme ses propres représentants ont été attaqués physiquement et rossés dès le début de l'insurrection de Vlora, et comme tous ses raisonnements sont réfutés par les faits (les causes économistes, comme la faillite des épargnants, sont depuis longtemps dépassées, sauf par la fraction la plus conservatrice des insurgés ; la guerre civile ethnique entre Guègues et Tosques n'a pas pris),

elle se contente d'aligner des faits et témoignages incohérents et stupéfiants, elle photographie seulement, mais depuis un mauvais observatoire, un mouvement qui a largement dépassé son imagination, sans qu'elle s'en aperçoive ; car, comme les fossiles communistes ou postsitus, elle pense avoir atteint le plus haut degré de conscience, et c'est sur ce pic, qu'ici elle a dans le cul, qu'elle attend avec fébrilité et dédain que les pauvres viennent la rejoindre. Aussi son discours décousu erre-t-il entre un « terrain » auquel l'accès lui est refusé et d'archaïques spéculations politiciennes d'un État qui ne peut même plus compter sur son armée.

Les autres États du monde sont tout aussi perplexes que l'information, a fortiori parce qu'ils dépendent d'elle pour comprendre ce monde. Les États-Unis, les premiers, avaient désavoué Berisha après les législatives de mai 1996. L'OSCE les avait d'abord trouvées bonnes, parce que l'anticommunisme primaire est si fort que l'on préfère cautionner quelques tricheries électorales que de laisser les moins visiblement repentis des récupérateurs staliniens l'emporter, avant de condamner à son tour ce scrutin, tout en continuant de soutenir le Bourrichon. Sale Bourrichon avait fort bien compris qu'en utilisant un anticommunisme viscéral et même un peu inique, il aurait l'appui de l'Europe occidentale, et celle-ci en était encore, après le dépassement de la guerre des slogans en janvier, et après le début de l'insurrection de Vlora pendant la guerre des pierres en février, au bout de deux semaines de guerre des armes, à se demander si les communistes ne tiraient pas les ficelles ou, en tout cas, comment sacrifier Berisha sans que ceux qu'il avait appelés les « Brigades rouges » ne reviennent aux affaires. Seul l'État italien (et probablement à un degré moindre, les autres États limitrophes) agitait une autre obsession, tout aussi mesquine et schizophrène : la peur d'un exode massif de boat people. Mais non seulement l'exode massif n'avait toujours pas lieu, mais l'exode perlé en cours depuis 1991 se ralentissait ! En effet, ce qui se passait en Albanie était bien plus passionnant que la fuite !

Un autre danger cependant guettait maintenant les gardes-frontières internationaux du monde, cette clique d'États qui s'auto-intitule la « communauté internationale » : la contagion du plaisir et de la liberté, le mauvais exemple de gueux en armes, qui ne travaillent pas et qui pillent tout ce qu'ils trouvent, qui dissolvent une armée et qui reconnaissent si peu l'autorité de la « communauté internationale » que celle-ci ne trouve même

pas, parmi eux, d'interlocuteurs. Le 8 mars ainsi, jour où l'Italie « ferme ses frontières » (comme si elles avaient jamais été ouvertes aux albanais), l'ex- chancelier autrichien Vranitzky est envoyé à Tirana par l'OCDE, mais n'y trouve pas d'insurgés qui voudraient l'écouter. Le 10 mars, l'État italien négocie avec le comité de Vlora, qui atteste par là à la fois une modération maintenant suspecte et l'irrespect face à son propre État de tutelle, les modalités sur le contrôle des armes, et l'on n'entend pas Bourrichon et son Finaud protester contre une ingérence si contraire aux droits des États, ni d'ailleurs aucun membre de la belle et vertueuse « communauté des États » demander à l'Italie : de quoi je me mêle ? Et trois jours plus tard, au cœur du pillage pantagruélique de Tirana, Bourrichon et Finaud, la main dans la main, demandent une intervention militaire européenne, donc contre leurs propres administrés : d'autres gueux, deux siècles plus tôt, avaient guillotiné leur roi pour la même trahison. Le 14, alors que l'information parle surtout de l'évacuation des Occidentaux, parce qu'elle pousse ainsi l'alternative au bord de la panique, si elle doit les accompagner, notre Brunswick en costume, Vranitzky, approuve en exigeant une police internationale : « C'est le chaos, ils pensent qu'ils peuvent en venir à bout, s'il y a un soutien de l'étranger. » Ils : Bourrichon le président, Finaud le Premier ministre d'opposition, le comité de Vlora et les comités qui le soutiennent, le Shik et l'état-major de ce qui reste d'armée, tous ceux qui « estimaient ne pouvoir gérer seuls la situation ». Rarement, trop rarement, a-t-on vu en ce siècle tous les gestionnaires désavoués à tel point que tous ne crient d'abord, et ouvertement, qu'à la police. Et jamais, depuis qu'elle s'est donné ce nom convivial et égalitaire qui est déjà tout un mensonge, la « communauté internationale » n'avait été réduite ainsi qu'à sa fonction utile : justement, la police.

C'est donc au sommet de la vague, lorsque tous les gestionnaires du monde, d'Europe (qui finance déjà un tiers des dépenses publiques albanaises) et d'Albanie ont trouvé la nécessité de monter une opération de police, sans légalité ni raison, sans analyse des causes, du déroulement et des perspectives du soulèvement, que ce soulèvement commence à refluer. Le 15 mars – on se demande bien avec quel argent –, les salaires des militaires et policiers sont triplés : « Il s'agit d'attirer dans l'orbite de la légitimité étatique tous les ions libres », dit un diplomate occidental avec cette rare franchise des situations extrêmes, où le conservatisme fanatique est attesté par le contresens sur l'adjectif libre, qui montre bien que les

diplomates d'aujourd'hui sont devenus de pauvres ions. Les 15 et 16 mars, il y aurait eu, si l'on croit la propagande italienne, quatre mille cinq cents Albanais refoulés des côtes italiennes et, en effet, une sorte d'exode endémique semble recommencer. Le 19 mars, autour de Vlora, les émeutiers se laissent remplacer sur les barrages par la police. Le même jour, l'Italie décrète l'état d'urgence sur toute la Botte, soit par goût fellinien de la dramatisation, soit qu'il se soit passé quelque chose qui serait resté censuré. Le 20, notre Finaud de chef de gouvernement déclare que « Tirana a fait du rétablissement de l'ordre "une priorité avant même l'envoi d'aide humanitaire" », là non plus, aucune vertu Organisée Non Gouvernementalement pour s'indigner d'un pareil cynisme, qu'on pourrait traduire par : s'ils ne se rendent pas, affamez-les. Et pour bien rassurer le journalic qui l'interviewe, ce politicien ajoute qu'« une première prison devrait ouvrir ses portes ce week-end ». Le 23 mars, beaucoup de police italienne arrive en éclaireur à Durrës, en faisant semblant de protéger quelques sacs de farine. Le 24, l'aéroport de Tirana est rouvert. Les journaclowns retrouvent leur morgue, courte et économiste : « Razzia d'un peuple au dénuement extrême, trop occupé à survivre pour s'offrir le luxe d'une révolution », ce qui est précisément (au mot razzia près) la définition du petit peuple de la middle class occidentale dont est issu ce Didier François, qui mérite d'avoir son nom ici, comme une des taches les plus honteuses qui ont tenté de souiller la révolte la plus joyeuse de la seconde moitié de cette décennie. Et ils sont nombreux, ceux qui méritent le traitement qu'a subi une journacone américaine qui s'est prise une balle, ce jour-là, quand on lit : « Des meurtres, des viols et des vols sont signalés de plus en plus fréquemment par la police (...) », ce qui veut dire seulement : la police refait son travail, elle a repris le monopole de la diffamation des mœurs, et toute cette insurrection n'est qu'une banale délinquance à grande échelle. Signalons au passage que pour nous qui n'avons rien contre meurtres, viols, vols en eux-mêmes nous savons parfaitement que lorsque nos ennemis journalistes les dénoncent sur la base de rapports de police invérifiables, c'est uniquement pour calomnier.

La même dégradation de l'explosif entre détermination et plaisir se lit aussi si l'on se place dans la perspective de l'insurrection, pour autant qu'on puisse. Le 16 mars, les affrontements de Korçë font encore 4 morts, et laissent supposer que c'est là une des dernières villes à commencer son insurrection. Le bilan officiel (donc émanant de la police

et de l'État albanais) est maintenant grimpé à 75 morts et 600 blessés depuis le 28 février. Le 17, les insurgés du Sud exigent encore la démission de Berisha avant le 20, menaçant dans le cas contraire de marcher sur Tirana. Et le 19 mars, un journal albanais constatait encore et déjà : « Il n'y a plus aucune règle, plus aucun pouvoir. C'est encore le chaos, moins spectaculaire parce qu'il n'y a presque plus rien à piller. » Même s'il veut dire par là, attention camarades conservateurs du monde entier, nous n'avons pas encore battu cette rébellion, il n'en pose pas moins la question centrale de toute insurrection victorieuse : au-delà de l'abolition de l'État sur l'essentiel des zones urbaines du pays, au-delà de l'abolition de l'échange marchand sur l'essentiel du temps vécu, au-delà de l'abolition de l'information dominante sur l'essentiel des débats en cours et possibles, quelle perspective ouvrir ? La vraie pauvreté est que le point où sont parvenus les albanais à la mi-mars 1997 est tellement inconcevable pour tous les pauvres modernes, y compris les albanais, que l'au-delà n'est jamais anticipé. Comme à Bamako ou à Kinshasa en 1991, il y a ces instants de repos après le pillage, après la victoire militaire sur l'État, qui sont plus dangereux que la répression parce qu'ils marquent la limite interne, invisible, du mouvement. C'est là qu'il manque un projet, une théorie, issus du mouvement, c'est là que les idées neuves se noient dans la résurgence des conservatismes.

Le 20 mars, par conséquent, passe sans la reddition des armes – exigée comme une fanfaronnade pour cette date par le gouvernement –, mais surtout sans marche sur Tirana, alors que Bourrichon ne fait même pas mine de démissionner. On ne sait presque rien sur le débat pour et contre cette marche, qui aurait été accompagnée de graves inconvénients et dangers, et en effet rien ne prouve qu'elle eût été praticable. Mais elle était la seule proposition offensive du mouvement, et son rejet signifie d'abord la fin de l'offensive et condamne le mouvement à reconnaître son propre zénith dans l'extension maximale du pillage maintenant achevé. La décision n'a sans doute pas été facile : le chef, à moins qu'il ne fût que le représentant, ou délégué, ou commis du comité de Tepelenë, a appelé à la marche, et s'est trouvé contredit par ses collègues de Vlora et de Sarandë. Sur les éventuelles disputes entre comités et leur base, le 24 mars, rien n'est connu que cette phrase rapportée dans la même édition du même torchon dans lequel s'illustre Didier François : « Les comités et les partis essayent de calmer le jeu, rigole Fimas, mais personne ne les écoute. » Le 26 mars, ce sont

maintenant dix-huit villes insurgées qui se réunissent à Vlora avec, comme principale revendication, qui sonne déjà comme une mazarinade de frondeur vaincu, la démission de Berisha.

#### **D – Enlissement**

Le 28 mars, le naufrage d'un navire de boat people albanais en collision avec une vedette militaire italienne fera 87 morts. Le spectacle de l'indignation de l'État albanais contre l'État italien, qui conformément à sa réputation d'Italia puttana avait commencé par démentir et minimiser, va supplanter le débat interne de l'insurrection et se substituer à lui. En parallèle à cette bonne grosse diversion, l'information occidentale prépare maintenant l'arrivée de la bonne grosse police internationale : « Une dizaine de personnes au moins sont tuées chaque jour par des balles perdues ou dans des règlements de comptes. Cette insécurité générale crée à terme des risques de pénurie alimentaire et c'est la principale raison de cette intervention. » La pénurie alimentaire, qui s'avéra être un véritable fantôme de journabouffe, est maintenant la raison de l'envoi de la police, parce qu'il faut bien protéger cette aide contre l'insécurité ; à part ça, non, aucune raison d'envoyer une police en Albanie, pourquoi ? Après de telles affirmations, il est devenu illusoire d'espérer connaître par les sources de ce genre ce que pensent, disent, jouent, disputent les albanais entre eux. Et les désaccords organisationnels, théoriques ou stratégiques qui ne manquent de diviser des mouvements de révolte qui n'avancent plus ont désormais rejoint sous les rubriques balles perdues et règlements de comptes les disputes d'amour et la vengeance.

Maintenant intronisé patron de la police internationale, Italia puttana prépare son arrivée : le 2 avril, Romano Prodi, président du Conseil italien, aurait été en visite à Gjirokastër ; le 10 avril, il obtient l'accord du Sénat romain (à ne pas confondre avec le Sénat romain) pour l'envoi de troupes ; le 13 avril, Prodi se fait gieux, acclamé par dix mille personnes à Vlora ; le 15 avril, c'est le début de l'opération Alba avec Italiens en tête et Grecs en queue. Le 17, les législatives anticipées sont fixées au 29 juin et, le même jour, les Forces spéciales albanaises reprennent Shkodër. Mais le couvre-feu reste en vigueur. Alba devient le filtre par lequel l'information parle désormais de l'Albanie, et c'est logique car Alba nie les albanais.

La différence entre les insurgés et l'armée d'occupation tient pratiquement en ceci : les premiers ne savent pas ce qui s'est passé en Somalie quatre ans plus tôt, alors que la seconde y était.



L'opération Alba (qui a repris la ridicule habitude américaine de donner un nom de code public à une aventure militaire) se place tout de suite en défensive, ne tente même pas de reprendre les armes aux gueux d'Albanie. Elle perfectionne une méthode expérimentée dans la guerre contre l'Irak, puis en Somalie : capter le spectacle, mais avec plus de rigueur, parce que c'est son unique objectif. Visiblement, les gueux d'Albanie n'ont pas compris la fonction de cette armée, et comment sa seule véritable mission, paratonnerre à information dominante, était une offensive autrement dangereuse qu'une intervention où les armes auraient servi. Le mépris profond que se sont acquis les hommes de cette police internationale tient dans le nom que leur ont donné les albanais : « les touristes armés ».

Ce que cette manœuvre a dissimulé et étouffé ne se lit nulle part mieux qu'à travers les bilans que l'information continue d'avoir l'imprudence de publier, probablement parce que, à travers le nombre de morts élevé, elle pense justifier la présence de l'armée d'occupation. Au 16 juin, le bilan de l'AFP est de 1 500 morts alors qu'au sommet de l'insurrection, le 16 mars, on en était à 75 morts. Ce qui veut dire que 95 % des tués l'auraient été depuis le point culminant ! Même si le score du 16 juin (le 3 juillet, 'Libération' parlera même allègrement de 3 000 morts) est sans doute grossi de tous les chiens écrasés dans le genre des 87 boat people noyés le 28 mars, et que ces totaux étant invérifiables il n'y a aucune raison que nos journalettes se soient privées de les augmenter confortablement, cette hécatombe n'est expliquée que par balles perdues et règlements de comptes. Armée d'occupation et insurgés vivent donc un parallèle, les touristes armés s'occupant de toute la partie visuelle de l'Albanie, les insurgés de toute la profondeur de la dispute que nous ne connaissons donc pas : « La situation demeure anarchique en Albanie, où les violences continuent, en particulier dans le Sud, qui échappe totalement au contrôle du pouvoir central » (19 mai).

Enfin, les élections du 29 juin prennent le relais dans le spectacle de l'information. La campagne est évidemment « émaillée d'incidents » comme on dit dans le vocabulaire normalisé, puis d'« irrégularités » comme on le déplore non sans soupir. Le propriétaire des élections, l'OCDE, nous en explique l'objet par son Vranitzky de service : « Nous avons besoin de gouvernants qui soient choisis par le peuple et qui, de ce fait, puissent être des interlocuteurs solides pour les institutions financières et pour les pays qui voudraient intervenir dans la

reconstruction de l'Albanie. » Les insurrections ont au moins ceci de bon que leurs ennemis se croient obligés de parler simple et franc, ce qui étale leur cynisme ou leur inconscience.

L'intermède postélectoral mérite d'être conté. Certes, Bourrichon reconnaît l'enculage de son PD ; mais il s'agit, avant de sortir, de se couvrir les arrières qui ne sont pas très solides. Le 1er juillet, il nomme donc un candidat bien à lui pour le poste de ministre de l'Intérieur, et il est vrai que dans l'avenir immédiat il vaut mieux avoir choisi le chef de la police. Mais Finaud refuse le candidat de Bourrichon. Bourrichon ordonne à la Garde présidentielle et au Shik de prendre position autour de la Banque centrale (quelqu'un voit le rapport ?) et de s'emparer du centre de Tirana. Mais la troupe, mieux informée du rapport de force issu des élections de l'OCDE, obéit au contordre de Finaud et empêche ainsi ce « véritable coup d'État contre le gouvernement de coalition ». Notons que l'information occidentale n'a jamais parlé de putsch et que Bourrichon n'a jamais été poursuivi pour son dernier effort de se raccrocher à sa dictature. Non moins ubuesque, la manifestation royaliste du 3 juillet (les législatives étaient couplées avec un référendum sur le retour à la monarchie que l'aventurier Leka Ier affirmait avoir gagné) se termine dans l'affrontement (1 mort). Le 18 juillet, les résultats donnent cent dix-sept PSA contre vingt-sept PDA sur cent cinquante-cinq députés. Le 23, Berisha démissionne. Le 24, Fino l'imite et est remplacé par Fatos Nano. Le 11 août, les derniers touristes armés quittent l'Albanie sans s'être fait dérober leurs appareils photo. 'Le Monde' comptabilise 1 800 morts depuis le 28 février.

La limite de l'insurrection en Albanie est entièrement comprise dans son absence de conclusions. L'information dominante avait d'abord tu la victoire de l'insurrection de Vlora à la mi-février, davantage par une irrationnelle attitude semi-hostile et semi-boudeuse que par une stratégie clairvoyante pour vaincre un dangereux ennemi ; de fait, rarement encore a-t-on vu les explications de cette information aussi en dessous d'un événement social qu'elle narre. Mais ce premier silence n'a pas véritablement nui aux albanais, comme on l'a vu dès le 27 février, mais ne s'est pas non plus retourné contre l'information, qui continue, dans notre société, de jouir sans pudeur de l'impunité des bouffons. Après l'insurrection généralisée de mars, c'est donc un silence analogue qui a pu venir censurer la fête, avec plus de succès cette fois : car là encore, les gueux d'ailleurs que d'Albanie, qui auraient pu étendre cette fête, ont

prématurément pensé que tout était terminé, et qu'il n'y avait là que le contenu trivial qui justifiait le silence dominant, aucun débat, aucun sens, aucun possible.

Les insurgés, quant à eux, se sont montrés fort indifférents à la publicité, et compte tenu de ce qu'est la publicité dans notre monde, c'est tout à leur honneur. Mais cette incapacité à faire connaître l'état de leur pensée au moment du négatif relève d'une faiblesse rédhibitoire des révoltes des vingt dernières années. Car autant le silence est la plus parlante des armes au milieu du piaillage du poulailler, autant lorsque l'ennemi se tait, parce qu'il est réduit au silence, il faut parler pour attaquer et il faut attaquer pour parler. Aussi ne savons-nous pas si, après la mi-mars, le mouvement s'est effondré dans l'épuisement pantagruélique du pillage ou dans sa propre timidité, c'est-à-dire l'incapacité d'exprimer pratiquement ce qu'il avait dans le ventre. Il ne s'agit pas tant de regretter que la marche sur Tirana n'ait pas eu lieu que de s'inquiéter que cet acte-là ait été le seul qui mérite qu'on le regrette.

*(Texte de 1999.)*

Présentation des, aujourd'hui défuntes, Éditions *Belles Émotions* tirée de leur site ( <http://days.deuf.net/sitesequipebe/www.bellesemotions.org/BEintro.html>) :

**« Origines**

*La révolution en Iran [en 1979] a été battue pour deux raisons principales : d'abord l'absence de communication entre les insurgés d'Iran et ceux qui, au même moment, se soulevaient de la même manière, sans le savoir, dans le reste du monde, principalement en Amérique centrale, en Pologne et dans les banlieues anglaises ; ensuite, et en conséquence, l'absence d'un projet conscient issu de cette pratique, formulé dans une théorie cohérente. C'est pour pallier ces deux insuffisances que la **Bibliothèque des Émeutes** est née.*

*Pour élaborer cet observatoire, précurseur de l'observatoire de téléologie, ses futurs membres ont eux-mêmes tourné les observatoires existants : information dominante, université, famille ne sont plus aujourd'hui aptes à examiner et à comprendre. En revanche, nous avons décidé de rejoindre le salariat, en y refusant toutefois tous les postes hiérarchiques et, bien entendu,*

les emplois directement liés à la défense de cette société. Ces choix ont pour conséquence qu'entre des Baudrillard, Attali, Bourdieu, etc. et nous, il y a des montagnes ; et que si nous nous sommes sentis proches des situationnistes, nous ne ménageons pas la critique de leurs renoncements, et du petit milieu de leurs adeptes.

C'est pendant notre tentative de connaître et de comprendre le mouvement de la révolution en Iran, qui était alors battue, qu'a commencé en 1988 une nouvelle vague de révoltes dans le monde, très ressemblante dans ses insuffisances de celle de 1978-1982, et très différente dans ce qu'elle avait de nouveau. C'est donc en 1989 qu'est née la Bibliothèque des Émeutes, comme tentative de liaison entre les émeutiers de cette vague de révolte, et comme tentative de comprendre, ensemble, la portée et les perspectives de ce mouvement.

### **Activités**

L'activité première de la BE a été la constitution de dossiers d'émeute. Il s'agissait seulement d'archiver, pour chaque émeute dans le monde, le récit qu'en faisait l'information dominante. Mais ce seul regroupement disait et dit toujours le contraire de cette information. En compilant environ 500 dossiers, très inégaux en volume et en contenu, de 1989 à 1995, c'est toute cette époque qui apparaît dans la lumière de son négatif.

Ce n'est qu'à partir de 1991 que la Bibliothèque des Émeutes s'est adressée au public à travers l'association éditrice **Belles Émotions**. Nous avons simultanément mis en vente un ouvrage, 'Du 9 janvier 1978 au 4 novembre 1979' – résultat de notre recherche interrompue sur le mouvement de 1978-1982 –, et le bulletin n° 3 de la Bibliothèque des Émeutes – afin de révéler les insurrections d'Irak, de Somalie et d'Afrique du Sud. Les bulletins de la BE, d'abord essentiellement un catalogue des dossiers que nous mettions à disposition, se sont mués peu à peu en outil théorique. En effet, après avoir continûment augmenté de 1987-1988 jusqu'à l'été 1991, la vague de révolte n'a ensuite cessé de décroître. Sa principale faiblesse était de plus en plus criante : l'incapacité théorique, qui lui interdisait de fait de dépasser la colère la plus immédiate. La BE s'est donc efforcée de proposer une vision historique d'ensemble, liée à un projet, basé sur des principes qui n'existaient nulle part il y a vingt ans, et de les étoffer en les déclinant. Mais comme ces conceptions sont tirées de cette vague de révolte, la Bibliothèque des Émeutes, qui en était une autre émanation, s'est finalement dissoute en 1995, après un constat d'échec de ce mouvement et de la génération qui le portait.

### **Conséquences**

*Belles Émotions se propose de mettre à disposition les traces de cette démarche, pour une meilleure maîtrise de ce qui s'est passé dans l'époque que nous venons de traverser et avec un écho qui, nous l'espérons, ira au-delà de la confidentialité, un peu étouffante, d'un petit milieu pseudo-révolutionnaire avec lequel nous avons peu d'affinités. »*

## Une révolte on ne peut plus moderne, retour sur le contexte de l'insurrection de 1997

*« Si on l'analyse en utilisant les théories traditionnelles du changement révolutionnaire, le soulèvement albanais a beaucoup plus à voir avec les théories du syndicalisme révolutionnaire et le monde des révoltes paysannes qu'avec le marxisme orthodoxe. C'est lié à l'extrême arriération du développement économique albanais qui, même sous le régime d'Enver Hoxha, a conservé bien des caractéristiques des formations économiques précapitalistes, en particulier dans le monde rural et l'agriculture.(...) La rébellion albanaise de 1997 était l'héritière d'une tradition de révolte partagée par des groupes comme les haïdouks serbes, les kacaks kosovars, les klephtes et andartes grecs, et les comitadjis bulgares, dont certains avaient collaboré ensemble contre l'Empire ottoman. (...) Quelle que soit l'analyse qu'on fait des causes du mouvement de mars, c'est une affaire spécifiquement balkanique avec des hommes et des femmes ordinaires changeant l'histoire les armes à la main. »*

James Pettifer et Miranda Vickers *The Albanian Question. Reshaping the Balkans* (Londres - New York, 2007, p. 48)

Si l'analyse semble séduisante au premier abord, la spécificité « balkanique » doit toutefois être invoquée avec précaution, car, d'anarchie en banditisme séculaire, les vieux leitmotifs « orientalistes » ne sont jamais bien loin. Concernant 1997, c'est un autre poncif bien connu sur les Balkans : « cet espace produit plus d'histoire qu'il n'en peut consommer », qui semble plus approprié. Nous souhaiterions donc dans cette postface, aller à rebours de ce type d'explications par « l'archaïsme » et un peu plus loin que les analyses « à chaud » de l'époque en montrant comment cette insurrection fut en fait, comme l'écrivait le groupe grec TPTG, on ne peut plus « moderne » et donc éventuellement encore riche de leçons pour le présent et l'avenir.

Si l'Albanie était effectivement, de tous les pays de l'ancienne aire socialiste, celui qui connaissait le legs le plus lourd en termes de sous-développement, d'isolement et d'inexistence de

la société civile, du fait de la nature particulièrement aberrante de la « stalinautarcie » hoxiste, il ne faut pas non plus oublier que la révolte de 1997 s'inscrivait, à sa manière, dans ce qu'on a appelé la seconde vague de « protestations post-socialistes », qui, à l'hiver 1996-1997, a bousculé ou contribué à renverser les régimes les moins « libéralisés » de la région, en Serbie, Bulgarie et Macédoine<sup>1</sup>. Que la revendication du départ du président Sali Berisha ait été constamment indissociable de celle du remboursement des fonds placés dans les pyramides financières indique combien ce « thatchérien revendiqué » était lui aussi devenu la bête noire d'une bonne partie de sa population. Et ce, malgré une carrière en bien des points exemplaire. En effet cet ancien apparatchik, cardiologue des hiérarques du régime ayant pu faire, chance très rare à l'époque, ses études à l'étranger avait réussi à se placer, semble-t-il sur les instructions du successeur d'Hoxha, Ramiz Allia, à la tête du mouvement de contestation, principalement animé par les étudiants, qui allait forcer le régime à la démocratisation en 1991<sup>2</sup>. Une fois son Parti Démocratique (PD) seul au pouvoir après les élections de 1992, il parvint en partie à remettre au pas la société et à lancer une thérapie de choc selon les recettes du FMI et de la Banque Mondiale. Et, en parallèle s'instaura progressivement ce que la population a appelé une « Demokratura », où à l'instrumentalisation de la « lustration » (« loi sur le Génocide » de 1995 qui interdisait la participation à la vie publique aux anciens cadres du régime), se mêlaient machinations judiciaires (il fit enfermer son principal opposant le socialiste Fatos Nano), électorales, manoeuvres des services secrets (à la Sigurimi hoxhiste succédant le SHIK bérishiste) et, bien entendu, corruption généralisée et trafics en tout genre. La révolte de 1997 cherchait donc à renverser un pas si lointain ancêtre de ces « démocraties illibérales », « glissements autoritaires et oligarchiques » et autres « Frankenstate » qui font florès depuis quelque temps déjà en Europe de l'Est et dans les Balkans. Berisha ouvrant quant à lui la longue liste des leaders dont après avoir vanté les « vertus » voire « l'héroïsme » libéral,

<sup>1</sup> Clarissa de Waal écrit ainsi dans *Albania, a Portrait of Post-communist Turbulence* (Londres 2005, p.13) : « La chute des pyramides financières a été le catalyseur d'une révolte qui aurait eu lieu de toute façon. C'était le début de la seconde tentative du peuple albanais d'établir la démocratie. » Islam Jusufi dans « Albania's Transformation since 1997: Successes and Failures », *Croatian International Relations Review*, vol. XXIII, n°77, pp.81-115, défend une thèse similaire.

<sup>2</sup> Pour plusieurs points de vue éclairants sur cette période, voir le recueil *The End of Communist Rule in Albania. Political Change and the Role of the Student Movement* édité par Shinasi A. Rama (New York 2020).

journalistes, politiciens et technocrates « occidentaux » ont bien dû constater l'autoritarisme et la paranoïa (Cf. Poutine, Erdogan, Orban, etc.).

On notera par ailleurs que si socialistes et berishistes surent au bon moment faire l'« union sacrée » contre les rebelles de 1997, la « partitocrazia » albanaise est par contre, une fois la crise passée, vite revenue à ses vieilles habitudes comme l'illustrent les soubresauts constants de la vie politique jusqu'à aujourd'hui, où chaque élection donne lieu à des contestations violentes et boycotts du perdant<sup>3</sup>. Mais là encore, l'« exotisme » ou l'« archaïsme » sont finalement tout relatif comme le soulignait Ivan Kratsev dans un article du *New York Times* évoquant le refus de Trump et de ses supporters de reconnaître leur défaite aux élections : « Considérez ceci : au cours des 30 années qui ont suivi la fin du communisme, les Albanais ont voté neuf fois lors d'élections parlementaires. Dans trois cas seulement, le perdant a reconnu sa défaite. Dans la plupart des cas, c'est le parti d'opposition qui a rejeté les résultats des élections et demandé à ses partisans de descendre dans la rue. En général, il a fallu que l'ambassade américaine à Tirana force le perdant à accepter la réalité. Dans l'urgence américaine actuelle, une "solution albanaise" ne fonctionnera pas, car il n'y a pas d'ambassade américaine à Washington. Les Américains doivent résoudre cette crise par eux-mêmes. Et la manière dont ils la résoudront déterminera l'avenir de la démocratie dans le monde. »<sup>4</sup>

Ce tournant autoritaire précoce de Berisha était en partie dû aux conflits et parfois au chaos qui ont accompagné les débuts de la restructuration post-socialiste dans le pays. Il y a eu en effet, les grandes grèves de 1991 auxquelles succéderont quelques soulèvements ouvriers localisés, qui ont donné le coup de grâce au régime hoxhiste mais aussi au secteur industriel dont l'édification était l'invariant du mantra stalinien<sup>5</sup>. Elles furent

---

<sup>3</sup> Alors que nous étions à Tirana en janvier 2022, nous avons pu assister au saccage des locaux du Parti Démocratique par les partisans du toujours vert Sali Berisha qui protestaient contre son exclusion du parti, exclusion explicitement demandée par l'ambassade américaine. Les uns et les autres s'accusant mutuellement d'être à la botte du « narcogouvernement » du premier ministre socialiste Edi Rama... Sur ce dernier point voir « The Inside Story of Europe's First Narco- State », [www.vice.com](http://www.vice.com), 6 juin 2019.

<sup>4</sup> « The Apocalyptic Politics of the Populist Right », *New York Times*, 13 novembre 2020.

<sup>5</sup> « Il se produisit un écroulement majeur de l'organisation de la force de travail et de la discipline. Le début de la fin de la plus grande partie de la capacité industrielle albanaise peut être daté de cette époque lorsque les gens ont complètement perdu la



également accompagnées de très nombreux pillages et saccages de la « propriété socialiste » par une population excédée par plus de 40 ans de chape de plomb imposée par le collectivisme d'État. Ainsi les « privatisations spontanées », « décapitalisations sauvages » et « l'anarchie semi légale »<sup>6</sup> qui ont marqué les débuts de la restructuration post-socialiste des entreprises dans tout l'ex bloc de l'est et qui ont été souvent l'occasion de jeter les premières bases de l'oligarchisation à venir, ont pris en Albanie le caractère d'un véritable mouvement de masse, ce qui a probablement entravé l'essor de la carrière de bien des « entrepratchiks » (expression forgée par Katherine Verdery pour évoquer ces apparatchiks profitant de leur position dans le système pour s'improviser entrepreneurs privés en détournant à leur profit ressources, marchandises et moyens de production). Cela n'a pas empêché quelques années plus tard le FMI et la Banque Mondiale de qualifier la restructuration albanaise de « success story ». Mais, comme le rappelle Dirk J. Bezemer : « Le pays a été célébré dans la plupart de la littérature sur la transition comme un exemple de politique économique post-socialiste solide dans la ligne du consensus de Washington. (...) Le problème théorique que pose le paradoxe albanais de 1997 est de savoir comment une économie a pu être considérée comme solide en termes de statistiques macro-économiques (PIB, chômage, inflation, équilibre budgétaire) alors qu'elle s'approchait toujours plus d'un effondrement complet. »<sup>7</sup>

Si l'on analyse la mise en oeuvre en Albanie des trois grands principes centraux de ce fameux « consensus de Washington », à savoir l'économie de marché, la discipline macro-économique et l'ouverture aux investissements étrangers, on constatera que les institutions néo-libérales et leurs élèves locaux ont en effet fait des « miracles ». L'économie de marché supposait évidemment des privatisations en masse qui furent, au départ, menées tambour battant, sous les applaudissements

---

foi dans la vieille économie dirigée et voté avec leurs pieds quant à leur travail et leur avenir.(...) C'était une ultime ironie qu'un parti qui avait idéalisé l'image et l'ethos de l'ouvrier industriel ait été au bout du compte mis à bas par ce groupe social même. » James Pettifer et Miranda Vickers, *Albania, from Anarchy to Balkan Identity* (Londres, 1997, pp. 64-65).

<sup>6</sup> Sur ces différents concepts voir Grażyna Skąpska, « The Rule of Law, Economic Transformation and Corruption After the Fall of the Berlin Wall » *Hague Journal on the Rule of Law*, Vol. 1, n°2, pp. 284-306.

<sup>7</sup> « Post-Socialist Financial Fragility: the Case of Albania » in *Cambridge Journal of Economics*, Vol. XXV, n°1, pp. 1-23.

de la communauté internationale. Mais on s'est aperçu que la privatisation des terres, par le démantèlement des fermes collectives avait abouti à une extrême parcellisation qui, non content d'alimenter les conflits et le revival du fameux Kanun (droit coutumier qui encadre notamment les vendettas), condamnait de nombreux ruraux soit à la production vivrière soit à l'exode vers Tirana (qui fut en effet spectaculaire) ou à l'émigration, ce qui contribue aujourd'hui à la désertification de pans entiers du pays. La privatisation par coupon (dite aussi « Vouchers privatization », méthode de privatisation dans laquelle tous les citoyens reçoivent, gratuitement ou à bas prix, des bons qui représentent potentiellement des actions dans les entreprises publiques ) qui fut adoptée, sur le modèle tchèque et russe, échoua aussi largement, les coupons ayant été distribués sans qu'on sache quelles entreprises seraient concernées, provoquant une dévaluation radicale de leur valeur qui facilita leur accumulation aux mains de certaines pyramides financières (VEFA en particulier), qui purent ainsi se prévaloir d'un capital accumulé justifiant leurs très avantageux, et fallacieux, taux d'intérêt. Ces pyramides n'étant que le revers de la médaille de la stabilité macro-économique prônée par le gouvernement et les institutions internationales. En effet, la rigueur budgétaire, le contrôle strict de l'inflation et du marché officiel du crédit permettaient certes de passer pour « bon élève », mais ouvrait également un boulevard à toute la finance « informelle » ou « non encadrée », et donc à des pyramides que le FMI mit longtemps à dénoncer, d'autant qu'il s'était échiné à faire bloquer des législations sur l'assurance des dépôts et les fonds de réserves obligatoires des institutions financières qui auraient pu relativement entraver leur essor. Enfin, l'ouverture aux investissements étrangers, pour laquelle l'Albanie se vantait à l'époque d'avoir adopté la législation la plus libérale de tous les anciens pays socialistes, n'a pas semblé donner les résultats voulus comme le constatait, non sans racisme, un journaliste italien : « Les Albanais sont réfractaires à endosser les habits de nouveaux esclaves de l'Occident. Donc, peu utiles. (...) Plutôt que d'être commandés, il leur plaît de commander. Et ils sont particulièrement rapides pour apprendre l'art de la domination plutôt que celui de la soumission. »<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> *La Repubblica* du 27 mars 1997 cité dans « Une insurrection prolétarienne inachevée » in *la Revue de Mouvement communiste* n°7

Et les rares investisseurs étrangers qui avaient tenté leur chance dans ce nouvel eldorado de l'exploitation semblent avoir perdu bien des billes dans la révolte, comme le retrace Daniel Vaughan-Whitehead : « On a rapporté de nombreux exemples d'entreprises textiles italiennes de la région de Shkodër qui ont été entièrement incendiées par leurs travailleurs. Nous avons interviewé les ouvriers d'une usine de chaussure italo-albanaise de Shkodër qui avait été complètement détruite : il s'agissait de jeunes femmes ayant entre 18 et 25 ans. Elles racontaient qu'elles devaient travailler pour un très bas salaire à un rythme très élevé, accumulant les heures supplémentaires qui n'étaient jamais payées. Le fait que certaines travailleuses s'évanouissent pendant le travail n'émouvait pas le manager, qui était obsédé par les volumes de production et la rentabilité. Les ouvrières admettaient avec joie avoir dévasté l'entreprise pendant la crise, brisant chaque machine et chaque pièce d'équipement. »<sup>9</sup> En fait d'ouverture, le pays était surtout simplement passé de la plus complète autarcie à la plus grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur (aide internationale, envoi de fonds des émigrés, trafics d'armes et d'essence pour contourner l'embargo visant l'ex-Yougoslavie)<sup>10</sup>. Bref, pour ce qui est du « consensus de Washington », l'explosion de son « laboratoire post-socialiste » albanais, de même que la crise financière asiatique la même année, signalait surtout le début de la fin.

Mais ses apôtres pouvaient tout de même se croire encore triomphants, d'où la condescendance générale affichée à l'époque en Occident vis-à-vis de la naïveté des Albanais et de leurs pyramides financières, condescendance qui paraît désormais bien présomptueuse. Après tout, personne ne s'aventurerait à affirmer aujourd'hui que les fameux « Ponzi scheme » sont une simple aberration périphérique, comme sont venus le rappeler les crises financières, Bernard Madoff ou, actuellement, les craintes autour du Bitcoin, des NFT et divers autres scandales mondiaux touchant tout autant des maisons de retraite chinoises que la banque centrale libanaise<sup>11</sup>. Et

<sup>9</sup> *Albania in crisis. The predictable fall of the shining star* (Chettenham 1999), p.228

<sup>10</sup> Voir Jean-Guillaume Ditter et Ilir Gedeshi « Dix ans de transition économique albanaise : de l'autarcie à l'extraversion » in CEMOTI, n°29 (2000), pp. 121-140.

<sup>11</sup> Voir la critique du « capital fictif » comme « Ponzi Scheme » par David Harvey, l'analyse de la trajectoire de Madoff par Slavov Zizek dans *First as Tragedy, then as Farce* (Londres, 2009) et plus récemment les articles : « Worrying Albanian lessons for regulators examining crypto » de Robin Wingglesworth dans le *Financial Times* (6 juillet 2021), « NFT, révolution ou Pyramide de Ponzi ? » de Jean Christophe Castelain,

déjà à l'époque on n'avait pas assez rappelé que les pyramides financières ont été une figure familière de bien des transitions post-socialistes, avec des scandales non moins spectaculaires, comme celui de Caritas en Roumanie ou de MMM en Russie<sup>12</sup>. L'expérience albanaise est certes singulière par son ampleur, avec selon les estimations 75% de la population impliquée et plus de 2 milliards de \$ investis, mais aussi du fait que la crise soulignait l'importance prise par les envois de fonds des travailleurs expatriés, qui, faute d'alternatives et en l'absence d'un secteur bancaire fiable, allèrent souvent s'investir dans les pyramides.

L'émigration de masse commencée en 1991 fait que l'Albanie constituait et constitue là aussi un laboratoire des rapports entre émigration et équilibre domestique, devenus centraux dans le monde actuel, comme l'a souligné la crise Covid. Que l'on considère par exemple le poids, hier et aujourd'hui, de ces envois de fonds dans l'économie albanaise (près de 10% du PIB en moyenne sur les deux dernières décennies) et mondiale (les flux enregistrés, donc seulement une partie de l'ensemble, s'élèvent globalement et annuellement à 596 milliards de \$), leurs effets divers, profonds et sur tous les continents en termes d'évolution de l'agriculture, de migrations internes, d'aménagement du territoire et de bulles immobilières (hier avec ses kiosks, aujourd'hui avec ses buildings, Tirana représente effectivement ce que les chercheurs anglo-saxons appellent un « remittance landscape », un paysage façonné par les envois d'argent des expatriés), le rôle de l'État dans la gestion de l'émigration (qu'il soit intéressé au « laissez faire, laissez passer » comme en Albanie ou courtier de main d'oeuvre comme aux Philippines), la centralité de cette soupape sociale dans le maintien des régimes en place et ses conséquences en termes de rapports de genre et de démographie (avec en Albanie une baisse

---

*Journal des arts* (en ligne, 29 novembre 2021); Alexandra Stevenson et Cao Li, « China's Seniors, Seeking Retirement Homes, Find Scams Instead », *New York Times* (27 février 2021), « Deconstructing the Lebanese central bank's Ponzi scheme », *The Economist* (5 novembre 2020) et « The Ponzi Scheme That Broke Lebanon » de Sam Heller, ([www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com), 18 avril 2022).

<sup>12</sup> Voir Katherine Verdery *What was Socialism and what comes Next* (Princeton 1996) et sur les pyramides albanaises, les nombreux articles et le livre de Smoki Musaraj, *Tales from Albarado: Ponzi Logics of Accumulation in Postsocialist Albania* (Ithaca, 2020). Les deux auteurs soulignent également l'importance dans la préhistoire de ces pyramides de certaines pratiques de mise en commun de l'épargne chez les salariés à l'ère socialiste.

très nette de la population<sup>13</sup>). Là encore bien loin de devoir être renvoyées au musée des « antiquités » et au folklore local, la crise des pyramides et l'insurrection de l'hiver 1997, comme crise par et de cette articulation entre émigration et ordre domestique, avec notamment le rôle central des « migrants de retour » dans la révolte, ont incarné précocement un champ de force spécifiquement moderne et en rapide évolution (cf. Par exemple, les velléités actuelles de réforme des régimes d'importation de main-d'oeuvre dans le Golfe ou à Singapour et leurs conséquences possibles sur les pays d'origine des travailleurs).

Cette question de la migration fut bien entendu au coeur de la perception internationale de la crise, notamment lorsque la marine italienne coula une embarcation de migrants clandestins le 29 mars, faisant au moins 80 morts. C'est en effet la peur panique d'une vague migratoire qui est aussi à l'origine de l'opération ALBA comme elle l'avait été pour une opération militaro-humanitaire similaire (« Pélican ») fin 1991. Il est vrai que les Albanais n'ont jamais respecté les frontières, ni le zonage de la division continentale du travail que voulait leur imposer l'Union européenne. La nature incontrôlable de la migration albanaise s'étant d'ailleurs déjà bien illustrée en 1990/1991, quand la déliquescence de la dictature hoxhiste fut largement accélérée par une mise en oeuvre massive de cet « Exit » qui avait déjà fait des miracles ailleurs, en Allemagne de l'Est notamment<sup>14</sup>. En ce sens, on peut tout autant lire l'intervention de la force internationale sous l'angle de la « classique » opération de contre-révolution de grandes puissances coalisées dans un petit pays, dont le paradoxe veut que bien qu'ignoré et marginalisé, ses affaires intérieures soient néanmoins souvent l'objet de l'attention des puissances hégémoniques du moment<sup>15</sup> que sous

---

<sup>13</sup> Voir le très éclairant « Le dépeuplement de l'Albanie » de Laurent Chalard in *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mai-juin 2007 pp. 60-68.

<sup>14</sup> Voir l'article de Albert Hirschman « Exit, Voice, and the Fate of the German Democratic Republic: An Essay in Conceptual History » *World Politics*, Vol. 45, n° 2, pp.173 - 202.

<sup>15</sup> Et ce dès la naissance du pays en 1912 comme le rappellent Stefanaq Pollo et Arben Puto : « L'organisation internationale de l'État albanais par la conférence des ambassadeurs offre sans doute le degré le plus élevé d'internationalisation des affaires intérieures d'un petit État pratiquement jamais atteint par les grandes puissances avant la première guerre mondiale » (*Histoire de l'Albanie, des origines à nos jours*, Tirana, 1974, p.176). Le régime hoxhiste en passant d'un parrain et mécène à l'autre (de la Yougoslavie à l'URSS puis la Chine), et en oubliant de rembourser ses dettes en chemin !, sut très bien jouer jusqu'à la fin des années 70 de ce paradoxe.

celui des premiers balbutiements d'une nouvelle gestion plus « géopolitique » des migrations en Europe.

Les circonvolutions de la résolution 1101 du Conseil de Sécurité de l'ONU autorisant l'intervention multinationale dans le pays, qui était obligée d'insister, assez ironiquement, sur « la liberté de mouvement » nécessaire à l'acheminement de l'aide humanitaire pour valider le volet « armé » de cette opération hybride, indiquaient suffisamment combien il était absurde pour une opération « de police » purement européenne d'aller solliciter le blanc-seing d'un « supplétif humanitaire » (Sylvie Brunel) déjà à bout de souffle<sup>16</sup>. Ce qui a probablement donné un coup de fouet à l'adoption deux ans plus tard de la « Politique de sécurité et de défense commune » de l'U.E. De même, l'insurrection albanaise ayant été contemporaine des dernières négociations du traité d'Amsterdam (qui prirent fin en juin 1997 avant la signature du traité en octobre) elle a très probablement contribué à l'assentiment à l'approfondissement de la « communautarisation » des politiques migratoires (priorité donnée à la défense des frontières extérieures de l'union par une action coordonnée entre les différents pays, adoption de règles communes d'accueil, etc.) que celui-ci représentait.

Mais « l'étrange défaite » des rebelles albanais n'annonçait pas qu'un nouveau cycle d'intégration européenne. Produit d'une conjoncture post-socialiste particulière, au croisement de l'échec de la restructuration néo-libérale, de la montée de l'autoritarisme, de l'autonomie des migrations et de ses effets domestiques et géopolitiques, mais aussi plus généralement d'aller-retour singuliers entre dé et re-prolétarianisation (volontaires et non : de l'écoulement du secteur industriel socialiste à celui des pyramides financières), l'insurrection de 1997 ouvrait aussi de façon fracassante une ère nouvelle de luttes dans le monde que le soulèvement indonésien l'année d'après puis les révoltes argentines et algériennes de 2001 viendront bientôt jalonner.

*Les Éditions de l'Asymétrie*

---

<sup>16</sup>Voir Dino Kritsiotis « Security Council Resolution 1101 (1997) and the Multinational Protection Force of Operation Alba in Albania », *Leiden Journal of International Law*, Vol. XII, n°3, pp. 511 - 547 et Maria Castillo, « L'opération Alba : une réussite pour l'O.N.U., un bilan mitigé pour l'Union européenne et l'U.E.O », *Annuaire français de droit international*, Vol. XXXIV, pp. 243-261.



## TABLE DES MATIÈRES

Albanie une insurrection oubliée ?.....	5
« Le bref hiver de l'anarchie » : une chronologie.....	9
« Au brasero du possible » : la critique sociale et l'insurrection albanaise.....	77
Une révolte on ne peut plus moderne, retour sur le contexte de l'insurrection de 1997.....	182



## Aux éditions de l'Asymétrie

### **Collection « Rimanenti »**

Bhagat Singh, *Pourquoi je suis athée*, 2016

He-Yin Zhen, *La Revanche des femmes*, 2017

Le Désir Libertaire, *Le Surréalisme arabe à Paris, 1973-1975*, 2018

### **Collection « Réverbération »**

Collectif, *Sous le travail l'activité*, 2016

Evgeny Pasukanis, *La Théorie générale du droit et le marxisme*, 2018

Kolja Lindner et Éditions de l'Asymétrie (eds), *Le Dernier Marx*, 2019

### **Collection « Sous les tropismes »**

Subaltern Studies. *Une Anthologie*, 2018

Vivek Chibber, *La Théorie postcoloniale et le spectre du Capital*, 2018

Damien Hélie, *Les Débuts de l'autogestion industrielle en Algérie*, 2018

Nedjib Sidi Moussa (ed), *Dissidences algériennes. Une anthologie de l'indépendance au Hirak*, 2021

### **Collection « La cause est l'effet »**

Sandro Mezzadra et Brett Neilson, *La Frontière comme méthode ou la multiplication du travail*, 2019

Beverly J. Silver, *Forces du travail. Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, 2019

Jason W. Moore, *Le capitalisme dans la toile de la vie. Écologie et accumulation du capital*, 2020

Éditions de l'Asymétrie (ed), *Épidémies et rapports sociaux*, 2021

### **Collection « Im Anfang war der Aufstand »**

Bruno Astarian et Robert Ferro, *Le ménage à trois de la lutte des classes. Classe moyenne salariée, prolétariat et Capital*, 2019

### **Collection « Arabie sur Seine »**

Abdul Kader El Janabi, *L'ivresse géométrique des sorciers suivi de Spleen de Bagdad*, 2019

*La revue de poésie in toto - n°1, 2, 3 - 2020 / 2021 / 2022*

Tout ces livres peuvent être commandés sur notre site :  
[www.editionsasymetrie.org](http://www.editionsasymetrie.org)

